Nations Unies S/2020/151



Conseil de sécurité

Distr. générale
2 mars 2020
Français
Original : anglais

Note du Président du Conseil de sécurité

Au paragraphe 2 de sa résolution 2464 (2019), le Conseil de sécurité a demandé au Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) de lui présenter un rapport contenant ses conclusions et recommandations.

Le Président communique donc ci-après le rapport émanant du Groupe d'experts (voir annexe).

20-02046 (F) 200420 200420

Annexe

Lettre datée du 26 février 2020, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité

Le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) a l'honneur de communiquer ci-joint, conformément au paragraphe 2 de la résolution 2464 (2019), le rapport final sur ses travaux.

Ce rapport a été adressé le 7 février 2020 au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006), qui l'a examiné le 19 février 2020.

Le Groupe d'experts vous serait reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le publier comme document du Conseil.

Le Groupe d'experts créé en application de la résolution
1874 (2009) du Conseil de sécurité

Pièce jointe

Lettre datée du 7 février 2020, adressée au Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006)) par le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité

Le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité a l'honneur de communiquer ci-joint, conformément au paragraphe 2 de la résolution 2464 (2019), le rapport final sur ses travaux.

Le Groupe d'experts vous serait reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport à l'attention des membres du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006).

Le Groupe d'experts créé en application de la résolution
1874 (2009) du Conseil de sécurité

Rapport du Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009)

Résumé

En 2019, la République populaire démocratique de Corée n'a pas mis fin à ses programmes d'armement nucléaire et de missiles balistiques illicites, qu'elle n'a cessé de développer, en violation des résolutions du Conseil de sécurité. Elle a continué d'assurer l'entretien et la construction d'installations nucléaires, bien qu'elle n'ait annoncé aucun essai nucléaire et n'ait procédé à aucun lancement de missile balistique intercontinental. En 2019, elle a mené 13 autres essais de lancement, lesquels se sont soldés par celui d'au moins 25 missiles, dont de nouveaux types de missile balistique à courte portée et d'un nouveau missile balistique lancé par sous-marin. Elle a continué de renforcer l'infrastructure et les capacités de son programme de missiles. À partir de février 2019, aucun progrès n'a été enregistré dans le domaine diplomatique et, invoquant une telle situation, Pyongyang a annoncé à la fin de l'année qu'à son avis, il n'y avait aucune raison de maintenir le moratoire déclaré de sa propre volonté sur les lancements de missiles balistiques intercontinentaux. Malgré ses capacités endogènes importantes, la République populaire démocratique de Corée se procure illicitement à l'étranger certains composants et de la technologie.

La République populaire démocratique de Corée enfreint les résolutions applicables à l'importation illicite de produits pétroliers. Dans le domaine du pétrole raffiné, cette importation s'est poursuivie en recourant au transbordement et à des livraisons directes assurées par des navires battant pavillon étranger. Les achats du pays se sont accrus, notamment du fait de l'augmentation du nombre de ces plus gros pétroliers battant pavillon étranger, lesquels, à de multiples reprises, ont directement livré leurs cargaisons à la République populaire démocratique de Corée qui, avec ces navires et leurs propriétaires, a continué de mettre au point des pratiques de contournement. Le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité a reçu un rapport des États-Unis d'Amérique contenant des images, des données et des calculs relatifs à la période du 1er janvier au 31 octobre 2019. Selon ces calculs estimatifs, le plafond fixé par le Conseil de sécurité pour 2019, qui limite à 500 000 barils la quantité maximale de pétrole raffiné, a été dépassé de nombreuses fois. La Fédération de Russie et la Chine ont demandé des éléments plus probants pour se prononcer sur cette question.

La République populaire démocratique de Corée a continué de passer outre aux résolutions du Conseil de sécurité applicables aux exportations maritimes illicites de produits de base, notamment le charbon et le sable. Ces ventes fournissent une source de revenu qui a contribué de tout temps aux programmes nucléaires et de missiles balistiques du pays. Le Groupe d'experts a reçu des images et des informations d'un État Membre attestant un grand nombre de livraisons directes et de transbordements illicites de charbon et de sable effectués depuis la République populaire démocratique de Corée jusqu'à un autre État Membre au moyen d'automoteurs maritimes (voir sect. II). Des navires nord-coréens ont également procédé à des transbordements de charbon sur des vraquiers plus importants qui ont ensuite effectué ces livraisons. Le Groupe d'experts a constaté l'achat d'un navire qui était destiné au transport de la ferraille mais qui, en réalité, a été utilisé pour exporter du charbon depuis la République populaire démocratique de Corée. Ce pays a par ailleurs continué de tirer des revenus de la vente illicite de droits de pêche.

La République populaire démocratique de Corée a poursuivi l'importation de biens de luxe et autres articles visés par les sanctions, notamment des véhicules de luxe, de l'alcool et des robots. Les entreprises commerciales nord-coréennes, souvent placées sous l'autorité du Département de l'industrie des munitions ou elles-mêmes des entités désignées, ont continué de participer aux foires commerciales dans le pays. Celles-ci peuvent être utilisées pour élargir les réseaux d'achat en matière d'armes de destruction massive et autres activités commerciales interdites.

La République populaire démocratique de Corée continue d'avoir accès au système bancaire international en violation des sanctions des Nations Unies, en recourant pour l'essentiel à des tierces parties servant d'intermédiaires. Elle a continué d'acquérir illégalement des devises virtuelles et de mener des cyberattaques contre des banques mondiales pour échapper aux sanctions financières. Des entités désignées telles que le Bureau général de reconnaissance et le Département de l'industrie des munitions s'emploient activement à obtenir des cryptoactifs et des avoirs virtuels par des moyens illicites, les premiers par le piratage et les seconds par le déploiement illicite d'informaticiens à l'étranger.

Dans plusieurs résolutions successives, le Conseil de sécurité a posé des restrictions sur la délivrance des permis de travail aux ressortissants nord-coréens depuis 2017, avant finalement de les interdire, au motif que ces ressortissants travaillent souvent à l'étranger pour produire des recettes à l'exportation que le pays utilise pour appuyer ses programmes nucléaires et de missiles balistiques interdits. Au paragraphe 8 de la résolution 2397 (2017), le Conseil a fait obligation aux États Membres de rapatrier vers la République populaire démocratique de Corée d'ici au 22 décembre 2019 tous les ressortissants de ce pays qui percevaient des revenus à l'étranger. Le Groupe d'experts enquête sur les ressortissants dudit pays, soupçonnés de produire des recettes à l'étranger, indépendamment de leur catégorie de visa ou de la nature de leurs revenus ; il s'agit de personnes se livrant à certaines activités professionnelles telles que celles pratiquées par les sportifs, les médecins et les informaticiens, ainsi que les travailleurs manuels. Au moment de la rédaction du présent document, le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) et le Groupe d'experts ont reçu des informations provisoires sur le rapatriement de nationaux en provenance d'environ 50 États Membres. Tous les États membres sont tenus de soumettre leur rapport final sur l'application du paragraphe 8 de la résolution 2937 (2017) d'ici au 22 mars 2020.

Les résolutions relatives aux sanctions n'ont pas pour but d'avoir des conséquences négatives pour la population civile ou de nuire aux opérations menées par des organisations humanitaires en République populaire démocratique de Corée. Il est permis de supposer que les sanctions des Nations Unies peuvent avoir certains effets négatifs involontaires sur la population civile, même s'il n'est pas possible d'en mesurer avec précision l'ampleur et d'en identifier aisément la spécificité par rapport à d'autres facteurs, notamment les facteurs internes au pays. Certains effets négatifs ont néanmoins été observés, notamment du fait de l'absence persistante de système bancaire. Le Groupe d'experts a pris note des progrès importants accomplis dans l'accélération du traitement des demandes de dérogation pour raisons humanitaires soumises au Comité.

Le Groupe d'experts recommande une série de désignations et de mesures pratiques permettant au Conseil de sécurité, au Comité et aux États Membres de disposer d'outils supplémentaires au moyen desquels venir à bout des difficultés rencontrées dans l'application des résolutions pertinentes et combler les lacunes existantes en la matière.

Table des matières

* Les annexes sont distribuées uniquement dans la langue de l'original et n'ont pas été revues par les services d'édition.

I. Introduction

1. Au paragraphe 2 de sa résolution 2464 (2019), le Conseil de sécurité a demandé au Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) de remettre au Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution 1718 (2006) un rapport final contenant ses conclusions et recommandations. Le présent rapport couvre la période du 3 août 2019 au 7 février 2020.

II. Sanctions sectorielles et maritimes

Livraisons par des pétroliers en République populaire démocratique de Corée

Livraisons directes et transbordements

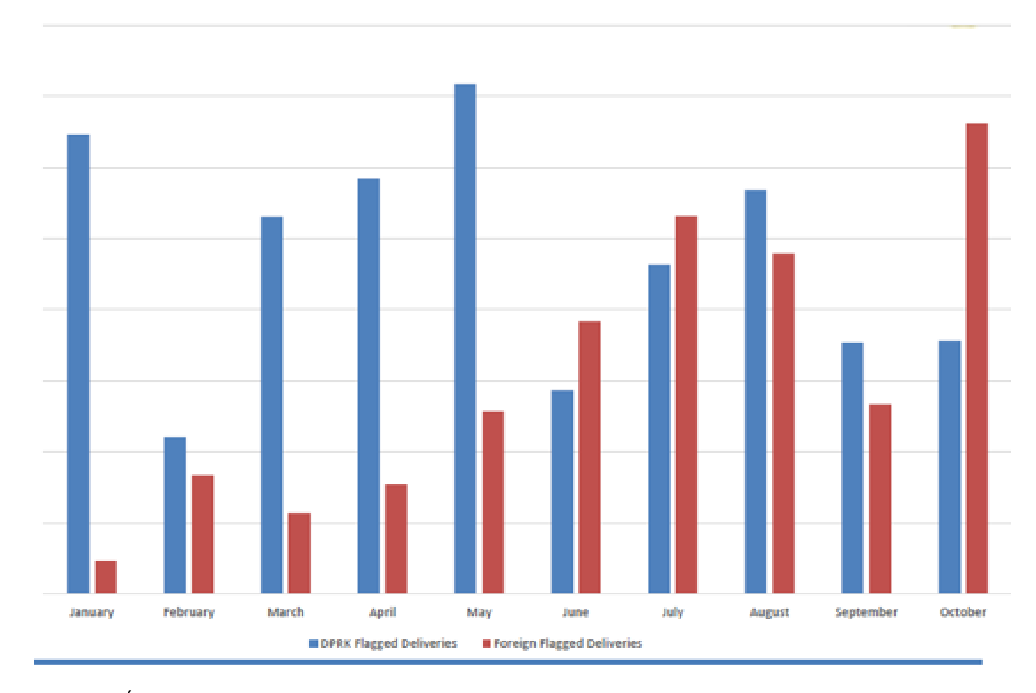
2. D'après les informations communiquées par plusieurs États Membres et les résultats des enquêtes du Groupe d'experts, le volume des importations et exportations par la République populaire démocratique de Corée de produits interdits ou réglementés a augmenté. Le pays a continué d'importer du pétrole raffiné en recourant à des transbordements illicites et à des livraisons directes illicites en violation des résolutions. L'achat de produits pétroliers raffinés par des navires battant pavillon étranger se rendant directement à Nampo (République populaire démocratique de Corée) pour livrer leurs cargaisons (voir S/2019/691) a considérablement augmenté la fréquence des livraisons et le nombre de navires concernés. Le terminal d'importation du port de Nampo[1] est le port principal auquel les navires battant pavillon étranger livrent du pétrole raffiné. Le Groupe d'experts continue d'observer l'évolution des techniques de contournement adoptées par la République populaire démocratique de Corée et les navires agissant pour son compte.

3. Le 8 novembre 2019, le Groupe d'experts a reçu un rapport des États-Unis d'Amérique contenant des données actualisées (couvrant la période allant du 1er janvier au 31 octobre 2019) sur les livraisons par pétroliers de produits pétroliers raffinés à la République populaire démocratique de Corée. Certains mois, entre juin et octobre 2019, le volume estimé des livraisons effectuées par des pétroliers battant pavillon étranger a dépassé celui des livraisons opérées par des pétroliers de la République populaire démocratique de Corée (voir fig. 1 et annexe 1).

---

[1] Selon un État Membre, les infrastructures du port de Nampo – qui est doté des installations nécessaires au déchargement des pétroliers, pourvu d'espaces de stockage pour les produits pétroliers raffinés et desservi par des lignes ferroviaires permettant le transit de ces derniers jusqu'aux centres de demande en pétrole sur l'ensemble du territoire de la République populaire démocratique de Corée – ont pour objet principal la réception des produits pétroliers raffinés.

Figure 1
Tableau comparatif des livraisons effectuées par des pétroliers battant pavillon nord-coréen et des pétroliers battant pavillon étranger (2019)



Source : État Membre, Groupe d'experts.

4. Le rapport du 8 novembre 2019 met à jour le rapport précédent des États-Unis sur les livraisons par pétroliers de produits pétroliers raffinés à la République populaire démocratique de Corée – rapport en date du 11 juin 2019 et couvrant la période du 1er janvier au 23 avril 2019[2]. Le présent rapport en date du 8 novembre 2019 a été établi sur la même base que celle du rapport du 11 juin 2019. De l'avis des États-Unis, au 31 octobre 2019, selon l'hypothèse admettant un chargement des pétroliers au tiers de leur capacité, le volume de ces livraisons serait environ trois fois supérieur au plafond total de 500 000 barils[3] fixé par le paragraphe de la résolution 2397 (2017). En cas de chargement à moitié de leur capacité, ce volume serait plus de quatre fois supérieur à ce plafond et, en cas de chargement au maximum de leur capacité, il serait près de huit fois supérieur audit plafond[4].

____

[2] Voir S/2019/691, par. 2 à 4, notes 1 à 3, et annexes 1 et 2.

[3] Au paragraphe 5 de la résolution 2397 (2017), le Conseil de sécurité ne précise pas le ratio de conversion à utiliser pour exprimer le baril en tonne métrique. Se fondant sur le ratio de conversion tonne/baril indiqué au paragraphe 4 de la résolution concernant le pétrole brut (soit 7,61904762 barils par tonne), le Groupe d'experts estime que le total des montants cumulés déclarés au Comité par la Chine et la Fédération de Russie équivaudrait à 408 757,756 barils. En fonction de la densité réelle de ces produits pétroliers raffinés, laquelle n'a pas été enregistrée, le nombre exact de barils pourrait être supérieur ou inférieur à ce chiffre. L'utilisation de ce taux de conversion se traduit par un chiffre inférieur à celui obtenu par l'application d'un facteur de conversion de référence dans ce secteur, basé sur un panier de produits, de 8,0 barils par tonne (BP, « Approximate conversion factors », in *Statistical Review of World Energy, 2019*). Les facteurs de conversion approximatifs pour les produits pétroliers raffinés vont de 6,4 barils par tonne pour le fioul résiduel à 8,4 barils par tonne pour l'essence. Certains experts n'ont pas accepté la base retenue pour établir les taux de conversion et calculs précités.

[4] Voir S/2019/691, par. 3. Le Groupe d'experts rappelle que dans la communication du 11 juin 2019, adressée par les États-Unis d'Amérique et 25 autres cosignataires, ces derniers ont tous demandé au Comité de notifier aux États Membres que, sur la base des calculs effectués par les États-Unis,

5. En janvier 2020, en application du paragraphe 5 de la résolution 2397 (2017), la Fédération de Russie avait déclaré au Comité avoir exporté vers la République populaire démocratique de Corée un montant cumulé de 30 886,328 tonnes de pétrole raffiné jusqu'à fin novembre 2019 – la Chine, elle, ayant déclaré avoir exporté un montant cumulé de 22 739,24 tonnes pour l'année 2019.

6. Le Groupe d'experts a également reçu une communication datée du 5 décembre 2019, adressée par le Directeur exécutif de l'Administration maritime de la Sierra Leone au Président du Comité 1718, lui notifiant les livraisons de produits pétroliers raffinés effectuées par des navires battant pavillon sierra-léonais à la République populaire démocratique de Corée[5] (voir annexe 2).

Recommandations

7. **Le Groupe d'experts recommande à nouveau que le Comité adopte un taux de conversion tonne/baril unique pour les produits pétroliers raffinés et précise la mesure par tonne à laquelle il est fait référence dans la résolution 2397 (2017) du Conseil de sécurité.**

8. **Le Groupe d'experts recommande que le Comité publie les volumes des livraisons de produits pétroliers raffinés convertis en barils dès réception d'une notification de telles livraisons.**

9. **Le Groupe d'experts recommande à nouveau que les États Membres soient tenus d'informer le Comité en temps opportun de tout transfert de produits pétroliers raffinés porté à leur connaissance, comme le prescrit la résolution 2397 (2017).**

Livraisons directes effectuées par des navires battant pavillon étranger

10. Selon un État Membre, l'ajout de plus grands pétroliers battant pavillon étranger chargés d'effectuer des livraisons à la République populaire démocratique de Corée a accru l'importation illicite de produits pétroliers raffinés. Cet État membre a calculé qu'au cours des 10 premiers mois de 2019, les pétroliers battant pavillon étranger ont assuré au total, à eux seuls, 64 livraisons, correspondant à un volume qui oscille entre 560 000 et 1,531 million de barils de produits pétroliers raffinés[6] (voir fig. 2 et annexe I).

11. Les pétroliers battant pavillon étranger ont fait escale à plusieurs reprises pour livrer leur cargaison, l'un d'eux étant retourné à son point de livraison jusqu'à 15 fois en sept mois. On estime que de telles livraisons directes sont plus efficaces que les transbordements effectués par des pétroliers de la République populaire démocratique de Corée avec de plus petits navires avant de rejoindre leur port.

---

le plafond fixé pour les produits pétroliers raffinés avait été dépassé et d'exiger la cessation de tous transferts ultérieurs de pétrole raffiné à la République populaire démocratique de Corée. La Fédération de Russie a répondu qu'à ce stade, il était prématuré que le Comité prenne une décision définitive en la matière, et la Chine a noté qu'il fallait davantage de preuves et d'informations pour se prononcer sur cette question.

[5] Les expéditions effectuées par le *Sen Lin 01*, le *Hokong*, le *Vifine*, le *Tianyou* et l'*Unica* ont été incluses dans la notification. Aucune de ces expéditions n'a été notifiée dans un délai de 30 jours. D'autres expéditions vers la République populaire démocratique de Corée n'ayant pas été notifiées ont été enregistrées pour tous ces navires, à l'exception possible du *Vifine* (pour lequel la date d'une expédition pourrait avoir été notifiée par erreur).

[6] La plage de volumes de livraison mentionnée ci-dessus se fonde sur les volumes de livraison connexes fournis par l'État Membre, selon l'hypothèse d'un chargement des navires oscillant entre 33 % et 90 % de leur capacité.

12. D'après les résultats de ses enquêtes, le Groupe d'experts note que certains des navires effectuant des livraisons directes à la République populaire démocratique de Corée avaient changé de propriétaire quelques mois seulement avant de procéder à ces livraisons. Dans plusieurs de ces cas, les compagnies inscrites en tant que propriétaires de ces navires avaient été dissoutes ou radiées du registre des compagnies. Tactique visant à brouiller les informations et à rendre plus difficile l'identification de leur véritable propriétaire, certains des navires n'avaient pas mis à jour leurs informations sur une base de données maritimes spécialisées[7] au moment où ils avaient commencé à effectuer des livraisons à la République populaire démocratique de Corée.

13. Certains des navires ayant procédé à des livraisons directes ont été inscrits comme battant un faux pavillon selon les données historiques de l'Organisation maritime internationale (OMI)[8]. D'autres navires battant pavillon étranger, comme le *Wan Heng 11* (nº OMI 8791667, opérant actuellement sous le nom de *Kum Jin Gang 3*)[9], le *New Regent* (nº OMI 8312497) et le *Tianyou* (nº OMI 8817007), qui avaient auparavant effectué des transbordements avec des pétroliers de la République populaire démocratique de Corée, ont cessé d'opérer en tant que navires collecteurs pour se convertir en navires-citernes de livraison. On trouvera à l'annexe 3 des précisions sur les similitudes entre navires suspects au regard de leurs propriétaires, exploitants et gérants ainsi que de leurs profils.

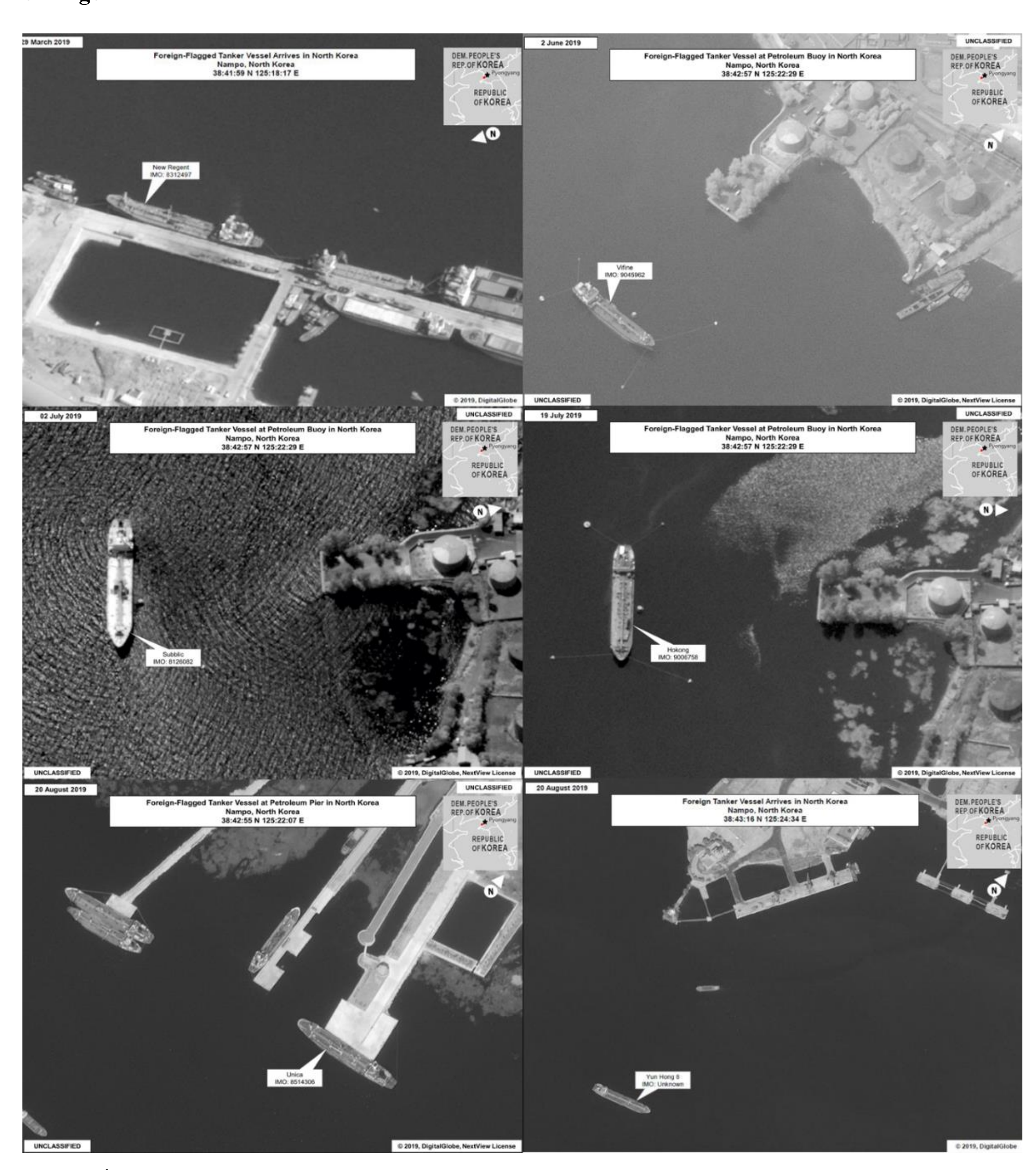
---

[7] L'entreprise IHS Markit est la source d'origine du système de numéros d'identification des navires de l'Organisation maritime internationale (OMI) et la seule autorité ayant une compétence pour l'attribution et la validation de ces numéros. C'est également la source d'origine du système d'attribution d'un numéro OMI d'identification unique aux compagnies et propriétaires inscrits, laquelle gère ce système pour le compte de l'OMI.

[8] Tel est le cas du *Vifine* (nº OMI 9045962) et du *Subblic* (nº OMI 8126082).

[9] Le *Wan Heng 11* (nº OMI 8791667), pétrolier ayant battu pavillon bélizien et désigné le 30 mars 2018 pour avoir procédé à un transbordement avec le pétrolier nord-coréen *Rye Song Gang 1* (nº OMI 7389704), aurait effectué deux autres transbordements avec des pétroliers de la République populaire démocratique de Corée en janvier 2018.

Figure 2
Exemples de livraisons directes à Nampo par des navires battant pavillon étranger



Source : État Membre ; *carte :* Groupe d'experts.

Note : voir annexe 1.

i) Sen Lin 01

14. Le Groupe d'experts note que le *Sen Lin 01* (nº OMI 8910378), qui battait alors pavillon sierra-léonais[10], a continué d'effectuer des livraisons directes de pétrole

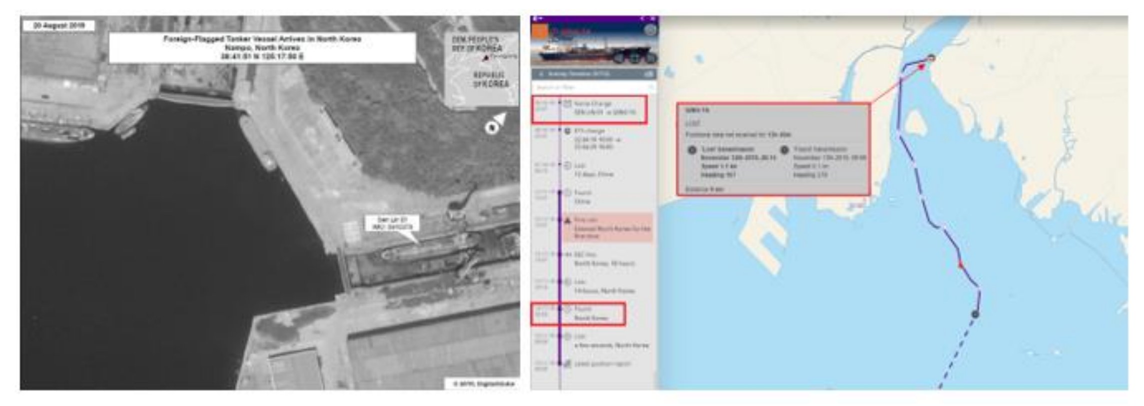
---

[10] Le *Sen Lin 01* a battu pavillon sierra-léonais de novembre 2018 à octobre 2019 (selon IHS Markit, consultation le 28 novembre 2019).

raffiné à Nampo, où il a fait escale au moins à 15 reprises au total entre janvier et juillet 2019[11]. Le *Sen Lin 01* semble également recourir aux installations de la République populaire démocratique de Corée [voir fig. 3 a)], dans lesquelles il a été en cale sèche. D'après une base de données maritimes spécialisées, le navire a disparu du système d'identification automatique pendant 10 mois, de décembre 2018 à octobre 2019[12]. Le 13 novembre 2019, la présence du *Sen Lin 01* a été enregistrée en République populaire démocratique de Corée [voir fig. 3 b)][13].

Figure 3 a)
Le *Sen Lin 01* à Nampo le 20 août 2019

Figure 3 b)
Le *Sen Lin 01* en République populaire démocratique de Corée le 13 novembre 2019



Source : État Membre, *carte :* le Groupe d'experts.

Source : Windward.

15. La compagnie Deepika Shipping and Trading Ltd (ci-après « Deepika Shipping ») a été inscrite comme son propriétaire, gérant et exploitant[14] à partir d'avril 2018 sur une base de données maritimes spécialisées. Cette compagnie a été radiée en novembre 2019 du registre des Îles Marshall, où elle avait été enregistrée. L'adresse auparavant mentionnée pour Deepika Shipping était « aux bons soins de la compagnie Circle Ocean International Shipping Limited »[15], inscrite en avril 2015 sur un système d'information intégré[16]. Le Groupe d'experts n'a pas encore reçu de réponse de la part de ces entreprises.

ii) Tianyou

16. Le *Tianyou* (nº OMI 8817007), qui battait alors pavillon sierra-léonais[17], a fait escale à Nampo au moins quatre fois, entre juillet et octobre 2019, et y a livré du pétrole raffiné[18]. Il a été enregistré sur une base de données maritimes spécialisées comme n'ayant pas transmis de signal du système d'identification automatique depuis décembre 2018, hormis une brève transmission intervenue le 11 avril 2019[19]. Avant ses livraisons directes, le navire a procédé le 2 janvier 2019 à des transbordements

[11] Le Groupe d'experts a signalé auparavant que le *Sen Lin 01* avait effectué dix livraisons à Nampo (voir S/2019/691, par. 10).
[12] Windward (consultation le 2 décembre 2019).
[13] Ibid.
[14] IHS Markit (consultation le 28 novembre 2019).
[15] IHS Markit (consultation le 7 juin 2019).
[16] À savoir, le système d'information intégré du registre des sociétés de Hong-Kong. Données disponibles à l'adresse : www.icris.cr.gov.hk (consultation le 27 novembre 2019).
[17] Le *Tianyou* a battu pavillon sierra-léonais de mars à septembre 2018 (selon IHS Markit, consultation le 28 novembre 2019).
[18] Information d'un État membre.
[19] Windward (consultation le 28 novembre 2019).

avec le pétrolier *Ji Song 6* (nº OMI 8898740) battant pavillon nord-coréen et, le 31 mars 2019, avec un autre pétrolier battant pavillon nord-coréen, le *Chon Ma San* (nº OMI 8660313). Il est propriété de Tian You Shipping Limited[20] (ci-après « Tian You »)[21], et son adresse est « aux bons soins » d'une compagnie domiciliée à Singapour (ci-après « société de gestion-TY ») et inscrite sur des bases de données maritimes spécialisées comme son gérant, exploitant et gestionnaire technique[22].

17. Selon la société de gestion-TY, le *Tianyou* a été vendu le 10 mai 2019 à une société enregistrée à Hong Kong (ci-après « acheteur-TY ») (voir annexe 4)[23]. Le navire a commencé à effectuer des livraisons directes à Nampo deux mois après cette vente. Étant donné la désactivation par le navire de son système d'identification automatique en août 2018 et d'autres plaintes, la société de gestion-TY a déclaré avoir « adressé une lettre au propriétaire pour lui demander de mettre fin à [ses] services de gestion, en raison de l'attitude non coopérative dudit propriétaire ainsi que de problèmes de paiement… »[24]. La société de gestion-TY a également déclaré s'être « déchargée de [ses] responsabilités étant donné le fait que le propriétaire avait manqué à ses engagements envers [elle]… ». Toutes les communications relatives au navire ont été assurées par l'intermédiaire du représentant du propriétaire, un certain M. Jiang. Le Groupe d'experts note que, selon le système d'information intégré du registre des sociétés (Hong-Kong), la compagnie vendeuse, Tian You, a été dissoute le 22 novembre 2019 et l'acheteur-TY l'a été le 22 novembre 2019[25]. La société de gestion-TY a déclaré qu'elle n'avait pas eu « accès au contrat de fret, aux documents de transport et aux itinéraires de navigation » et que, « par la suite, [elle n'avait pas participé] à la phase d'achat et de vente et [n'avait] obtenu les documents auprès des parties intéressées qu'après en avoir demandé copie ». Tian You n'a pas encore répondu aux demandes de renseignements du Groupe d'experts. Les enquêtes se poursuivent.

iii) Vifine

18. Le *Vifine*, également connu sous le nom de *Tealway FV* et qui battait alors pavillon sierra-léonais (nº OMI 9045962)[26], a fait escale à Nampo au moins à cinq reprises entre mai et juillet 2019 et y a livré du pétrole raffiné[27]. D'après une base de données maritimes spécialisées, le *Vifine* s'est mis à (re)transmettre un signal du système d'identification automatique en juillet 2019, après une longue période sans transmission depuis novembre 2016[28]. La compagnie Hongxin International Ship Management Co. Limited[29] (ci-après « Hongxin ») est inscrite sur des bases de données maritimes spécialisées comme son propriétaire ainsi que son gérant,

[20] En chinois : 天佑航運有限公司.
[21] Système d'information intégré du registre des sociétés (Hong-Kong). Données disponibles à l'adresse suivante : www.icris.cr.gov.hk (consultation le 22 novembre 2019).
[22] Données consultées le 28 novembre 2019.
[23] Le Groupe d'experts a demandé des explications sur la différence entre le montant en chiffres et le montant exprimé entre parenthèse, « 200 000 dollars des États-Unis (un dollar des États-Unis) », telle qu'enregistrée dans l'acte de vente (voir annexe 4).
[24] Le Groupe d'experts attend la documentation demandée concernant la date de cessation des services de gestion du navire fournis par la société de gestion-TY.
[25] Système d'information intégré du registre des sociétés (Hong-Kong). Données disponibles à l'adresse www.icris.cr/gov/hk (consultation le 31 décembre 2019).
[26] Le *Vifine* a battu pavillon sierra-léonais de novembre 2018 à octobre 2019 (selon IHS Markit, consultation le 28 novembre 2019).
[27] Information d'un État Membre.
[28] Windward (consultation le 28 novembre 2019).
[29] En chinois : 鴻信國際船舶管理有限公司. Enregistrement effectué le 18 mars 2019, selon le site du système d'information intégré du registre des sociétés (Hong-Kong). Données disponibles à l'adresse suivante www.icris.cr/gov/hk.

exploitant et gestionnaire technique depuis mai 2019[30], mois à partir duquel le navire a commencé à livrer du pétrole raffiné à Nampo. Hongxin n'a pas encore répondu aux demandes de renseignements du Groupe d'experts.

iv) Hokong

19. Le *Hokong* (nº OMI 9006758) qui battait alors pavillon sierra-léonais[31], a fait escale à Nampo au moins à six reprises entre mai et octobre 2019 et y a livré du pétrole raffiné[32]. La compagnie All Sefety Ocean International Trading Co. Limited[33] (ci-après « All Sefety ») est inscrite sur des bases de données maritimes spécialisées comme son propriétaire ainsi que son gérant et exploitant à partir de février 2019[34], le navire ayant effectué des livraisons directes à Nampo trois mois plus tôt. Enregistrée en avril 2018[35], la compagnie a également été inscrite comme la propriétaire précédente du *Vifine* qui procédait à des livraisons directes de pétrole raffiné à Nampo. All Sefety n'a pas encore répondu aux demandes de renseignements du Groupe d'experts.

v) Unica

20. L'*Unica* (nº OMI 8514306)[36], qui battait alors pavillon sierra-léonais, a fait escale à Nampo au moins à cinq reprises entre juillet et octobre 2019 et y a livré du pétrole raffiné[37]. Une compagnie enregistrée aux Îles Vierges britanniques (ci-après « compagnie-U ») est inscrite sur des bases de données maritimes spécialisées comme son propriétaire, gérant, exploitant et gestionnaire technique[38]. La compagnie titulaire de l'attestation de conformité du navire, Nuwanni International Ship Management Co. Limited[39] (ci-après « Nuwanni »), enregistrée en avril 2018 et dissoute en juillet 2019[40], avait la même adresse d'enregistrement qu'All Sefety. Les autorités des Îles Vierges britanniques ont confirmé l'enregistrement de la compagnie-U en octobre 2018 et ont fourni des renseignements supplémentaires sur la propriété du navire. Les enquêtes se poursuivent.

vi) Diamond 8

21. Le *Diamond 8* battant pavillon sierra-léonais (nº OMI 9132612)[41] a livré du pétrole raffiné à Nampo le 27 octobre 2019[42] un mois après avoir été enregistré sous ce pavillon et au nom d'un nouveau propriétaire. Une entreprise domiciliée en Indonésie (ci-après « société de gestion-D8 ») est inscrite comme son gérant et exploitant à compter de septembre 2019[43] et l'adresse mentionnée pour le propriétaire

---

30 IHS Markit (consultation le 28 novembre 2019).
31 Le *Hokong* a battu pavillon sierra-léonais de février 2019 à octobre 2019 (selon IHS Markit, consultation le 28 novembre 2019).
32 Information d'un État Membre.
33 En chinois : 全安海洋國際貿易有限公司.
34 IHS Markit (consultation le 28 novembre 2019).
35 Système d'information intégré du registre des sociétés (Hong-Kong). Données disponibles à l'adresse suivante www.icris.cr.gov.hk (consultation le 27 novembre 2019).
36 L'*Unica* a battu pavillon sierra-léonais d'octobre 2018 à octobre 2019 (selon IHS Markit, consultation le 28 novembre 2019).
37 Information d'un État Membre.
38 IHS Markit (consultation le 28 novembre 2019).
39 En chinois : 紐緩日國際船舶管理有限公司.
40 Système d'information intégré du registre des sociétés (Hong-Kong). Données disponibles à l'adresse suivante www.icris.cr.gov.hk (consultation le 27 novembre 2019).
41 Le *Diamond 8* bat pavillon sierra-léonais depuis septembre 2019 (selon la base de données d'IHS Markit consultée le 28 novembre 2019).
42 Information d'un État Membre.
43 IHS Markit (consultation le 28 novembre 2019).

inscrit du *Diamond 8* est « aux bons soins » de cette entreprise. L'Indonésie a répondu au Groupe d'experts qu'elle menait actuellement une enquête faisant intervenir plusieurs organismes et qu'afin de fournir audit Groupe toutes informations nécessaires, elle devait encore obtenir auprès des organismes concernés d'autres confirmations et documents probants. Les résultats de son enquête seront communiqués en temps voulu.

vii) New Regent

22. Le Groupe d'experts a d'abord signalé en mars 2019[44] que le *New Regent* (nº OMI 8312497) avait procédé à un transbordement avec un pétrolier nord-coréen. Quand le *New Regent* a commencé à livrer directement du pétrole raffiné à Nampo[45], il était déjà dépavillonné et frappé d'interdiction mondiale d'entrée dans les ports[46]. Depuis lors, le navire a continué à livrer sa cargaison au moins à deux reprises, entre mai et juillet 2019[47].

23. D'après un affidavit[48] établi par M. Tan, courtier maritime domicilié à Singapour pour le *New Regent*, le propriétaire précédent du navire, Mega Glory Holdings Limited, l'a vendu et livré à la compagnie Fullberg Trading Develop Limited[49] (ci-après « Fullberg »)[50], à Kaohsiung en avril 2018 (voir par. 168 et annexe 5). Selon M. Tan, le nouveau propriétaire n'a pas mis à jour l'enregistrement du navire et, après la vente de ce dernier, n'a pas donné suite aux autres tentatives de prise de contact faites par M. Tan et des propriétaires précédents, M. Tan précisant qu'il avait ensuite perdu toutes coordonnées relatives aux acheteurs après avoir changé de téléphone mobile fin 2018[51]. M. Tan a déclaré qu'il avait été contacté en tant que courtier par un certain M. Yu, qui était intéressé par l'achat du navire et qui lui était jusque-là inconnu. Il a également déclaré qu'à sa connaissance, la compagnie Mega Glory Holdings Limited n'avait entretenu aucune relation préalable avec Fullberg. Le Groupe d'experts a demandé un complément d'explications et de documentation à M. Tan et attend qu'il soit donné suite à cette demande. Les enquêtes se poursuivent.

viii) Subblic

24. Le *Subblic* (nº OMI 8126082)[52], qui battait auparavant pavillon togolais, a fait escale au moins dix fois, entre juin et octobre 2019, dans des ports de la République populaire démocratique de Corée et y a livré du pétrole raffiné[53]. Le navire a été enregistré sous pavillon inconnu deux mois avant de commencer ses livraisons directes[54]. Enregistré sous un nom différent et naviguant sous un pavillon différent,

---

[44] S/2019/171, par. 15 à 17.

[45] S/2019/69, par. 10.

[46] Le navire a été désigné par le Comité le 16 octobre 2018.

[47] Information d'un État Membre.

[48] Cet affidavit et la documentation y relative qui a été soumise sont en possession du Groupe d'experts.

[49] En chinois : 丰百貿易拓展有限公司.

[50] Enregistrée dans le système d'information intégré du registre des sociétés (Hong-Kong).

[51] M. Tan a déclaré dans son affidavit ce qui suit : « Après la vente, toutefois, l'acheteur a refusé de communiquer avec moi sur cette question. J'ai changé de téléphone mobile fin 2018 à cause d'un problème technique et j'ai perdu tous les contacts et le contenu enregistré de toutes les communications avec l'acheteur. Je ne suis plus en contact avec l'acheteur et suis très déçu par la manière dont la compagnie Fullberg Trading s'est comportée après être devenue propriétaire du *New Regent*. »

[52] Le *Subblic* a battu pavillon togolais d'octobre 2018 à avril 2019 (selon IHS Markit, consultation le 28 novembre 2019).

[53] Le *Subblic* a toujours livré son pétrole raffiné à Nampo à l'exception du 24 août 2019, date à laquelle il l'a livré à Hungnam (République populaire démocratique de Corée).

[54] Windward.

le *Subblic* a transmis son dernier signal du système d'identification automatique deux ans auparavant, en octobre 2017[55]. Le navire a été immatriculé sous un faux pavillon sur le registre maritime maldivien en décembre 2017[56]. La compagnie Milyan.R Trade International Co. Limited[57] (ci-après « Milyan ») est inscrite en tant que propriétaire du *Subblic* et comme son gérant et exploitant depuis octobre 2018[58]. À différents stades, deux nationaux philippins ont occupé la fonction de directeur de Milyan[59]. Enregistrée le 26 mars 2018 et dissoute le 26 juillet 2019[60], la compagnie a partagé avec All Sefety (le propriétaire inscrit du *Hokong*) la même adresse, et la compagnie titulaire de son attestation de conformité était la compagnie Nuwanni[61], qui assurait le même service pour l'*Unica*.

25. Le *Subblic*, sous son nom précédent, à savoir le *Xin Yuan 18*, a été signalé par un État Membre comme soupçonné d'avoir procédé à un transbordement avec le pétrolier nord-coréen *Chon Ma San* le 24 février 2018[62]. Le *Xin Yuan 18* a été vendu à Milyan. Les autorités philippines ont fourni au Groupe d'experts certaines informations. Les enquêtes se poursuivent.

ix) Bonvoy 3

26. Le *Bonvoy 3* (nº OMI 8978784) a fait escale à Nampo au moins deux fois entre août et septembre 2019, et y a livré du pétrole raffiné[63]. Le navire a été signalé comme dépavillonné depuis avril 2017[64], Bright Clear Global Ltd-HKG étant inscrit comme son propriétaire, gérant et exploitant en dernière date[65]. Le Groupe d'experts a reçu des autorités du Honduras, dernier pays où le navire avait été enregistré sous un pavillon, certaines informations, notamment confirmant que la patente provisoire de navigation délivrée au navire avait expiré le 1er mars 2016 et que ledit navire n'avait plus été autorisé à naviguer sous pavillon hondurien à compter de cette date. Les enquêtes se poursuivent.

x) Yun Hong 8

27. Le *Yun Hong 8* (numéro d'identité du service mobile maritime 413459380) qui battait pavillon chinois[66] a fait escale à Nampo au moins 10 fois entre février et

[55] Ibid.

[56] Le Gouvernement maldivien a confirmé que le navire, connu alors sous le nom de *Xin Yuan 18*, avait fait l'objet d'une fausse déclaration d'enregistrement sous son pavillon (Mariyam Shaushath, « Maldives assures MMSI number used by *Xin Yuan 18* never registered » (« Les Maldives assurent que le numéro MMSI utilisé par le *Xin Yuan 18* n'a jamais été enregistré. »), Public Service Media, 1er mars 2018).

[57] En chinois : 邁源紅貿易國際有限公司.

[58] Inscrite en tant que son gérant et exploitant selon IHS Markit (consultation le 28 novembre 2019).

[59] Système d'information intégré du registre des sociétés (Hong-Kong). Données disponibles à l'adresse suivante www.icris.cr.gov.hk (consultation le 27 novembre 2019).

[60] Ibid.

[61] Inscrite comme la compagnie titulaire de l'attestation de conformité du *Subblic* d'octobre 2018 à septembre 2019 (selon IHS Markit, consultation le 28 novembre 2019). Le Groupe d'experts note que l'adresse commune enregistrée est celle d'une entreprise fournissant des services d'enregistrement de sociétés.

[62] Japon, Ministère des affaires étrangères, « Suspicion of illegal ship-to-ship transfers of goods by *Chon Ma San*, North Korean-flagged tanker, and *Xin Yuan 18*, Maldivian-flagged tanker » (« Soupçon de transbordements illégaux de marchandises par le *Chon Ma San*, un pétrolier battant pavillon nord-coréen, et le *Xin Yuan 18*, pétrolier battant pavillon maldivien »), 24 février 2018.

[63] Information d'un État Membre.

[64] Le dernier pavillon connu du *Bonvoy 3* était hondurien en avril 2017 (selon IHS Markit, consultation le 28 novembre 2019).

[65] Cette compagnie n'est plus enregistrée dans le système d'information intégré du registre des sociétés (Hong-Kong).

[66] Enregistré dans plusieurs bases de données maritimes (consultées le 13 novembre 2019) comme battant pavillon chinois, le *Yun Hong 8* a répondu à une demande d'inspection faite en chinois par

octobre 2019, et y a livré du pétrole raffiné[67]. Durant cette période, il a été également constaté que le *Yun Hong 8* avait obtenu d'autres navires battant pavillon étranger du pétrole raffiné, en vue de sa livraison probable à la République populaire démocratique de Corée selon un État Membre. Le Groupe d'experts note que le navire a fait l'objet d'une annonce en vue de sa vente aux enchères en juin 2018, pour le compte de Ningbo Ship Trading Market Co. Ltd[68]. Le Groupe d'experts a demandé de l'aide aux autorités chinoises par écrit. Dans leur réponse, ces dernières ont fait valoir que l'absence criante d'éléments précis et exploitables rendait leur enquête très problématique et qu'il leur était particulièrement difficile de la mener plus avant à l'appui des informations disponibles. La Chine comptait que le Groupe d'experts pourrait mener ses travaux conformément aux résolutions du Conseil de sécurité et aider fidèlement les États Membres à appliquer les résolutions de manière plus efficace.

Navires battant pavillon étranger effectuant des transbordements sur d'autres navires battant pavillon étranger aux fins de livraison à Nampo

28. Selon un État Membre, certains navires battant pavillon étranger qui ont livré des produits pétroliers raffinés directement à Nampo ont eu également recours à des transbordements pour se procurer de tel produits pour le compte de la République populaire démocratique de Corée. Le Groupe d'experts note que les navires fournisseurs intervenant dans ces transbordements peuvent ou non avoir des informations sur la véritable destination prévue du navire receveur. Phénomène relativement nouveau, ces transbordements entre navires battant pavillon étranger dans les eaux internationales, préalablement à la livraison de cargaisons illicites directement à Nampo[69], sont très préoccupants. Cette autre manière de dissimuler l'état des choses renforce la nécessité de faire preuve d'une diligence raisonnable au regard de la destination ultime de la cargaison du pétrolier fournisseur.

29. Un État Membre a recensé les cas suivants où, après s'être procuré une cargaison au moyen d'un transbordement, des navires receveurs avaient directement livré du pétrole raffiné à la République populaire démocratique de Corée :

i) *Le* Yun Hong 8 *et le navire fournisseur A*

30. Outre le fait d'effectuer des livraisons directes à la République populaire démocratique de Corée (voir par. 27), le *Yun Hong 8* a été photographié par un État Membre lors d'un transbordement à son bord effectué par un navire battant pavillon de la République de Corée (ci-après le « navire fournisseur A ») le 31 août 2019, en mer de Chine orientale (voir fig. 4). Le *Yun Hong 8* a, par ailleurs, reçu du pétrole raffiné à au moins trois autres reprises, au moyen de transbordements opérés par le navire fournisseur A de juillet à la mi-août 2019[70]. Le Groupe d'experts note que, sur les quatre transbordements entre le navire fournisseur A et le *Yun Hong 8*, trois ont

____

un État Membre faisant état du transbordement ayant impliqué le *Yun Hong 8* et un autre navire le 23 octobre 2019 (voir par. 31). Le *Yun Hong 8* a déclaré que son port d'attache était Zhongshan, dans la province de Zhejiang (Chine).

[67] Information d'un État Membre.

[68] Voir www.shipbid.net.

[69] Toutes les livraisons enregistrées qui ont été effectuées par des pétroliers battant pavillon étranger et sur lesquelles des renseignements ont été fournis par l'État Membre ont été faites à Nampo, hormis une livraison faite à Hungnam le 24 août 2019 par le *Subblic* battant encore pavillon togolais.

[70] Les trois transbordements avec le *Yun Hong 8* ont été effectués les 26 et 27 juin et le 16 août 2019. Les quatre transbordements du navire fournisseur A au *Yun Hong 8*, y compris celui du 31 août 2019, ont représenté au total 4 731 tonnes de gazole marin.

été réalisés quelques jours[71] avant les escales enregistrées de ce dernier à Nampo. Le propriétaire inscrit du navire fournisseur A a prêté son concours au Groupe d'experts et lui a fourni toute la documentation requise[72] (voir annexe 6). Les enquêtes se poursuivent.

Figure 4
Transbordement entre le *Yun Hong 8* et le navire fournisseur A, le 31 août 2019




Source : État Membre.

i) *Le* Yun Hong 8 *et le navire fournisseur B*

31. Le *Yung Hong 8* a été photographié par un État Membre lors d'un transbordement à son bord effectué par un navire battant pavillon indien (ci-après le « navire fournisseur B »), le 23 octobre 2019 en mer de Chine orientale (voir fig. 5). Le navire fournisseur B était alors affrété à l'entité CPC Corporation, domiciliée à Doubaï (Émirats arabes unis)[73]. De plus, le navire fournisseur B a livré du pétrole raffiné au *Yun Hong 8* à quatre autres reprises entre septembre et mi-novembre 2019[74] [voir annexe 7 a)]. Les transbordements sont intervenus quelques jours avant les escales enregistrées du *Yun Hong 8* à Nampo[75]. Le propriétaire inscrit du navire fournisseur B a communiqué des documents au Groupe d'experts et aide ce dernier

[71] De juillet à la mi-août, les transbordements ont été effectués entre quatre à huit jours avant que le *Yun Hong 8* ne fasse escale à Nampo, et le transbordement du 31 août 2019 a été effectué environ un mois avant son escale suivante à Nampo.

[72] Le propriétaire a communiqué des documents et des photographies des pièces suivantes, réunis à des fins de diligence raisonnable et de précaution : accusés de réception de soutes signés et datés, engagement et confirmation de destination finale par le navire receveur, confirmation de l'enregistrement du navire, rapports de déchargement pour chaque transaction, confirmation du certificat et de la nationalité du navire, photographies des débimètres et copies des relevés de paiement.

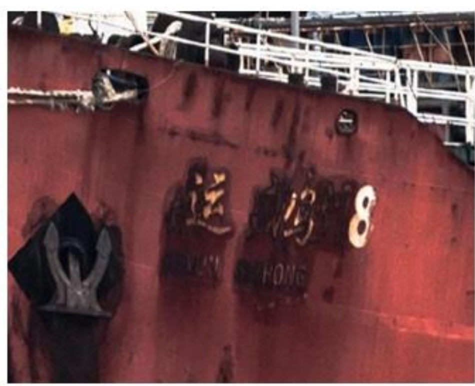
[73] Le navire fournisseur B était un navire affrété à long terme par l'entité CPC Corporation Limited, en vertu d'un contrat d'affrètement en date du 5 août 2019. Le propriétaire du navire fournisseur B a informé le Groupe d'experts qu'il avait décidé qu'« il ne travaillerait plus à l'avenir avec le même affréteur ou toutes personnes liées à cet affréteur, à savoir CPCC, Ltd. ».

[74] Les cinq transbordements sur le *Yun Hong 8* ont été effectués le 28 septembre et les 5 et 23 octobre 2019, cycle qui s'est achevé par deux transbordements opérés le 11 novembre 2019.

[75] Sur les cinq transbordements effectués entre le navire fournisseur B et le Yun Hong 8, trois l'ont été après le 31 octobre 2019, au-delà de la période couverte par les informations communiquées au Groupe d'experts par l'État Membre. Les trois transbordements ont été effectués entre deux et six jours avant les escales faites à Nampo par le *Yun Hong 8*. Au total, 6 297, 29 tonnes de gasoil avec une teneur en soufre de 500 parties par million ont été transbordées sur le *Yun Hong 8* à partir du navire fournisseur B.

dans son travail[76]. Le propriétaire a d’abord fait savoir que le transbordement du 23 octobre 2019 n’avait pas été effectué avec le *Yun Hong 8* mais avec le *Yun Hong 18*[77] [voir annexe 7 b)]. Toutefois, il a ensuite donné des éclaircissements sur l’identité du *Yun Hong 8*, suite à une conversation avec le capitaine du navire[78]. Selon le propriétaire, le sous-affréteur a fourni les instructions de déchargement relatives à la quantité de cargaison, ainsi que d’autres instructions communiquées par un certain M. Looi, le représentant à bord de l’affréteur. L’affréteur n’a pas encore répondu aux demandes de renseignements du Groupe d’experts. Les enquêtes se poursuivent.

Figure 5
Transbordement entre le *Yun Hong 8* et le navire fournisseur B, le 23 octobre 2019

Source : État Membre.

iii) *Le* Vifine *et le* New Konk

32. Un État Membre a photographié le *Vifine*, qui naviguait alors sous pavillon sierra-léonais, lors d’un transbordement avec le *New Konk*[79] (nº OMI 9036387) en

---

[76] Selon le propriétaire, « toutes les questions opérationnelles ont été réglées entre les affréteurs et les propriétaires et entre ces derniers et le capitaine, les affréteurs PIC » (en tant que sous-affréteurs) assurant la coordination au niveau local avec le capitaine du navire fournisseur B.

[77] Le propriétaire a déclaré que le transbordement avait été effectué avec le *Yun Hong 18* et non avec le *Yun Hong 8* comme indiqué dans une transaction par courriel et un accusé de réception de soutes communiqué par l’affréteur.

[78] Selon le propriétaire, le capitaine, sous la pression du représentant à bord de l’affréteur, a accepté que « le navire porte le nom de *Yun Hong 18* de manière à pouvoir assurer à ses supérieurs hiérarchiques qu’il ne s’agissait pas du *Yun Hong 8* », et a ordonné que ce nom du navire soit inscrit en conséquence dans tous les documents. D’autre part, les propriétaires ont déclaré ce qui suit : « Le capitaine, vous le comprendrez, a fourni de quoi peindre le *Yun Hong 8*, de sorte qu’il a pu ainsi agir contrairement à nos instructions en matière de risque dommages… et il n’y a aucune raison de croire que ses actes aient contribué à une éventuelle violation des sanctions. » Il a été signalé que le *Yun Hong 8* était entré en collision avec le navire fournisseur B lors d’un transbordement, après quoi les propriétaires du navire avaient interdit tout autre transbordement aux fins d’assurer l’exploitation du navire en toute sécurité. La documentation relative à cette collision a été fournie. Le Groupe d’experts note que, parallèlement, le capitaine avait déjà déclaré, le 20 octobre 2019, que son navire avait bénéficié d’un gage de suivi par les États-Unis puisqu’« [il] avait déjà été inspecté deux fois ». Certains avertissements ultérieurs avaient été diffusés à un intervalle de quelques heures, annonçant que des sanctions avaient été mises en place à l’encontre de la République populaire démocratique de Corée et que « toute activité commerciale avec des navires violant ces sanctions [était] illégale ». D’autres transbordements ont été effectués le 11 novembre 2019.

[79] Le *New Konk* a navigué sous pavillon sierra-léonais d’avril à octobre 2019 (selon IHS Markit, consultation le 28 novembre 2019).

mer de Chine orientale le 19 juin 2019 (voir fig. 6). Le *Vifine* a livré du pétrole raffiné à Nampo à de multiples reprises (voir par. 18). Selon les enquêtes menées par le Groupe d'experts, le propriétaire inscrit du *Vifine*, Hongxin International Ship Management Co. Limited, et celui du *New Konk*'s, New Konk Ocean International Company Limited[80], sont domiciliés à la même adresse[81]. Les deux navires partageaient aussi les mêmes propriétaires, gérants et exploitants, à savoir All Sefety, avant d'être détenus par leurs nouveaux propriétaires respectifs en mai 2019. New Konk Ocean International Co. Ltd. n'a pas encore répondu aux demandes de renseignements du Groupe d'experts.

Figure 6
Transbordement entre le *Vifine* et le *New Konk*, 19 juin 2019

Source : État Membre.

Transbordements impliquant des pétroliers de la République populaire démocratique de Corée

33. Selon un État Membre, des navires nord-coréens ont fait escale dans des ports de la République populaire démocratique de Corée au moins 157 fois pour y livrer des produits pétroliers raffinés qu'ils avaient obtenus illégalement au moyen de transbordements opérés au cours des 10 premiers mois de l'année 2019 (voir annexe 1). Ces transbordements sont en violation des résolutions du Conseil de sécurité et permettent à ce pays d'échapper aux sanctions à grande échelle. Nombre de ces transbordements ont été effectués par le biais de techniques de dissimulation précédemment repérées par le Groupe d'experts, à savoir notamment la désactivation du système d'identification automatique, les transbordements de nuit, l'utilisation de navires de taille réduite sans numéro OMI et le camouflage de navires.

34. La République populaire démocratique de Corée et les parties agissant pour son compte continuent de faire évoluer, d'adapter et de mettre au point leurs techniques de contournement pour échapper à la détection, à l'identification et au suivi des activités qui sont interdites par les résolutions. Une pratique relativement nouvelle consiste à utiliser des navires qui s'efforcent de ne pas être repérés en entrant dans les eaux territoriales des États Membres, puisqu'ils ne peuvent plus y être suivis. Les

[80] En chinois : 新康海洋國際有限公司.
[81] IHS Markit (consultation le 28 novembre 2019). Le Groupe d'experts note que cette domiciliation commune pourrait correspondre à l'adresse d'une entreprise fournissant des services d'enregistrement de sociétés.

navires observés par un État Membre et se livrant à une telle activité au cours de la période allant du 1er juillet au 30 septembre 2019 étaient notamment des navires nord-coréens, des navires désignés et des navires battant pavillon étranger qui effectuaient des livraisons directes à Nampo, ainsi que des navires battant pavillon étranger qui procédaient à des transbordements avec d'autres navires de livraison directe battant pavillon étranger ou avec des pétroliers de la République populaire démocratique de Corée (voir annexe 8)[82]. Ces navires battant pavillon étranger pouvaient également se servir de leur pavillon non nord-coréen pour obtenir des services de soutage et autres services du même ordre facilitant leurs opérations illicites.

35. On trouvera ci-dessous des exemples de transbordement impliquant des pétroliers nord-coréens et ayant été documentés par plusieurs États Membres.

i) *Le* Rui Hong 916 *et le* Kum Un San

36. Le *Rui Hong 916* (nº OMI 9058866)[83], qui naviguait alors sous pavillon sierra-léonais, a effectué un transbordement avec le pétrolier nord-coréen *Kum Un San* (nº OMI 8720436) le 28 mai 2019 en mer de Chine orientale. Ce navire était inscrit sur une base de données maritimes spécialisées comme ayant été vendu en janvier 2019 à une entité dont l'identité n'a pas été divulguée[84]. Peu après, en mars 2019, le navire a été enregistré sous pavillon sierra-léonais, sous lequel il est resté durant trois mois. Au moment du transbordement, le *Rui Hong 916* avait cherché à dissimuler son identité en recouvrant à la peinture le chiffre « 9 » de son nom sus sa coque et ne transmettait plus de signal du système d'identification automatique. Il a effectué le transbordement de nuit.

37. Le Groupe d'experts a remonté la trace de la propriété du *Rui Hong 916* après la vente du navire en janvier 2019 grâce à son propriétaire précédent, qui a communiqué audit Groupe certains documents. Ce dernier a pu ainsi remonter la trace du navire, dont le nom était alors le *Taiyo Maru nº 2* et qui avait été revendu en janvier 2019 à Toei Shipping Co. Ltd.[85] (ci-après « Toei »), le représentant japonais de Ruis (HK) Marine Co. Limited[86] (ci-après « Ruis »). Cette transaction a été menée par l'intermédiaire du courtier du vendeur et du courtier de l'acheteur. Dans les documents fournis par le propriétaire précédent du navire, Toei est mentionné comme représentant à la fois le vendeur[87] et l'acheteur[88]. Ruis, l'acheteur, a demandé au propriétaire précédent du navire de déclarer que Toei était le représentant du propriétaire précédent dans un mémorandum d'accord. Selon Toei[89], à l'issue de l'exportation du *Taiyo Maru n° 2*, le navire appartenait en réalité à Fujian Yihe Shipbuilding Industry Co. Ltd., qui s'occupait des réparations et de l'entretien du navire, après quoi ce dernier a été vendu à « l'acheteur final », un certain M. Wang (voir annexe 9). Les enquêtes se poursuivent.

ii) *Le* Sea Prima *et le* Saebyol

38. Le *Sea Prima* (nº OMI 8617524), qui battait auparavant le pavillon de Saint-Kitts-et-Nevis, a effectué un transbordement avec le pétrolier nord-coréen *Saebyol*

[82] Un nombre de navires plus important a été signalé, et le Groupe d'experts fait actuellement des recherches en ce sens.

[83] Le *Rui Hong 916* a navigué sous pavillon sierra-léonais de mars à juin 2019 (selon IHS Markit, consultation le 22 octobre 2019).

[84] IHS Markit (consultation le 22 octobre 2019).

[85] En japonais : 東栄汽船株式会社.

[86] En chinois : 瑞仕(香港)船務有限公司.

[87] Un mémorandum d'accord en date du 24 octobre 2018 fait référence à Toei Shipping Co. Ltd. agissant pour le compte du vendeur.

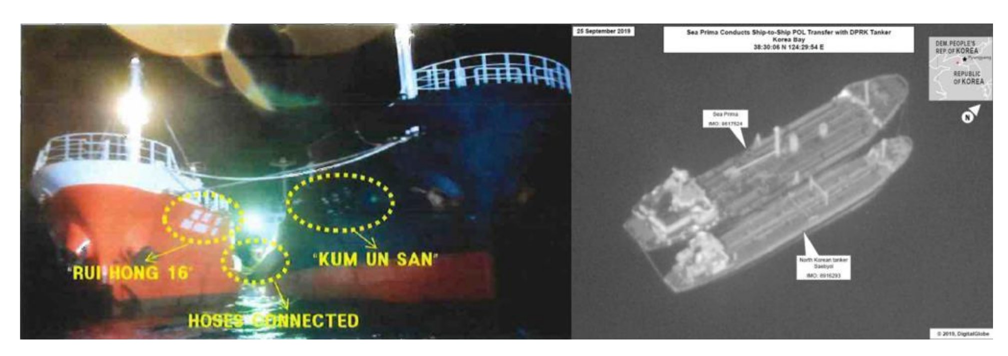
[88] Un contrat de vente du navire en date du 25 octobre 2018 fait référence à Toei Shipping Co. Ltd. en tant qu'acheteur agissant pour le compte de Ruis (HK) Marine Co. Limited.

[89] Courriel de Toei daté du 5 novembre 2019.

(nº OMI 8916293) le 25 septembre 2019, un mois après l'enregistrement du navire sous pavillon inconnu[90]. Ni le *Saebyol* ni le *Sea Prima* n'ont transmis de signaux du système d'identification automatique, notamment lors du transbordement[91]. Une entreprise domiciliée à Singapour (ci-après la « société de gestion-SP ») est inscrite comme la gérante et l'exploitante du *Sea Prima* et c'est « aux bons soins » de cette dernière qu'est mentionnée l'adresse du propriétaire du navire, une compagnie enregistrée aux Iles Vierges britanniques[92]. Les représentants de la société de gestion-SP ont répondu que le navire avait été vendu en juillet 2019 à une compagnie domiciliée à Xiamen (ci-après « l'acheteur-SP ») et livré au port de Kaohsiung (voir annexe 10). Après quoi, la société de gestion-SP et son propriétaire inscrit « ont cessé d'avoir par la suite à son endroit tout type de relation, de participation, de gestion ou de contrôle ». Les enquêtes se poursuivent[93].

Figure 7 a)

Transbordements avec des pétroliers de la République populaire démocratique de Corée : (à gauche), le *Rui Hong 916* et le *Kum Un San ;* (à droite) le *Sea Prima* et le *Saebyol*



Source : États Membres ; *carte :* Groupe d'experts.

39. Le Groupe d'experts continue d'observer la tendance des pétroliers nord-coréens à effectuer des transbordements illicites avec des navires non identifiés en usant de subterfuges.

iii) Le Bok Un 1/Myong Ru 1 *et un navire non identifié*

40. Le *Bok Un 1,* considéré par un État Membre comme étant probablement le pétrolier nord-coréen *Myong Ryu 1* (nº OMI 8532413), a effectué un transbordement avec un navire non identifié[94], le *Hua Shun 168* (华顺 168), le 27 octobre 2019 en mer de Chine orientale [voir fig. 7 b)]. Les enquêtes menées par le Groupe d'experts ont mis en évidence, de manière distincte, que le *Hua Shun 168* avait effectué des transbordements avec le navire fournisseur B[95], dont les propriétaires ont fourni au Groupe d'experts des informations sur ces transbordements, montrant qu'au moins un certain nombre de personnes physiques et d'entités impliquées l'étaient également dans l'organisation des transbordements effectués avec le *Yun Hong 8* (voir par. 31).

____

[90] IHS Markit (consultation le 25 novembre 2019).

[91] Ibid.

[92] Ibid.

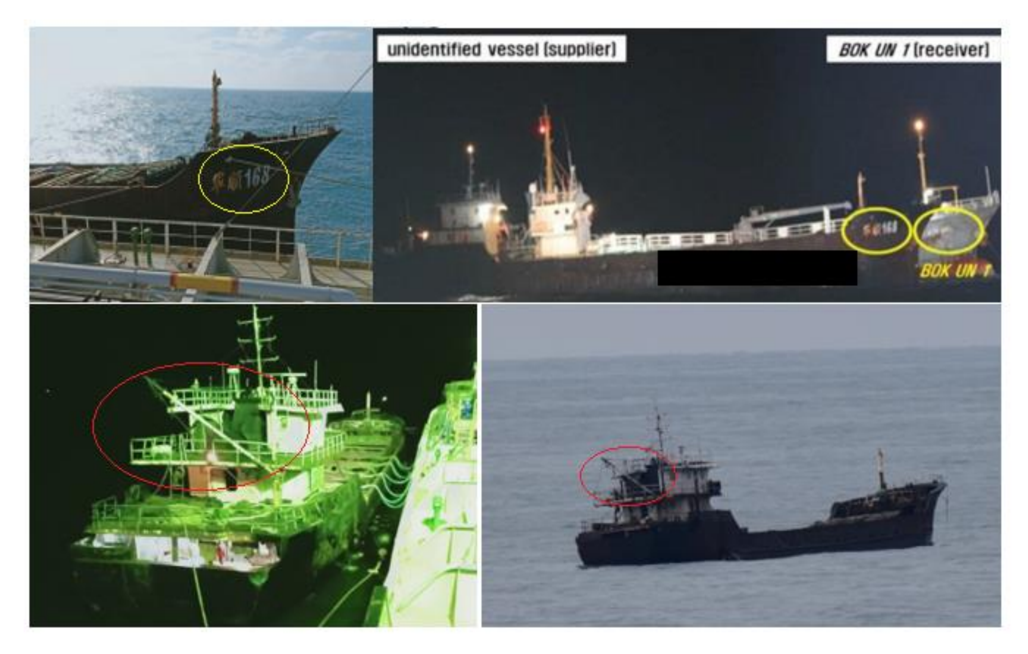
[93] Faisant suite à d'autres demandes de renseignements du Groupe d'experts, les représentants de la société de gestion-SP ont fourni un complément d'information sur le processus de transaction.

[94] Non identifié car le navire n'a pas de numéro OMI.

[95] Les transbordements ont été observés les 25, 26 et 28 octobre 2019. Le navire a été affrété par CPC Corporation Limited, le sous-affréteur fournissant les instructions de déchargement au capitaine et aux affréteurs, d'autres instructions étant fournies par un certain M. Looi, le représentant à bord de l'affréteur.

Le Groupe d'experts a précédemment recommandé la désignation du *Myong Ryu 1* (voir S/2019/171, par. 50). Les enquêtes se poursuivent.

Figure 7 b)
Le *Hua Shun 168* photographié à diverses occasions



Source : États Membres, Groupe d'experts.

41. On trouvera à l'annexe 11 des exemples d'autres transbordements de ce genre.

Transbordements entre pétroliers de la République populaire démocratique de Corée

42. Les navires désignés de la République populaire démocratique de Corée que sont le *Chon Ma San* (nº OMI 8660313) et le *Kum Jin Gang 3* (nº OMI 8791667) ont été photographiés le 23 septembre 2019 en train d'effectuer un transbordement (voir fig. 8), preuve que tous les pétroliers du pays ne rentraient pas au port pour livrer leur cargaison illicite.

Figure 8
Exemple de transbordement entre des pétroliers de la République populaire démocratique de Corée



Source : État Membre.

Mise à jour sur les navires impliqués dans le contournement des sanctions

43. Le Groupe d'experts a poursuivi ses enquêtes concernant le *Viet Tin 01* (nº OMI 8508838) battant pavillon vietnamien, qui a déchargé du pétrole raffiné à Nampo fin février 2019 (voir S/2019/691, par. 10 à 12), et le *Shang Yuan Bao* (nº OMI 8126070), navire désigné qui a navigué sous une fausse identité et effectué des transbordements avec le *Paek Ma* (nº OMI 9066978) et le *Myong Ryu 1* (nº OMI 8532413), des pétroliers de la République populaire démocratique de Corée, le 18 mai et le 2 juin 2018 respectivement (voir S/2019/171, par. 16 et 17). On trouvera des informations actualisées sur ces affaires à l'annexe 12.

Recommandations

Recommandations au Comité

44. **Le Groupe d'experts recommande la désignation des navires suivants pour violation du paragraphe 5 de la résolution 2397 (2017) :**

- **Le *Bonvoy 3* (nº OMI 8978784), sous pavillon inconnu ;**
- **Le *Diamond 8* (nº OMI 9132612), battant pavillon sierra-léonais ;**
- **Le *Hokong* (nº OMI 9006758), battant anciennement pavillon sierra-léonais ;**
- **Le *Sen Lin 01* (nº OMI 8910378), battant anciennement pavillon sierra-léonais ;**
- **Le *Subblic* (nº OMI 8126082), battant anciennement pavillon togolais ;**
- **Le *Tianyou* (nº OMI 8817007), battant anciennement pavillon sierra-léonais ;**
- **Le *Unica* (nº OMI 8514306), battant anciennement pavillon sierra-léonais ;**
- **Le *Viet Tin 01* (nº OMI 8508838), battant pavillon vietnamien ;**
- **Le *Vifine* également appelé le *Tealway FV* (nº OMI 9045962), battant anciennement pavillon sierra-léonais ;**
- **Le *Yun Hong 8* (numéro d'identité du service mobile maritime 413459380), battant pavillon chinois.**

45. **Le Groupe d'experts recommande la désignation des navires suivants pour avoir effectué des transbordements avec des navires de la République populaire démocratique de Corée en violation du paragraphe 11 de la résolution 2375 (2017) :**

- **Le *Rui Hong 916* (nº OMI 9058866), battant anciennement pavillon sierra-léonais ;**
- **Le *Sea Prima* (nº OMI 8617524), battant anciennement pavillon de Saint-Kitts-et-Nevis.**

46. **Le Groupe d'experts recommande à nouveau la désignation des navires de la République populaire démocratique de Corée suivants pour violation du paragraphe 11 de la résolution 2375 (2017) :**

- **Le *Bok Un 1/Myong Ryu 1* (nº OMI 8532413), battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée ;**
- **Le *Mu Bong 1* (nº OMI 8610461), battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée.**

Recommandations aux États Membres, en matière de bonnes pratiques concernant les activités de la République populaire démocratique de Corée

Partage d'information

47. **Les États Membres, preuves à l'appui, devraient partager avec les autorités compétentes des États Membres la liste de navires soupçonnés de livrer des produits pétroliers à la République populaire démocratique de Corée afin que ces autorités puissent effectuer leurs diligences raisonnables et dissuader les navires qui facilitent les importations de pétrole raffiné en République populaire démocratique de Corée.**

48. **Les États Membres devraient encourager les propriétaires, exploitants et affréteurs de navires à tenir compte dans leurs pratiques de diligence raisonnable des données disponibles fournies par certaines organisations concernant notamment la position, l'immatriculation et le pavillon des navires, ainsi que les renseignements disponibles auprès du Comité.**

Promotion de la transparence

49. **Les États Membres devraient exiger de leurs autorités compétentes qu'elles communiquent des renseignements utiles sur la propriété des navires à toutes les entités juridiques désireuses d'inscrire des navires dans leur registre d'immatriculation. Les États Membres qui pratiquent la libre immatriculation devraient s'efforcer de collecter les données d'identification et les coordonnées de chaque individu propriétaire de l'entité étrangère à laquelle chaque navire appartient ou exerçant un contrôle sur cette entité, soit en sa qualité d'actionnaire, de financier de l'entreprise, de dirigeant ou de décideur.**

50. **Les États Membres qui pratiquent la libre immatriculation devraient s'efforcer de collecter les données d'identification et les coordonnées des propriétaires de navires représentés par un national ayant les fonctions d'agent résident, au cas où il n'existerait pas d'entité juridique relevant de la compétence de l'État Membre.**

Exploitation de la technologie à l'appui de la mise en œuvre effective des sanctions maritimes

51. **Afin d'éviter tout abus dans l'utilisation des systèmes d'identification automatique, les États du pavillon et le secteur maritime devraient envisager des solutions techniques telles qu'un système d'utilisation temporaire propre à assurer la transmission de données d'identification des navires valides et accessible au moyen d'un code d'accès strictement contrôlé.**

52. **Les États du pavillon et le secteur maritime devraient envisager l'élaboration et l'adoption de systèmes de gestion électronique de documents pour faciliter rapidement et sur place le contrôle de leur authenticité, validité ou annulation (en cas de sanctions), en utilisant une application de téléphonie ou en ayant accès au site Web de l'État du pavillon.**

Promotion des bonnes pratiques en matière de certification de l'utilisateur final

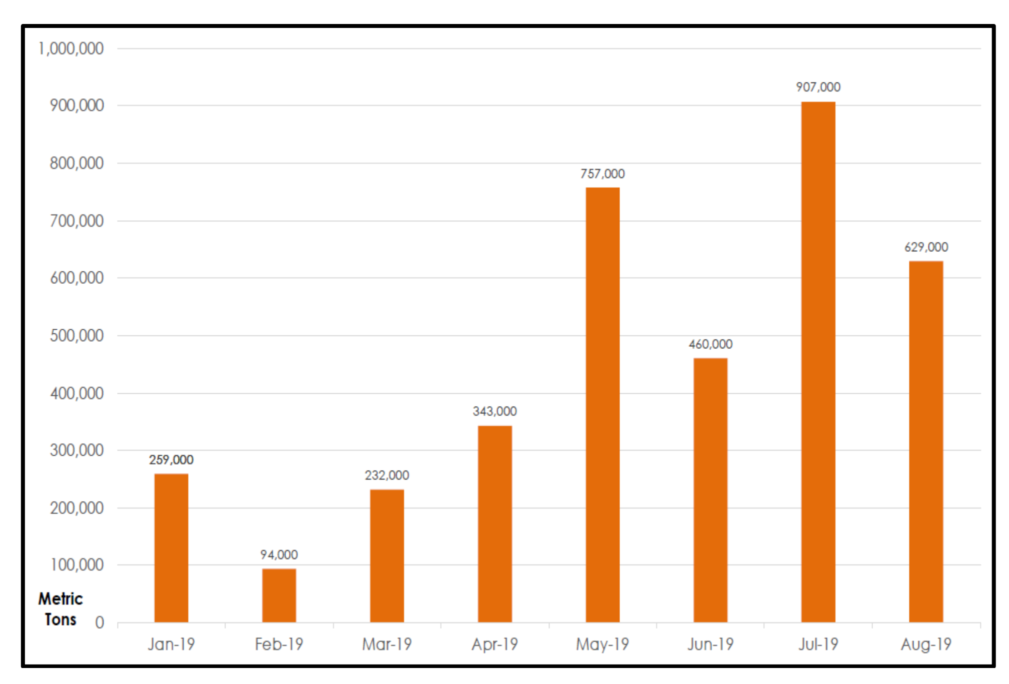
53. **Les États Membres devraient envisager l'adoption de mesures d'orientation pour les négociants de marchandises, les fournisseurs et les sociétés de courtage, mesures en vertu desquelles des certificats d'origine et de destination sont exigés pour les marchandises en vente, afin d'appliquer les mesures de diligence raisonnable faisant obligation de connaître l'identité des clients.**

Commerce maritime des marchandises interdites en provenance de la République populaire démocratique de Corée

54. La violation constante par la République populaire démocratique de Corée des interdictions relatives à l'exportation de marchandises n'enfreint pas seulement les résolutions du Conseil de sécurité mais alimente un flux de revenus qui a contribué depuis toujours aux programmes nucléaires et ou de missiles balistiques interdits du pays.

55. Malgré l'embargo sur le charbon imposé par la résolution 2371 (2017), les exportations illicites de charbon par la République populaire démocratique de Corée ont augmenté en 2019. Selon un État Membre, la République populaire démocratique de Corée a exporté 3,7 millions de tonnes de charbon entre janvier et août 2019, soit une valeur estimée de 370 millions de dollars[96] (voir fig. 9). De mai à août uniquement, le pays aurait exporté illégalement au moins 2,7 millions de tonnes de charbon, soit une augmentation d'environ 191 % par rapport aux quatre premiers mois de l'année, au cours desquels 928 000 tonnes ont été exportées. Selon ce même État Membre, la plupart des exportations de charbon de la République populaire démocratique de Corée, soit quelque 2,8 millions de tonnes, ont été effectuées au moyen de transbordements entre des navires battant pavillon nord-coréens et des barges locales chinoises[97].

Figure 9
Exportations illicites de charbon par la République populaire démocratique de Corée entre janvier et août 2019



Source : État Membre.

---

[96] L'État Membre qui a fourni ces informations a estimé la valeur du charbon sur la base de 100 dollars par tonne.

[97] Certains experts considèrent que cette information peut être corroborée.

56. Les recherches menées par le Groupe d'experts à partir des images satellite[98] des ports charbonniers de Nampo et Songnim (République populaire démocratique de Corée) en novembre et décembre 2019 montrent que des transporteurs de charbon, y compris ceux de plus grande taille, continuent de faire escale au terminal charbonnier, preuve d'activités commerciales en cours dans le domaine des exportations de charbon (voir annexe 13).

Méthodes de contournement des sanctions

Nouvelle évolution

57. Le Groupe d'experts a recensé de nouvelles méthodes de contournement des sanctions : l'exportation de marchandises interdites transportées sur des automoteurs longs de plus de 100 mètres naviguant en haute mer ; l'utilisation de vraquiers de plus grande taille battant pavillon étranger pour livrer du charbon depuis des navires battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée au lieu du transbordement de charbon sur des navires de livraison plus petits et plus légers ; et l'achat présumé d'un vraquier, destiné au transport de la ferraille, mais utilisé pour exporter du charbon de manière illégale. De plus, les navires liés au transbordement de marchandises interdites en provenance du pays ont fait escale dans un plus grand nombre de ports de la côte chinoise, comme l'a signalé un État Membre.

Changements d'itinéraire

58. Le Groupe d'experts continue également d'observer le recours aux tactiques de contournement précédemment documentées, consistant notamment à suivre des itinéraires indirects, à faire des détours, à s'attarder volontairement dans certaines zones et à falsifier des documents lors du transport de marchandises en provenance de la République populaire démocratique de Corée. Ces tactiques permettent de brouiller les itinéraires réels, de dissimuler les escales faites et de donner à croire que les ports de chargement des marchandises interdites se situent hors du pays. Le recours à de telles tactiques souligne la nécessité de mettre plus largement en application des mesures de diligence raisonnable aux fins de confirmer les ports d'escale de destination et de vérifier la documentation utile concernant l'origine des marchandises. Le cas du *Rui Jin* (nº OMI 8919104) (voir par. 86 à 89) met en évidence comment ces tactiques étaient employées et comment le registre d'immatriculation dont il relevait alors, le registre international des navires des Palaos, a pris des mesures pour localiser le navire et déterminer son implication dans des activités visées par les sanctions.

Livraisons de marchandises interdites sur des automoteurs

59. Le Groupe d'experts note que l'exportation illicite de marchandises en provenance de la République populaire démocratique de Corée est marquée par une nouvelle évolution, à savoir l'utilisation d'automoteurs destinés au transport, à partir du pays, de millions de tonnes de marchandises interdites.

60. Selon un État Membre, les dimensions et la configuration des barges correspondent à un certain type de navire connu sous le nom d'automoteur maritime[99].

---

[98] Les navires de charge ont été comptabilisés lorsqu'on a pu disposer d'images satellite grâce à Planet Labs et que la visibilité était assez bonne. Les calculs se sont fondés sur une estimation particulièrement prudente.

[99] L'Assemblée de l'OMI recommande dans sa résolution A.1117(30), la dernière résolution adoptée par le système de numéros OMI d'identification des navires, que ce système soit appliqué à titre volontaire aux navires, entre autres à ceux d'une jauge brute égale ou supérieure à 100, comme un moyen de renforcer la sécurité maritime, de prévenir davantage la pollution des mers et de favoriser la prévention de la fraude maritime.

Ces automoteurs sont identifiables au profil bas de leur superstructure par rapport à celui d'un vraquier classique, et à l'absence des panneaux de cales (voir fig. 10). La République populaire démocratique de Corée n'est pas connue pour posséder de telles barges dans sa flotte. Le Groupe d'experts note que ces barges ont des numéros d'identité du service mobile maritime mais pas de numéros OMI[100].

Figure 10
Automoteurs transportant du charbon



Source : État Membre.

61. Un État Membre a signalé que, depuis mai 2019, des automoteurs[101] d'origine chinoise chargent du charbon à Nampo et Taean (République populaire démocratique de Corée). Ces barges ont livré directement leurs cargaisons dans trois ports de la baie de Hangzhou (Chine). De mai à août 2019, au moins 540 000 tonnes de charbon provenant de la République populaire démocratique de Corée ont été livrées dans le cadre de 47 expéditions. Au moins 37 barges différentes, toutes d'origine chinoise, ont contribué à l'exportation de charbon provenant de la République populaire démocratique de Corée de mai à septembre 2019. Selon le même État Membre, bon nombre des barges qui ont remonté le Yangzi Jiang (Chine) ont livré leurs cargaisons dans des installations situées sur le fleuve[102].

Expéditions de charbon par automoteurs

62. On trouvera ci-après des exemples de livraisons de charbon effectuées de juin à novembre 2019[103].

Livraison par le Xin Da Hai *de charbon en provenance de la République populaire démocratique de Corée, de juin à août 2019*

63. Le *Xin Da Hai* (numéro d'identité du service mobile maritime 413690886) a chargé du charbon à Nampo le 18 juillet 2019, fait route sur le Yangzi Jiang le 29 juillet 2019 et a accosté à un quai charbonnier du fleuve après avoir déchargé sa cargaison de charbon [voir fig. 11 a)]. Le Groupe d'experts note qu'avant son périple de juillet 2019, l'automoteur avait également fait route jusqu'en République populaire démocratique de Corée en juin 2019 par le même itinéraire [voir fig. 11 b)], preuve qu'au moins une livraison maritime a été effectuée de manière réitérée. Aucune

---

[100] Le numéro IMO d'un navire est unique et n'est jamais attribué à un autre navire. Le numéro d'identité du service mobile maritime est attribué par le pays d'enregistrement ou l'administration du pavillon du navire.

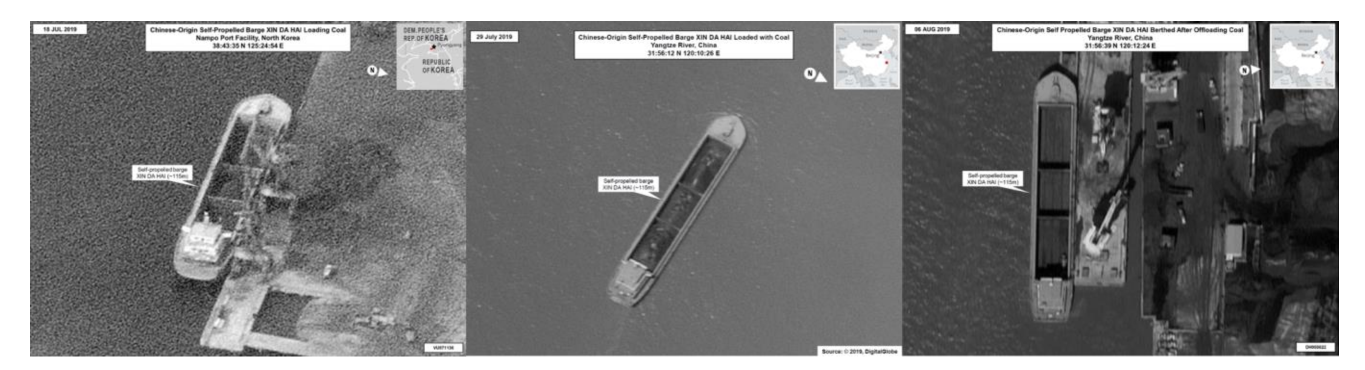
[101] L'État Membre a estimé que ces barges sont presque certainement de propriété et d'exploitation chinoises.

[102] Certains experts sont d'avis que l'information fournie dans ce paragraphe peut être corroborée.

[103] Information d'un État Membre reçue en novembre 2019.

transmission du système d’identification automatique n’a été reçue du *Xin Da Hai* à partir du 1er juillet 2019[104].

Figure 11 a)
Le *Xin Da Hai* transportant du charbon en provenance de la République populaire démocratique de Corée, de juillet à août 2019



Source : État Membre ; *carte :* Groupe d’experts.

Figure 11 b)
Itinéraire du *Xin Da Hai* jusqu’à Nampo, juin 2019



Source : Windward.

Captures d’écran d’automoteurs non identifiés livrant du charbon en provenance de la République populaire démocratique de Corée, de juillet à octobre 2019[105]

64. Le jour où l’automoteur A a chargé du charbon à Taean, le 19 juillet 2019, l’automoteur B, transportant également un chargement de charbon, a été observé aux environs du barrage-écluse de Nampo. Les automoteurs A et B ont ensuite pris la mer pour faire route jusqu’au fleuve Yangzi Jiang et y ont mouillé avec leur cargaison de charbon provenant de la République populaire démocratique de Corée le 3 août 2019. Le 1er septembre, l’automoteur C a chargé du charbon à Nampo. Il a été par la suite observé avec un autre automoteur non identifié, l’automoteur D, le 9 septembre 2019, transportant du charbon au large du barrage-écluse. Les automoteurs C et D ont déchargé leur cargaison de charbon au moyen d’un transbordement effectué sur le fleuve Yangzi Jiang le 20 septembre 2019. Ayant procédé à un chargement de charbon

____

[104] Windward (consultation le 17 novembre 2019).

[105] Les lettres A, B, C, D et E désignent les automoteurs non identifiés.

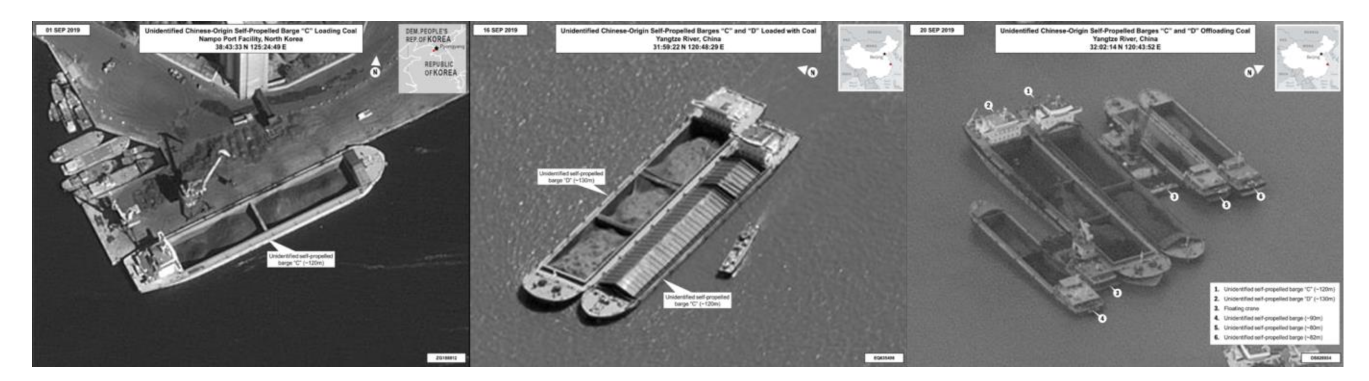
à Taean le 3 octobre 2019, l'automoteur E a suivi le même itinéraire et a déchargé sa cargaison le 9 octobre 2019. La figure 12 illustre les exemples mentionnés aux paragraphes 62 à 64 ; de telles exportations de charbon en provenance de la République populaire démocratique de Corée ont lieu tous les mois.

Figure 12
Itinéraires des automoteurs transportant du charbon en provenance de la République, de juillet à octobre 2019

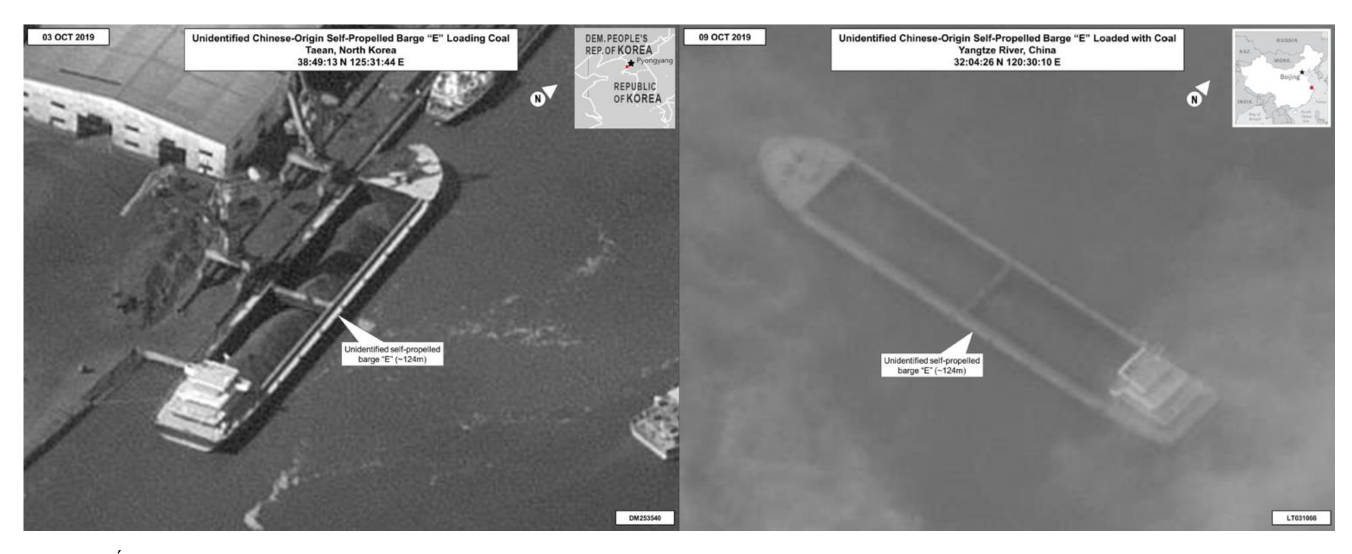
Automoteurs A et B



Automoteurs C et D



Automoteur E

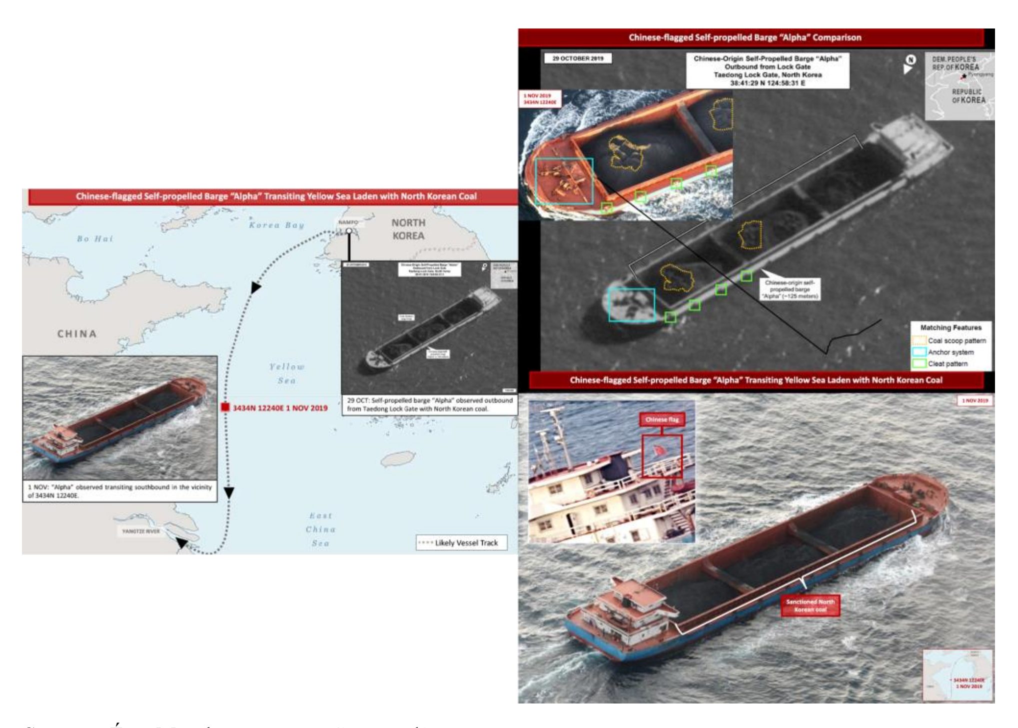


Source : État Membre ; *carte :* Groupe d'experts.

Livraison directe par l'automoteur alpha de charbon en provenance de la République populaire démocratique de Corée, d'octobre à novembre 2019[106]

65. Les cales vides, l'automoteur alpha a pris la mer pour rejoindre le barrage-écluse de Taedong le 22 octobre 2019 et, selon des observations, en est reparti avec du charbon provenant de la République populaire démocratique de Corée, bien visible dans ses cales une semaine plus tard près de Nampo. L'itinéraire, l'identité et la cargaison de l'automoteur sont mis en évidence par des photographies prises en gros plan (voir fig. 13).

Figure 13
Itinéraire de l'automoteur alpha transportant du charbon en provenance de la République populaire démocratique de Corée, d'octobre à novembre 2019



Source : État Membre ; *carte :* Groupe d'experts.

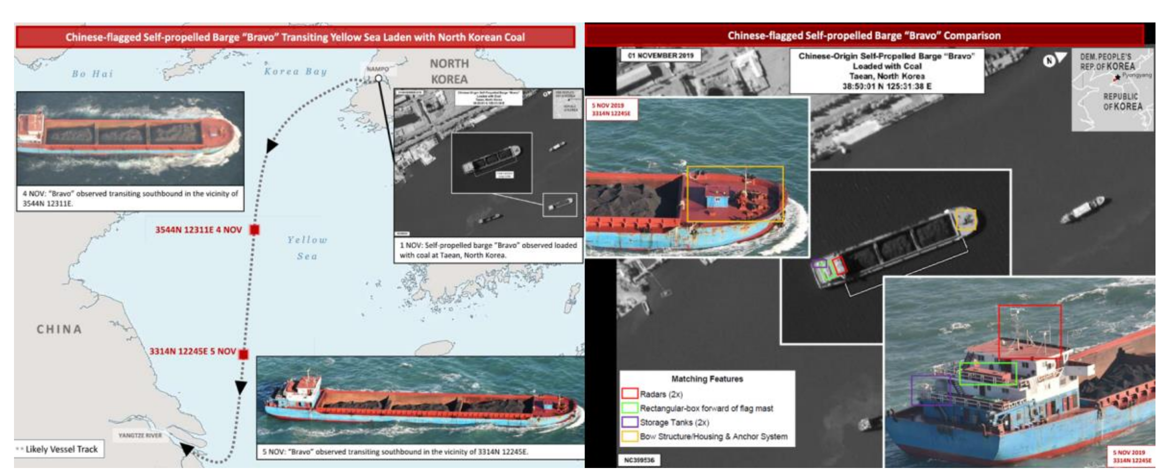
Livraison directe par l'automoteur bravo de charbon en provenance de la République populaire démocratique de Corée, novembre 2019[107]

66. L'automoteur bravo a été observé transportant un chargement de charbon en provenance de la République populaire démocratique de Corée à Taean le 1er novembre 2019. Le 4 novembre 2019, l'automoteur a fait route en mer Jaune et a été observé un jour plus tard naviguant sur le fleuve Yangzi Jiang (voir fig. 14).

---

[106] Alpha désigne l'automoteur non identifié.
[107] Bravo désigne l'automoteur non identifié.

Figure 14
Itinéraire de l'automoteur bravo transportant du charbon en provenance de la République populaire démocratique de Corée, novembre 2019



Source : État Membre ; *carte* : Groupe d'experts.

Autres sites de transbordement de charbon provenant de la République populaire démocratique de Corée

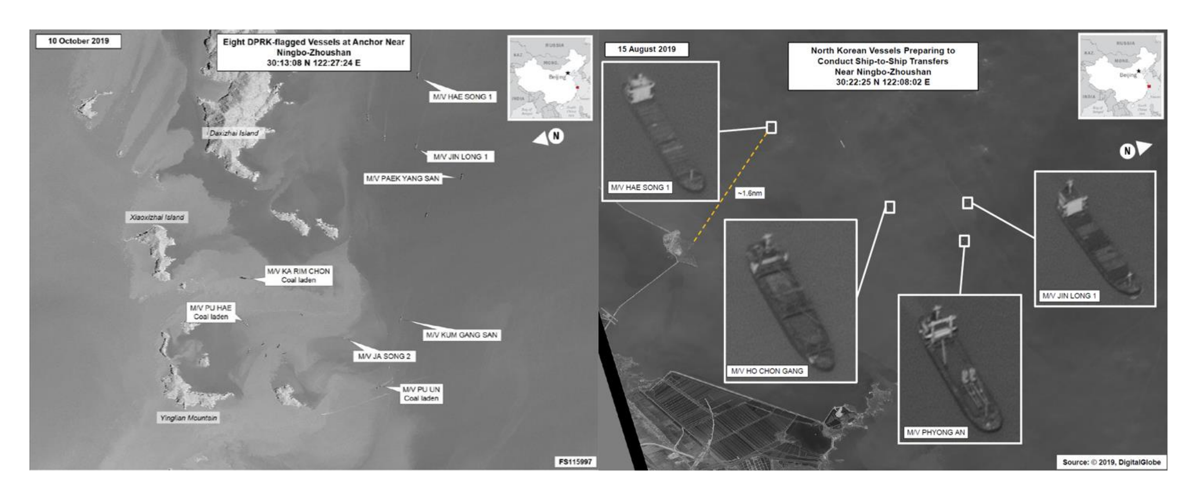
67. Le nombre des transbordements effectués dans le golfe du Tonkin (voir S/2019/691, par. 20) a diminué considérablement, au profit d'un accroissement des livraisons aux zones portuaires de Ningbo-Zhoushan et de Lianyungang en Chine. Cette augmentation oblige encore davantage les autorités portuaires et douanières à renforcer le contrôle des navires et de leurs documents d'expédition, et à procéder à la saisie de tout navire soupçonné de transporter des marchandises interdites.

68. Le fait que la République populaire démocratique de Corée utilise ces sites, qui sont plus proches de ses ports que le golfe du Tonkin, réduit probablement le temps de rotation des livraisons de charbon. Cette solution présente pour la République populaire démocratique de Corée l'avantage d'effectuer des livraisons plus rentables et, pour les navires du pays, contribue probablement à une moindre exposition à des contrôles. Le plus grand nombre de ces activités aux alentours des zones portuaires concernées contraint d'autant plus les autorités compétentes à prendre des mesures de diligence raisonnable et des contre-mesures concernant les cargaisons interdites exportées depuis les ports de la République populaire démocratique de Corée.

i) Poursuite des transbordements avec des navires de la République populaire démocratique de Corée près de Ningbo-Zhoushan

69. Les navires nord-coréens ont continué de procéder à des transbordements dans la zone de Ningbo-Zhoushan où, selon un État Membre, un grand nombre de ces navires ont été observés à un moment donné. La figure 15 montre de nombreux navires de la République populaire démocratique de Corée ayant jeté l'ancre près de la zone de Ningbo-Zhoushan le 10 octobre 2019.

Figure 15
Navires de la République populaire démocratique de Corée près de Ningbo-Zhoushan

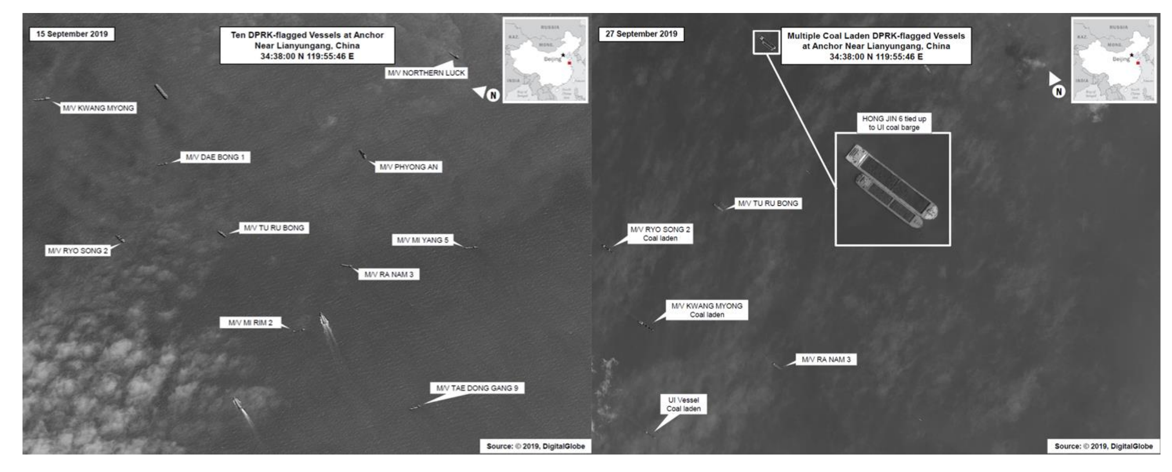


Source : État Membre.

ii) Transbordements avec des navires de la République populaire démocratique de Corée près de Lianyungang

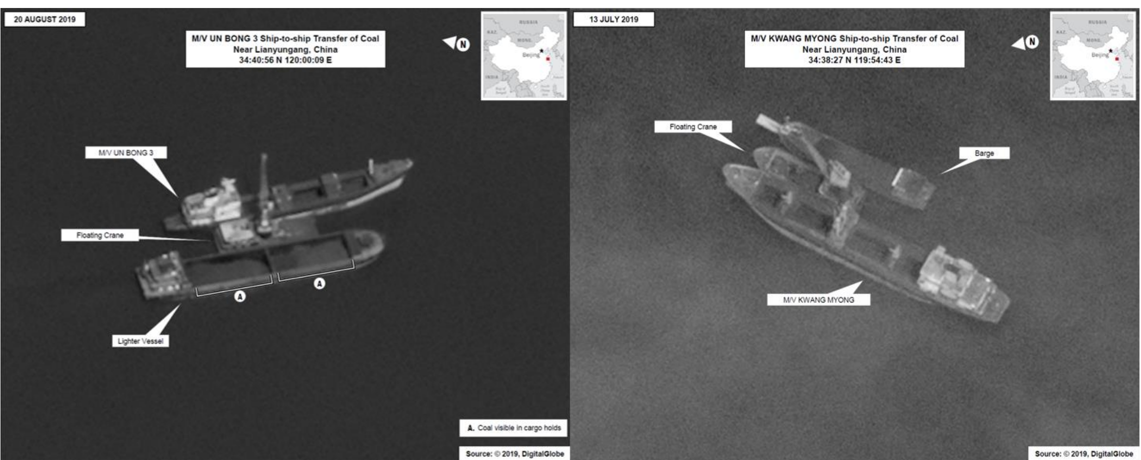
70. La République populaire démocratique de Corée utilise également la zone de mouillage de Lianyungang pour effectuer des transbordements de charbon. Le nombre de navires nord-coréens ancrés près de Lianyungang [voir fig. 16 a) témoigne du nombre de transbordements de charbon à un moment donné. La figure 16 b) montre également comment on utilise des grues flottantes pour faciliter ces transbordements illicites de charbon.

Figure 16 a)
Navires de la République populaire démocratique de Corée près de Lianyungang



Source : État Membre.

Figure 16 b)
Utilisation de grues flottantes



Source : État Membre.

iii) Transbordement avec des navires de la République populaire démocratique de Corée dans le golfe du Tonkin

71. Le Groupe d'experts mène une enquête sur un navire battant pavillon vietnamien, le *Phuong Linh 269* (numéro d'identité du service mobile maritime 574005969), soupçonné d'avoir livré du charbon provenant de la République populaire démocratique de Corée au port de Qisha (Chine), à de multiples reprises. Le navire était en activité de septembre 2018 à février 2019 alors qu'il n'avait pas de numéro OMI valide et ne transmettait aucun signal du système d'identification automatique[108]. Les enquêtes se poursuivent en la matière (voir annexe 14).

Utilisation de vraquiers de plus grande taille

72. Le transbordement de charbon provenant de République populaire démocratique de Corée qui est effectué entre des navires battant pavillon nord-coréen et des vraquiers de plus grande taille et battant pavillon étranger à des fins de livraison – et non plus sur des navires petits et légers comme il a été observé dans le rapport précédent du Groupe d'experts – constitue un nouveau sujet de préoccupation. L'utilisation de navires de plus grande taille, dont la capacité de transport est de deux à trois supérieure aux navires de la République populaire démocratique de Corée, laisse supposer que des quantités beaucoup plus importantes de charbon illicite sont transbordables à chaque trajet. Selon les informations fournies par un État Membre, le charbon a été transbordé depuis des navires de la République populaire démocratique de Corée et déchargé à Caofeidian (Chine) en septembre 2019 (voir annexe 15).

Navire destiné au transport de la ferraille et acheté pour exporter du charbon illicite

Le Fu Xing 12 *(n° OMI 8605727 ; numéro d'identité du service mobile 413621000)*

73. Le Groupe d'experts enquête sur une affaire de contournement des sanctions dans le cadre de l'achat d'un vraquier, le *Fu Xing 12*, qui était destiné au transport de la ferraille mais qui a été utilisé pour exporter du charbon provenant de la République

____

108 Windward. Le *Phuong Linh 269* a transmis un numéro OMI incorrect : 123456789.

populaire démocratique de Corée. Un État Membre a estimé que le navire avait été acheté par la République populaire démocratique de Corée dans l'intention de mener des activités commerciales illicites. Le navire est actuellement inscrit dans une base de données maritimes spécialisées[109] comme un navire de la République populaire démocratique de Corée, le *Su Ri Bong*. Cette affaire est importante à plus d'un titre : la manipulation des identifiants et les multiples changements d'identité tout au long des trajets du navire ; l'achat d'un navire destiné au transport de la ferraille mais remis en service pour transporter du charbon provenant de la République populaire démocratique de Corée ; et le soupçon pesant sur la conversion du navire en un navire nord-coréen. Il s'agit d'un des quelques cas où le Groupe d'experts a repéré des navires ayant été acquis par de nouveaux propriétaires avant de transporter des marchandises soumises à des sanctions et provenant directement de la République populaire démocratique de Corée.

Manipulation des identifiants du navire

74. Selon les bases de données du registre chinois des navires de commerce, le *Fu Xing 12* a été vendu en juin 2019 par Ningbo Shipping Co. Ltd., et a été acheté à un prix disproportionné. Même si le navire a été enregistré sur une base de données maritimes comme brisé[110], il a continué d'être utilisé et a changé d'identité à l'issue de sa vente. Après avoir été mis en cale sèche dans un chantier naval près de Ningbo en juillet 2019, le navire a pris la mer le 14 août ou aux alentours de cette date sous le nom de *Pu Zhou* et sous pavillon sierra-léonais à destination de la République populaire démocratique de Corée (voir fig. 17).

Figure 17
Le *Fu Xing 12* amarré à un chantier naval près de Ningbo/le *Fu Xing 12* à Nampo en octobre 2019



Source : État Membre ; *carte* : Groupe d'experts.

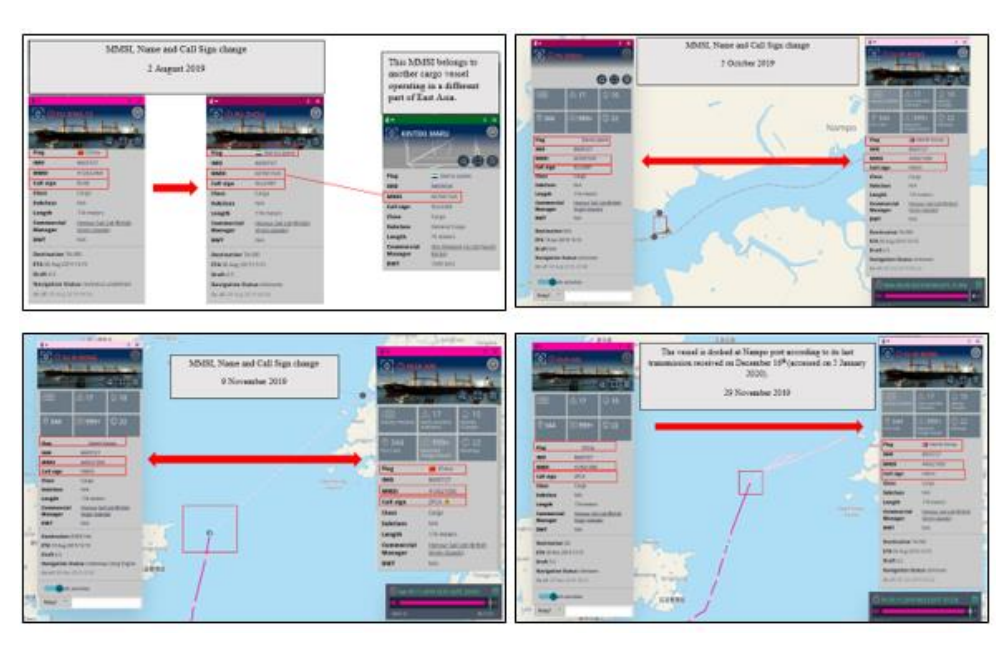
75. Selon une base de données maritimes spécialisées, le navire a changé d'identité d'août à novembre 2019, ainsi que d'indicatif, de numéro d'identité du service mobile et de nom à de multiples reprises. Durant cette période, le navire a été signalé comme faisant route vers Sinchang (République populaire démocratique de Corée). On a ensuite constaté sa présence à Nampo le 9 novembre 2019, alors qu'il transportait un chargement de charbon provenant de la République populaire démocratique de Corée et était identifié comme le *Hua Hai* battant pavillon chinois, tout en utilisant cependant un numéro d'identité du service mobile, le 413621000, précédemment

[109] Windward.
[110] IHS Markit (consultation le 12 novembre 2019).

enregistré et appartenant au *Su Tong Hai*. Le navire est retourné à Ningbo pour livrer du charbon sous cette identité le 13 novembre 2019. Au total, le navire a fait l'objet d'une manipulation de ses identifiants lorsqu'il est parti de Ningbo vers la République populaire démocratique de Corée et lorsqu'il est retourné à Ningbo en utilisant deux systèmes d'identification automatique à bord, sous quatre noms différents – le *Fu Xing 12,* le *Puzhou,* le *Su Ri Bong* et le *Hua Hai/Su Tong Hai*[111] – et en battant trois pavillons différents (ceux de la Chine, de la République populaire démocratique de Corée et de la Sierra Leone[112]), comme on le voit dans les figures 18 a) et b). Le Groupe d'experts a demandé des renseignements et attend une réponse des responsables des registres d'immatriculation de la Sierra Leone, sous le pavillon de laquelle le navire aurait navigué. Les autorités des Îles Vierges britanniques ont confirmé que la compagnie Honour Sail Ltd. (inscrite comme la propriétaire, l'exploitante et la gérante du navire sur une base de données maritimes[113]) a bien été enregistrée en avril 2019. Les enquêtes se poursuivent.

76. Même si la mention « brisé » figure dans une base de données maritimes à propos de l'état du *Fu Xing 12*[114], le fait que le navire demeure en activité laisse supposer qu'on a exploité son statut d'inactivité tel qu'enregistré aux fins d'un contournement des sanctions.

Figure 18 a)
Manipulation de l'identité du *Fu Xing 12*



Source : Windward.

[111] Ci-après, les références du Groupe d'experts au *Fu Xing 12* renvoient de manière interchangeable à l'ensemble des diverses identités utilisées pour le navire depuis juin 2019.

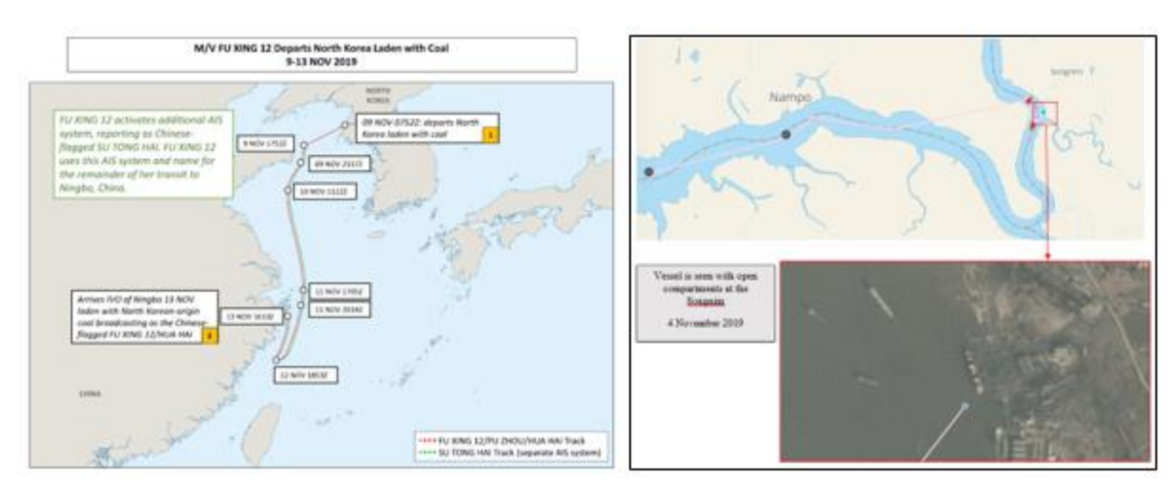
[112] Information d'un État Membre.

[113] IHS Markit (consultation le 12 novembre 2019).

[114] Ibid. Le Groupe d'experts note qu'IHS Markit a mis à jour les informations se rapportant à l'état du navire, lesquelles ne font plus mention du fait que le navire est brisé (base de données d'IHS Markit consultée le 29 janvier 2020).

Figure 18 b)

Itinéraire effectué par le *Fu Xing 12* pour charger du charbon provenant de la République populaire démocratique de Corée



Source : État Membre. *Source :* Windward/Planet Labs.

Acquisition illicite du navire

77. En vertu des résolutions du Conseil de sécurité, il est interdit à la République populaire démocratique de Corée d'acheter tous navires neufs ou d'occasion[115]. Dans une annonce relative à la vente aux enchères publiques du *Fu Xing 12*, il est signalé que le navire a été vendu pour 17 millions de yuans (soit 2 474 167 dollars) en juin 2019[116]. Le prix de vente affiché du navire était de 5,5 millions de yuans (soit 800 466 dollars). Le Groupe d'experts a reçu des renseignements sur une société domiciliée dans la Province chinoise de Taïwan, laquelle pourrait avoir été affiliée aux nouveaux propriétaires ou exploitants du navire à l'issue de la vente. Les enquêtes se poursuivent. La Chine a répondu qu'elle coordonnait les activités des autorités compétentes en vue d'enquêter sur ces affaires.

Autres expéditions de charbon provenant de la République populaire démocratique de Corée

Enquêtes sur les réseaux de la chaîne d'approvisionnement

78. Le Groupe d'experts poursuit ses enquêtes sur des cas nouvellement ou précédemment signalés de transbordement de charbon provenant de la République populaire démocratique de Corée, notamment de charbon transporté à bord du *DN5505*, du *Dong Thanh* et de navires ayant été interdits d'accès à tout port national par un État Membre en raison de cette activité. Les textes et figures qui suivent expliquent en détail chaque type de contournement et de violation des sanctions.

i) *Transport de charbon provenant de la République populaire démocratique de Corée sur le* DN5505

79. Le Groupe d'experts a inspecté un navire battant anciennement pavillon togolais, le *DN5505* (nº OMI 8630708) (voir fig. 19)[117], qui est entré dans le port de Pohang (République de Corée) le 4 février 2019, en provenance prétendument de

---

[115] Résolution 2397 (2017), par. 14, et résolution 2321 (2016), par. 30.

[116] Selon cette annonce, le navire a été vendu à Mme Liu de Zhoushan.

[117] Inscrit sous pavillon inconnu en juillet 2019 (base de données d'IHS Markit consultée le 7 novembre 2019).

Nakhodka (Fédération de Russie), et a été ensuite immobilisé par les autorités de la République de Corée en application du paragraphe 9 de la résolution 2397 (2017)[118]. La Fédération de Russie a confirmé qu'il n'existait aucun document attestant l'entrée du navire dans des ports russes durant les périodes considérées dans le cadre de l'enquête menée sur l'expédition de charbon. Les enquêtes se poursuivent sur les déplacements effectués par le navire en octobre 2018 et en février 2019, périodes présumées d'exportation de charbon provenant de la République populaire démocratique de Corée.

Figure 19
DN5505

À gauche : le *DN5505*; au milieu : traces de charbon sur le pont ; à droite : la cale à cargaison



Source : Groupe d'experts.

ii) Transport de charbon provenant de la République populaire démocratique de Corée à partir du Wise Honest

80. Le Groupe d'experts poursuit ses enquêtes sur la chaîne d'approvisionnement du charbon provenant de la République populaire démocratique de Corée, transporté à bord du *Wise Honest* (nº OMI 8905490) et transbordé par le *Dong Thanh* (nº OMI 9180035) battant pavillon vietnamien (voir S/2019/691, par. 24 à 29). Au total, trois certificats d'origine ont été fournis pour l'expédition de charbon sur le *Dong Thanh* (voir ibid., annexe 9). L'Indonésie a confirmé au Groupe d'experts qu'un certificat d'origine où il est fait mention de « charbon indonésien » à propos du charbon transporté, lequel a été délivré par les acheteurs qui facilitaient le transbordement, n'est pas authentique (voir annexe 16). Le Groupe d'experts poursuit son enquête sur les transactions financières relatives à la cargaison illicite de charbon.

81. Le Groupe d'experts avait retracé l'itinéraire du transport du charbon à bord du *Dong Thanh* et avait été en contact avec l'affréteur à temps du navire suite à l'incapacité pour le navire d'entrer dans un port avec sa cargaison. Le Viet Nam a informé le Groupe d'experts que les organismes vietnamiens compétents avaient inspecté le navire et mené des enquêtes pour établir l'origine de la cargaison et sa

[118] Durant l'inspection, le Groupe d'experts a constaté que le navire avait continué d'être utilisé pour transporter du charbon et n'avait cessé de naviguer en octobre 2018

destination. Le navire et la totalité de sa cargaison ont été saisis en attendant qu'une décision définitive soit prise conformément aux dispositions pertinentes des lois vietnamiennes applicables.

iii) Enquêtes sur l'exportation de charbon illicite dans des pays tiers

82. En octobre 2019, quatre individus et cinq sociétés ont été jugés coupables par le tribunal de district de Daegu (République de Corée) de participation à des exportations interdites de charbon effectuées par le République populaire démocratique de Corée dans le port de Kholmsk (Fédération de Russie), en 2017 (voir S/2019/171, par. 37). De plus, le Bureau du Procureur de district de Busan (République de Corée) mène une enquête concernant six individus et cinq sociétés soupçonnés de s'être livrés à des activités similaires entre décembre 2017 et juin 2018. La République de Corée a communiqué la liste des navires dont elle a interdit l'entrée dans ses ports en raison de leur participation confirmée dans des activités interdites par les résolutions pertinentes (voir tableau 1).

Tableau 1
Interdictions d'entrée dans les ports prononcées par la République populaire démocratique de Corée depuis août 2018

Nom du navire	*Numéro IMO*	*Pavillon*	*Date de l'interdiction d'entrée dans un port national*
Hammer (anciennement *Sky Angel*)	9168441	Vanuatu (anciennement Panama)	11 août 2018
Chen Yang (anciennement *Rich Glory*)	8649905	Sierra Leone	11 août 2018
Ga Hong (anciennement *Shinning Rich*)	9596923	Togo (anciennement Belize)	11 août 2018
Jin Long	8730986	Belize	11 août 2018
Yu Yuan[a]	9358694	Togo	18 août 2018
An Quan Zhou 66	8742240	Inconnu (anciennement Panama)	28 décembre 2018
Tai Xin	9088598	Inconnu (anciennement Togo)	28 décembre 2018
Xin Yang 688	8657809	Chine (anciennement Belize)	28 décembre 2018
Lucky Star	9015278	Inconnu (anciennement Togo)	28 décembre 2018
East River	9109952	Panama	28 février 2019

Source : État Membre, Groupe d'experts.

[a] Enregistré dans la base de données d'IHS Markit comme brisé.

Exportation de sable en provenance de la République populaire démocratique de Corée

83. En décembre 2017, le Conseil de sécurité, dans sa résolution 2397 (2017), a interdit l'exportation de terre et de roche (code 25 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises), dont le sable est un composant, et les exportations de sable sont, par conséquent, soumises à cette résolution. Le chapitre 25 du Système harmonisé précise à ce propos : « Sables naturels de toutes espèces, même colorés, à l'exclusion des sables métallifères du chapitre 28.[119] » Selon un État Membre, une opération importante d'exportation de sable à partir de la République populaire démocratique de Corée est menée depuis mai 2019, laquelle s'est soldée par l'expédition de plus 100 cargaisons illicites de sable en provenance de ce pays. Des navires battant pavillon chinois et d'autres sous pavillon étranger auraient chargé du sable à ou près de Haeju, dans la province de Hwanghae (République populaire démocratique de Corée), et dans le district des travailleurs de Sinchang du comté de Pukchong, province du Hamgyong du Sud (République populaire démocratique de Corée). Selon cet État Membre, ces livraisons représentaient au moins un million de tonnes de sable et une valeur d'au moins 22 millions de dollars[120, 121]. Le sable en provenance de la République populaire démocratique de Corée, obtenu par dragage fluvial, a été expédié dans des ports chinois[122].

Chargement de sable au port de Haeju (République populaire démocratique de Corée)

84. Selon un État Membre, en mai 2019, des dragueurs de mer ont chargé du sable sur plus de 92 automoteurs battant probablement pavillon chinois, dans la zone portuaire de Haeju et avant que ces derniers ne fassent route vers des ports chinois[123, 124]. La localisation des coordonnées et de l'itinéraire des automoteurs sur une plateforme satellitaire commerciale (voir fig. 20) corrobore les informations communiquées. Le nombre de navires ayant suivi cet itinéraire ainsi que le volume de sable exporté depuis la République populaire démocratique de Corée témoigne de la nature coordonnée et organisée des livraisons assurées.

---

[119] Voir Organisation mondiale des douanes, « Salt ; sulphur ; earths and stone ; plastering materials, lime and cement » (« Sel ; soufre ; terres et peirres ; plâtres, chaux et ciments »), *in Harmonized Commodty Description and Coding System*, 2017.

[120] L'État Membre ayant fourni cette information a calculé la valeur du sable sur la base d'un prix estimé de 22 dollars la tonne.

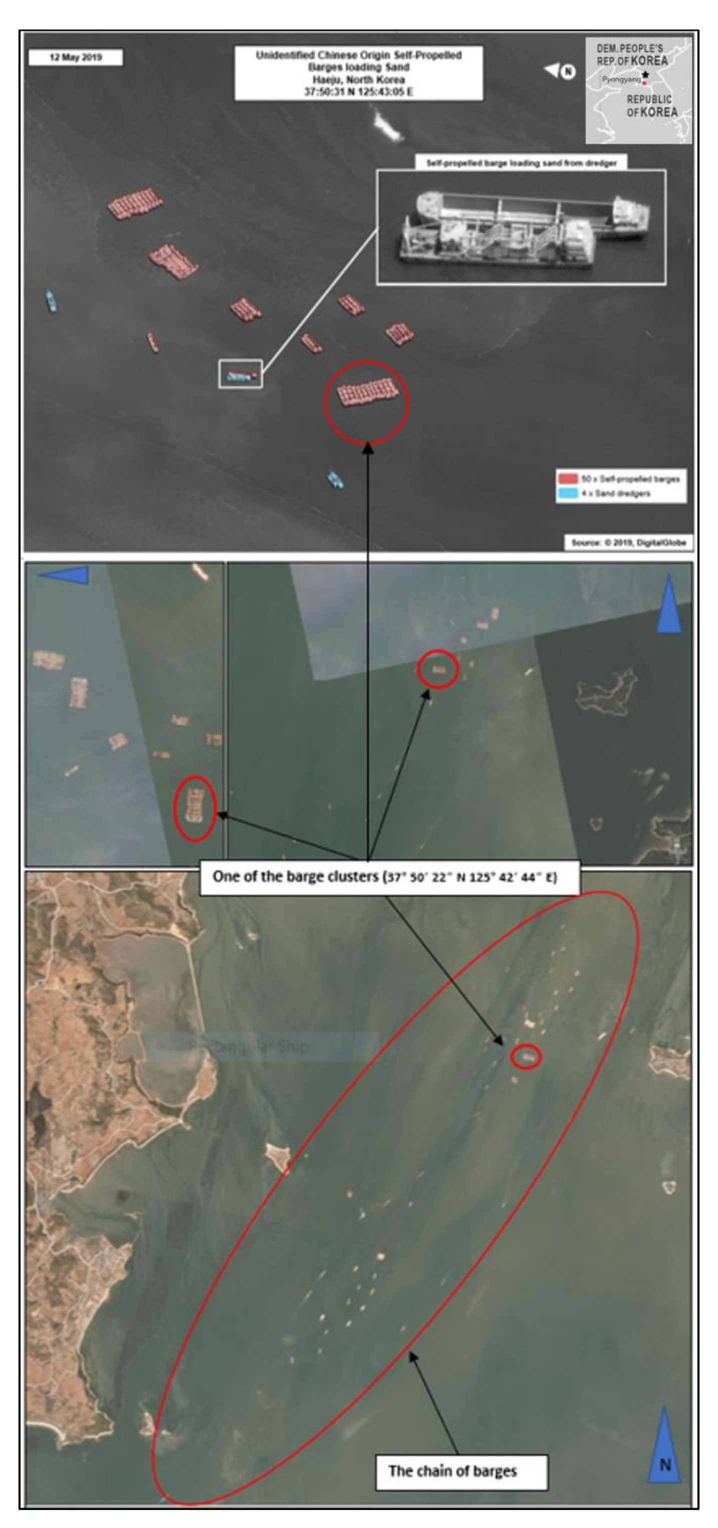
[121] Plusieurs experts sont d'avis que cette information peut être corroborée.

[122] Certains experts sont d'avis que cette information peut être corroborée.

[123] Le Groupe d'experts a présenté une liste d'automoteurs avec leurs identifiants (nom et numéro d'identité du service mobile) et le nombre de trajets ayant probablement donné lieu à des exportations de sable depuis Heaju (République populaire démocratique de Corée) vers la Chine entre avril et juin 2019, et a sollicité de l'aide dans le cadre des enquêtes menées.

[124] Certains experts sont d'avis que cette information peut être corroborée.

Figure 20
Transport de sable en provenance de la République populaire démocratique de Corée par automoteurs, effectué le 12 mai 2019



Source : (en haut) État Membre, (en bas, à gauche et à droite) Planet ; *carte :* Groupe d'experts.

* Groupe principal d'automoteurs (37,84° de latitude nord, 125,71° de longitude est ; 37,84° de latitude nord, 125,72° de longitude est ; 37,85° de latitude nord, 125,72° de longitude est ; 37,85° de latitude nord, 125,73° de longitude est).

85. La Chine a répondu qu'elle attachait une grande importance aux indices fournis par le Groupe d'experts sur le trafic de sable en provenance de la République populaire démocratique de Corée. La partie chinoise, toutefois, n'a pas pu retracer l'itinéraire des navires concernés et n'a pas été en mesure de confirmer que le sable en question avait été transporté dans des ports chinois.

Transport de sable en provenance de Sinchang (République populaire démocratique de Corée)

86. Le Groupe d'experts a mené une enquête sur le *Rui Jin* (nº OMI 8919104), soupçonné d'avoir livré du sable provenant de la République populaire démocratique de Corée à Ningbo à de multiples reprises, tout en naviguant sous pavillon des Palaos[125]. Après son périple non déclaré le plus récent vers la République populaire démocratique de Corée à la mi-novembre 2019, le navire, à son retour, a été immobilisé dans la zone de Ningbo le 3 décembre 2019, après la publication d'un avis par le registre international des navires des Palaos. Le *Rui Jin* est resté au mouillage hors du port de Ningbo à compter du 12 janvier 2020, dans l'attente d'une inspection par son État pavillon[126].

87. Le propriétaire inscrit du *Rui Jin*, Optimum Peace Limited[127], a acquis ce dernier le 19 juin 2019, son gérant et exploitant étant la compagnie Basement Shipping Co. Ltd.[128]. Depuis lors, le *Rui Jin* a effectué toute une série de trajets sur le même modèle. Après avoir quitté son port de départ en Chine, le navire a désactivé son système d'identification automatique à chaque trajet pendant une période assez longue. Au cours d'une de ces périodes, il est attesté, grâce à l'imagerie satellitaire, que le navire a fait route vers Sinchang pour y charger du sable fluvial. Une fois revenu dans les eaux internationales, il a réactivé son système d'identification automatique et s'est rendu en Chine pour y décharger sa cargaison[129]. Optimum Peace Limited[130] et Basement Shipping Co. Limited[131] n'ont pas encore répondu aux demandes de renseignements du Groupe d'experts. Les enquêtes se poursuivent.

88. Le 25 novembre 2019, les responsables du registre international des navires des Palaos ont essayé de localiser le *Rui Jin* à compter de la désactivation le 18 novembre 2019 du système d'identification automatique du navire et de son système d'identification et de suivi des navires à grande distance. Ils ont contacté les autorités portuaires de Vladivostok (Fédération de Russie), dernière destination connue du navire, et celles-ci leur ont indiqué que le navire n'était pas là-bas. Parallèlement, les responsables du registre sont entrés en relation avec les propriétaires et gérants du *Rui Jin*, pour connaître la localisation du navire ; ces derniers ont affirmé, quant à eux, que le navire était bien au mouillage dans le port de Vladivostok et que son système d'identification automatique et son système d'identification et de suivi des

---

[125] Un État Membre a informé le Groupe d'experts que le *Rui Jin* était soupçonné d'avoir déchargé en Chine du sable en provenance de la République populaire démocratique de Corée en juin, juillet et octobre 2019. Certaines images des trajets et des activités de chargement et de déchargement de sable en rapport avec la livraison effectuée par le navire en octobre ont été communiquées au Groupe d'experts.

[126] Information fournie par l'État du pavillon.

[127] Optimum Peace Ltd., 5/F, Dah Sing Life Building, 99-105 Des Voeux Road, Central, Hong Kong (Chine).

[128] Basement Shipping Co. Ltd., Room 1302, 13/F Cheong K Building, 84-86 Des Voeux Road, Central, Hong Kong (Chine), a été inscrite le 2 janvier 2019 (système d'information intégré du registre des sociétés de Hong-Kong).

[129] L'État Membre ayant fourni cette information a estimé qu'à elle seule, une cargaison de sable illicite en provenance de la République populaire démocratique de Corée était d'une valeur approximative de 595 503 dollars.

[130] En chinois : 行瑞有限公司.

[131] En chinois : 務實船務有限公司.

navires étaient hors service. Cette information sur sa localisation a été démentie par les autorités portuaires de Vladivostok (voir annexe 17). Le 2 décembre 2019, les responsables du registre ont adressé un avis d'interdiction de navigation au Comité du contrôle des navires par l'État du port du Mémorandum d'entente de Tokyo sur le contrôle des navires par l'État du port dans la région Asie-Pacifique, une organisation intergouvernementale de coopération. Le 3 décembre 2019, les responsables du registre ont conclu que le *Rui Jin* était à Ningbo, ont émis un avis d'immobilisation à l'attention de l'État du pavillon et ont révoqué les certificats d'enregistrement du navire à titre provisoire (voir fig. 21). Le 18 décembre 2019, ils ont informé les propriétaires et gérants du *Rui Jin* qu'il leur fallait procéder à une inspection de sécurité compte tenu du rapport faisant état du dysfonctionnement du système d'identification automatique et du système d'identification et de suivi des navires à grande distance, et s'assurer que le navire n'avait pas été impliqué dans une quelconque activité illégale. Les responsables du registre ont demandé aux autorités portuaires de Ningbo d'autoriser le navire à rejoindre le port de manière à pouvoir procéder à l'inspection[132].

89. Les Palaos ont communiqué au Groupe d'experts des informations actualisées indiquant que, le 21 janvier 2020, les responsables du registre international des navires des Palaos s'étaient réunis pour examiner la question des violations présumées des sanctions par le *Rui Jin* et qu'au vu des éléments de preuve réunis et compte tenu du silence des propriétaires du navire à cet égard et de leur non comparution au tribunal, ils avaient annulé l'immatriculation dudit navire conformément au paragraphe 12 de la résolution 2397 (2017), et ce avec effet immédiat. Le nouveau propriétaire inscrit du navire, Xiang Rui Shipping Co. Ltd.[133], sous le nom de MIR (voir annexe 18), avait essayé de faire enregistrer le *Rui Jin* sous pavillon sierra-léonais. Après avoir été informée par les responsables du registre de la désimmatriculation du navire, la Sierra Leone a confirmé que le navire n'était plus inscrit sous son pavillon.

Figure 21
Images du *Rui Jin* à Sinchang et à Ningbo



Source : État Membre ; *carte :* Groupe d'experts.

Transfert de droits de pêche

90. La République populaire démocratique de Corée a continué de procéder au transfert de droits de pêche en violation des sanctions applicables au cours de la

---

[132] Lettre du 18 décembre 2019 adressée par les responsables du registre international des navires des Palaos au Ministre des infrastructures publiques, de l'industrie et du commerce des Palaos, dont une copie a été communiquée au Groupe d'experts.

[133] En chinois : 祥瑞船舶運輸有限公司.

période considérée[134]. Selon un État Membre, les recettes résultant de cette activité ont été pour la République populaire démocratique de Corée de 120 millions de dollars en 2018. Deux autres États Membres ont fourni au Groupe d'experts des informations dans lesquelles figurent notamment des images de navires de pêche chinois affichant sur leur coque ou superstructure un numéro d'immatriculation de pêche de la République populaire démocratique de Corée ou bien avec des documents[135] ou des certificats provisoires du registre de la République populaire démocratique de Corée (voir fig. 22), observés à la mi-2019[136].

Figure 22

Navires de pêche avec leurs numéros de permis de pêche (en haut), un permis de pêche (en bas, à gauche) et un certificat de registre provisoire (en bas, à droite), documents photographiés pour un seul navire



Source : États Membres.

---

[134] Voir S/2019/171, par. 47 à 49, et S/2019/691, par. 30 à 31.

[135] Dont la période de validité court de mai à décembre 2019.

[136] Les navires de pêche dont les membres d'équipage et les responsables des compagnies connexes ont été interviewés, tels qu'il ressort des entretiens réalisés, sont les suivants : 福南渔 59798, 海洋 9 号, 鲁文远渔 138, 冀远渔 51006, 人豪渔业公司, 三亚威龍水産有限公司, 舟山漁業公司 and 海分水産有限公司.

91. Un État Membre a signalé que, lors d'un entretien, un membre de l'équipage avait indiqué que le prix d'un permis de pêche pour une durée de validité de trois mois était d'environ 400 000 yuans (soit approximativement 57.594 dollars)[137]. Après examen des rapports et des images fournis par les États Membres, le Groupe d'experts a constaté que les navires concernés avaient tenté de se soustraire aux patrouilles des pays voisins de diverses manières, notamment en recouvrant à la peinture le nom du navire et en le remplaçant par un autre, et en obtenant des permis de pêche dans la zone de pêche de la République populaire démocratique de Corée. Selon le même État Membre, les membres d'équipage de nombreux navires ont affirmé avoir informé les autorités dont ils relevaient qu'ils faisaient route vers la zone de pêche de la République populaire démocratique de Corée. Faisant suite à la demande de renseignements du Groupe d'experts, la Chine a répondu que plusieurs des navires signalés par ledit Groupe présentaient alors un numéro d'immatriculation incomplet, un navire chinois étant tenu d'afficher un numéro à cinq chiffres, outre son nom. Elle n'en a pas moins mené une enquête sur des navires, y compris peut-être sur les navires signalés par le Groupe d'experts. Elle a mis en évidence que certains n'opéraient que dans les zones côtières de la Chine et que plusieurs autres n'étaient pas inscrits dans le système d'immatriculation des navires de pêche. De plus, certains navires impliqués dans des activités interdites recouraient à une tactique de contournement qui consistait à user d'une fausse d'identité ou à usurper une identité. Il était par conséquent très difficile de vérifier les informations communiquées par le Groupe d'experts.

Recommandations

92. **Le Groupe d'experts recommande que le Comité désigne le *Rui Jin* (n° OMI 8919104) pour violation du paragraphe 6 de la résolution 2397 (2017).**

93. **Afin d'aider les États Membres, le Groupe d'experts préconise à nouveau la création d'un mécanisme de coopération régionale permettant d'échanger des informations en vue de déterminer si les navires faisant l'objet d'une enquête ont bien accosté aux ports mentionnés dans leurs documents relatifs à l'origine de leur cargaison et s'ils y ont bien chargé du charbon. Les États Membres devraient établir un point de contact à cette fin.**

94. **Le Groupe d'experts recommande que les États Membres prennent toutes les mesures nécessaires, notamment en promulguant des textes législatifs prévoyant une action appropriée contre tout navire reconnu coupable d'avoir violé les sanctions.**

95. **Le Groupe d'experts recommande que les États Membres partagent entre eux ainsi qu'avec le Comité et le Groupe d'experts la liste des navires dont l'implication a été confirmée dans des activités ou dans le transport de marchandises interdites par les résolutions pertinentes.**

Statistiques commerciales de la République populaire démocratique de Corée

96. Les statistiques commerciales publiquement accessibles ne reflètent pas la totalité du commerce extérieur de la République populaire démocratique de Corée ou ne donnent pas nécessairement une indication exacte des hausses et des baisses intervenant d'une année sur l'autre. Le Groupe d'experts continue d'analyser les exportations et les importations de la République populaire démocratique de Corée qui sont en violation des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. En pareil cas, le Groupe d'experts utilise les statistiques commerciales publiées qui s'appuient sur les données douanières des États Membres, telles qu'elles sont communiquées au

[137] Taux de change au 7 janvier 2020.

Centre du commerce international (CCI) pour son outil Trade Map ou tirées des bases de données commerciales sur les échanges mondiaux comme Global Trade Atlas[138]. D'une manière générale, les exportations enregistrées de la République populaire démocratique de Corée ont considérablement baissé en 2018, depuis la pleine entrée en vigueur de quatre nouvelles résolutions adoptées en 2017.

Tableau 2
Échanges commerciaux de la République populaire démocratique de Corée, 2016-2018
(En milliers de dollars des États-Unis)

	2016	*2017*	*2018*
Exportations	2 903 099	1 958 104	330 662
Importations	3 137 119	3 431 936	2. 21 818
Balance commerciale	(234 020)	(1 473 832)	(1 991 156)

Source : Trade Map du CCI, consulté le 14 décembre 2019.

97. Lorsque les statistiques disponibles mettent en évidence le commerce de marchandises interdites, le Groupe d'experts écrit aux États Membres afin d'obtenir un complément d'information et de vérification. On trouvera les conclusions détaillées des enquêtes menées par le Groupe d'experts à l'annexe 19. Ces données laissent entendre qu'entre avril 2018 et septembre 2019, la République populaire démocratique de Corée a dégagé des dizaines de millions de dollars au moyen d'exportations illégales, sans compter le volume bien plus important des échanges non déclarés. Selon les enquêtes du Groupe d'experts et les informations obtenues auprès des États Membres, la République populaire démocratique de Corée continue de procéder de manière illicite à des exportations de marchandises telles que le charbon, qui n'apparaît pas dans la base de données sur le commerce international (voir par. 54 à 56 et 78 à 82). De telles exportations pourraient expliquer comment l'augmentation du déficit commercial enregistrée ces dernières années a été partiellement compensée.

Foire commerciale internationale de Pyongyang et activités des entités désignées

98. La République populaire démocratique de Corée a continué d'accueillir sa foire commerciale internationale de Pyongyang comme tous les deux ans. Après que le Groupe d'experts a recommandé la désignation de la Korea International Exhibition Corporation, organisatrice de longue date de cet événement et entité affiliée au Ministère du commerce extérieur de la République populaire démocratique de Corée[139], une nouvelle organisation intitulée Korea External Economic Relations

---

[138] Pour la liste complète des articles soumis à des sanctions sectorielles, voir annexe 4 du document S/2018/171 (liste en partie modifiée par le document S/2018/171/Corr.1). Cette analyse ne tient pas compte des exportations et des importations par la République populaire démocratique de Corée d'articles interdits qui n'ont pas été détectés ou signalés par les États Membres ou bien dans les bases de données mondiales ou le Comité, ou qui ont été signalés par erreur comme ayant fait l'objet d'échanges commerciaux avec des pays tiers autres que la République populaire démocratique de Corée.

[139] Le Groupe d'experts a recommandé la désignation de la Korea International Exhibition Corporation en 2017, étant donné l'aide qu'elle a accordée à des entités désignées aux fins de contourner les sanctions dans le cadre de la Foire commerciale internationale de Pyongyang et le rôle de plateforme qu'elle a joué en vue du transfert, de la vente ou de la fourniture de marchandises en provenance ou à destination de la République populaire démocratique de Corée (voir S/2017/150, par. 204).

Association aurait vu le jour depuis 2018 en tant que nouvel hôte de cette manifestation, alors que la Korea International Exhibition Corporation n'a pas cessé d'y prendre part. Le nombre d'exposants est passé d'un peu plus de 200 en mai 2018 à plus de 401 en mai 2019. Au total, 360 entreprises ont participé à la foire commerciale en septembre 2019[140].

99. Le Groupe d'experts note que les entités désignées de la République populaire démocratique de Corée ont continué d'être parties prenantes à la Foire commerciale internationale de Pyongyang, s'accordant ainsi la possibilité de traiter avec des exposants étrangers comme nationaux. D'après les informations obtenues auprès des États Membres[141], le Groupe d'experts estime que les entités désignées mentionnées ci-après ont continué de participer à la totalité ou à une partie des quatre foires commerciales internationales de Pyongyang tenues entre mai 2018 et septembre 2019 : Kangbong Trading Corporation (KPe.043), Pugang Trading Corporation (prête-nom de KPe.038) et Kuryonggang Trading Corporation (prête-nom de KPe.008). D'autres entités, telles que Mirae Trading Co., Peace Motors Corporation et Sinhung IT Trading Co., qui ont été signalées au Groupe d'experts comme des sociétés relevant du Département de l'industrie des munitions, participent également aux foires commerciales depuis au moins mai 2019[142].

100. La République populaire démocratique de Corée a organisé la Foire commerciale internationale des produits de haute technologie du 2 au 6 septembre 2019. Le Groupe d'experts a mené une enquête sur deux entreprises y ayant exposé, respectivement, une imprimante tridimensionnelle[143] (code 84 du Système harmonisé) et un drone (code 85 du Système harmonisé). Faisant suite à une demande de renseignements du Groupe d'experts, Weistek, la société fabricante de l'imprimante, a répondu que, comme elle avait de nombreux « agents et négociants », elle ne pouvait pas vérifier la manière dont son produit était arrivé en République populaire démocratique de Corée. Le Groupe d'experts n'a pas encore reçu de réponse de Guangdong Fexda, la société fabricante du drone.

101. Si la participation à une foire commerciale en République populaire démocratique de Corée ne constitue pas en soi une violation des sanctions du Conseil de sécurité sauf à être assortie de mouvements transfrontaliers de marchandises interdites, de transferts financiers ou de la participation d'individus ou d'entités désignés, le Groupe d'experts tient à souligner cependant que les foires commerciales peuvent être utilisées pour développer les réseaux d'achat liés à des armes de destruction massive. Le Groupe d'experts a constaté l'existence d'annonces publicitaires concernant des produits à base de graphite[144], mises en place par deux

---

[140] Chiffres tirés d'articles de NK Pro et de l'Agence centrale de presse coréenne entre mai 2018 et septembre 2019.

[141] Voir l'annexe 30 pour une liste actualisée des entreprises commerciales relevant du Département de l'industrie des munitions (KPe.028) et de leurs prête-noms.

[142] Les noms des entreprises commerciales en coréen cadrent avec les informations des États membres.

[143] L'imprimerie tridimensionnelle, également connue sous le nom de fabrication additive, a des applications dans le domaine des armes de destruction massive.

[144] Tous les produits à base de graphite ne sont pas soumis à des sanctions. Le graphite de pureté nucléaire, toutefois, est répertorié dans les principes directeurs énoncés dans la Partie 1 du Groupe des fournisseurs nucléaires (telle qu'amendée dans le document de l'Agence internationale de l'énergie atomique INFCIRC/254/Rev.11/Part 1). En vertu du paragraphe 5 b) de la résolution 2087 (2013), les articles figurant dans ce document sont soumis aux dispositions du paragraphe 8 a), b) et c) de la résolution 1718 (2006), ainsi que le sont les articles liés aux missiles balistiques dans le rapport du Comité établi conformément au paragraphe 21 de la résolution 2094 (2013) et à la déclaration de la Présidente du Conseil de sécurité figurant dans le document S/PRST/2012/13 (voir S/2014/253, annexe). En conséquence, la fourniture, la vente ou le transfert à la République populaire démocratique de Corée de graphite de pureté nucléaire sont

entreprises lors d'une foire commerciale tenue en 2019 en République populaire démocratique de Corée. Le Groupe d'experts n'a pas encore reçu de réponse à ses demandes de renseignements.

III. Embargos, entités et personnes désignées, et travailleurs à l'étranger

Chine

102. Le Groupe d'experts a mené une enquête concernant plusieurs annonces et expositions artistiques du Mansudae Art Studio (ci-après « Mansudae »), une entité désignée de la République populaire démocratique de Corée. Le Jinzhao Art Museum a fait la promotion d'artistes du Mansudae[145] et de leurs œuvres sur son site Web (voir annexe 20). Ce musée n'a pas encore répondu à la demande de renseignements que lui a adressée le Groupe d'experts. En décembre 2019, une galerie d'art, Tsi Ta Chai[146], a organisé une exposition des œuvres d'art du Mansudae à Hong Kong (voir annexe 21). Cette galerie d'art a répondu au Groupe d'experts ce qui suit : « Nous n'avons acheté aucun tableau du collectionneur privé ou du Mansudae Art Studio ; et aucune transaction n'était enregistrée. Tous les tableaux ont été rendus au collectionneur privé à l'issue de l'exposition. Nous n'avons aucun contact avec le Mansudae Art Studio ou la Corée du Nord. L'accord relatif à l'exposition a été signé avec une entreprise de la République populaire de Chine (dont le nom chinois est 西安榮皇傳媒有限公司), propriété d'un collectionneur privé, M. Jin Songhu ».

103. Le Groupe d'experts a pris note d'un reportage, diffusé en novembre 2018, qui indiquait qu'une salle d'exposition vendant des œuvres d'art de Mansudae poursuivait ses activités dans le cadre de l'Espace 798 (Pékin), sous le nom de Mansudae Art Museum (朝鮮萬壽臺創作社美術館), et que Ji Zhengtai, « propriétaire de la Mansudae Art Gallery », tirait des revenus de la vente d'œuvres d'art acquises auprès du Mansudae Art Studio (voir annexe 21). La Chine avait précédemment signalé la fermeture de ce musée en janvier 2018 (voir S/2018/171, par. 89). Faisant suite aux dernières demandes de renseignements du Groupe d'experts, la Chine a répondu ce qui suit : « Beijing Yuan Mansudae est la société mère du Mansudae Art Museum, et était une entreprise commune de la Chine et de la République populaire démocratique de Corée. Elle est devenue une entreprise de propriété uniquement chinoise début 2018, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, et a mis fin à ses activités commerciales de coopération avec la partie nord-coréenne. […] Étant donné que Mansudae Art Museum existe depuis plus de dix ans et qu'elle jouit désormais d'un certain prestige en Chine, elle n'a pas changé de signalétique commerciale afin de conserver ses caractéristiques et de maintenir son activité. » (voir annexe 22).

République démocratique du Congo

104. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur l'implication de la République populaire démocratique de Corée dans des activités d'exploitation aurifère en République démocratique du Congo, et sur l'entraînement militaire de la Garde présidentielle de la République démocratique du Congo assuré par ce même pays, ainsi que sur les armes vendues par ce dernier à ladite Garde (voir S/2019/171,

____

interdits, ainsi que la fourniture, la vente ou le transfert à ce pays de graphite à grains fins qui pourrait être utilisé pour les tuyères de fusées et les nez de corps de rentrée. Le paragraphe 27 de la résolution 2270 (2016) est également applicable.

[145] Adresse : Bâtiment A, 128-5, Binjiang Middle Road, Dandong, province de Liaoning (Chine).

[146] Adresse : Bâtiment Cosco, salle 4614, 183 Queen's Road Central, Hong Kong (Chine).

par. 68). Le Groupe d'experts a écrit à Fouad Dakhlallah, qui est soupçonné d'avoir violé les résolutions du Conseil de sécurité en recrutant des citoyens de la République populaire démocratique de Corée travaillant soit pour le compte d'entités désignées par le Conseil de sécurité ou ayant été signalées comme impliquées dans des activités liées à des armes interdites en Afrique et au Moyen Orient (voir S/2019/171, par. 67). Le Groupe d'experts a demandé des renseignements à la République démocratique du Congo au sujet des deux affaires qui viennent d'être citées.

Érythrée

105. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur les activités de coopération en matière d'armes entre la République populaire démocratique de Corée et l'Érythrée. Eritech Computer Assembly & Communication Technology PLC (entité également connue sous le nom d'Eritech ou d'Etech), « agissant sous l'autorité des Forces de défense érythréennes » et domiciliée dans les installations du Centre technique militaire d'Asha Golgol, a été identifiée comme un des acquéreurs d'armes et de matériel connexe de Glocom, une entreprise de la République populaire démocratique de Corée spécialisée dans la fourniture de matériel de transmission militaire (voir S/2018, par. 91, et S/2019/171, par. 70). Le Groupe d'experts a également poursuivi son enquête sur Kim Kwang Rim, un citoyen de la République populaire démocratique de Corée que ledit Groupe avait signalé comme le représentant de la Green Pine Associated Corporation en Érythrée. Aucune information de fond n'a été fournie par l'Érythrée pour faire suite aux demandes réitérées de renseignements du Groupe d'experts (voir annexe 23).

République islamique d'Iran

106. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur les bureaux de représentants des entités désignées de la République populaire démocratique de Corée en République islamique d'Iran, à savoir la Korea Mining Development Trading Corporation (KOMID) et la Saeng Pil Trading Corporation (voir S/2019/691, par. 34). Un État Membre a informé le Groupe d'experts que deux personnes liées à la KOMID, Ha Won Ho et Kim Hak Chol, se trouvaient actuellement en République islamique d'Iran (voir annexe 24). De plus, cet État Membre a noté que, depuis 2015, la KOMID avait adopté un nouveau nom (« 221 General Bureau »), lequel avait remplacé celui utilisé depuis le milieu des années 2000 (« Mining Development Guidance Bureau »).

107. Faisant suite aux demandes de renseignements du Groupe d'experts, la République islamique d'Iran a répondu qu'« il n'y [avait] aucun citoyen de la République populaire démocratique de Corée dont la résidence ait été enregistrée en Iran, hormis dans le cas de ses diplomates » et que « la KOMID et Saeng Pil n'[avaient] pas de bureaux ou de représentants en Iran. » La République islamique d'Iran a ensuite déclaré qu'« elle [avait] veillé de près à cette question » mais qu'elle n'[avait] observé, jusque-là, aucune activité illicite. Les activités des diplomates nord-coréens accrédités auprès de la République islamique d'Iran [avaient] été conformes à la réglementation nationale iranienne ainsi qu'aux obligations internationales de la République populaire démocratique de Corée. » (voir annexe 25).

108. L'État Membre a en outre informé le Groupe d'experts des activités de contrebande d'or et d'espèces (voir S/2019/171, par. 72), auxquelles des fonctionnaires de la République populaire démocratique de Corée se livraient actuellement en République islamique d'Iran, entre l'aéroport de Doubaï et celui de Téhéran, « par la voie diplomatique » et depuis au moins 2009. Selon cet État Membre, deux nationaux de la République populaire démocratique de Corée, Pak Sin Hyok et Ri kuk Myong, tous deux travaillant à la section économique et commerciale

de l'Ambassade de la République populaire démocratique de Corée à Téhéran, participent à ces activités de contrebande. L'État membre a par ailleurs informé le Groupe d'experts de l'implication actuelle ou passée dans ces activités de nombreux nationaux de la République populaire démocratique de Corée, dont un ancien diplomate (voir annexe 26). Le même État Membre a identifié trois citoyens iraniens des Émirats arabes unis, qui étaient soupçonnés d'avoir participé à ces activités de contrebande. Ces trois personnes n'ont pas encore répondu aux demandes de renseignements du Groupe d'experts.

109. Faisant suite aux demandes du Groupe d'experts relatives à son enquête, la République islamique d'Iran a répondu ce qui suit : « La lettre adressée ne donne pas de précisions sur les liens entre les actes allégués […] et les sanctions dont la République populaire démocratique de Corée fait l'objet. [….] Votre lettre ne fournit pas suffisamment d'informations et de preuves pour justifier l'ouverture d'une enquête par les autorités iraniennes en vue de l'établissement des faits nécessaires. » (voir annexe 25).

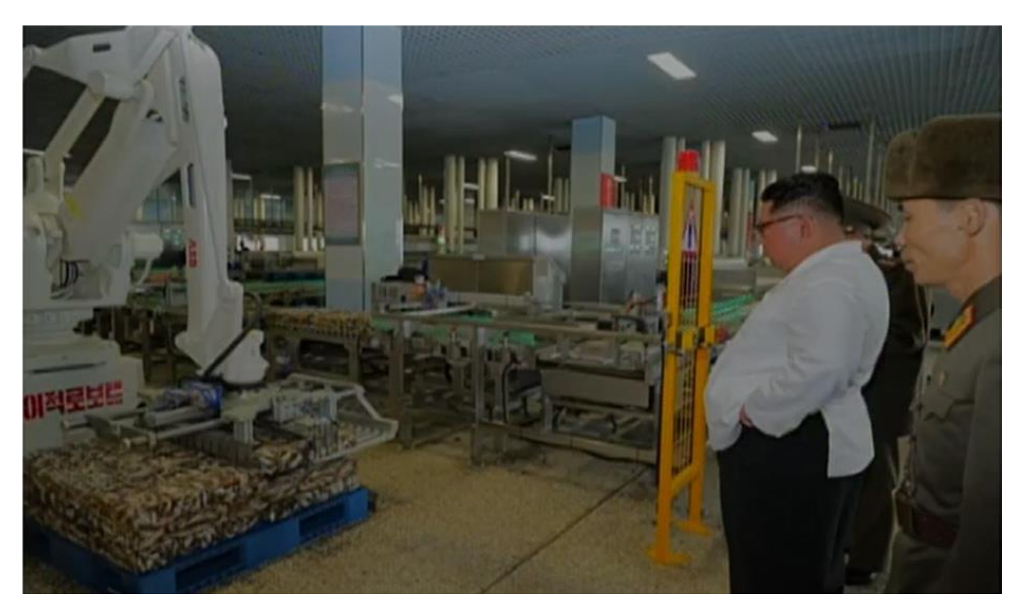
Myanmar

110. Le Groupe d'experts a renouvelé sa demande de documentation et d'informations supplémentaires concernant les questions de coopération militaire entre le Myanmar et la République populaire démocratique de Corée, notamment les activités de coopération en matière de missiles balistiques menées depuis 2006, ainsi que de preuves attestant le retour des techniciens du Myanmar et de la République populaire démocratique de Corée dans leurs pays respectifs (voir S/2019/171, par. 78). Le Groupe d'experts n'a reçu aucune réponse sur ces questions.

Suède et Suisse

111. Le Groupe d'experts a examiné les photographies de trois robots blancs fabriqués par la société ABB (Asea Brown Boveri Ltd., ci-après « ABB ») à l'usine de traitement de poisson de Thongchon (République populaire démocratique de Corée). D'abord publiés dans les médias d'État du pays le 19 novembre 2019, ces clichés auraient été pris lors d'une visite guidée des installations effectuée par le Président Kim Jong Un (voir fig. 23). Le Groupe d'experts a en outre noté que, selon les médias d'État, cette usine avait été construite récemment par l'Armée populaire coréenne. La Suisse a répondu au Groupe d'experts que, « le modèle des bras robotisés en question [était] […] le modèle IRB 660, lequel avait dû être produit dans leur usine de Shanghai (Chine), entre le 17 avril 2017 et novembre 2018 », précisant que parmi les quelques centaines de machines de ce modèle produites dans cette usine, la plupart avaient été « commandées par des parties chinoises ». De plus, « ABB ne trouvait nulle trace de livraison d'un modèle IRB 660 à l'usine de traitement de poisson de Thongchon ou à quelque autre usine ou société basée en République populaire démocratique de Corée. ABB notait, toutefois, qu'il existe un marché secondaire important pour les robots (d'occasion) […]. D'une manière générale, ABB n'intervenait pas dans les achats et les ventes opérés sur le marché secondaire ». Les enquêtes se poursuivent.


Figure 23
Robotique ABB à l’usine de traitement de poisson de Thongchon, reportage diffusé le 19 novembre 2019



Source : Agence centrale de presse coréenne.

République bolivarienne du Venezuela

112. Le Groupe d’experts mène une enquête sur la coopération militaire et technologique entre la République bolivarienne du Venezuela et la République populaire démocratique de Corée. Selon un reportage dans les médias, le Président de l’Assemblée nationale constituante de la République bolivarienne du Venezuela a signé une série d’accords par lesquels les parties s’engagent à mener des activités de coopération militaire et technologique, lors d’une visite en République populaire démocratique de Corée en septembre 2019, ce qui pourrait constituer une violation des résolutions du Conseil de sécurité. Le Groupe d’experts a demandé des informations à la République bolivarienne du Venezuela.

Yémen

113. Le Groupe d’experts a poursuivi son enquête sur deux affaires liées au Yémen. La première affaire concerne un projet de coopération yéménite avec le secteur de la défense de la République populaire démocratique de Corée, dans le cadre duquel le général de division Zakaria Yahya al-Shami a signé une lettre datée du 13 juillet 2016 en tant que chef d’état-major adjoint et adressée à une délégation du Ministère du matériel militaire de la République populaire démocratique de Corée et de la Tosong Trading Corporation, une entreprise nord-coréenne, pour inviter ses membres à une réunion à Damas « en vue d’examiner la question du transfert de technologie et d’autres questions d’intérêt commun ». La seconde affaire concerne un projet négocié notamment par Naif Ahmad al Qanis, lequel a signé à Damas un protocole avec un courtier en armes syrien, Hussein al-Ali, portant sur la fourniture de matériel militaire provenant de la République populaire démocratique de Corée. Le Groupe d’experts n’a pas encore reçu de réponse à la demande de renseignements qu’il avait adressée au général de division Zakaria Yahya al-Shami et à Naif Ahmad al Qanis (voir S/2019/171, par. 97). Il a sollicité des informations auprès des autorités yéménites.

Académie des sciences de la défense nationale

114. Le Groupe d'experts a obtenu des informations auprès d'un État membre, selon lesquelles, en mai 2019, la société Zhongguo Shenyang Yueli Decoration Co. Ltd.[147] a récemment embauché cinq employés de la République populaire démocratique de Corée, liés à la société Nam Dae Cheon Trade Co. Ltd. de ce pays, laquelle serait contrôlée par l'Académie des sciences de la défense nationale, entité désignée (KPe.021) de la République populaire démocratique de Corée. Ces deux entreprises ont conclu un contrat en avril 2019 en vue d'organiser le recrutement des cinq nationaux de la République populaire démocratique de Corée. Trois d'entre eux sont des concepteurs de logiciel et les deux autres des concepteurs de matériel, et ce contrat a pour finalité de concevoir des produits d'intelligence artificielle, en matière tant de logiciel que de matériel. La société n'a pas encore répondu à la demande de renseignements qui lui a adressée le Groupe d'experts.

Bureau général de reconnaissance

115. Le Groupe d'experts a poursuivi ses enquêtes sur les méthodes de contournement des sanctions par des moyens cybernétiques, adoptées par les cyberacteurs de la République populaire démocratique de Corée[148] sous le contrôle du Bureau général de reconnaissance qui a été désigné[149]. En septembre 2019, l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (France) a publié un rapport public[150] sur les activités malveillantes (hameçonnage ciblé) observées en août 2019 et visant cinq missions permanentes de « pays membres du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (Chine, France, Belgique, Pérou et Afrique du Sud) », rapport dans lequel sont mis en lumière les « liens techniques » identifiés lors des enquêtes menées par cette Agence « entre l'infrastructure utilisée au cours de ces attaques et les éléments techniques attribués en source ouverte aux modes opératoires d'attaquants suivants : Kimsuky et Group 123 ».

116. Un autre État Membre a informé le Groupe d'experts qu'« un cyberacteur de la République populaire démocratique de Corée lié au groupe de cybermenaces Kimsuky s'est fait passer pour le représentant d'un gouvernement étranger auprès des Nations Unies afin d'obtenir par hameçonnage 38 adresses électroniques d'autres représentants de gouvernements étrangers auprès des Nations Unies », tout en précisant que les cibles visées incluaient des représentants de gouvernements étrangers auprès des Nations Unies qui étaient tous membres du Conseil de sécurité au moment de l'attaque[151].

---

[147] Zhongxin C5 Guoji Maoyi Tianci-jie 5 hao Hunnan-qu Shenyang-shi, province de Liaoning (Chine).

[148] Selon un État Membre, le Bureau général de reconnaissance contrôle presque tous les cyberacteurs à l'intérieur de la République populaire démocratique de Corée, notamment le groupe Lazarus et le groupe Kimsuky. Le groupe Lazarus (également connu sous le nom des Gardiens de la paix, du Cobra caché, de l'équipe Whois, de Zinc, etc.) comprend au moins deux sous-groupes identifiés, Bluenoroff et Andariel. Bluenoroff (également appelé APT38 et Stardust Chollima) privilégie la génération de revenus illicites au moyen de cyberbraquages ainsi que le contournement des sanctions des Nations Unies. Les cibles principales d'Andariel sont les entreprises étrangères, les entités gouvernementales et le secteur de la défense. Le groupe Kimsuky (également appelé Velvet Chollima) est actif depuis au moins 2013 et est connu pour ses attaques contre des cibles de la République de Corée, notamment Korea Hydro and Nuclear Power.

[149] Voir annexe 27 pour la structure organisationnelle et de commandement du Bureau général de reconnaissance.

[150] France, Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, *Campagne de récupération d'identifiants de connexion. Infrastructure malveillante ciblant des institutions gouvernementales et des entités stratégiques* (2 septembre 2019).

[151] Dans un cas, le 4 août 2019, les cyberacteurs du groupe Kimsuky de la République populaire démocratique de Corée ont envoyé à au moins huit adresses électroniques professionnelles et

117. Cet État Membre a informé le Groupe d'experts qu'il considérait que les cyberacteurs de la République populaire démocratique de Corée, membres probablement du groupe Kimsuky, étaient « responsables de l'opération d'hameçonnage lancée contre le Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 », et avaient préparé et testé des techniques d'hameçonnage en vue de cibler le Comité en 2016 et 2017, préalablement à la campagne d'octobre 2017 (voir S/2018/171, par. 5). Le Groupe d'experts réaffirme que les attaques menées tant précédemment qu'actuellement contre des organes de l'ONU comme le Groupe d'experts et le Comité, lesquels ont pour mandat de contrôler la mise en application des sanctions des Nations Unies, équivalent à un contournement des sanctions, étant donné le caractère persistant et extrêmement perturbateur de ces attaques.

118. Les activités malveillantes menées contre le Groupe d'experts n'ont pas cessé. En janvier 2020, un État Membre a informé le Groupe d'experts qu'au moins trois experts ont été ciblés par des cyberacteurs de la République populaire démocratique de Corée. Les enquêtes se poursuivent.

119. Le Groupe d'experts a pris note de rapports selon lesquels, en septembre et en octobre 2019, l'Organisation de la recherche spatiale indienne et la centrale nucléaire de Kudankulam (Inde) ont fait l'objet de cyberattaques au moyen du logiciel malveillant DTrack[152], qui a été mis au point par le groupe Lazarus. Le Groupe d'experts a mené une enquête sur ces attaques, estimant qu'il pouvait s'agir de violations des dispositions relatives à l'embargo sur les armes par des moyens cybernétiques.

Département de l'industrie des munitions et informaticiens de la République populaire démocratique de Corée travaillant à l'étranger

120. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur les activités illégales du Département de l'industrie des munitions qui a été désigné (KPe.028), organisation chargée des politiques et du contrôle des programmes nucléaires et de missiles de la République populaire démocratique de Corée. Comme l'a constaté le Conseil de sécurité dans ses résolutions 2270 (2016) et 2397 (2017), les nationaux nord-coréens qui travaillent à l'étranger, notamment les informaticiens, contribuent par leurs revenus aux programmes d'armement nucléaire et de missiles balistiques du pays. La plupart des informaticiens travaillant à l'étranger sont employés par des entreprises placées sous le contrôle du Département, contrairement à la plupart des cyberacteurs malveillants du pays, qui sont placés, eux, sous le contrôle du Bureau général de reconnaissance (KPe.031).

---

personnelles de membres actuels ou d'anciens membres de l'Organisation des Nations Unies et du Conseil de sécurité des courriels d'hameçonnage contenant un dossier relatif, apparemment, à une séance d'information du Conseil de sécurité. La pièce jointe d'hameçonnage se présentait sous la forme d'une « note de cadrage » d'une séance d'information du Conseil, programmée au plus tard pour août 2019, intitulée « Promotion et renforcement de l'état de droit dans le cadre des activités de maintien de la paix et de la sécurité internationales : le droit international humanitaire » (voir annexe 28).

[152] DTrack est une variante d'ATMDtrack, qui a été utilisée pour mener une cyberattaque du groupe Lazarus contre la banque indienne Cosmos Bank en 2018 (voir Kaspersky, « DTrack: previously unknown spy-tool by Lazarus hits financial institutions and research centers » [« DTrack : un outil d'espionnage de Lazarus jusque-là inconnu frappe des institutions financières et des centres de recherche »], 23 septembre 2019**Error! Hyperlink reference not valid.**). Un État Membre a informé le Groupe d'experts qu'une communication a été établie quelque mois avant l'attaque entre une adresse de protocole Internet appartenant à Cosmos Bank et cinq adresses de protocole Internet considérées comme des serveurs de commandement et de contrôle pour un logiciel malveillant du groupe Lazarus.

121. En novembre 2019, selon un État Membre, le Département de l'industrie des munitions a été soupçonné d'avoir déployé au moins 1 000 informaticiens à l'étranger à des fins de génération de recettes, souvent à l'aide d'entités subordonnées ou de sociétés écrans. En raison de leurs techniques de dissimulation, toutefois, le nombre véritable d'informaticiens travaillant à l'étranger et en République populaire démocratique de Corée est incertain. Les travailleurs ont eu recours à plusieurs méthodes pour obtenir un emploi d'informaticien comme indépendants sans avoir à révéler leur identité, en ouvrant des comptes sur des plateformes de développement indépendantes avec des clients de bonne foi au Canada, en Chine, aux États-Unis, en Fédération de Russie, en Serbie et en Ukraine. Selon un État Membre, un informaticien moyen travaillant à l'étranger gagne environ 5 000 dollars par mois, dont à peu près un tiers est versé à la République populaire démocratique de Corée, le reste étant utilisé pour couvrir les dépenses des informaticiens et de leurs activités. Cela voudrait dire que le pays perçoit environ 1 700 dollars par mois de chaque informaticien travaillant à l'étranger, soit un montant de 20,4 millions de dollars par an[153].

122. Selon des informations obtenues auprès d'États Membres, il a été constaté récemment que certaines des entreprises subordonnées au Département de l'industrie des munitions étaient des prête-noms d'entités désignées (voir annexe 30 et par. 99).

Centre de recherche informatique de Corée

123. Le Groupe d'experts a mené une enquête sur deux sociétés qui sont subordonnées au Département de l'industrie des munitions et qui sont actives en Chine. À Dandong (Chine), le Centre de recherche informatique de Corée[154] a utilisé le nom d'une société écran, Dandong Haotong Commercial Trade Co. Ltd. Le système public chinois d'informations sur le crédit des entreprises nationales indique que la société Dandong Haotong Commercial Trade Co. Ltd. a été enregistrée à Dandong en 2013 (voir annexe 31). Selon les informations du registre des sociétés, cette entreprise est active dans le commerce de gros et de détail ainsi que l'importation et l'exportation d'articles tels que les produits métalliques et chimiques, les machines, les biens électroniques et les textiles.

124. Un autre État membre a informé le Groupe d'experts que le représentant déclaré du Centre de recherche informatique de Corée à Yanbian (Chine) est Jong Song Hwa (date de naissance : 5 février 1970 ; passeport n° 927220230 정성화). Selon le premier État Membre, M. Jong est le président-directeur général de Yanbian Silvestar Network Technology Co. Ltd. (voir annexe 32), une entreprise créée par le Département de l'industrie des munitions.

125. Faisant suite à la demande de renseignements du Groupe d'experts concernant la présence et les activités du Centre de recherche informatique en Chine, le rôle de M. Jong et les mesures prises à son encontre et à l'égard du Centre, la Chine a répondu que le Groupe d'experts n'avait présenté aucun indice ou élément de preuve tangible en la matière et qu'elle ne pouvait ouvrir aucune enquête ciblée sur l'affaire à partir des informations fragmentaires dudit Groupe. Néanmoins, la Chine continue de travailler en coordination avec les autorités compétentes pour enquêter sur cette affaire.

---

[153] Les informaticiens doivent également respecter certaines règles qui les poussent à maximiser leurs revenus. Ainsi, les informaticiens qui ne gagnent pas au moins 3 000 dollars par mois pendant un certain temps perdent leur poste (voir annexe 29).

[154] Selon un autre État membre, le Centre de recherche informatique de Corée relève du Bureau général 313 du Département de l'industrie des munitions qui a été désigné et se procure des devises fortes en déployant des informaticiens dans de multiples endroits en Chine, notamment à Dandong et à Yanbian. Le représentant du bureau de Yanbian du Centre est Jong Song Hwa.

Informaticiens au Viet Nam

126. Selon un État Membre, le Département de l'industrie des munitions déploie des informaticiens au Viet Nam afin de générer des recettes, notamment au moyen d'entités subordonnées telles que la Korea Sobaeksu Trading Corporation (également connue sous le nom de la Korea Sobaeksu United Corporation), qui était aussi impliquée dans des achats pour le programme nucléaire de la République populaire démocratique de Corée (voir S/2019/691, par. 41 et 42).

127. D'après cet État Membre, une société vietnamienne, l'Albatross Company (également appelée Albatross Co. Ltd.)[155], emploie des concepteurs informatiques de la République populaire démocratique de Corée qui, a-t-on estimé, travaillaient encore au Viet Nam en novembre 2019. Les concepteurs informatiques avec lesquels Albatross travaillait et auxquels cette société avait recours étaient issus d'au moins deux entreprises nord-coréennes liées au Département de l'industrie des munitions : la Korea National Development Investment Company et la Korea Mangyongdae Computer Technology Corporation (ci-après « Mangyongdae »). On estime que Mangyongdae collabore avec d'autres entités de la République populaire démocratique de Corée sur des projets informatiques, et également avec des cyberacteurs nord-coréens relevant du Département de l'industrie des munitions. De plus, l'Albatross Company faisait partie des 10 entreprises vietnamiennes entretenant des relations commerciales officielles avec un citoyen de la République populaire démocratique de Corée, Kim Yong Su[156], un agent d'expédition basé à Hô Chi Minh-Ville depuis au moins 2014, lequel, selon l'État Membre, entretient des relations importantes avec des entités de la République populaire démocratique de Corée qui sont liées aux armes de destruction massive. Faisant suite à une demande de renseignements, le Viet Nam a répondu que les autorités vietnamiennes n'avaient trouvé aucune trace de travailleur ou d'informaticien de la République populaire démocratique de Corée travaillant au sein de l'Albatross Company, et, par ailleurs, que M. Kim était entré au Viet Nam en 2017 et avait quitté le pays en juillet de la même année.

Informaticiens au Népal

128. Un État Membre a informé le Groupe d'experts qu'à la fin de 2018, la République populaire démocratique de Corée avait envoyé neuf informaticiens travailler au sein de la Yong Bong Chand IT Company[157], l'une des neuf entreprises exploitées par des nationaux nord-coréens au Népal. Le Groupe d'experts note qu'une entrée de répertoire commercial a été directement publiée sur un site Web de commerce en ligne pour la Yong Bong Chand IT Company le 3 novembre 2019 (voir annexe 33). Malgré la participation présumée d'informaticiens de la République populaire démocratique de Corée, l'entrée ne fait aucune référence à la présence de ce pays, et comme toutes les transactions commerciales connexes peuvent être effectuées en ligne sans rencontre physique, il est possible que les clients ne se rendent pas compte de cette présence. Selon le Groupe d'experts, il s'agit là d'un exemple de la manière dont les entités informatiques du pays dissimulent leur identité, conduisant les clients à recourir, à leur insu, aux services d'informaticiens nord-coréens. Le Népal a fourni au Groupe d'experts des informations sur sept citoyens de la République populaire démocratique de Corée qui ont travaillé avec la Yong Bong

[155] Président-directeur général : Tuong Phi Bang; address: 131/6B Ton Dan, Ward 14, District 4, Hô Chi Minh-Ville, Viet Nam ; numéro fiscal/numéro d'immatriculation : 0313900312.

[156] Date de naissance : 9 février 1969 ; passeport n° 654435458 (date d'expiration : 26 novembre 2019) ; fonction: représentant en chef du Bureau du transport maritime de la République populaire démocratique de Corée au Viet Nam.

[157] House 16-A, Harmony Housing Colony, district de Tokha, Népal. Selon un État Membre, un citoyen népalais est le copropriétaire de l'entreprise.

Chand IT Company et qui ont quitté le territoire népalais en juillet 2019[158] (voir annexe 34).

Ressortissants de la République populaire démocratique de Corée travaillant à l'étranger

129. Au cours de la période considérée, le Groupe d'experts a continué de surveiller la situation des travailleurs à l'étranger, notamment la mise en œuvre de l'obligation qui est faite aux États Membres de procéder au rapatriement des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée au plus tard le 22 décembre 2019 en application du paragraphe 8 de la résolution 2397 (2017), ainsi que l'interdiction pour les États Membres de fournir des permis de travail en application du paragraphe 17 de la résolution 2375 (2017). Les principaux cas sont présentés ci-après aux paragraphes 130 à 149.

130. Outre les travailleurs manuels, les nationaux de la République populaire démocratique de Corée perçoivent des revenus à l'étranger, notamment comme athlètes professionnels et travailleurs médicaux. Les ressortissants nord-coréens percevant des revenus ainsi que les attachés préposés à la sûreté et relevant du Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée[159] (ci-après les « travailleurs ») ont également résidé à l'étranger munis de visas autres que des visas de travail. Très souvent, les travailleurs n'ont pas été rapatriés en République populaire démocratique de Corée mais sont partis dans un pays tiers. Le Groupe d'experts note que (sauf exemptions particulières) l'obligation de rapatriement en République populaire démocratique de Corée s'applique à tous les nationaux du pays percevant des revenus à l'étranger (voir annexes 35 et 36)[160]. En outre, dans plusieurs cas, les entreprises qui permettent d'obtenir un emploi à l'étranger sont des coentreprises ou des entités de coopération interdites.

131. En décembre 2019, environ 50 États Membres seulement avaient soumis les rapports à mi-parcours attendus en mars de la même année. Ces rapports n'étaient pas tous assortis d'informations de fond telles que celles concernant le nombre réel de travailleurs rapatriés[161] et les mesures prises par les États Membres.

Joueurs de football en Europe

132. Plusieurs ressortissants de la République populaire démocratique de Corée ont joué dans des équipes de football en Europe. Ainsi, en Italie, Han Kwang Song a rejoint les juniors de la Juventus Football Club en 2019[162], et Choe Son Hyok joue dans les rangs de la Società Sportiva Arezzo depuis 2018. Pak Kwang Ryong joue dans le club autrichien Sportklub Niederösterreich St. Pölten depuis 2017. Tous ces joueurs disposeraient de contrats expirant au-delà de la date à laquelle il leur est fait obligation d'être rapatriés. Alors que le Groupe d'experts attendait encore de l'Italie une réponse à la demande de renseignements qu'il lui avait adressée en septembre 2019, l'équipe qatarienne al-Duhail a annoncé le 8 janvier 2020 que M. Han avait récemment rejoint cette dernière après avoir quitté la Juventus. S'agissant de M. Pak,

---

[158] Le Népal a également informé le Groupe d'experts que trois informaticiens étaient liés à Himal Chilbo IT (voir annexe 34).

[159] Voir résolution 2397 (2017), par. 8.

[160] Le Groupe d'experts mène une enquête sur les ressortissants de la République populaire démocratique de Corée soupçonnés de percevoir des revenus à l'étranger, sans qu'il soit tenu compte des catégories de visa dont ils relèvent ou de la nature des revenus perçus.

[161] Le Groupe d'experts a également noté que de nombreux pays ne déclaraient que la date d'expiration des permis de travail et des visas au lieu de mentionner le nombre de ressortissants réellement rapatriés.

[162] Il jouait pour deux autres équipes italiennes depuis 2015.

l'Autriche a répondu que ses autorités compétentes avaient engagé les procédures nécessaires pour lui retirer son permis de séjour et son permis de travail et pour rendre une décision de retour sur la base de la législation pertinente. Le Groupe d'experts n'a pas encore reçu de réponse de l'Italie ou du Qatar.

Travailleurs médicaux en Asie et en Afrique

133. Selon plusieurs États Membres, des travailleurs de la République populaire démocratique de Corée, notamment environ 20 membres du personnel médical employés dans le cadre d'un accord bilatéral de coopération médicale, se trouvaient en Angola. Le Groupe d'experts n'a pas encore reçu de réponse à sa demande de renseignements.

134. Au Mozambique, selon un organe de presse, six médecins nord-coréens, qui étaient en poste à l'hôpital provincial de Pemba dans le cadre d'une coopération médicale, ont fait l'objet de poursuites pour avoir créé un centre de soins privé illégal, en utilisant apparemment du matériel du système national de santé du Mozambique[163].

135. Le Groupe d'experts a mené une enquête sur des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée travaillant à l'hôpital Ne-Koryo au Népal, fermé en 2019. Il a été rapporté que les autorités népalaises n'avaient pas renouvelé la licence de l'hôpital car 6 membres sur 10 de son personnel, dont des médecins, étaient entrés sur le territoire avec des visas de touriste et y avaient travaillé sans autorisation d'exercice. Le Népal a fourni des informations sur le rapatriement de sept travailleurs nord-coréens de l'hôpital Ne-Koryo, auquel il avait procédé (voir annexe 34).

136. Le Groupe d'experts a récemment obtenu auprès d'un État Membre des renseignements sur des travailleurs médicaux de la République populaire démocratique de Corée au Nigéria, ce qui a été également rapporté dans les médias. Le Groupe d'experts n'a pas encore reçu de réponse à sa demande d'informations.

137. Le Groupe d'experts a mené une enquête sur un réseau hospitalier lié à la République populaire démocratique de Corée en Tanzanie. Des ressortissants nord-coréens ont été employés par la société Maibong Sukidar Medical Co. Ltd. (également appelée Maibong Sukida Medical Co.) et devraient probablement y travailler encore ainsi que dans six centres de soins connexes[164]. De plus, selon l'avis sur les permis de travail publié sur le site Web du Cabinet du Premier Ministre chargé de la politique, des affaires parlementaires, du travail, de l'emploi, de la jeunesse et des personnes handicapées, environ 40 permis de travail (y compris deux permis de travail vraisemblablement copiés, dont les demandes avaient été soumises sous le même nom mais avec deux orthographes différentes) de travailleurs nord-coréens employés par Maibong Sukidar Medical Co. Ltd. ont été délivrés ou renouvelés en 2019 (voir annexe 37). Le Groupe d'experts n'a pas encore reçu de réponse à sa demande de renseignements.

138. Le Groupe d'experts mène une enquête sur au moins deux médecins de la République populaire démocratique de Corée travaillant en Ouganda depuis 2017[165]. Il n'a pas encore reçu de réponse à sa demande de renseignements.

---

[163] Club of Mozambique, « Mozambique: North Korean doctors arrested in Pemba on charges of setting up clandestine clinic » [« Mozambique : des médecins nord-coréens arrêtés à Pemba pour avoir créé un centre de soins clandestin »], 14 novembre 2019.

[164] Magomenni Upendo, Maibong Sukida Temeke Municipal Council, Maibong Sukida Kinondoni Municipal Council, Maibong Sukida Ilemela Municipal Council (également appelé Maibong Sukida General Dispensary), Star et Maibong Sukida Dispensary.

[165] Song Ung Hong, au sein des Forces de défense du peuple ougandais, et Kim Yu Song, à l'Université internationale-Hôpital d'enseignement de Kampala.

Restaurants de la République populaire démocratique de Corée

139. Le Groupe d'experts continue d'enquêter sur des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée travaillant à l'étranger dans des restaurants de ce pays. Il a demandé des informations au Cambodge sur certains restaurants de la République populaire démocratique de Corée situés sur son territoire[166]. Le Cambodge a répondu que les restaurants avaient été fermés et que leurs licences avaient été annulées (voir annexe 38). Il a par ailleurs déclaré qu'on avait enregistré 115 travailleurs nord-coréens à Phnom Penh et dans la province de Siem Reap. Il a également déclaré que tous les travailleurs de la République populaire démocratique de Corée avaient été rapatriés au 22 décembre 2019.

140. Le Groupe d'experts a mené une enquête sur des travailleurs, des structures de gestion commerciales et des transferts d'argent liés à plusieurs restaurants de la République populaire démocratique de Corée au Népal[167]. Le Népal a informé le Groupe d'experts que 23 ressortissants nord-coréens qui travaillaient dans des restaurants du pays avaient quitté ce dernier en 2019 (voir annexe 34).

141. Le Groupe d'experts continue à enquêter sur des restaurants de la République populaire démocratique de Corée en Thaïlande, notamment le Haemaji Restaurant et le Mokran Korean Restaurant (voir S/2019/171, par. 154). Il a été rapporté en décembre 2019 que les autorités thaïlandaises avaient mené une enquête sur les lieux mêmes du Haemaji Restaurant et arrêté sept travailleurs de la République populaire démocratique de Corée. Le Groupe d'experts n'a pas encore reçu de réponse à sa demande de renseignements.

Le Mansudae Overseas Project Group of Companies, la Korea General Corporation for External Construction et autres entités liées à la République populaire démocratique de Corée

142. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur les activités de la Mansudae New Tech Corporation Ltd. (ci-après « Mansudae New Tech ») et les travailleurs de la République populaire démocratique de Corée qui lui étaient apparentés, notamment ceux qui y occupaient la fonction de directeurs, au Cambodge[168]. Cette entreprise a participé à la construction et aux activités du grand musée « Angkor Panorama Museum » de la province de Siem Reap (voir S/2019/171, par. 64). Le Cambodge a répondu que l'Angkor Panorama Museum de la province de Siem Reap, créé par un accord entre Mansudae New Tech et l'Autorité pour la protection et la sauvegarde d'Angkor et de la région d'Angkor, avait été fermé depuis le 4 décembre 2019, et que les biens du musée, notamment le bâtiment, étaient désormais sous le contrôle des autorités compétentes. De plus, Mansudae New Tech a été radiée du registre du commerce le 30 décembre 2019. Le Groupe d'experts a pris note également du rapatriement par le Cambodge des travailleurs de la République populaire démocratique de Corée (voir par. 139).

143. Le Groupe d'experts a demandé des informations au Nigéria sur l'expulsion, dont les médias se font fait l'écho, de sept ressortissants nord-coréens[169] en octobre 2019, lesquels étaient peut-être liés à la Korea General Corporation of External

---

[166] Tels que le Pyongyang Restaurant (route nationale 6, Krong Siem Reap), Pyongyang (Koryo) Restaurant (300 boulevard Preah Monivong (93), Phnom Penh), Pyongyang Ariang Restaurant (215, 32 boulevard Jawaharlal Nehru (215), Phnom Penh), Pyongyang Unhasu Restaurant (10A, rue 315, Sangkat Beung Kok I, Khan Toulkork, Phnom Penh).

[167] Le restaurant et bar Botonggang, le restaurant Himalayan Soje, le restaurant et bar Minas, le restaurant Pyongyang Ogryu-Gwan (Akugyan) au Népal et le restaurant Pyongyang Arirang.

[168] Dont Kim Chol Song, Kim Sok Sam, Ri Chol et Ri Kyong Il.

[169] Jo Sun Phil, Jang Sung Chol, Che Chun Hyok, Pak Yong Gon, Ri Yong Il, Ri Hak Su et Ri Tong Nam.

Construction (KOGEN/GENCO) ou à d'autres organisations d'État. Le Groupe d'experts n'a pas encore reçu de réponse à sa demande de renseignements.

144. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur les activités du « Mansudae Overseas Project Group of Companies in Senegal-SUARL » (ci-après « MOP Senegal »). MOP Senegal a participé à de multiples projets de construction au Sénégal, dont un projet de chantiers publics et une usine pour une grande société agro-alimentaire. Grâce à des informations obtenues au cours de son enquête, notamment celles précédemment fournies par le Sénégal, le Groupe d'experts a identifié au moins six nationaux de la République populaire démocratique de Corée qui travaillaient comme représentants de MOP Senegal[170]. MOP Senegal pourrait avoir pris pour nom celui de « Corman Construction and Commerce Senegal Sural ». Environ 30 travailleurs nord-coréens qui étaient entrés au Sénégal en janvier et en février 2019 pourraient être employés actuellement par cette entité. Le Groupe d'experts n'a pas encore reçu de réponse à sa demande de renseignements.

Catégories de visa

145. Le Groupe d'experts a reçu un rapport d'un État Membre alléguant que 2 000 nationaux de la République populaire démocratique de Corée étaient entrés récemment en Chine avec un visa de visiteur aux fins de percevoir des revenus. Faisant suite à la demande de renseignements du Groupe d'experts, la Chine a répondu qu'« elle ne pouvait pas vérifier si 2 000 ressortissants de la République populaire démocratique de Corée étaient entrés en Chine avec un visa de visiteur aux fins de percevoir des revenus, la participation à des activités visant à permettre à des étrangers usant d'un visa de touriste de percevoir des revenus en Chine étant illégale. Si quelque partie détient des éléments de preuve solides et fournit à la Chine des informations en la matière, elle agira en conséquence conformément à la loi ».

146. Selon des statistiques de la Fédération de Russie, on a enregistré une forte augmentation du nombre des visas de touriste et d'étudiant accordés à des nationaux de la République populaire démocratique de Corée (voir annexe 39). Faisant suite à une demande de renseignements du Groupe d'experts, la Fédération de Russie a déclaré que « son rapport final sera communiqué en temps opportun », conformément au paragraphe 8 de la résolution 2397 (2017).

147. Un autre État Membre a signalé au Groupe d'experts qu'en 2019, Shandong Guannuo Food Co. Ltd.[171] avait signé un nouveau contrat de trois ans avec la Chosun Pusong Company de la République populaire démocratique de Corée[172], recrutant des travailleurs nord-coréens à des fins de production et de coopération technique dans le domaine agro-alimentaire, et qu'au début de novembre 2019, les attachés préposés à la sûreté pour ce projet et relevant du Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée étaient arrivés sur le site de production. Selon cet État Membre, aux termes du contrat ayant été conclu, le montant de la rémunération mensuelle était de 5 000 yuans pour les administrateurs, de 3 500 yuans pour les administrateurs adjoints et de 2 500 yuans pour les autres travailleurs. Ce contrat

____

[170] So Yong, Choe Song Chol, Sun Song, Kim Yong Su, Choe Song Il et Ri Won Chol. M. So, M. Choe Song Chol et M. Sun sont les représentants de MOP Senegal dont le nom figure dans la lettre du Sénégal datée du 21 février 2017. M. Kim est mentionné comme administrateur général de MOP Senegal dans le contrat relatif à un projet de chantiers publics signé le 11 juillet 2013. M. Choe Song Il est également cité dans le même contrat, mais la fonction qu'il occupe n'est pas précisée. M. Ri est mentionné comme vice-président de MOP Senegal dans le contrat relatif à la construction d'une usine signé le 24 mai 2016.

[171] 东冠诺食品有限公司, Caoling qian village, Wentuanzhen, comté de Junan, Linyi, province de Shandong (Chine).

[172] Adresse : 2 Bulgung Streel, Botonggang guyeok, Pyongyang ; représentant : Park Young Wook.

comprend le coût des demandes réitérées de visa, étant donné que les travailleurs quittent et regagnent régulièrement le pays au lieu de s'employer à obtenir des visas de travail officiels. L'entreprise n'a pas encore répondu à la demande de renseignements que lui a adressée le Groupe d'experts.

Sortie vers un pays tiers

148. Selon les informations d'un État Membre et des comptes rendus de presse[173], plusieurs centaines de travailleurs de la République populaire démocratique de Corée ont quitté depuis 2018 la Fédération de Russie pour gagner l'Abkhazie, et ces départs ont été facilités par certaines personnes et entités en Fédération de Russie. Faisant suite à une demande de renseignements du Groupe d'experts, la Fédération de Russie a répondu qu'elle ne disposait pas d'informations sur la question et que le Groupe d'experts pouvait « approcher ses autorités directement ». Le Groupe d'experts n'a pas encore reçu de réponse de la Géorgie.

Universitaires invités

149. Le Groupe d'experts a constaté que plusieurs échanges universitaires avaient eu lieu en 2019, notamment dans le cadre de programmes d'échange à long terme accueillis par des instituts universitaires au Canada et en Chine. Il a enquêté sur le parrainage de ces programmes, en particulier sur les revenus perçus à l'étranger par des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée durant lesdits programmes. Faisant suite à une demande de renseignements du Groupe d'experts, un institut canadien a répondu que les autorités canadiennes faisaient l'objet d'une consultation. La Chine, elle, a répondu que deux universitaires nord-coréens, récemment invités dans un institut, étaient entrés sur son territoire dans le cadre d'un échange universitaire et non pour le travail.

Recommandations

150. **Les États Membres devraient faire preuve de vigilance dans l'examen de toutes les catégories de demandes de visa soumises par les ressortissants de la République populaire démocratique de Corée afin d'empêcher l'entrée de nationaux de ce pays qui ont l'intention de percevoir des revenus à l'étranger.**

151. **Conformément au paragraphe 8 de la résolution 2397 (2017), les États Membres devraient présenter en temps opportun des rapports contenant des informations exhaustives sur le rapatriement en République populaire démocratique de Corée de tous les ressortissants de ce pays qui perçoivent des revenus.**

152. **Pour renforcer l'efficacité de l'application par les États Membres des procédures relatives à l'établissement de rapports, le Comité devrait envisager la publication de notices d'aide à cette application.**

Application de l'interdiction relative aux articles de luxe

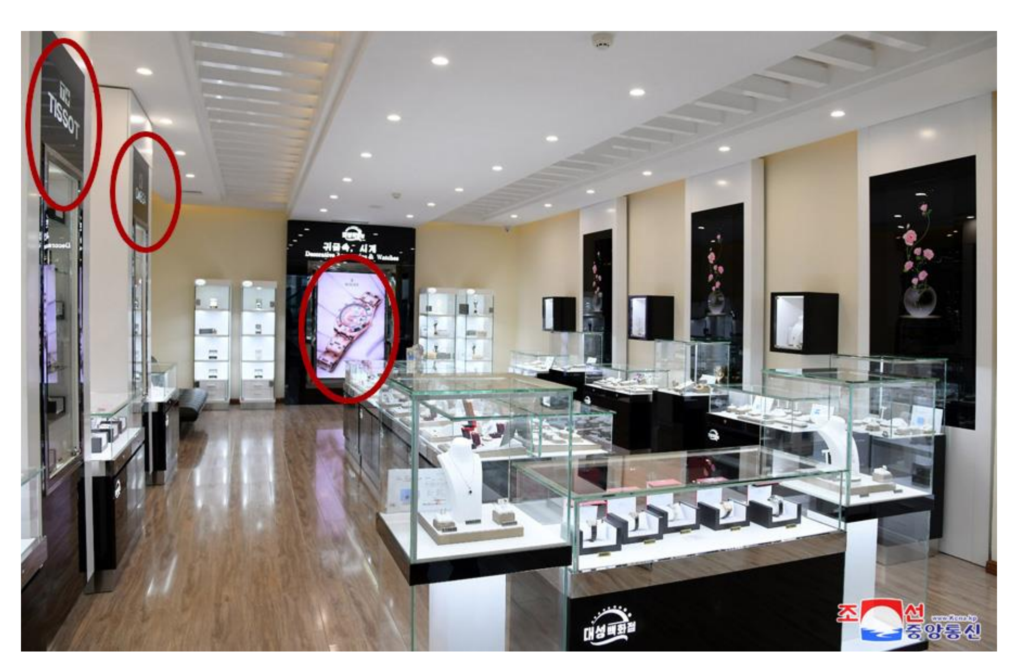
153. La République populaire démocratique de Corée continue de contourner l'interdiction relative aux articles de luxe prévue au paragraphe 8 a) iii) de la résolution 1718 (2006). Le Groupe d'experts note que les mesures visant à interdire l'importation de tels articles pourrait revêtir une importance plus grande que leur valeur pécuniaire, dans la mesure où cette interdiction touche les élites, qui sont

---

[173] *Washington Post*, « In breakaway Abkhazia, a loophole for North Korean workers amid beaches and Soviet relics » [« En pleine Abkhazie sécessionniste, une brèche ouverte pour les travailleurs nord-coréens au beau milieu des plages et des vestiges soviétiques »], 13 octobre 2019 (article consulté le 10 janvier 2020).

responsables de l'émergence des problèmes ayant conduit à l'imposition de sanctions. Il continue de constater la livraison de nombreux articles qui peuvent être considérés comme des articles de luxe (par exemple, les montres de luxe) pour la République populaire démocratique de Corée, notamment à des fins commerciales (voir fig. 24). Il estime que de nombreuses entités, dont certaines ont été désignées, se livrent à des importations illégales de ces articles.

Figure 24
Publicités pour des marques de montres de luxe visibles dans le grand magasin Taesong à Pyongyang



Source : Agence centrale de presse coréenne.

154. Le Groupe d'experts a enquêté sur plusieurs cas, en s'intéressant aux réseaux et chaînes d'approvisionnement. Ces exemples montrent la capacité du pays à se procurer des articles de luxe, notamment des véhicules, malgré la plupart des programmes de contrôle du respect des sanctions des fabricants[174] qui visent à empêcher toute activité commerciale avec la République populaire démocratique de Corée.

Mercedes-Benz

155. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur l'affaire de l'importation illégale de deux limousines Mercedes-Benz de classe S-600 avec un niveau de protection VR9 (voir S/2019/691, par. 46) et a établi que ces véhicules avaient été expédiés depuis une usine en Allemagne jusqu'à une société italienne de blindage, European Cars & More, SRL, en février 2018, et immatriculée en Italie (voir annexe 40). Toutefois, en juin 2018, des voitures avec les mêmes numéros d'immatriculation ont été expédiées par une autre société italienne ayant eu des relations avec la République populaire démocratique de Corée, LS Logistica & Spedizioni SRL (en recourant à plusieurs transitaires et expéditeurs), depuis Rotterdam (Pays-Bas). La cargaison a d'abord été expédiée à l'adresse d'une société à Dalian (Chine), puis ses destinataires ont ensuite

[174] Notamment les programmes de contrôle du respect des sanctions des fabricants des automobiles ayant fait l'objet d'une enquête.

changé à deux reprises, car le plan initial qui prévoyait le transport ultérieur des véhicules sur un cargo classique n'a pas été approuvé par les autorités portuaires de Dalian. En conséquence, les limousines ont d'abord été expédiées à Osaka (Japon), à l'attention de Zuisyo Co. Ltd.[175], puis, à la fin août 2018, à Busan (République de Corée). Là-bas, elles ont été chargées sur le *DN5505* (navire qui est propriété de Do Young Shipping Co.), qui naviguait alors sous pavillon togolais (voir par. 81 et 82). Le navire a quitté Busan le 1[er] octobre avec pour destination déclarée Nakhodka mais, peu après, n'a plus transmis de signal du système d'identification automatique (ne se remettant à transmettre que le 19 octobre dans une zone proche). La Fédération de Russie n'a enregistré aucune arrivée ni aucun départ du *DN5505* entre le 1[er] et le 19 octobre dans un des ports de sa côte extrême-orientale[176]. Les enquêtes se poursuivent.

Lexus

156. Des véhicules Lexus LX 570 de troisième génération et de fabrication japonaise (modèle produit depuis août 2017) ont été observés en République populaire démocratique de Corée en novembre 2019, en présence de Kim Jong Un et de son entourage. Faisant suite à une demande de renseignements du Groupe d'experts, le fabricant a déterminé qu'il s'agissait de modèles LX 570 avec ensemble sport étant donné qu'ils sont dotés d'éléments d'aérodynamisme, d'un moteur de 5,7 litres et d'une transmission intégrale.

Figure 25
Véhicules Lexus observés en République populaire démocratique de Corée en 2018 et 2019



Source: North Korea News.

Expéditions de boissons alcoolisées

157. Selon les informations reçues par le Groupe d'experts, les expéditions de boissons alcoolisées – whisky, cognac, eau-de-vie, vodka, vin et bière – vers la République populaire démocratique de Corée se sont poursuivies en 2019. Tous les États Membres ne rangent pas les mêmes boissons alcoolisées dans la catégorie des articles de luxe (par exemple, si la vodka et la bière sont considérées comme des articles de luxe conformément aux dispositions du Règlement du Conseil européen (UE) nº 2017/2062, tel n'est pas le cas dans beaucoup d'autres pays fournisseurs).

---

[175] M. Jo Seiken a répondu à la demande de renseignements du Groupe d'experts et a communiqué des documents.

[176] Le *DN5505* a été immobilisé en février 2019 par les autorités de le République de Corée parce qu'il a été soupçonné de transporter illégalement du charbon en provenance de la République populaire démocratique de Corée.

Figure 26
Spiritueux importés dans le grand magasin Taesong à Pyongyang, décembre 2019



Source: North Korea News.

158. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur les exportations de vodka par la société bélarussienne Minsk Grape Wine Factory (voir S/2019/171, par. 105 et 106), vodka qui a été saisie par un État Membre en 2018 lors de son expédition vers la Chine, alors que sa destination finale présumée était la République populaire démocratique de Corée par le biais d'intermédiaires comme la société Hongkong Jiaming Industrial Co. (voir S/2019/691, annexe 14) et une entreprise singapourienne, Aspen Resources Pte. Ltd. (propriété de Sai Keong Cheang, également connu sous le nom de Jordan Cheang), en tant que donneur d'ordre. Faisant suite à une demande de renseignements du Groupe d'experts, le producteur de vodka a déclaré qu'en vertu du contrat, le destinataire s'occupe des procédures de dédouanement au point de destination (Dalian), et que, dans le cadre dudit contrat, la vente est restreinte au territoire de la Chine, sans revente à d'autres pays (voir annexe 41). L'importateur n'a pas répondu à la demande de renseignements.

159. Le Groupe d'experts a mené une enquête sur une expédition de 90 000 bouteilles de vodka de 100 ml en provenance de Niva Distillery Company Limited (Fédération de Russie), livraison saisie par un État Membre le 21 février 2019 compte tenu d'informations selon lesquelles la destination finale de la cargaison était la République populaire démocratique de Corée (voir annexe 42 et S/2019/691, annexe 4). La société Manzhouli Kesheng Trade Co. Ltd. en est le destinataire mentionné, lequel se présente comme un importateur alimentaire russe en Mongolie intérieure. La Fédération de Russie a répondu que la livraison avait été effectuée selon les modalités franco transporteur au port de Saint-Pétersbourg (Fédération de Russie), et que la propriété a été transférée au transporteur dès réception des marchandises le 19 janvier 2019. Le Groupe d'experts n'a pas reçu de réponse de l'importateur. Les enquêtes se poursuivent.

160. Le Groupe d'experts a mené une enquête sur deux expéditions de bière distinctes, effectuées par Baltika Breweries Co. depuis Saint-Pétersbourg (voir annexe 43). La première livraison, constituée de 957 caisses, a été adressée à Hunchun Huihe Economic and Trade Co. Ltd. et effectuée en avril 2019. La deuxième, constituée de 3 100 caisses, est partie en mai à destination de Liaoning Pilot Free Trade Zone Yurong Warehouse Co. Ltd. Lors de leur expédition au port de Rotterdam,

ces deux livraisons ont été saisies par un État Membre de l'Union européenne (où la bière est considérée comme un article de luxe) parce qu'on soupçonnait que leur destination finale était la République populaire démocratique de Corée (voir annexes 44 et 45). Le Groupe d'experts a contacté toutes les entités intervenant dans le cadre de ces deux chaînes de livraison, mais, jusqu'à présent, seule la Fédération de Russie lui a répondu, en expliquant que le régime des sanctions du Conseil de sécurité relatif à la République populaire démocratique de Corée n'interdit pas l'approvisionnement du pays en produits de l'industrie brassicole et qu'il n'existe pas davantage d'interdiction de cette nature dans la législation russe. Selon ces informations, Baltika Breweries n'a jamais autorisé les acheteurs en Chine à transporter ses produits au-delà de ses frontières, conformément aux dispositions contractuelles.

161. Selon des informations provenant de Singapour, le 22 novembre 2019, un tribunal de district de ce pays a condamné Ng Kheng Wah et Wang Zhiguo au paiement d'une amende et à des peines d'emprisonnement (de 36 et 12 mois, respectivement), et a également infligé une amende de 880 000 dollars à une entreprise locale, T Specialist International (S) Pte. Ltd. Les accusés ont été reconnus coupables de s'être livrés à des activités commerciales interdites avec la République populaire démocratique de Corée, notamment en fournissant des articles de luxe d'une valeur supérieure à 6 millions de dollars de Singapour (jusqu'en 2017) au Korean Bugsae Shop dans le pays, et à des activités de blanchiment d'argent[177]. Les documents du tribunal ont également révélé le nom des entreprises et des particuliers impliqués dans ces affaires, à savoir, d'un côté, Pinnacle Offshre Trading Inc. et Mars-Rock Offshore Trading (deux sociétés enregistrées aux Îles Vierges britanniques) ; de l'autre, Li Ik et son fils, Li Hyon, des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée ; ainsi que Sherly Muliawan, un national indonésien qui est le responsable des expéditions et l'acheteur de T Specialist (voir annexe 46). L'enquête du Groupe d'experts sur T Specialist a commencé en 2018[178].

162. Selon les informations provenant de Singapour, une entreprise locale, Sun Moon Star (SINSMS) Pte. Ltd., filiale de la Dalian Sun Moon Star International Logistics Trading Co., a été chargée en août 2019 de faciliter l'expédition à Nampo de vins et de spiritueux ainsi que d'autres articles de luxe pour une valeur approximative de 665 000 dollars de Singapour, à l'ordre présumé de Mun Chol Myong, un national de la République populaire démocratique de Corée. M. Mun a été arrêté en mai 2019 en Malaisie et, en décembre, un tribunal malaisien a approuvé son extradition vers les États-Unis[179] (voir annexe 47). Le Groupe d'experts a demandé des informations aux États Membres.

---

[177] Pour le jugement rendu par le tribunal, voir Tribunaux d'État de la République de Singapour, *Public Prosecutor v. Ng Kheng Wah, T Specialist International (S) Pte. Ltd. and Wang Zhiguo*, affaire nº [2019] SGDC [Tribunal de district de Singapour] 249, jugement du 22 novembre 2019. T Specialist a mis au point un système de facturation frauduleux permettant de voler 95 millions de dollars à des banques locales. Entre janvier 2014 et août 2016, M. Ng s'est entendu avec M. Wang pour soumettre des factures commerciales fictives à cinq banques afin d'obtenir des prêts. Misant sur l'authenticité des factures commerciales, les cinq banques ont versé les montants des factures à Pinnacle Offshore Trading Inc., société immatriculée aux Îles Vierges britanniques et propriété de M. Wang. Afin de blanchir les prêts acquis malhonnêtement, une troisième société, Mars-Rock Offshore Trading, reversait l'argent sur les comptes de T Specialist.

[178] Voir S/2019/171, par. 142 à 144 et annexe 72.

[179] Voir *Asia Times*, « KL court: extradition in N. Korea money laundering » (« Un tribunal de Kuala Lumpur favorable à une extradition pour blanchiment d'argent en Corée du Nord »), 13 décembre 2019.

Recommandations

163. **Les États Membres devraient encourager leurs ressortissants qui exportent des articles de luxe à inclure une disposition contractuelle afin d'empêcher toute revente à des pays soumis à des sanctions.**

164. **Le Comité devrait établir une liste plus détaillée des articles de luxe interdits (si possible, avec les codes spécifiques de marchandises du Système harmonisé), pour examen par le Conseil.**

165. **Les États Membres devraient harmoniser leurs listes de contrôle des exportations pour qu'elles cadrent avec la liste des articles de luxe interdits.**

166. **Les États Membres et les organisations internationales pertinentes devraient encourager les entreprises d'expédition et de transport à établir un système complet de contrôle des destinataires, compte tenu des risques de réexpédition.**

IV. Financement

La République populaire démocratique de Corée continue de se soustraire aux sanctions financières

167. Bien que les États Membres aient accompli des progrès dans l'application des sanctions du Conseil de sécurité, les enquêtes du Groupe d'experts montrent que la République populaire démocratique de Corée continue d'accéder au système financier international et de se soustraire aux sanctions par des méthodes innovantes et bien documentées, notamment par le trafic de sommes importantes en espèces et la contrebande de l'or (voir par. 109 et 110), le recours à des entreprises offshore et à des coentreprises lui permettant de dissimuler les informations sur leurs bénéficiaires effectifs, et le vol et l'utilisation persistants de monnaies virtuelles telles que le bitcoin pour contourner les sanctions et financer des cyberattaques à l'échelon mondial.

La République populaire démocratique de Corée continue d'accéder au système bancaire mondial au moyen de sociétés écrans

168. Pour dissimuler ses opérations de paiement, la République populaire démocratique de Corée utilise des sociétés tierces. L'achat d'un navire, le *New Regent* (voir par. 22 et 23), par exemple, a impliqué une société tierce – HK Xiang Long Trading Group Ltd. – qui n'était pas mentionnée dans l'accord d'achat (voir annexes 48 et 49)[180].

169. Dans une enquête similaire, qui touchait à l'exportation de vodka de luxe, le propriétaire d'une entreprise de ressources humaines, Aspen Resources Pte. Ltd., a fait procéder à un versement d'environ 14 000 dollars au fournisseur, un fabricant de spiritueux bélarussien, pour le compte de l'acheteur, Hongkong Jiaming Industrial Co. (voir annexe 41)[181]. Dans sa réponse au Groupe d'experts, le propriétaire et directeur d'Aspen Resources a déclaré que l'entreprise ne se livrait pas à des activités commerciales et que le paiement de la vodka avait été mis en place à la demande d'une connaissance qui « [avait] des problèmes à débloquer des fonds de Chine en raison des contrôles de devises ».

[180] Dans l'accord d'achat, Mega Glory est mentionné comme le vendeur et Fullberg Trading Development Ltd. (丰百貿易拓展有限公司) comme l'acheteur.

[181] Le Groupe d'experts a fait état d'Aspen Resources dans son rapport à mi-parcours de 2019 (voir S/2019/691, annexe 14).

170. Certains éléments de preuve obtenus par le Groupe d'experts laissent entendre que la dissimulation d'informations relatives aux bénéficiaires effectifs des personnes morales au moyen de sociétés écrans a également permis à la République populaire démocratique de Corée de créer des coentreprises avec des entreprises étrangères peu méfiantes. Au cours de son enquête, le Groupe d'experts a découvert que Dandong Haotong (une société écran suspecte du Centre de recherche informatique de Corée, voir paragraphes 123 à 125) avait créé une coentreprise avec une société enregistrée en Bulgarie (voir annexe 50). Selon des informations fournies par la Bulgarie, TH Co. LLC (Ти Ейч Ко.) – une entreprise bulgare enregistrée en octobre 2013 et radiée du registre du commerce en avril 2019 – avait été exploitée sous forme de coentreprise avec Dandong Haotong[182]. Début 2017, les autorités bulgares ont pris des mesures pour faire en sorte que les nationaux de la République populaire démocratique de Corée ayant partie liée avec TH Co. OOD et Dandong Haotong aient quitté la Bulgarie. Les enquêtes se poursuivent.

Activités financières du personnel diplomatique et autre de la République populaire démocratique de Corée

171. Le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur les membres du personnel diplomatique ou officiel de la République populaire démocratique de Corée agissant au nom d'institutions financières du pays soumises aux sanctions afin de mettre en place des réseaux bancaires illicites et de permettre audit pays d'accéder au système bancaire mondial (voir annexe 51).

172. Le Groupe d'experts a enquêté sur les informations selon lesquelles Jo Kwang Chol, un membre accrédité du personnel administratif et technique de l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée en Autriche depuis 2016, s'était livré à des activités visant à se soustraire aux sanctions pour le compte de la Foreign Trade Bank désignée (KPe.047). Selon les informations fournies par l'Autriche, M. Jo avait cherché à accéder aux comptes gelés de la Korea Ungum Corporation auprès d'une banque autrichienne (voir S/2019/691, par. 56 et annexe 20). Les autorités autrichiennes ont gelé ces comptes en juillet 2015 parce qu'elles avaient soupçonné des activités de blanchiment d'argent. À cette époque, le solde total desdits comptes s'élevait à 1 895 633 dollars.

173. En février 2016, la Korean Ungum Corporation a demandé qu'un retrait en espèces soit effectué sur les comptes gelés[183]. Les autorités autrichiennes ont rejeté cette demande. Le 9 janvier 2017, les responsables de l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée ont sollicité le déblocage des fonds afin de verser à M. Jo son salaire d'un montant considérable. Selon les autorités autrichiennes, le contrat de travail qui liait M. Jo à la Korean Ungum Coroporation avait été forgé de toutes pièces. La banque a donc rejeté la demande de l'ambassade et la demande a été retirée par la suite. Les autorités autrichiennes ont toutefois conclu que même si M. Jo était bel et bien le bénéficiaire visé, rien ne permettait d'attester qu'il agissait directement pour le compte de la Korea Ungum Corporation ou la Foreign Trade Bank. Cette affaire illustre les efforts constants de la République populaire

---

[182] Selon le registre des sociétés de Bulgarie, l'entreprise a pour activité la conception de logiciels. Les autorités douanières bulgares ont noté que TH Co. OOD n'avait procédé à aucune transaction d'exportation ou d'importation au cours des cinq dernières années et était actuellement en liquidation.

[183] La Korean Ungum Corporation a été désignée par un État Membre en août 2013 pour avoir servi de société écran à la Foreign Trade Bank (voir Département du Trésor des États-Unis, « Treasury targets Russian bank and other facilitators of North Korean United Nations Security Council violations » [« Le Département du Trésor cible une banque russe et d'autres facilitateurs des violations par la Corée du Nord des sanctions du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies »], communiqué de presse, 3 août 2018).

démocratique de Corée pour mettre à contribution son personnel diplomatique afin d'accéder à des fonds, notamment au moyen de documents suspects.

174. Dans son rapport à mi-parcours de 2019, le Groupe d'experts a mis en évidence les activités financières en cours des agents du Bureau général de reconnaissance, notamment de M. Kim Sou Gwang, Mme Kim Su Gyong, M. Kim Yong Nam et des membres de leurs familles respectives (voir S/2019/691, par. 54 à 56). Selon des informations fournies au Groupe d'experts par un État Membre, Mme Kim Su Gyong était la directrice du Département des relations internationales de la Korean United Development Bank et était responsable de l'établissement de réseaux financiers clandestins dans toute l'Europe permettant de dissimuler les transactions effectuées entre, en particulier, la République populaire démocratique de Corée et la République islamique d'Iran.

175. En avril 2017, M. Kim Yong Nam, considéré par un État Membre comme un agent du cinquième Département du Bureau général de reconnaissance, a clôturé ses comptes bancaires en France (voir ibid.). Le solde (environ 3 500 euros) a été transféré sur des comptes à l'étranger (voir S/2019/171, par. 126), au nom de son épouse, Mme Kim Tcheul Hy. L'État Membre a récemment identifié un compte dans une banque russe[184]. Dans le droit fil de ses recommandations précédentes, le Groupe d'experts note que les États Membres sont tenus de geler les avoirs de toutes les personnes travaillant pour le Bureau général de reconnaissance ou en son nom, y compris les comptes établis au nom de membres de leurs familles.

Représentants à l'étranger de banques de la République populaire démocratique de Corée

176. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur les activités menées par les institutions et les représentants financiers de la République populaire démocratique de Corée opérant à l'étranger et note que les États Membres doivent expulser toute personne déterminée à agir pour le compte ou à la direction d'une banque de la République populaire démocratique de Corée.

177. Faisant suite à une demande de renseignements du Groupe d'experts concernant Han Jang Su (voir S/2019/171, par. 125), la Fédération de Russie a informé ledit Groupe que M. Han avait quitté le territoire russe en 2019.

178. Les Émirats arabes unis ont informé le Groupe d'experts qu'ils avaient mis fin aux activités de la société Kumgang General Trading Company le 19 avril 2019 pour « violation des résolutions du Conseil de sécurité ». L'enquête sur les activités passées de la société se poursuit.

Contournement des sanctions par la République populaire démocratique de Corée au moyen de cyberattaques

179. D'après les informations fournies par les États membres et des sources en accès libre, le Groupe d'experts conclut que la République populaire démocratique de Corée continue de perpétrer des cyberattaques contre des institutions financières et des plateformes d'échange de cybermonnaies à l'échelle mondiale. Ces attaques ont engendré des pertes monétaires et ont permis à ce pays d'engranger des recettes illicites, en violation des sanctions financières. Elles présentent peu de risques, génèrent des profits considérables et sont difficiles à détecter, leur sophistication

[184] Le Groupe d'experts a demandé un complément d'information à la Fédération de Russie concernant la situation de ce compte dans cette banque russe. La Fédération de Russie a répondu que « pour ouvrir une enquête sur M. Kim Yong Nam, elle [avait besoin] de preuves plus solides sur sa participation à des activités du Bureau général de reconnaissance ».

croissante pouvant empêcher d'identifier leurs auteurs[185]. Selon plusieurs États Membres, certaines questions de compétence juridictionnelle et l'absence de cadres juridiques peuvent rendre particulièrement difficiles les enquêtes à mener et les poursuites à engager.

180. En avril 2019, la République populaire démocratique de Corée a accueilli une conférence internationale sur les cybermonnaies à Pyongyang. Selon le site Web de la conférence (voir annexe 52), « des experts internationaux de la chaîne de blocs et du secteur des cybermonnaies se sont réunis à Pyongyang pour partager leur savoir et leur approche de la question ; ils ont noué des liens durables, examiné les perspectives commerciales qui s'offraient et signé des contrats dans le domaine informatique ». D'après un document de justice des États-Unis, Virgil Griffith, un ressortissant américain qui assistait à la conférence, a déclaré que l'organisateur de cette dernière lui avait dit qu'« au cours de sa présentation, [il] estimait utile de mettre l'accent sur les applications potentielles des cybermonnaies et de la technologie de la chaîne de blocs au blanchiment d'argent et au contournement des sanctions[186] ».

181. Le Groupe d'experts note que la République populaire démocratique de Corée fait de plus en plus preuve de sophistication dans ses vecteurs d'attaque contre les institutions financières et les plateformes d'échange de cybermonnaies. Selon une analyse menée par l'une des entreprises de recherche en cybersécurité, une attaque soutenue par le groupe Lazarus contre une plateforme d'échange de cybermonnaies a utilisé une « application d'échanges de cybermonnaies dotée d'un cheval de Troie, qui avait été recommandée à l'entreprise par courriel[187] ». Ce modèle correspond aux tactiques, techniques et procédures d'ingénierie sociale mises en évidence par le Groupe d'experts (voir S/2019/691, par. 61). Il est intéressant de noter que cet acte de piraterie informatique commis par la République populaire démocratique de Corée s'est appuyé sur un site Web et un nom de société – Celas Limited – d'apparence légitime pour répandre une application infectée par un logiciel malveillant[188]. D'après une archive du site Web, Celas Limited « produit des solutions de chaîne de blocs client-serveur résilientes pour le marché des entreprises », et est domiciliée à Cedar Springs, Michigan (États-Unis d'Amérique) (voir annexe 53). Au moment de son installation par un utilisateur, l'application, Celas Trade Pro, a lancé un paquet de mise à jour malveillant. Le logiciel malveillant contenait un cheval de Troie « pleinement fonctionnel », permettant de prendre le contrôle total du système de la victime et de procéder au vol de cybermonnaies.

182. Fait nouveau, en 2019, plusieurs entreprises de sécurité ont fourni des informations sur les liens entre la République populaire démocratique de Corée et le

---

[185] Le fait de générer des recettes par des cyberoutils, puis d'y recourir pour brouiller les pistes et blanchir l'argent ainsi engrangé par les mêmes biais constitue un contournement des sanctions. Pour ce qui est des informations précédemment fournies en la matière par le Groupe d'experts, voir S/2019/171, par. 109 à 118, et S/2019/691, par. 57 à 71. Selon un État Membre, les opérateurs de la République populaire démocratique de Corée exploitent le cyberespace comme un moyen asymétrique de voler de la technologie militaire en violation de l'embargo sur les armes ; de générer des revenus ; de mener des campagnes de cyberchantage et de cyberextorsion ; et de se livrer à des activités de piratage contre rémunération ainsi qu'à des transferts d'argent.

[186] M. Griffith a plaidé non coupable au chef d'accusation de violation des sanctions des États-Unis. Voir district Sud de New York, *United States of America v. Virgil Griffith*, affaire nº 19MAG10987, plainte, 21 novembre 2019.

[187] Voir Kaspersky, « Operation AppleJeus: Lazarus hits cryptocurrency exchange with fake installer and macOS malware » [« Opération AppleJeus : Lazarus frappe une plateforme d'échange de cybermonnaies avec une simulation d'installation et un logiciel malveillant contre MacOS »], 23 août 2018.

[188] Le rapport de Kaspersky a indiqué que les applications avaient été modifiées pour différents systèmes d'exploitation, dont MacOS, Windows et Linux. Peut-être une première pour le groupe Lazarus, il s'agit en tout cas d'un bon en avant en matière de sophistication et d'intention.

groupe cybercriminel d'Europe de l'Est connu sous le nom de groupe Trickbot. Trickbot est un ensemble de logiciels malveillants conçu à l'origine, en 2016, pour cibler les institutions bancaires. Les opérateurs de Trickbot ont mis au point récemment un cadre d'attaque tout-en-un, appelé « Anchor Project ». Selon des entreprises de recherche en cybersécurité, le groupe Lazarus a utilisé les outils d'Anchor Project pour déployer des logiciels malveillants. En particulier, des chercheurs ont constaté que l'outil PowerRatankba, une suite de logiciels malveillants conçue par Lazarus, avait été livré à des victimes infectées par le biais d'Anchor Project[189]. Cette attaque revêt une certaine importance car il s'agit de la première fois où des groupes cybercriminels liés à la République populaire démocratique de Corée s'associent à des acteurs non étatiques.

Recommandations

183. **Le Groupe d'experts recommande à nouveau que le Comité précise la définition des coentreprises et des entités de coopération, contenue au paragraphe 18 de la résolution 2375 (2017).**

184. **Le Groupe d'experts recommande à nouveau que le Conseil de sécurité envisage d'examiner explicitement le contournement par la République populaire démocratique de Corée des sanctions par des moyens informatiques dans le cas de l'élaboration de sanctions supplémentaires à l'avenir.**

185. **Le Groupe d'experts recommande que tous les États Membres fassent preuve de vigilance au regard de leurs nationaux qui pourraient se rendre en République populaire démocratique de Corée pour y dispenser une formation et des conseils sur la manière d'utiliser les monnaies virtuelles et les technologies connexes pour contourner les sanctions de l'ONU.**

186. **Le Groupe d'experts recommande comme il l'a déjà fait précédemment que les États Membres fassent en sorte que leurs cadres juridiques et réglementaires s'appliquent aux actifs virtuels (par exemple, les cybermonnaies) et aux prestataires de services d'actifs virtuels (par exemple, les plateformes d'échange de cybermonnaies).**

187. **Le Groupe d'experts souligne tout particulièrement le fait que les diplomates de la République populaire démocratique de Corée et les membres de leur famille ont constamment tendance à ouvrir des comptes bancaires afin de contourner les sanctions de l'ONU, et recommande aux États Membres de faire preuve d'une vigilance accrue.**

188. **Le Groupe d'experts engage les États Membres à mettre en application les normes du Groupe d'action financière (GAFI), en s'attachant en particulier aux mesures relatives aux *sanctions financières ciblées liées à la prolifération* et à la *transparence et aux bénéficiaires effectifs des personnes morales et des constructions juridiques* (recommandations 7, 24 et 25 du GAFI).**

[189] On pense que PowerRatankba a été utilisé dans le cadre de la cyberattaque de décembre 2018 menée par la République populaire démocratique de Corée contre le réseau interbancaire chilien Redbanc (voir Vitali Kremez, « Disclosure of Chilean Redbanc intrusion leads to Lazarus ties » [« La divulgation de l'intrusion dans le réseau chilien Redbanc met en évidence des liens avec Lazarus »], Flashpoint, 15 janvier 2019)**Error! Hyperlink reference not valid.**.

V. Activités récentes liées au programme nucléaire et au programme de missiles balistiques

Programme nucléaire

189. Le Groupe d'experts continue de suivre les activités à caractère nucléaire en cours de la République populaire démocratique de Corée, telles que les activités menées dans les installations nucléaires et les éventuels achats liés au nucléaire.

190. Le Groupe d'experts n'a constaté aucun signe d'activité du réacteur de 5 MWe de Yongbyon depuis la fin de 2018. Bien que la période ait été suffisante pour le déchargement et le rechargement du combustible, un État Membre a informé le Groupe d'experts que le déchargement du combustible n'avait pas été confirmé[190]. Le fonctionnement de la centrale vapeur au laboratoire de radiochimie lié aux activités de retraitement n'a pas été observé par l'imagerie satellitaire[191]. Il s'agirait des plus longs intervalles enregistrés entre des activités liées aux campagnes de production du plutonium depuis la seconde moitié de 2018.

191. Plusieurs États Membres ont indiqué que la construction du réacteur à eau légère était en cours. La construction d'un bâtiment à côté du réacteur et certaines activités de dragage le long du fleuve Kuryong[192] ont été observées par l'imagerie satellitaire (voir annexe 54). Cette dernière a également mis en évidence d'autres activités dont la démolition d'un bâtiment sur le site du réacteur abandonné de 50 MWe de Yongbyon (voir annexe 55).

192. Un État Membre a informé le Groupe d'experts qu'il estimait que l'usine de production de concentré d'uranium était en activité en 2019. Le Groupe d'experts continue de suivre l'évolution des autres sites à caractère nucléaire. Aucune activité opérationnelle n'a été observée sur le site d'essais nucléaires de Punggye-ri (annexe 56)[193].

193. Le Groupe d'experts continue de suivre l'évolution des programmes nucléaires de la République populaire démocratique de Corée ainsi que ses achats auprès de sources étrangères (voir annexe 57).

Programme de missiles balistiques

194. En 2019, le programme de mise au point de missiles balistiques de la République populaire démocratique de Corée s'est caractérisé par son intensité, sa diversité et sa cohérence. Les progrès accomplis ont reposé sur une planification pluriannuelle du programme, les années 2015 et 2017 y ayant tenu lieu d'étapes majeures[194]. De ce fait,

---

[190] Selon un État Membre, un déchargement complet a exigé l'arrêt du réacteur pendant environ deux mois. Par ailleurs, le cycle opérationnel du réacteur précédemment observé était de deux ans.

[191] En septembre 2019, des déplacements de conteneurs ont été observés au laboratoire de radiochimie, mais pour une raison indéterminée.

[192] Un Etat Membre a fait observer que ces activités pourraient avoir pour but de réduire l'accumulation de sable.

[193] Le 29 janvier 2020, l'Institut coréen de météorologie de la République de Corée a annoncé qu'il avait détecté un tremblement de terre d'une magnitude de 2,5 à Kilju (République populaire démocratique de Corée). Il a par la suite déclaré qu'il s'agissait d'un tremblement de terre naturel occasionné par le sixième essai nucléaire de la République populaire démocratique de Corée.

[194] L'année 2015 a été marquée par les progrès accomplis par la République populaire démocratique de Corée dans le domaine des missiles balistiques à courte portée et des missiles à lanceur sous-marin (voir S/2016/157). En 2017, l'objectif du programme du pays en matière d'armes de destruction massive a été mis en évidence, avec les essais effectués par son dispositif nucléaire le plus puissant le 3 septembre 2017 et son missile balistique intercontinental le plus puissant, Hwasong-15, le 29 novembre 2017 (voir S/2018/171, par. 1 et 7 à 17). La République populaire

le pays dispose de la capacité autonome de produire et de lancer différents types de missile de courte portée à propulsion solide[195], combinant les technologies des missiles balistiques et de guidage, ainsi qu'un missile balistique à lanceur sous-marin de nouvelle génération – missile balistique à moyenne portée (voir annexe 58 et 59). Durant la série de 13 tirs expérimentaux de missiles effectués entre le 4 mai et le 28 novembre 2019, la République populaire démocratique de Corée a lancé au moins 25 missiles (voir tableau 3 et annexe 59), fréquence comparable à celle de 2016, année où plus de 26 missiles balistiques ont été tirés (voir S/2017/150).

démocratique de Corée n'a plus effectué de lancement de missile jusqu'au 4 mai 2019, mais le Groupe d'experts n'a pas la preuve que son programme a été ralenti.

[195] Le nouveau missile balistique à courte portée KN-23 a été tiré à huit reprises avec deux types de trajectoire : trajectoire en cloche et trajectoire en cloche avec manœuvre de pull-up. Cette manœuvre est exécutée pour allonger la portée. Le nouveau missile balistique à courte portée KN-25 a été tiré au moins six fois entre août et octobre 2019 suivant des trajectoires balistiques classiques, et deux fois en novembre 2019 (voir annexe 59).

Tableau 3

Tirs de missiles balistiques ou de systèmes recourant à la technologie connexe, effectués par la République populaire démocratique de Corée en 2019 (voir annexe 58)

	Date et heure (locale)	*Type présumé*	*Nombre*	*Site de lancement présumé*	*Distance parcourue présumée (km)*	*Sommet présumé de la trajectoire (km)*	*Observations*	*Classification de l'Agence centrale de presse coréenne*
I.	4 mai 08 h 30 et 10 h 50	Nouveau missile balistique à courte portée (KN-23) ; identique à II, III et VI	2	Péninsule de Hodo 5″E 127º31′53,63″ (voir annexes 58.1 et 59)	200- (?) (probablement de 240 à 400)	50- (?) (probablement de 40 à 60)	– Échec partiel probablement d'un tir – Transporteur-érecteur-lanceur à quatre essieux de type 1[a] – Intervalle entre les tirs : 2 h 20	Armes tactiques guidées
	4 mai	Système de lance-roquettes multiples 240 mm 300 mm (KN-09)			70-240		Test de roquettes	Lance-roquettes multiples à longue portée de gros calibre
II.	9 mai 16 h 30 et 16 h 50	Nouveau missile balistique à courte portée (KN-23) ; identique à I, III et VI	2	Région de Kusong 40º01′47″N 125º13′38″E	420 ; 270	50 ; (?) Probablement 40	Transporteur-érecteur-lanceur à chenilles identique au char de combat T-72[b] Intervalle entre les tirs : 20 minutes	Moyens de frappe à longue portée
III.	25 juillet 05 h 30 et 06 h 00	Nouveau missile balistique à courte portée (KN-23) ; identique à I, II et VI	2	Péninsule de Hodo 39º24′31″N 127º32′03″E	430 ; 690	50 ; 50	Transporteur-érecteur-lanceur mobile de type 2[c] Intervalle entre les tirs : 30 minutes	Arme tactique guidée de nouveau type
IV.	31 juillet 05 h 10 et 05 h 30	Nouveau missile balistique à courte portée (probablement KN-23) ou nouveau système de lance-roquettes multiples (probablement 400 mm) ; identique à V	2	Région de Wonsan/ Kalma	250 ; 250	30 ; (?)	Transporteur-érecteur-lanceur à chenilles Intervalle entre les tirs : 20 minutes	Système de lance-roquettes multiples guidées de gros calibre et de nouveau type
V.	2 août 03 h 00 et 03 h 20	Nouveau missile balistique à courte portée (probablement KN-23) ou nouveau système de lance-	2	Région de Hamhung (probablement région de Yonghung)	220 ; (?)	25 ; (?)	Des clichés de l'Agence central de presse coréenne montrent une image floue de lance-roquettes multiples dont l'utilisation	Système de lance-roquettes multiples guidées de gros calibre et de nouveau type

	Date et heure (locale)	Type présumé	Nombre	Site de lancement présumé	Distance parcourue présumée (km)	Sommet présumé de la trajectoire (km)	Observations	Classification de l'Agence centrale de presse coréenne
		roquettes multiples (probablement 400 mm) ; identique à IV					n'a pas été vérifiée pour cet essai ; transporteur-érecteur à chenilles probablement Intervalle entre les tirs : 20 minutes	
VI.	6 août 05 h 20 et 05 h 40	Nouveau missile balistique à courte portée (KN-23) ; identique à I, II et III	2	Base aérienne de Kwail 38º24′54,98″N 125º1′43,00″E	450 ; 450	37 ; 37	Transporteur-érecteur-lanceur à roues de type 2 ; le missile a survolé le territoire nord-coréen d'ouest en est Intervalle entre les tirs : 20 minutes (voir annexe 58.2)	Missiles tactiques guidés de nouveau type
VII.	10 août 05 h 30 et 05 h 50	Nouveau missile identique au missile ATACMS (KN-24)[d] ; identique à VIII	2	Hamhung/ Hungnam 39º48′44,32″N 127º39′49,68″E	400 ; 400 (probablement 430)	48 ; 48	Transporteur-érecteur-lanceur à chenilles[e] (voir annexe 58.3) Intervalle entre les tirs : 20 minutes	Nouvelle arme
VIII.	16 août 08 h 00 et 08 h 20	Nouveau missile identique à l'ATACMS (KN-24) ; identique à VII	2	Région de Tongchon 39º03′33″N 127º46′44″E	230 ; 230	30 ; 30	Transporteur-érecteur-lanceur à chenilles[e] Intervalle entre les tirs : 16 minutes (voir annexe 58.4)	Nouvelle arme
IX.	24 août 06 h 40 et 07 h 00	Nouveau système de lance-roquettes multiples[f] utilisant des roquettes de très gros calibre (600 mm, KN-25) ; identique à X	2	Base aérienne de Sondok 39º44′37,05″N 127º28′23,79″E	380 ; 380	97 ; 97	Transporteur-érecteur-lanceur à roues et à huit essieux[g] Intervalle entre les tirs : 17 minutes (voir annexe 58.5)	Lance-roquettes multiples de très gros calibre
X.	10 septembre 06 h 50 et 07 h 10	Nouveau système de lance-roquettes multiples utilisant des roquettes de très gros calibre (600 mm, KN-25) ; identique à IX	2	Base aérienne de Kaechon 39º45′8,46″N 125º53′59,06″E	330 ; 330	50 ; 60	Un échec en vol[h] Transporteur-érecteur-lanceur à roues et à huit essieux ; un cliché de l'Agence central de presse coréenne daté du tir effectué le 31 octobre renvoie en fait à celui effectué le 10 septembre Intervalle entre les tirs :	Lance-roquettes multiples de très gros calibre

	Date et heure (locale)	Type présumé	Nombre	Site de lancement présumé	Distance parcourue présumée (km)	Sommet présumé de la trajectoire (km)	Observations	Classification de l'Agence centrale de presse coréenne
							19 minutes (voir annexe 58.6)	
XI.	2 octobre 07 h 10	Nouveau missile balistique à lanceur sous-marin/missile balistique à moyenne portée[i] Pukguksong-3 Portée potentielle estimée à 1700 km (voir annexe 58.7)	1	Wonsan – baie de Yonghung	450	910	Tir effectué depuis une barge immergée	Missile balistique à lanceur Pukguksong-3 de nouveau type
XII.	31 octobre	Nouveau système de lance-roquettes multiples[j] utilisant des roquettes de très gros calibre (600 mm, KN-25)	2	Base aérienne de Sunchon 39º24′48″N 125º53′18″E	370 ; 370	90 ; 90	Transporteur-érecteur-lanceur à roues Intervalle entre les tirs : 3 minutes	Lance-roquettes multiples de très gros calibre
XIII.	28 novembre	Nouveau système de lance-roquettes multiples utilisant des roquettes de très gros calibre (600 mm, KN-25)	2	Région de Ryonpo de la base aérienne de Sondok ou base aérienne de Ryonpo	380 ; (?) (probablement 380)	97 ; (?) (probablement 50)	Transporteur-érecteur-lanceur à roues Intervalle entre les tirs : 30 secondes	Lance-roquettes multiples de très gros calibre

Source : États Membres, Groupe d'experts.

[a] Selon un État Membre, ce transporteur-érecteur-lanceur pourrait avoir été inspiré d'un Iskander russe. Les deux types d'engin ont en effet en commun un châssis WS200. Selon un autre État Membre, « la version à chenilles n'est qu'un prototype » et « le châssis à roues utilisé est nouveau et pourrait provenir d'un châssis bélarussien ou chinois. Sa structure ou sa conception s'inspire d'un transporteur-érecteur-lanceur Iskander ».

[b] De l'avis d'un État Membre, cette version de transporteur-érecteur-lanceur à chenilles ne pourrait être qu'un prototype.

[c] Selon un État Membre, ce transporteur-érecteur-lanceur à roues de type 2 pourrait devenir une version opérationnelle.

[d] Le Groupe d'experts note que ce système ressemble au système de missiles sol-sol du type ATACMS (Army Tactical Missile System) ou King Dragon 300 (voir annexe 59).

[e] Construit sur un châssis de Pokpung-ho, char de combat conçu par la République populaire démocratique de Corée, cet engin ressemble au T-62.

[f] Quatre tubes de lancement ; trajectoire de missile balistique non aérodynamique, mais empennages de taille réduite. La roquette est un missile tactique guidé.

[g] Selon un État Membre, le transporteur-érecteur-lanceur à roues et à huit essieux du KN-25 est monté sur un châssis de KN-23 (châssis allongé) et équipé d'une cabine blindée spécialement conçue en République populaire démocratique de Corée.

[h] Plusieurs États Membres ont déclaré qu'un tir avait échoué en vol et que le projectile s'était écrasé dans l'intérieur du pays, alors que l'autre tir avait visé l'île d'Alsom ; trois des quatre tubes ont été utilisés. Il est possible qu'un des tubes ait été défectueux (un cliché de l'Agence centrale de presse coréenne montre que sa partie supérieure manquait mais que le missile avait bien été tiré, alors que sa partie inférieure était toujours en place).

[i] Le missile balistique à lanceur sous-marin est une adaptation navale du missile balistique à moyenne portée Pukguksong-2, mais doté d'un corps de rentrée et d'une charge utile différents.

[j] Le cliché de l'Agence centrale de presse coréenne du 31 octobre 2019 date en fait du 10 septembre 2019. Selon un État Membre, le missile qui a été tiré le 31 octobre 2019 est un nouveau missile balistique à courte portée de gros calibre et à conteneur de lancement.

195. Outre le rythme soutenu des tirs et la variété des sites de lancement (voir tableau 3), l'année 2019 a vu la République populaire démocratique de Corée renforcer la dynamique industrielle et opérationnelle de son programme, par l'efficacité quasi opérationnelle de nouveaux systèmes d'armement, la variété accrue des types et des lanceurs de missiles, et l'augmentation des types de missiles balistiques à moyenne portée et de missiles balistiques intercontinentaux testés tout au long de 2017 (voir S/2019/691, par. 80).

196. Le 23 juillet 2019, la République populaire démocratique de Corée a présenté un sous-marin capable de transporter des missiles balistiques (appelé Sinpo-C par les États-Unis d'Amérique et probablement inspiré des sous-marins de la classe Romeo Type 033), lequel est en construction dans les installations du chantier naval de Sinpo Sud (voir annexe 60). Cette construction diversifierait considérablement son programme de missiles balistiques[196].

197. Le 2 octobre 2019, le tir expérimental d'un nouveau missile balistique à lanceur sous-marin, connu sous le nom de Pukguksong-3 (voir annexe 58.7), a été effectué depuis une plateforme submersible dans la baie de Wonsan. Selon le Japon, le missile s'est abîmé dans la zone économique exclusive du Japon, une première depuis le 29 novembre 2017[197]. Ce tir montre, encore une fois, l'approche simultanée et interdépendante adoptée par la République populaire démocratique de Corée dans le cadre de son programme, avec un nouveau type de sous-marin (voir par. 196) et avec un nouveau missile balistique à lanceur sous-marin (voir S/2016/157 et S/2019/691).

198. Parallèlement à l'élaboration de nouveaux systèmes d'armement, la République populaire démocratique de Corée a continué de développer les capacités infrastructurelles et productives de son programme de missiles balistiques. Le Groupe d'experts a observé l'évolution ou l'adaptation de différents sites, dont le chantier naval de Sinpo Sud (voir annexe 61), la base de lancement de satellites de Sohae (voir annexe 62), le complexe militaro-industriel de Chamjin (voir annexe 63), la fabrique d'explosifs n° 17 de Hungnam (production de propergol solide) (voir annexe 64) et l'usine d'automobiles du 16 mars de Pyongsong (voir annexe 65 et S/2019/171). Les États Membres ont informé le Groupe d'experts des activités constantes observées sur différentes bases de lancement de missiles balistiques (voir S/2019/691).

199. Les essais de moteurs de missiles effectués récemment les 7 et 13 décembre 2019 (le dernier en date, d'une durée de sept minutes, ayant été salué par la République populaire démocratique de Corée comme un « essai déterminant ») ont eu lieu à l'issue de la rénovation du site d'essais des moteurs verticaux de Sohae (voir annexe 62). Les essais ont sans doute poursuivi l'objectif de sélectionner de nouveaux moteurs de missiles balistiques intercontinentaux (à propergol liquide) ou de contrôler le bon fonctionnement de lots de moteurs (probablement à propergol solide).

---

[196] La période allant de 2013 à 2014 a été marquée par le développement de la plateforme expérimentale de lancement d'un sous-marin de classe Gorae, appelé Sinpo-B par les États-Unis d'Amérique (voir S/2016/157, par. 41 à 44, et S/2017/150, par. 40), avant d'être suivie par une succession d'essais de missiles balistiques à lanceur sous-marin tels que celui effectué le 8 mai 2015 (missiles dotés de moteurs à combustible liquide), puis ceux réalisés le 23 avril 2016 (avec moteurs à propergol solide), les 9 juillet et 24 août 2016, tirés à l'est de Sinpo – certains depuis une plateforme submersible et d'autres depuis le sous-marin Sinpo-B.

[197] Le Japon a émis également l'hypothèse que le missile se serait scindé en deux parties (voir Japon, Secrétariat du Cabinet, « Ballistic missile launch by North Korea (2) » [« Lancement d'un missile balistique par la Corée du Nord (2) »], conférence de presse, 2 octobre 2019 (disponible à l'adresse suivante : https://www.kantei.go.jp/jp/tyoukanpress/201910/2_a2.html, page Web en japonais), et S/2018/171, par. 9).

Dans les deux cas, ils marquent une nouvelle phase du programme des missiles balistiques[198].

200. La nécessité de voir le programme de missiles balistiques répondre constamment à des normes élevées oblige la République populaire démocratique de Corée à se procurer en permanence certains éléments spécifiques constituant, de l'avis des États Membres, autant de goulets d'étranglement (voir annexe 66). Selon les États membres, la République populaire démocratique de Corée continuera à renforcer encore, d'un point de vue technique, d'abord sa production de propergol solide (à travers les différentes phases de sa constitution : mélange, production de masse, moulage et frittage), puis ses systèmes de précision et de guidage (à l'aide des systèmes de contrôle de haute précision et des dispositifs de contrôle de guidage miniaturisés). En outre, la production et le moulage de fibre de carbone ou d'aramide demeurent essentiels.

Transfert immatériel de technologies

201. Parallèlement, la recherche de solutions technologiques permettant de fabriquer certains éléments ou de surmonter les difficultés techniques dans les domaines de la conception, de la production et de l'adaptation des systèmes d'armes conduit la République populaire démocratique de Corée à essayer de se doter des connaissances et des capacités techniques faisant défaut à ses techniciens et à ses chercheurs. La planification des programmes menés à long terme par le pays oriente sa stratégie de prospection en matière de transfert immatériel de technologies. Les États Membres ont recensé les besoins de la République populaire démocratique de Corée au regard d'un tel transfert dans plusieurs domaines[199].

202. En se fondant sur les rapports établis par des établissements scientifiques et des groupes de réflexion, le Groupe d'experts étudie les collaborations scientifiques internationales auxquelles participent les chercheurs de la République populaire démocratique de Corée dans certains domaines d'activité (voir par. 201 et annexe 67). De plus, le Groupe d'experts estime qu'il importe, pour faire aller de l'avant et outre le fait de disposer directement de projets ou de données, que le programme relatif aux armes de destruction massive permette également de maîtriser le fonctionnement des usines et des laboratoires.

203. Mis à part son aspiration à l'acquisition de technologies étrangères, la République populaire démocratique de Corée demeure, pour l'extérieur, une source de prolifération de technologies, d'armements classiques et d'éléments constitutifs des chaînes d'approvisionnement en matière d'armes de destruction massive. Elle est reconnue pour sa capacité de transférer des projets. Un État Membre a fait observer qu'elle reste très active concernant la prestation de services dans le domaine du perfectionnement des lanceurs de roquettes d'artillerie. Malgré les contraintes pesant sur la vente des missiles, elle continue à chercher des créneaux, qu'il s'agisse de ventes de matériel de défense ou de projets et de données. Ainsi, les camions de transport et transporteurs-érecteurs-lanceurs à roues utilisés pour deux des systèmes de missiles balistiques à courte portée testés en 2019 ont été repeints en couleur sable ou en brun, probablement à des fins commerciales.

[198] De l'avis de certains experts, on ne sait pas exactement quelle est la nature des projectiles lancés par la République populaire démocratique de Corée en 2019 et quelle est celle des « essais déterminants » effectués en décembre 2019.

[199] Selon les États Membres, la République populaire démocratique de Corée a continué de s'intéresser au comportement des matériaux composites de pointe dans des environnements spéciaux, ainsi qu'à la technologie aérospatiale, à la technologie des missiles et des roquettes, à la technologie de l'usinage de précision en provenance des pays développés, et aux technologies solaires, éoliennes et autres technologies énergétiques propres.

Recommandations

204. **Le Groupe d'experts recommande que les États Membres fassent preuve de vigilance quant au risque de violation des sanctions lié aux échanges, notamment dans le cadre de recherches conjointes menées avec des chercheurs et des établissements de la République populaire démocratique de Corée dans des domaines sensibles.**

205. **Le Groupe d'experts recommande que les États Membres fassent preuve de vigilance dans le contrôle du transfert immatériel de technologies, notamment le transfert de savoir-faire.**

206. **Le Groupe d'experts recommande que les États Membres fassent preuve d'une vigilance accrue concernant la fourniture d'articles interdits en vertu des résolutions pertinentes, et insiste sur l'importance du contrôle rigoureux des exportations par toutes les parties concernées, telles que les fabricants, les intermédiaires et les utilisateurs finaux.**

VI. Effets involontaires des sanctions

207. Conformément au paragraphe 25 de la résolution 2397 (2017), les mesures imposées par l'ONU « sont censées être sans conséquences humanitaires négatives pour la population civile de la République populaire démocratique de Corée » ou « ne pas nuire […] aux activités des organisations internationales et organisations non gouvernementales menant des programmes d'aide et de secours en République populaire démocratique de Corée dans l'intérêt de la population civile du pays ».

208. La situation humanitaire en République populaire démocratique de Corée est sombre et ne s'améliore pas. Selon l'*Aperçu de la situation humanitaire mondiale 2020* du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, environ 10,4 millions de personnes dans le pays – soit plus de 40 % de la population – ont besoin d'une assistance humanitaire. L'insécurité alimentaire chronique et le manque d'accès aux services médicaux essentiels et vitaux ont eu une incidence profonde sur les populations les plus vulnérables de la République populaire démocratique de Corée, en particulier les femmes et les enfants.

209. Il ne fait guère de doute que les sanctions de l'ONU ont eu des effets involontaires sur la situation humanitaire et sur les opérations d'assistance, bien que l'accès aux données et à des éléments de preuve soit limité et qu'il n'existe aucune méthodologie fiable permettant de distinguer les sanctions de l'ONU, notamment des régimes de sanctions unilatéraux et des facteurs socioéconomiques propres à la République populaire démocratique de Corée. Néanmoins, les sanctions de l'ONU les plus récentes pourraient exacerber une situation déjà difficile dans le pays pour les personnes employées dans des secteurs directement ou indirectement affectés par les sanctions, tout en perturbant l'approvisionnement en produits de première nécessité de la population civile. Les effets involontaires des sanctions sur les besoins humanitaires de la population civile pourraient être les suivants :

- La disparition ou une réduction des moyens de subsistance pour les personnes employées dans des secteurs touchés par les sanctions de l'ONU et pour les travailleurs rapatriés ; cet effet pourrait s'élever à des centaines de millions de dollars, si l'on se fonde sur certaines estimations[200] (voir annexe 68).

---

[200] Estimations de la Banque de Corée (voir https://www.bok.or.kr/portal/main/ contents.do?menuNo =200091, page Web en coréen).

- Une augmentation de la marginalisation sociale dans la mesure où les élites font face aux sanctions de l'ONU comme à d'autres en exerçant un contrôle croissant sur les ressources rares, y compris dans le cadre de la « nouvelle économie de marché », et, dans certains cas, en détournant ces ressources à des fins autres que la satisfaction des besoins de la population.
- Une pénurie constante de matériel agricole et de carburant, accentuant encore plus le faible niveau de mécanisation agricole, ce qui peut limiter les périodes de récolte et compliquer l'insécurité alimentaire engendrée par des conditions environnementales défavorables et une mauvaise gestion des ressources intérieures (voire annexe 69).
- Une augmentation des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement médical, ce qui peut aggraver considérablement le sous-financement et les insuffisances chroniques du système de santé en République populaire démocratique de Corée.
- L'effondrement du réseau bancaire de l'ONU et, en conséquence, le manque d'accès à un financement cohérent et fiable mettant en péril les activités liées à la chaîne d'approvisionnement et se soldant par une suspension ou un arrêt total des projets en cours. Cet effet s'est aussi traduit par le fait d'exposer le personnel humanitaire à des situations à risque.
- Les institutions financières et les entités du secteur privé continuent de s'abstenir de conclure des transactions liées à une juridiction à haut risque. De plus, certaines institutions financières ne font aucune distinction entre les sanctions de l'ONU et des sanctions unilatérales. Cela nuit aux opérations d'aide humanitaire menées en République populaire démocratique de Corée par l'ONU et d'autres organisations, d'où une augmentation des coûts.

210. Le Groupe d'experts note que le Comité a accompli des progrès importants dans l'accélération du traitement des demandes de dérogation pour raisons humanitaires. En 2019, le Comité a approuvé 38 demandes de dérogation pour des organisations et a réduit la durée d'attente d'une réponse de 71 % (voir annexe 70). Il n'en reste pas moins que l'aide humanitaire est confrontée à des problèmes considérables liés aux sanctions. La complexité de la procédure des demandes de dérogation et les retards accusés avant qu'elles ne soient approuvées, ainsi que l'évolution rapide du contexte géopolitique peuvent occasionner une modification des délais, des retards de financement et des changements dans la fourniture de l'aide humanitaire apportée dans le cadre d'une dérogation.

Recommandations

211. **Le Comité devrait poursuivre ses efforts visant au prompt retour à un réseau bancaire stable facilitant les opérations d'aide humanitaire, notamment l'identification des réseaux et des établissements financiers pouvant offrir une solution de remplacement pour les transferts de fonds.**

212. **Le Comité devrait faire en sorte que les organismes compétents des Nations Unies continuent de présenter, deux fois par an, des exposés sur les effets involontaires qu'ont les sanctions sur la population civile de la République populaire démocratique de Corée et sur les activités qu'ils mènent dans ce pays.**

213. **Le Groupe d'experts recommande que le Conseil de sécurité continue d'examiner les questions et les procédures ayant une incidence sur l'atténuation des effets involontaires des sanctions sur la population civile de la République populaire démocratique de Corée et sur les opérations d'aide humanitaire.**

214. **Le Comité devrait continuer à examiner les moyens de simplifier la demande de dérogation et la procédure d'approbation tacite pour les organismes humanitaires des Nations Unies en République populaire démocratique de Corée.**

215. **Le Comité devrait s'employer à rationaliser la procédure de demande de dérogation selon les termes de la Notice d'aide à l'application des résolutions nº 7 et à simplifier autant que possible la procédure de demande, notamment en offrant davantage de souplesse au regard des caractéristiques techniques des envois programmés, des parties concernées et de la fréquence des demandes.**

216. **Pour aider les processus de planification et de budgétisation des organismes humanitaires, le Comité devrait publier des statistiques trimestrielles détaillées sur les dérogations accordées et le processus d'approbation.**

VII. Rapports des États Membres

217. Au 31 janvier 2020, 77 États Membres avaient présenté des rapports sur l'application de la résolution 2397 (2017) ; 92, sur celle de la résolution 2375 (2017) ; 89, sur celle de la résolution 2371 (2017) ; 106, sur celle de la résolution 2321 (2016) ; et 114, sur celle de la résolution 2270 (2016)[201]. Malgré l'augmentation du nombre des rapports présentés, le Groupe d'experts note que de nombreux États Membres (116, dont 4 ayant siégé au Conseil de sécurité en 2019 en qualité de membres non permanents) n'ont pas encore présenté de rapport sur l'application de la résolution 2397 (2017).

218. Le Groupe d'experts rappelle que les États Membres sont tenus de présenter leurs rapports en temps voulu, conformément au paragraphe 17 de la résolution 2397 (2017).

VIII. Recommandations

219. Voir l'annexe 73 pour une liste récapitulative des recommandations.

---

[201] Voir Nations Unies, Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006), « Rapports sur l'application des résolutions »http://s/ (consulté le 31 janvier 2020). Le Groupe d'experts note que, depuis l'adoption de la résolution 2371 (2017), la présentation des rapports nationaux d'application est devenue obligatoire.

Annex 1: US Non-paper dated 8 November 2019 shared with the Panel

NON-PAPER FOR UN PANEL OF EXPERTS

November 8, 2019

- As covered in the recently published UN Panel of Experts Midterm Report on North Korea, the DPRK widely employs illicit means to import refined petroleum products outside of the purview of UN 1718 Committee monitoring. As a result, the DPRK imports volumes of refined petroleum that far exceed the 500,000 barrel per annum limitation imposed under UNSCR 2397, as the Midterm Report indicated.

- The Panel of Experts (POE) also reported information that foreign flagged vessels are contributing to these illicit import volumes of refined petroleum to the DPRK.

- The United States has information to supplement that which the POE reported. We have images and import volume data for vessels that have made deliveries to the DPRK, but which have not been reported to the UN, through the end of October.

- These deliveries have significantly contributed to a gross violation of the 500,000 barrel annual cap under UNSCR 2397. We now estimate that the DPRK has imported more than 3.89 million barrels as of October 31. The ability of the DPRK to import illicit volumes of refined petroleum products that far exceed the annual cap is greatly enhanced by the addition of larger, foreign-flagged tankers to its import regimen.

- The table below provided lists each of the port calls that we have observed and associated delivery volume scenarios, which have grown substantially since our previous submissions and, in all cases, exceed the UNSCR 2397 annual quota by a wide margin.

Port	Ship Name	Arrival Date	IMO	Last Known Flag	Dead Weight Tonnage	Delivery Volume if 33% Laden (BBL)	Delivery Volume if 50% Laden	Delivery Volume if 90% Laden
Nampo	Sen Lin 01	1-Jan-19	8910378	SLE	1,159.00	2,865.00	4,346.25	7,823.25
Nampo	Mu Bong 1	4-Jan-19	8610461	DPRK	1,998.00	4,942.50	7,492.50	13,486.50
Nampo	Ji Song 6	6-Jan-19	8898740	DPRK	1,250.00	3,097.50	4,687.50	8,437.50
Nampo	Chong Ryong San	8-Jan-19	unknown	DPRK	1,590.00	3,935.25	5,962.50	10,732.50
Nampo	Yu Phyong 5	8-Jan-19	8605026	DPRK	1,966.00	4,867.50	7,372.50	13,270.50
Nampo	Kum Jin Gang 2	11-Jan-19	unknown	DPRK	2,114.00	5,232.15	7,927.50	14,269.50
Nampo	Ji Song 6	12-Jan-19	8898740	DPRK	1,250.00	3,097.50	4,687.50	8,437.50
Nampo	Sen Lin 01	12-Jan-19	8910378	SLE	1,159.00	2,865.00	4,346.25	7,823.25

-2-

Nampo	Chong Ryong San	14-Jan-19	unknown	DPRK	1,590.00	3,935.25	5,962.50	10,732.50
Nampo	Sam Jong 2	14-Jan-19	7408873	DPRK	2,507.00	6,202.50	9,401.25	16,922.25
Najin	Song Won	16-Jan-19	8613360	DPRK	2,101.00	5,197.50	7,878.75	14,181.75
Nampo	Nam San 8	17-Jan-19	8122347	DPRK	3,150.00	7,800.00	11,812.50	21,262.50
Nampo	Sen Lin 01	18-Jan-19	8910378	SLE	1,159.00	2,865.00	4,346.25	7,823.25
Nampo	Kum Un San	19-Jan-19	8720436	DPRK	2,070.00	5,122.50	7,762.50	13,972.50
Nampo	Rye Song Gang 1	19-Jan-19	7389704	DPRK	3,003.00	7,432.50	11,261.25	20,270.25
Nampo	Pu Ryong	22-Jan-19	8705539	DPRK	3,279.00	8,115.00	12,296.25	22,133.25
Nampo	An San 1	23-Jan-19	7303803	DPRK	3,003.00	7,432.50	11,261.25	20,270.25
Nampo	Chon Ma San	23-Jan-19	8660313	DPRK	3,565.00	8,820.00	13,368.75	24,063.75
Nampo	Mu Bong 1	23-Jan-19	8610461	DPRK	1,998.00	4,942.50	7,492.50	13,486.50
Nampo	Myong Ryu 1	24-Jan-19	8532413	DPRK	817.00	2,025.00	3,063.75	5,514.75
Nampo	Rye Song Gang 1	25-Jan-19	7389704	DPRK	3,003.00	7,432.50	11,261.25	20,270.25
Songnim	Yu Phyong 5	26-Jan-19	8605026	DPRK	1,966.00	4,867.50	7,372.50	13,270.50
Nampo	Chong Ryong San	28-Jan-19	unknown	DPRK	1,590.00	3,935.25	5,962.50	10,732.50
Nampo	Chong Rim 3	30-Jan-19	8665131	DPRK	2,042.00	5,053.95	7,657.50	13,783.50
Songnim	Yu Phyong 5	30-Jan-19	8605026	DPRK	1,966.00	4,867.50	7,372.50	13,270.50
Nampo	Kum Jin Gang 2	4-Feb-19	unknown	DPRK	2,114.00	5,232.15	7,927.50	14,269.50
Nampo	Yu Son	4-Feb-19	8691702	DPRK	3,398.00	8,407.50	12,742.50	22,936.50
Nampo	Pu Ryong	5-Feb-19	8705539	DPRK	3,279.00	8,115.00	12,296.25	22,133.25
Najin	Song Won	5-Feb-19	8613360	DPRK	2,101.00	5,197.50	1,715.18	2,598.75
Chongjin	Nam San 8	6-Feb-19	8122347	DPRK	3,150.00	7,800.00	11,812.50	21,262.50
Najin	Kum Un San	7-Feb-19	8720436	DPRK	2,070.00	5,122.50	7,762.50	13,972.50

-3-

Nampo	Saebyol	9-Feb-19	8916293	DPRK	1,150.00	2,850.00	4,312.50	7,762.50
Nampo	Yun Hong 8	18-Feb-19	unknown	unk	2,900.00	7,177.50	10,875.00	19,575.00
Nampo	Sen Lin 01	22-Feb-19	8910378	SLE	1,159.00	2,865.00	4,346.25	7,823.25
Nampo	Yun Hong 8	23-Feb-19	unknown	unk	2,900.00	7,177.50	10,875.00	19,575.00
Nampo	Myong Ryu 1	25-Feb-19	8532413	DPRK	817.00	2,025.00	3,063.75	5,514.75
Nampo	Viet Tin 01	25-Feb-19	8508838	VNM	5,453.00	13,496.18	20,448.75	36,807.75
Nampo	Yu Phyong 5	4-Mar-19	8605026	DPRK	1,966.00	4,867.50	7,372.50	13,270.50
Nampo	Sen Lin 01	6-Mar-19	8910378	SLE	1,159.00	2,865.00	4,346.25	7,823.25
Nampo	Saebyol	8-Mar-19	8916293	DPRK	1,150.00	2,850.00	4,312.50	7,762.50
Nampo	Kum Jin Gang 2	10-Mar-19	unknown	DPRK	2,114.00	5,232.15	7,927.50	14,269.50
Nampo	Myong Ryu 1	11-Mar-19	8532413	DPRK	817.00	2,025.00	3,063.75	5,514.75
Nampo	Sen Lin 01	11-Mar-19	8910378	SLE	1,159.00	2,865.00	4,346.25	7,823.25
Nampo	Yu Phyong 5	12-Mar-19	8605026	DPRK	1,966.00	4,867.50	7,372.50	13,270.50
Nampo	Chon Ma San	16-Mar-19	8660313	DPRK	3,565.00	8,820.00	13,368.75	24,063.75
Nampo	Mu Bong 1	19-Mar-19	8610461	DPRK	1,998.00	4,942.50	7,492.50	13,486.50
Chongjin	An San 1	20-Mar-19	7303803	DPRK	3,003.00	7,432.50	11,261.25	20,270.25
Nampo	Nam San 8	22-Mar-19	8122347	DPRK	3,150.00	7,800.00	11,812.50	21,262.50
Nampo	Sam Jong 2	22-Mar-19	7408873	DPRK	2,507.00	6,202.50	9,401.25	16,922.25
Nampo	Chong Ryong San	23-Mar-19	unknown	DPRK	1,590.00	3,935.25	5,962.50	10,732.50
Nampo	Sen Lin 01	23-Mar-19	8910378	SLE	1,159.00	2,865.00	4,346.25	7,823.25
Chongjin	Kum Jing Gang 3	25-Mar-19	8791667	DPRK	4,983.00	12,330.00	18,686.25	33,635.25
Chongjin	Kum Jing Gang 3	27-Mar-19	8791667	DPRK	4,983.00	12,330.00	18,686.25	33,635.25
Nampo	Yu Son	28-Mar-19	8691702	DPRK	3,398.00	8,407.50	12,742.50	22,936.50

-4-

Nampo	New Regent	29-Mar-19	8312497	PAN	4,999.00	12,372.53	18,746.25	33,743.25
Nampo	Kum Jin Gang 2	29-Mar-19	unknown	DPRK	2,114.00	5,232.15	7,927.50	14,269.50
Wonsan	Un Pha 2	2-Apr-19	8966535	DPRK	1,205.00	2,985.00	4,518.75	8,133.75
Nampo	Chon Ma San	3-Apr-19	8660313	DPRK	3,565.00	8,820.00	13,368.75	24,063.75
Nampo	Kum Un San	3-Apr-19	8720436	DPRK	2,070.00	5,122.50	7,762.50	13,972.50
Nampo	Myong Ryu 1	3-Apr-19	8532413	DPRK	817.00	2,025.00	3,063.75	5,514.75
Nampo	Sen Lin 01	6-Apr-19	8910378	SLE	1,159.00	2,865.00	4,346.25	7,823.25
Nampo	Chon Ma San	8-Apr-19	8660313	DPRK	3,565.00	8,820.00	13,368.75	24,063.75
Nampo	Saebyol	8-Apr-19	8916293	DPRK	1,150.00	2,850.00	4,312.50	7,762.50
Nampo	Sam Jong 1	8-Apr-19	8405311	DPRK	1,665.00	4,120.88	6,243.75	11,238.75
Nampo	New Regent	10-Apr-19	8312497	PAN	4,999.00	12,372.53	18,746.25	33,743.25
Nampo	Pu Ryong	10-Apr-19	8705539	DPRK	3,279.00	8,115.00	12,296.25	22,133.25
Chongjin	Sam Jong 2	11-Apr-19	7408873	DPRK	2,507.00	6,202.50	9,401.25	16,922.25
Nampo	Chong Rim 3	12-Apr-19	8665131	DPRK	2,042.00	5,053.95	7,657.50	13,783.50
Nampo	Yun Hong 8	15-Apr-19	unknown	unk	2,900.00	7,177.50	10,875.00	19,575.00
Chongjin	Nam San 8	17-Apr-19	8122347	DPRK	3,150.00	7,800.00	11,812.50	21,262.50
Nampo	Sen Lin 01	17-Apr-19	8910378	SLE	1,159.00	2,865.00	4,346.25	7,823.25
Nampo	Mu Bong 1	18-Apr-19	8791667	DPRK	4,983.00	12,330.00	18,686.25	33,635.25
Nampo	Kum Jing Gang 3	18-Apr-19	8791667	DPRK	4,983.00	12,330.00	18,686.25	33,635.25
Nampo	Chong Ryong San	19-Apr-19	unknown	DPRK	1,590.00	3,935.25	5,962.50	10,732.50
Nampo	Sen Lin 01	23-Apr-19	8910378	SLE	1,159.00	2,865.00	4,346.25	7,823.25
Najin	Chon Myong 1	27-Apr-19	8712362	DPRK	3,565.00	8,823.38	13,368.75	24,063.75
Nampo	Nam San 8	30-Apr-19	8122347	DPRK	3,150.00	7,800.00	11,812.50	21,262.50
Chongjin	An San 1	2-May-19	7303803	DPRK	3,003.00	7,432.43	11,261.25	20,270.25

-5-

Nampo	Chon Ma San	2-May-19	8660313	DPRK	3,565.00	8,820.00	13,368.75	24,063.75
Nampo	Chong Ryong San	2-May-19	unknown	DPRK	1,590.00	3,935.25	5,962.50	10,732.50
Chongjin	Sam Jong 2	2-May-19	7408873	DPRK	2,507.00	6,202.50	9,401.25	16,922.25
Nampo	Mu Bong 1	5-May-19	8610461	DPRK	1,998.00	4,942.50	7,492.50	13,486.50
Nampo	Yun Hong 8	5-May-19	unknown	unk	2,900.00	7,177.50	10,875.00	19,575.00
Nampo	Sen Lin 01	6-May-19	8910378	SLE	1,159.00	2,865.00	4,346.25	7,823.25
Nampo	Chon Ma San	8-May-19	8660313	DPRK	3,565.00	8,820.00	13,368.75	24,063.75
Nampo	Sen Lin 01	10-May-19	8910378	SLE	1,159.00	2,865.00	4,346.25	7,823.25
Nampo	Tong Hung 5	12-May-19	8151415	DPRK	600.00	1,500.00	2,250.00	4,050.00
Hungnam	Ma Du San	13-May-19	8021579	DPRK	949.00	2,348.78	3,558.75	6,405.75
Nampo	Hokong	14-May-19	9006758	SLE	3,995.00	9,887.63	14,981.25	26,966.25
Nampo	New Regent	15-May-19	8312497	PAN	4,999.00	12,372.53	18,746.25	33,743.25
Nampo	Paek Ma	15-May-19	9066978	DPRK	2,250.00	5,568.75	8,437.50	15,187.50
Hungnam	Sam Ma 2	15-May-19	8106496	DPRK	1,731.00	4,284.23	6,491.25	11,684.25
Nampo	Sen Lin 01	15-May-19	8910378	SLE	1,159.00	2,868.53	4,346.25	7,823.25
Nampo	Vifine (Tealway FV)	16-May-19	9045962	SLE	3,685.00	9,120.38	13,818.75	24,873.75
Chongjin	An San 1	20-May-19	7303803	DPRK	3,003.00	7,432.43	11,261.25	20,270.25
Nampo	Chon Ma San	21-May-19	8660313	DPRK	3,565.00	8,820.00	13,368.75	24,063.75
Nampo	Mu Bong 1	21-May-19	8610461	DPRK	1,998.00	4,945.05	7,492.50	13,486.50
Nampo	Chon Ma San	24-May-19	8660313	DPRK	3,565.00	8,820.00	13,368.75	24,063.75
Nampo	Myong Ryu 1	24-May-19	8532413	DPRK	817.00	2,025.00	3,063.75	5,514.75
Nampo	Sam Jong 1	24-May-19	8405311	DPRK	1,665.00	4,120.88	6,243.75	11,238.75
Nampo	Mu Bong 1	25-May-19	8610461	DPRK	1,998.00	4,945.05	7,492.50	13,486.50
Songnim	Chon Ma San	27-May-19	8660313	DPRK	3,565.00	8,820.00	13,368.75	24,063.75

-6-

Nampo	Chong Ryong San	28-May-19	unknown	DPRK	1,590.00	3,935.25	5,962.50	10,732.50
Nampo	Saebyol	28-May-19	8916293	DPRK	1,150.00	2,846.25	4,312.50	7,762.50
Chongjin	Sam Ma 2	30-May-19	8106496	DPRK	1,731.00	4,284.23	6,491.25	11,684.25
Nampo	Chon Ma San	31-May-19	8660313	DPRK	3,565.00	8,820.00	13,368.75	24,063.75
Nampo	Nam San 8	31-May-19	8122347	DPRK	3,150.00	7,796.25	11,812.50	21,262.50
Nampo	Vifine (Tealway FV)	2-Jun-19	9045962	SLE	3,685.00	9,120.38	13,818.75	24,873.75
Nampo	Yu Jong 2	5-Jun-19	8604917	DPRK	1,180.00	2,920.50	4,425.00	7,965.00
Chongjin	Sam Jong 2	6-Jun-19	7408873	DPRK	2,507.00	6,204.83	9,401.25	16,922.25
Nampo	Sen Lin 01	6-Jun-19	8910378	SLE	1,159.00	2,868.53	4,346.25	7,823.25
Nampo	Subblic	8-Jun-19	8126082	TGO	5,989.00	14,822.78	22,458.75	40,425.75
Nampo	Pu Ryong	9-Jun-19	8705539	DPRK	3,279.00	8,115.00	12,296.25	22,133.25
Nampo	Yun Hong 8	10-Jun-19	unknown	unk	2,900.00	7,177.50	10,875.00	19,575.00
Nampo	Hokong	12-Jun-19	9006758	SLE	4,999.00	12,372.53	18,746.25	33,743.25
Nampo	Vifine (Tealway FV)	12-Jun-19	9045962	SLE	3,685.00	9,120.38	13,818.75	24,873.75
Chongjin	Kum Un San	18-Jun-19	8720436	DPRK	2,070.00	5,122.50	7,762.50	13,972.50
Najin	Sam Ma 2	20-Jun-19	8106496	DPRK	1,731.00	4,284.23	6,491.25	11,684.25
Nampo	Chon Ma San	21-Jun-19	8660313	DPRK	3,565.00	8,820.00	13,368.75	24,063.75
Nampo	Ji Song 6	21-Jun-19	8898740	DPRK	1,250.00	3,097.50	4,687.50	8,437.50
Najin	Song Won	21-Jun-19	8613360	DPRK	2,101.00	5,197.50	1,715.18	2,598.75
Nampo	Subblic	26-Jun-19	8126082	TGO	5,989.00	14,822.78	22,458.75	40,425.75
Nampo	Sam Jong 1	27-Jun-19	8405311	DPRK	1,665.00	4,120.88	6,243.75	11,238.75
Nampo	Chon Ma San	28-Jun-19	8660313	DPRK	3,565.00	8,820.00	13,368.75	24,063.75
Kimchaek	Sam Jong 2	2-Jul-19	7408873	DPRK	2,507.00	6,204.83	9,401.25	16,922.25

-7-

Nampo	Subblic	2-Jul-19	8126082	TGO	5,989.00	14,822.78	22,458.75	40,425.75
Hungnam	Sam Ma 2	3-Jul-19	8106496	DPRK	1,731.00	4,284.23	6,491.25	11,684.25
Nampo	Vifine (Tealway FV)	3-Jul-19	9045962	SLE	3,685.00	9,120.38	13,818.75	24,873.75
Nampo	Yun Hong 8	3-Jul-19	unknown	unk	2,900.00	7,177.50	10,875.00	19,575.00
Chongjin	Pu Ryong	5-Jul-19	8705539	DPRK	3,279.00	8,115.00	12,296.25	22,133.25
Nampo	Saebyol	5-Jul-19	8916293	DPRK	1,150.00	2,846.25	4,312.50	7,762.50
Nampo	Sen Lin 01	7-Jul-19	8910378	SLE	1,159.00	2,868.53	4,346.25	7,823.25
Nampo	Subblic	11-Jul-19	8126082	TGO	5,989.00	14,822.78	22,458.75	40,425.75
Nampo	Tianyou	12-Jul-19	8817007	SLE	2,105.00	5,209.88	7,893.75	14,208.75
Nampo	New Regent	13-Jul-19	8312497	PAN	4,999.00	12,372.53	18,746.25	33,743.25
Chongjin	Paek Ma	13-Jul-19	9066978	DPRK	2,250.00	5,568.75	8,437.50	15,187.50
Hungnam	Sam Ma 2	14-Jul-19	8106496	DPRK	1,731.00	4,284.23	6,491.25	11,684.25
Nampo	Hokong	19-Jul-19	9006758	SLE	3,995.00	9,887.63	14,981.25	26,966.25
Wonsan	Kum Un San	18-Jul-19	8720436	DPRK	2,070.00	5,122.50	7,762.50	13,972.50
Nampo	Tong Hung 5	18-Jul-19	8151415	DPRK	600.00	1,500.00	2,250.00	4,050.00
Nampo	Paek Ma	20-Jul-19	9066978	DPRK	2,250.00	5,568.75	8,437.50	15,187.50
Nampo	Sam Jong 1	20-Jul-19	8405311	DPRK	1,665.00	4,120.88	6,243.75	11,238.75
Nampo	Chon Ma San	23-Jul-19	8660313	DPRK	3,565.00	8,820.00	13,368.75	24,063.75
Nampo	Unica	23-Jul-19	8514306	SLE	4,865.00	12,040.88	18,243.75	32,838.75
Wonsan	Ma Du San	24-Jul-19	8021579	DPRK	949.00	2,348.78	3,558.75	6,405.75
Nampo	Nam San 8	25-Jul-19	8122347	DPRK	3,150.00	7,796.25	11,812.50	21,262.50
Nampo	Rye Song Gang 1	26-Jul-19	7389704	DPRK	3,003.00	7,432.50	11,261.25	20,270.25
Nampo	Vifine (Tealway FV)	27-Jul-19	9045962	SLE	3,685.00	9,120.38	13,818.75	24,873.75

-8-

Chongjin	Yu Jong 2	28-Jul-19	8604917	DPRK	1,180.00	2,920.50	4,425.00	7,965.00
Chongjin	Kum Un San	30-Jul-19	8720436	DPRK	2,070.00	5,122.50	7,762.50	13,972.50
Wonsan	Un Pha 2	30-Jul-19	8966535	DPRK	1,205.00	2,985.00	4,518.75	8,133.75
Nampo	Hokong	1-Aug-19	9006758	SLE	3,995.00	9,887.63	14,981.25	26,966.25
Nampo	Bonvoy 3	2-Aug-19	8978784	HND	2,855.00	7,066.13	10,706.25	19,271.25
Nampo	Chong Ryong San	2-Aug-19	unknown	DPRK	1,590.00	3,935.25	5,962.50	10,732.50
Wonsan	Paek Ma	2-Aug-19	9066978	DPRK	2,250.00	5,568.75	8,437.50	15,187.50
Nampo	Sam Jong 2	2-Aug-19	7408873	DPRK	2,507.00	6,204.83	9,401.25	16,922.25
Nampo	Yu Phyong 5	2-Aug-19	8605026	DPRK	1,966.00	4,867.50	7,372.50	13,270.50
Nampo	Subblic	8-Aug-19	8126082	TGO	5,989.00	14,822.78	22,458.75	40,425.75
Nampo	Unica	8-Aug-19	8514306	SLE	4,865.00	12,040.88	18,243.75	32,838.75
Chongjin	Sam Ma 2	13-Aug-19	8106496	DPRK	1,731.00	4,284.23	6,491.25	11,684.25
Nampo	Myong Ryu 1	14-Aug-19	8532413	DPRK	817.00	2,025.00	3,063.75	5,514.75
Wonsan	Kum Un San	15-Aug-19	8720436	DPRK	2,070.00	5,122.50	7,762.50	13,972.50
Chongjin	Paek Ma	15-Aug-19	9066978	DPRK	2,250.00	5,568.75	8,437.50	15,187.50
Chongjin	Yu Jong 2	15-Aug-19	8604917	DPRK	1,180.00	2,920.50	4,425.00	7,965.00
Nampo	Chon Ma San	19-Aug-19	8660313	DPRK	3,565.00	8,820.00	13,368.75	24,063.75
Nampo	Yun Hong 8	20-Aug-19	unknown	unk	2,900.00	7,177.50	10,875.00	19,575.00
Nampo	Unica	20-Aug-19	8514306	SLE	4,865.00	12,040.88	18,243.75	32,838.75
Nampo	Nam San 8	20-Aug-19	8122347	DPRK	3,150.00	7,796.25	11,812.50	21,262.50
Nampo	Saebyol	21-Aug-19	8916293	DPRK	1,150.00	2,846.25	4,312.50	7,762.50
Chongjin	An San 1	22-Aug-19	7303803	DPRK	3,003.00	7,432.43	11,261.25	20,270.25
Hungnam	Subblic	24-Aug-19	8126082	TGO	5,989.00	14,822.78	22,458.75	40,425.75
Songnim	Chil Bo San	26-Aug-19	8711021	DPRK	1,999.00	4,947.53	7,496.25	13,493.25

-9-

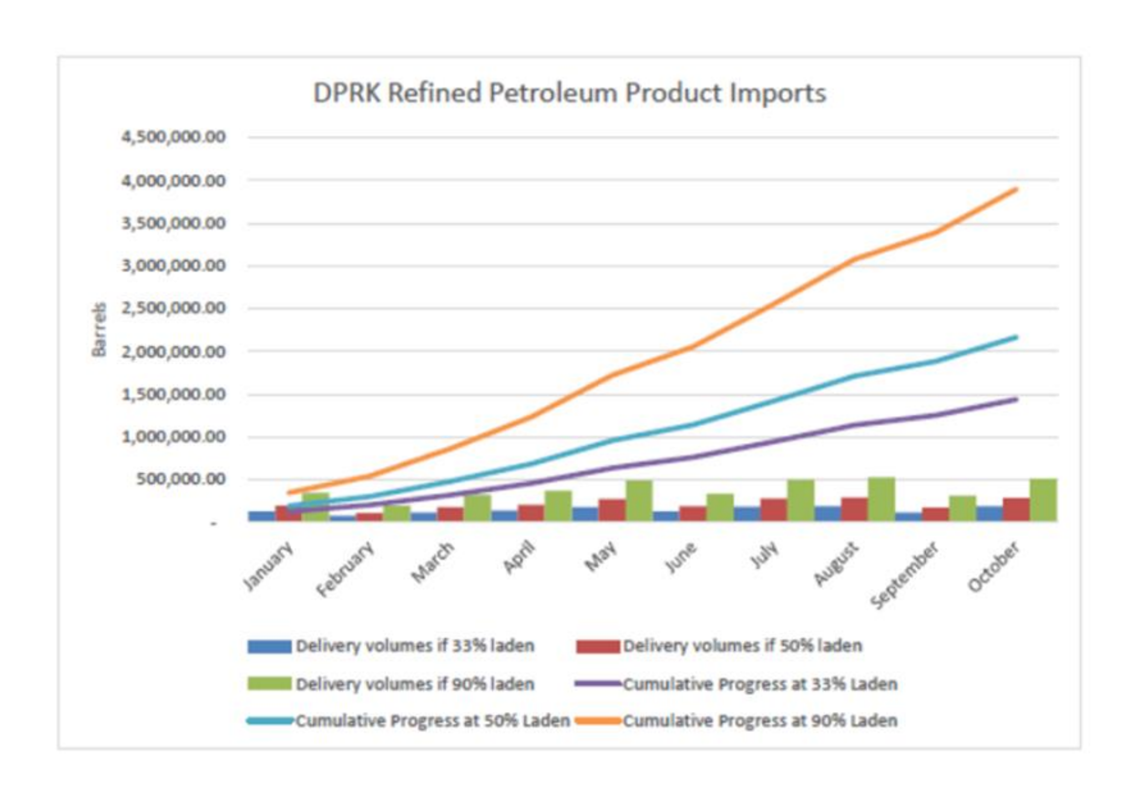
Nampo	Kum Jin Gang 2	26-Aug-19	unknown	DPRK	2,114.00	5,232.15	7,927.50	14,269.50
Nampo	Saebyol	26-Aug-19	8916293	DPRK	1,150.00	2,846.25	4,312.50	7,762.50
Nampo	Sam Jong 1	26-Aug-19	8405311	DPRK	1,665.00	4,120.88	6,243.75	11,238.75
Chongjin	Sam Jong 2	26-Aug-19	7408873	DPRK	2,507.00	6,204.83	9,401.25	16,922.25
Nampo	Nam San 8	27-Aug-19	8122347	DPRK	3,150.00	7,796.25	11,812.50	21,262.50
Nampo	Hokong	29-Aug-19	9006758	SLE	3,995.00	9,887.63	14,981.25	26,966.25
Nampo	Paek Ma	31-Aug-19	9066978	DPRK	2,250.00	5,568.75	8,437.50	15,187.50
Nampo	Unica	5-Sep-19	8514306	SLE	4,865.00	12,040.88	18,243.75	32,838.75
Nampo	Chon Ma San	8-Sep-19	8660313	DPRK	3,565.00	8,820.00	13,368.75	24,063.75
Nampo	Saebyol	14-Sep-19	8916293	DPRK	1,150.00	2,846.25	4,312.50	7,762.50
Nampo	Subblic	14-Sep-19	8126082	TGO	5,989.00	14,822.78	22,458.75	40,425.75
Nampo	Tianyou	14-Sep-19	8817007	SLE	2,105.00	5,209.88	7,893.75	14,208.75
Nampo	Myong Ryu 1	15-Sep-19	8532413	DPRK	817.00	2,025.00	3,063.75	5,514.75
Nampo	Bonvoy 3	16-Sep-19	8978784	HND	2,855.00	7,066.13	10,706.25	19,271.25
Nampo	Hokong	19-Sep-19	9006758	SLE	3,995.00	9,887.63	14,981.25	26,966.25
Hungnam	Kum Un San 2	19-Sep-19	unknown	DPRK	558.00	1,381.05	2,092.50	3,766.50
Nampo	Sam Jong 1	21-Sep-19	8405311	DPRK	1,665.00	4,120.88	6,243.75	11,238.75
Wonsan	Kum Un San 2	23-Sep-19	unknown	DPRK	558.00	1,381.05	2,092.50	3,766.50
Chongjin	Kum Un San	25-Sep-19	8720436	DPRK	2,070.00	5,122.50	7,762.50	13,972.50
Nampo	Paek Ma	25-Sep-19	9066978	DPRK	2,250.00	5,568.75	8,437.50	15,187.50
Nampo	Saebyol	25-Sep-19	8916293	DPRK	1,150.00	2,846.25	4,312.50	7,762.50
Najin	Song Won	27-Sep-19	8613360	DPRK	2,101.00	5,197.50	7,878.75	14,181.75
Nampo	Kum Jing Gang 3	27-Sep-19	8791667	DPRK	4,983.00	12,330.00	18,686.25	33,635.25
Chongjin	Kum Un San	30-Sep-19	8720436	DPRK	2,070.00	5,122.50	7,762.50	13,972.50

-10-

Chongjin	Pu Ryong	30-Sep-19	8705539	DPRK	3,279.00	8,115.00	12,296.25	22,133.25
Kimchaek	Sam Jong 2	1-Oct-19	7408873	DPRK	2,507.00	6,204.83	9,401.25	16,922.25
Chongjin	Chon Ma San	2-Oct-19	8660313	DPRK	3,565.00	8,820.00	13,368.75	24,063.75
Nampo	Yun Hong 8	2-Oct-19	unknown	unk	2,900.00	7,177.50	10,875.00	19,575.00
Nampo	Subblic	3-Oct-19	8126082	TGO	5,989.00	14,822.78	22,458.75	40,425.75
Nampo	Myong Ryu 1	7-Oct-19	8532413	DPRK	817.00	2,025.00	3,063.75	5,514.75
Nampo	Tianyou	7-Oct-19	8817007	SLE	2,105.00	5,209.88	7,893.75	14,208.75
Nampo	Yun Hong 8	7-Oct-19	unknown	unk	2,900.00	7,177.50	10,875.00	19,575.00
Nampo	Chong Ryong San	11-Oct-19	unknown	DPRK	1,590.00	3,935.25	5,962.50	10,732.50
Nampo	Hokong	11-Oct-19	9006758	SLE	3,995.00	9,887.63	14,981.25	26,966.25
Nampo	Unica	11-Oct-19	8514306	SLE	4,865.00	12,040.88	18,243.75	32,838.75
Nampo	Yu Phyong 5	11-Oct-19	8605026	DPRK	1,966.00	4,867.50	7,372.50	13,270.50
Nampo	Ji Song 6	12-Oct-19	8898740	DPRK	1,250.00	3,097.50	4,687.50	8,437.50
Chongjin	Paek Ma	12-Oct-19	9066978	DPRK	2,250.00	5,568.75	8,437.50	15,187.50
Nampo	An San 1	13-Oct-19	7303803	DPRK	3,003.00	7,432.43	11,261.25	20,270.25
Nampo	Subblic	13-Oct-19	8126082	TGO	5,989.00	14,822.78	22,458.75	40,425.75
Nampo	Saebyol	17-Oct-19	8916293	DPRK	1,150.00	2,846.25	4,312.50	7,762.50
Munchon Up	Paek Ma	20-Oct-19	9066978	DPRK	2,250.00	5,568.75	8,437.50	15,187.50
Nampo	Yu Phyong 5	23-Oct-19	8605026	DPRK	1,966.00	4,867.50	7,372.50	13,270.50
Chongjin	Chil Bo San	24-Oct-19	8711021	DPRK	1,999.00	4,947.53	7,496.25	13,493.25
Wonsan	Kum Un San	24-Oct-19	8720436	DPRK	2,070.00	5,122.50	7,762.50	13,972.50
Nampo	Diamond 8	27-Oct-19	9132612	SLE	9,273.00	22,950.68	34,773.75	62,592.75
Nampo	Yun Hong 8	29-Oct-19	unknown	unk	2,900.00	7,177.50	10,875.00	19,575.00
Nampo	Subblic	31-Oct-19	8126082	TGO	5,989.00	14,822.78	22,458.75	40,425.75

-11-

Nampo	Tianyou	31-Oct-19	8817007	SLE	2,105.00	5,209.88	7,893.75	14,208.75
Totals	**Totals (Barrels)**					**1,436,411.55**	**2,164,112.85**	**3,894,426.00**



- To emphasize the impact that the foreign flagged vessel deliveries are having on the DPRK's import volumes, we are isolating those deliveries into an independent table. As the table demonstrates, these deliveries began to gain pace in the late spring (May/June), and, as an isolated source of imports also breach the cap in all three projected volume scenarios. Between January 1 and October 31, foreign flagged tankers made 64 deliveries comprising between 560,000 and 1.531 million barrels of refined petroleum products to the DPRK.

-12-

Port	Ship Name	Arrival Date	IMO	Last Known Flag	Dead Weight Tonnage	Delivery Volume if 33% Laden (BBL)	Delivery Volume if 50% Laden	Delivery Volume if 90% Laden
Nampo	Sen Lin 01	1-Jan-19	8910378	SLE	1,159.00	2,865.00	4,346.25	7,823.25
Nampo	Sen Lin 01	12-Jan-19	8910378	SLE	1,159.00	2,865.00	4,346.25	7,823.25
Nampo	Sen Lin 01	18-Jan-19	8910378	SLE	1,159.00	2,865.00	4,346.25	7,823.25
Nampo	Yun Hong 8	18-Feb-19	unknown	unk	2,900.00	7,177.50	10,875.00	19,575.00
Nampo	Sen Lin 01	22-Feb-19	8910378	SLE	1,159.00	2,865.00	4,346.25	7,823.25
Nampo	Yun Hong 8	23-Feb-19	unknown	unk	2,900.00	7,177.50	10,875.00	19,575.00
Nampo	Viet Tin 01	25-Feb-19	8508838	VNM	5,453.00	13,496.18	20,448.75	36,807.75
Nampo	Sen Lin 01	6-Mar-19	8910378	SLE	1,159.00	2,865.00	4,346.25	7,823.25
Nampo	Sen Lin 01	11-Mar-19	8910378	SLE	1,159.00	2,865.00	4,346.25	7,823.25
Nampo	Sen Lin 01	23-Mar-19	8910378	SLE	1,159.00	2,865.00	4,346.25	7,823.25
Nampo	New Regent	29-Mar-19	8312497	PAN	4,999.00	12,372.53	18,746.25	33,743.25
Nampo	Sen Lin 01	6-Apr-19	8910378	SLE	1,159.00	2,865.00	4,346.25	7,823.25
Nampo	New Regent	10-Apr-19	8312497	PAN	4,999.00	12,372.53	18,746.25	33,743.25
Nampo	Yun Hong 8	15-Apr-19	unknown	unk	2,900.00	7,177.50	10,875.00	19,575.00
Nampo	Sen Lin 01	17-Apr-19	8910378	SLE	1,159.00	2,865.00	4,346.25	7,823.25
Nampo	Sen Lin 01	23-Apr-19	8910378	SLE	1,159.00	2,865.00	4,346.25	7,823.25
Nampo	Yun Hong 8	5-May-19	unknown	unk	2,900.00	7,177.50	10,875.00	19,575.00
Nampo	Sen Lin 01	6-May-19	8910378	SLE	1,159.00	2,865.00	4,346.25	7,823.25
Nampo	Sen Lin 01	10-May-19	8910378	SLE	1,159.00	2,865.00	4,346.25	7,823.25
Nampo	Hokong	14-May-19	9006758	SLE	3,995.00	9,887.63	14,981.25	26,966.25
Nampo	New Regent	15-May-19	8312497	PAN	4,999.00	12,372.53	18,746.25	33,743.25

-13-

Nampo	Sen Lin 01	15-May-19	8910378	SLE	1,159.00	2,868.53	4,346.25	7,823.25
Nampo	Vifine (Tealway FV)	16-May-19	9045962	SLE	3,685.00	9,120.38	13,818.75	24,873.75
Nampo	Vifine (Tealway FV)	1-Jun-19	9045962	SLE	3,685.00	9,120.38	13,818.75	24,873.75
Nampo	Sen Lin 01	6-Jun-19	8910378	SLE	1,159.00	2,868.53	4,346.25	7,823.25
Nampo	Subblic	8-Jun-19	8126082	TGO	5,989.00	14,822.78	22,458.75	40,425.75
Nampo	Yun Hong 8	10-Jun-19	unknown	unk	2,900.00	7,177.50	10,875.00	19,575.00
Nampo	Hokong	12-Jun-19	9006758	SLE	4,999.00	12,372.53	18,746.25	33,743.25
Nampo	Vifine (Tealway FV)	12-Jun-19	9045962	SLE	3,685.00	9,120.38	13,818.75	24,873.75
Nampo	Subblic	26-Jun-19	8126082	TGO	5,989.00	14,822.78	22,458.75	40,425.75
Nampo	Subblic	2-Jul-19	8126082	TGO	5,989.00	14,822.78	22,458.75	40,425.75
Nampo	Vifine (Tealway FV)	3-Jul-19	9045962	SLE	3,685.00	9,120.38	13,818.75	24,873.75
Nampo	Yun Hong 8	3-Jul-19	unknown	unk	2,900.00	7,177.50	10,875.00	19,575.00
Nampo	Sen Lin 01	7-Jul-19	8910378	SLE	1,159.00	2,868.53	4,346.25	7,823.25
Nampo	Subblic	11-Jul-19	8126082	TGO	5,989.00	14,822.78	22,458.75	40,425.75
Nampo	Tianyou	12-Jul-19	8817007	SLE	2,105.00	5,209.88	7,893.75	14,208.75
Nampo	New Regent	13-Jul-19	8312497	PAN	4,999.00	12,372.53	18,746.25	33,743.25
Nampo	Hokong	19-Jul-19	9006758	SLE	3,995.00	9,887.63	14,981.25	26,966.25
Nampo	Unica	23-Jul-19	8514306	SLE	4,865.00	12,040.88	18,243.75	32,838.75
Nampo	Vifine (Tealway FV)	27-Jul-19	9045962	SLE	3,685.00	9,120.38	13,818.75	24,873.75
Nampo	Hokong	1-Aug-19	9006758	SLE	3,995.00	9,887.63	14,981.25	26,966.25
Nampo	Bonvoy 3	2-Aug-19	8978784	HND	2,855.00	7,066.13	10,706.25	19,271.25
Nampo	Unica	8-Aug-19	8514306	SLE	4,865.00	12,040.88	18,243.75	32,838.75

-14-

Nampo	Subblic	8-Aug-19	8126082	TGO	5,989.00	14,822.78	22,458.75	40,425.75
Nampo	Yun Hong 8	20-Aug-19	unknown	unk	2,900.00	7,177.50	10,875.00	19,575.00
Nampo	Unica	20-Aug-19	8514306	SLE	4,865.00	12,040.88	18,243.75	32,838.75
Hungnam	Subblic	24-Aug-19	8126082	TGO	5,989.00	14,822.78	22,458.75	40,425.75
Nampo	Hokong	29-Aug-19	9006758	SLE	3,995.00	9,887.63	14,981.25	26,966.25
Nampo	Unica	5-Sep-19	8514306	SLE	4,865.00	12,040.88	18,243.75	32,838.75
Nampo	Tianyou	14-Sep-19	8817007	SLE	2,105.00	5,209.88	7,893.75	14,208.75
Nampo	Subblic	14-Sep-19	8126082	TGO	5,989.00	14,822.78	22,458.75	40,425.75
Nampo	Bonvoy 3	16-Sep-19	8978784	HND	2,855.00	7,066.13	10,706.25	19,271.25
Nampo	Hokong	19-Sep-19	9006758	SLE	3,995.00	9,887.63	14,981.25	26,966.25
Nampo	Yun Hong 8	2-Oct-19	unknown	unk	2,900.00	7,177.50	10,875.00	19,575.00
Nampo	Subblic	3-Oct-19	8126082	TGO	5,989.00	14,822.78	22,458.75	40,425.75
Nampo	Tianyou	7-Oct-19	8817007	SLE	2,105.00	5,209.88	7,893.75	14,208.75
Nampo	Yun Hong 8	7-Oct-19	unknown	unk	2,900.00	7,177.50	10,875.00	19,575.00
Nampo	Hokong	11-Oct-19	9006758	SLE	3,995.00	9,887.63	14,981.25	26,966.25
Nampo	Unica	11-Oct-19	8514306	SLE	4,865.00	12,040.88	18,243.75	32,838.75
Nampo	Subblic	13-Oct-19	8126082	TGO	5,989.00	14,822.78	22,458.75	40,425.75
Nampo	Diamond 8	27-Oct-19	9132612	SLE	9,273.00	22,950.68	34,773.75	62,592.75
Nampo	Yun Hong 8	29-Oct-19	unknown	unk	2,900.00	7,177.50	10,875.00	19,575.00
Nampo	Tianyou	31-Oct-19	8817007	SLE	2,105.00	5,209.88	7,893.75	14,208.75
Nampo	Subblic	31-Oct-19	8126082	TGO	5,989.00	14,822.78	22,458.75	40,425.75
Totals	**Totals (Barrels)**					**561,401.55**	**850,672.50**	**1,531,210.50**

Annex 2: Communication dated 5 December 2019 from the Executive Director of Sierra Leone Maritime Administration addressed to the Chair of the Committee

Sierra Leone presents its compliments to the chair of the Security Council Committee established pursuant to resolution 1718 (2006) and, in accordance with paragraph 5 of Security Council resolution 2397 (2017), has the honor to communicate the following:

For the period 1 January 2019 to 31 August 2019, exports of refined petroleum products to the Democratic People's Republic of Korea in accordance with paragraph 5 of Security Council resolution 2397 (2017) by vessels flagged by Sierra Leone totaled 176,493.08 barrels:

- The supply of 2,865 barrels by the Sierra Leone-flagged SEN LIN 01 (IMO 8910378) to Nampo, DPRK on January 12, 2019.

- The supply of 2,865 barrels by the Sierra Leone-flagged SEN LIN 01 to Nampo, DPRK on January 18, 2019.

- The supply of 2,865 barrels by the Sierra Leone-flagged SEN LIN 01 to Nampo, DPRK on February 22, 2019.

- The supply of 2,865 barrels by the Sierra Leone-flagged SEN LIN 01 to Nampo, DPRK on March 6, 2019.

- The supply of 2,865 barrels by the Sierra Leone-flagged SEN LIN 01 to Nampo, DPRK on March 11, 2019.

- The supply of 2,865 barrels by the Sierra Leone-flagged SEN LIN 01 to Nampo, DPRK on March 23, 2019.

- The supply of 2,865 barrels by the Sierra Leone-flagged SEN LIN 01 to Nampo, DPRK on April 6, 2019.

- The supply of 2,865 barrels by the Sierra Leone-flagged SEN LIN 01 to Nampo, DPRK on April 17, 2019.

- The supply of 2,865 barrels by the Sierra Leone-flagged SEN LIN 01 to Nampo, DPRK on April 23, 2019.

- The supply of 2,865 barrels by the Sierra Leone-flagged SEN LIN 01 to Nampo, DPRK on May 6, 2019.

- The supply of 2,865 barrels by the Sierra Leone-flagged SEN LIN 01 to Nampo, DPRK on May 10, 2019.

- The supply of 9,887.63 barrels by the Sierra Leone-flagged HOKONG (IMO: 9006758) to Nampo, DPRK on May 14, 2019.

- The supply of 2,865 barrels by the Sierra Leone-flagged SEN LIN 01 to Nampo, DPRK on May 15, 2019.

- The supply of 9,120.38 barrels by the Sierra Leone-flagged VIFINE (IMO 9045932) to Nampo, DPRK on May 16, 2019.

- The supply of 9,120.38 barrels by the Sierra Leone-flagged VIFINE to Nampo, DPRK on June 2, 2019.

- The supply of 2,865 barrels by the Sierra Leone-flagged SEN LIN 01 to Nampo, DPRK on June 6, 2019.

- The supply of 9,887.63 barrels by the Sierra Leone-flagged HOKONG to Nampo, DPRK on June 12, 2019.

- The supply of 9,120.38 barrels by the Sierra Leone-flagged VIFINE to Nampo, DPRK on June 12, 2019.

- The supply of 9,120.38 barrels by the Sierra Leone-flagged VIFINE to Nampo, DPRK on July 3, 2019.

- The supply of 2,865 barrels by the Sierra Leone-flagged SEN LIN 01 to Nampo, DPRK on July 7, 2019.

- The supply of 5,209.88 barrels by the Sierra Leone-flagged TIANYOU (IMO: 8817007) to Nampo, DPRK on July 12, 2019.

- The supply of 5,209.88 barrels by the Sierra Leone-flagged HOKONG to Nampo, DPRK on July 19, 2019.

- The supply of 12,040.88 barrels by the Sierra Leone-flagged UNICA (IMO: 8514306) to Nampo, DPRK on July 23, 2019.

- The supply of 9,120.38 barrels by the Sierra Leone-flagged VIFINE to Nampo, DPRK on July 27, 2019.

- The supply of 12,040.88 barrels by the Sierra Leone-flagged UNICA to Nampo, DPRK on August 8, 2019.

- The supply of 12,040.88 barrels by the Sierra Leone-flagged UNICA to Nampo, DPRK on August 20, 2019.

- The supply of 9,887.63 barrels by the Sierra Leone-flagged HOKONG to Nampo, DPRK on July 19, 2019.

Sierra Leone will share any additional information it receives regarding the above exports with the Committee.

Sierra Leone takes this opportunity to convey to the Chair of the Security Council Committee established pursuant to resolution 1718 (2006) the renewed assurances of its highest consideration.

....

Executive Director
Sierra Leone Maritime Administration

Signed in Freetown, on 5th December 2019

Source: Member State

Annex 3: Vessel profiles

Vessel owners, operators and managers

Several vessels involved in direct deliveries to the Democratic People's Republic of Korea share similar corporate ownership and management profiles. The companies involved generally have a single shareholder and frequently change directors. Several of these companies were dissolved within a year or two of being registered. In several cases, the vessels' companies can be traced back to common corporate registry companies in Hong Kong, China. In several cases, the vessels were transferred to new owners and operators a few months before the vessels first conduct of sanctionable activities.

Vessel profiles

Many of the foreign-flagged vessels engaged in sanctionable activity share similar profiles. This consists of coastal, product and general-purpose tankers that operate within waters in East Asia and Southeast Asia. The vessels have a deadweight tonnage range of between 1,000 and 10,000 tons. They are generally older ships that score poorly in port state control safety inspections or have not had recent inspections. They have been insured or reinsured by protection and indemnity companies registered in Europe, North America and East Asia and in several cases were recorded on maritime databases with unknown or not updated insurance information. They have been classed by classification societies registered in Europe, North America and East Asia. These vessels have a recorded history of significant gaps in their AIS transmissions.

Source: The Panel

Annex 4: Bill of Sale of previously Sierra Leone-flagged *Tianyou* (IMO: 8817007) that conducted direct deliveries to Nampo between July and October 2019



Prescribed by the Commissioners of Customs & Excise with the consent of the Secretary of State for Trade and Industry

Form No. 10A

X.S. 79A

BILL OF SALE (Body Corporate)

IMO Number	Name of Ship	Official Number, year and port of registry	Whether a sailing, steam or motor ship	Horse power of engines (if any)
8817007	TIAN YOU	SLR10669, Built 1988, Freetown	Motor ship	1330KW

	Meters	Centimetres	GRT	NRT
Length	69	81	1009	577
Breadth	12	00		
Depth	5	55		

And as described in more detail in the Certificate of the Surveyor and the Register Book.

We, TIAN YOU SHIPPING LIMITED (hereinafter called "the Transferors") having our principal place of business at UNIT 04,7F BRIGHT WAY TOWER 3 MONGKOK ROAD, KOWLOON HONG KONG in consideration of the sum of **USD 200,000.00** (USD one dollar) or other good and valuable consideration paid to us by [redacted] Hong Kong (hereinafter called "the Transferee(s)") the receipt whereof is hereby acknowledged, transfer ALL (100%) shares in the Ship above particularly described, and in her boats and appurtenances, to the said Transferee(s).

Further, we, the said transferors for ourselves and our successors covenant with the said Transferee(s) and their assigns, that we have power to transfer in manner aforesaid the premises hereinbefore expressed to be transferred, and that the same are free from ANY ENCUMBRANCES, ALL MORTGAGES, ENCUMBRANCES, MARITIME LIENS, CLAIMS, CHARTERS, TAXES AND ANY OTHER DEBTS WHATSOEVER.

In witness whereof we have executed this Bill of Sale on 10th May 2019.

For and on Behalf of
TIAN YOU SHIPPING LIMITED

For and on behalf of
Tian [redacted] g Limited
天佑[redacted]限公司

Name: [redacted]
Title: Representative Director
Authorized Signature(s)

(a) Insert title in FULL of the Body Corporate, (b) Insert name and address in full and description of transferee or transferees. (c) Insert "his", "her", or "their".
(d) If there be any subsisting Mortgage, or outstanding Certificate of Mortgage or Sale, add "save as appears by the Registry of the said Ship".
(e) Description of Witnesses : Directors, Secretary, etc. (as the case may be).

NOTE:- A purchaser of a registered British Vessel does not obtain a complete title until the Bill of Sale has been recorded at the Port of Registry of the ship; and neglect of this precaution may entail serious consequences.

NOTE:- Registered Owners or Mortgages are reminded of the importance of keeping the Registrar of British Ships informed of any change of residence on their port.

Sec. F. 2058 (Oct 1971)

1548-934992-12M-7/72-817-NP

Source: The Panel

Annex 5: Bill of Sale of designated *New Regent* (IMO: 8312497) that conducted direct deliveries to Nampo between March and July 2019

Prescribed by the Commissioners of Custom & Excise with the consent of the Secretary of State for Trades

Form No. 10a

X.S. 79

BILL OF SALE (Body Corporate)

IMO Number/Official Number	Name of Ship	Year and Port of Registry	Whether a Sailing, Steam or Motor Ship	Horse Power of Engines, (if any)
8312497/46483-15	New Regent	1983, Panama	Motor Ship	3253.35 HP

	METERS		Number of Tons (Where dual tonnages are assigned the higher of these should be stated)	
			Gross	Register
Length	96	00	2998	1600
Main breadth	15	00		
Depth	7	80		

and as described in more detail in the Certificate of the Surveyor and the Register Book

We, (a) **Mega Glory Holdings Limited** having our registered office at 3rd Floor J & C Building, P.O. Box 933, Road Town, Tortola VG1110, British Virgin Islands (hereinafter called "the Transferors") in consideration of the sum of United States Dollars One (US$1) paid to us by (b) **Fullberg Trading Develop Limited** having our registered office at 3rd Floor, Room 2A, Cheong Sun Tower, 116-118 Wing Lok Street, Sheung Wan, Western District, Hong Kong Island (hereinafter called "the Transferees") the receipt whereof is hereby acknowledged, transfer ALL (100%) of the shares in the Ship above particularly described, and in her boats, and appurtenances, to the said Transferees.

Further, we, the said Transferors for ourselves and our successors covenant with the said Transferees and (c) their assigns, that we have the power to transfer in the manner aforesaid the premises hereinbefore expressed to be transferred, and that the same are free from (d) encumbrances and maritime liens and any other debts or claims whatsoever.

In witness whereof we have caused this Bill of Sale to be executed on 05th April 2018.

Signed and delivered by [redacted] as Attorney-In-Fact for and on behalf of Mega Glory Holdings Limited

[redacted]

By: [redacted]

Attorney-In-Fact [redacted] 05 APR 2018 [redacted]

(a) Name in full of the Body Corporate (b) full name(s) and addresses of transferee(s) with their description in the case of individuals, and adding "as join owners" where such is the case (c) "his", "their" or "its". (d) if any subsisting encumbrance add "save as appears by the registry of the said ship". (e) Signatures and description of witnesses, i.e. Director, Secretary, etc (as the case may be).

NOTE –A purchaser of a registered British Vessel does not obtain a complete title until the Bill of Sale has been recorded at the Port of Registry of the ship: and neglect of this precaution may entail serious consequences

NOTE –Registered Owners or Mortgagees are reminded of the importance of keeping the Registrar of British ships informed of any change of residence on their part.

S4544 (23046) Dd.8095571 20m4/80 G,W.B.ltd Gp810 F.2058 (August 1975)

Source: The Panel

Annex 6: Sample of compliance documentation provided to the Panel by supplier vessel-A

[redacted] transferred ①MGO ②1,150 MT to Order NO. 6099 (③Vessel Name : Yun Hong 8) at 1635LT

1) Bunker Delivery Receipt of Order No.6099

BUNKER DELIVERY RECEIPT (BDR)

油類供給受領証

BDR No. 7

Order No. (订单序号)	:	6099
Tanker's Name 供油船名	:	[redacted]
Delivery Location 供油場所	:	30-46.0 N / 124-33.0 E

Bunkering Date 供油日期	31 Aug. 2019
Commenced Pumping 开始	14:50 (GMT+08)
Completed Pumping 結束	16:35 (GMT+08)

Gauge Before (供前測量)	K/Liter	0.00
Gauge After (供油后测量)	K/Liter	1380.000
Quantity Gross Supplied (供給总量)	M/Tons	1150.000

② Quantity: 1,150 MT

Product Name (名称)	MGO(海上輕油)

③ Proudct: MGO (Marine Gasoil)

Receiver's Confirmation (受油船確認)

The supplier warrants that the product will not be traded directly or indirectly with or to any nation, vessel (ex. OFAC's specially designated vessels or North Korea vessels etc.), entity or destination prohibited by the United Nations and illegal transactions of product such as smuggling trade

[illegible]

Order No. (订单序号)	:	6099
SHIP'S NAME (船名)	:	YUN HONG 8
Signature (签名)	:	[signature]

① Vessel name: YUN HONG 8

Master or Chief Engineer

船長或輪機長

Supplier's Confirmation (供油船確認)

[redacted]

Full Name & Rank (姓名/位置)	:	[redacted]
Signature (签名)	:	

Master or Chief Officer

船長或一等航海士

Remarks:

[redacted] received pledge about UN Sanctions and confirmed final destination of Order No.6099 (Yun Hong 8) which is Shandong, China.

1) The pledge of "Yun Hong 8"

The buyer warrants that the product will not traded directly or indirectly with or to any nation, vessel, entity or destination prohibited by the united antions and illega l transactions of product, such as smuggling trade.

誓约书

买方不允许产品直接地或间接地买卖到任何被联合国禁止的国家、船舶(比如美国指定惩罚船舶或者北朝鲜船舶)、地区或者目的地，并且如何非法的贸易。

船名 YUN HONG 8

Vessel name : YUN-HONG 8

船舶国籍：中国

Nationality : China

签名：

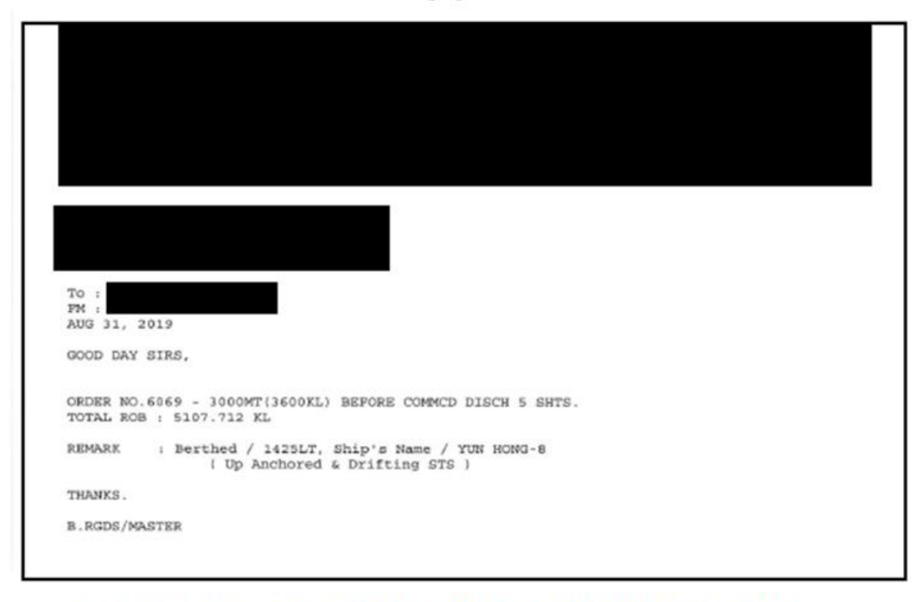
Signature :

目的地：山东半岛渔船作业

Destination : Discharging to Fishing boats in Shandong, China

日期： 2019年 08月 31日

1)Communication with vessel before discharging


[redacted]

[redacted]

To : [redacted]
FM :
AUG 31, 2019

GOOD DAY SIRS,

ORDER NO.6069 - 3000MT(3600KL) BEFORE COMMCD DISCH 5 SHTS.
TOTAL ROB : 5107.712 KL

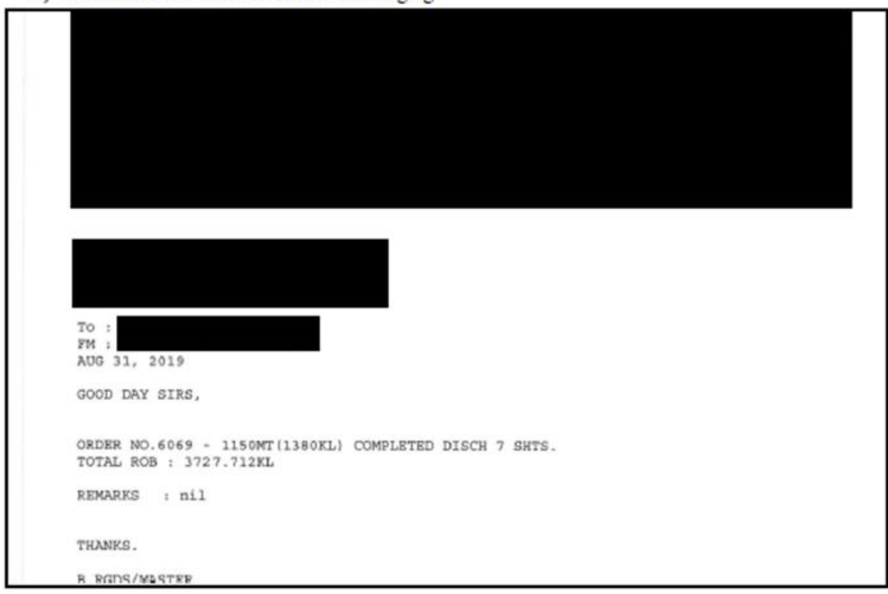
REMARK : Berthed / 1425LT, Ship's Name / YUN HONG-8
(Up Anchored & Drifting STS)

THANKS.

B.RGDS/MASTER

For the ship-to-ship operation with YUN HONG No. 8 and 14: 25LT 31st Aug.2019
The detail of E-mail that reported to the company to check the photo of the ahead, the stern, the top bridge, the pledge of letter and the ship's national certificate

2) Communication with vessel after discharging



[redacted]

To : [redacted]
FM :
AUG 31, 2019

GOOD DAY SIRS,

ORDER NO.6069 - 1150MT(1380KL) COMPLETED DISCH 7 SHTS.
TOTAL ROB : 3727.712KL

REMARKS : nil

THANKS.

B RGDS/MASTER

The commenced discharging at 14: 50LT, the completed discharging at 16: 35LT, and the partner ship's signature on the cargo volume was reported to the company [redacted]

3)Communication with vessel for movement report (anchored)

[redacted]

TO: [redacted]
CC:
FM:
AUG 31, 2019

Re: [redacted] MOVEMENT REPORT / Shifted & Anchoring

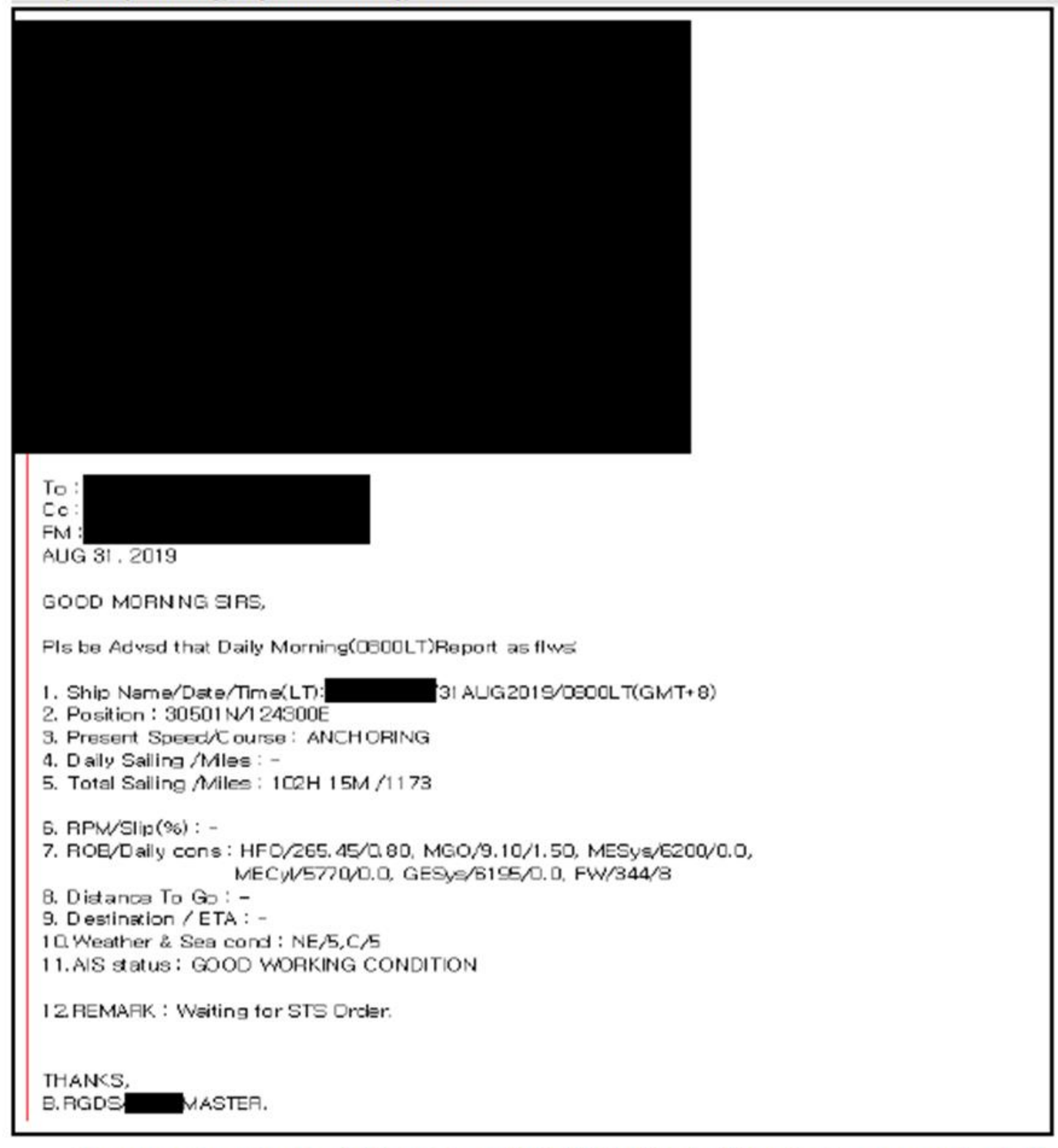
31st AUG 2019
1830LT : S.B.E
1900LT : Dropped Anchor @ 30-45N 124-50E 1920LT : F.W.E & Preparing EQUIP' for Order No.8758/6069/7795.

[redacted]
B.RGDS [redacted] MSTR.

Vessel dropped Anchor at 30-45N 124-50E for next ship-to-ship operation with other vessel after completion of ship-to-ship with YUN HONG 8 and reporting it to the company [redacted]

➔ Never turned off the ship`s AIS

1) Daily Morning Report on 31 Aug. 2019



[redacted]

To : [redacted]
Cc :
FM :
AUG 31 , 2019

GOOD MORNING SIRS,

Pls be Advsd that Daily Morning(0800LT)Report as flws:

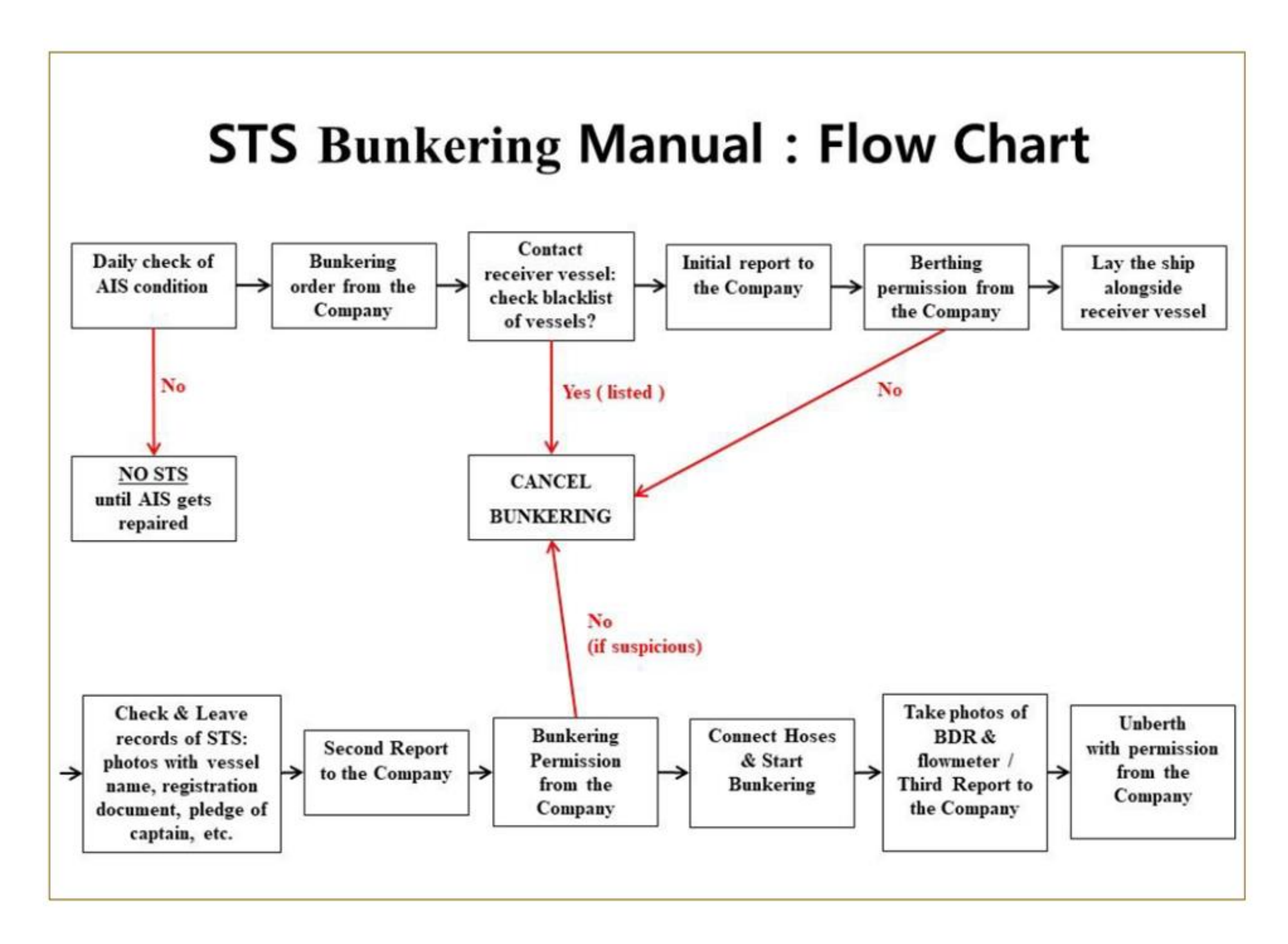
1. Ship Name/Date/Time(LT): [redacted] 31 AUG2019/0800LT(GMT+8)
2. Position : 30501N/124300E
3. Present Speed/Course : ANCHORING
4. Daily Sailing /Miles : -
5. Total Sailing /Miles : 102H 15M /1173

6. RPM/Slip(%) : -
7. ROB/Daily cons : HFO/265.45/0.80, MGO/9.10/1.50, MESys/6200/0.0, MECyl/5770/0.0, GESys/6195/0.0, FW/344/8
8. Distance To Go : -
9. Destination / ETA : -
10.Weather & Sea cond : NE/5,C/5
11.AIS status : GOOD WORKING CONDITION

12.REMARK : Waiting for STS Order.

THANKS,
B.RGDS/ [redacted] MASTER.

Every morning, when the ship's captain sends the Daily Morning Report to the company, he checks the operation of the AIS. On 31st Aug Daily morning report E-MAIL reported to [redacted] as a company on 2019 09: 09LT. AIS is reported to be operating normally



Source: The Panel

Annex 7a: Sample of sales and purchase contract from supplier-vessel B to the *Yun Hong 8*, October 2019

买卖合约书
Sales and Purchase Contract
(CONTRACT REF: NWI-CHT_1910002)

- SELLER 卖方:
[redacted]
- BUYER 买方:
[redacted]

After negotiation, the sales contract is confirmed as follows:

1.	PRODUCT NAME 品名	: GASOIL 500PPM/10PPM SULPHUR
2.	DATE OF DISCHARGING 卸货日期	: 16TH OCT 2019 TO 31ST OCT 2019 (2ND HALF OF OCTOBER) : 2019 年 10 月 16 日至 10 月 31 日 (10 月下半月)
3.	QUANTITY 数量	: 3,000.00 MT, ALLOWING PARTIAL DISCHARGE : 3,000.00 吨, 允许分批卸货
4.	PLACE OF DISCHARGING 卸货地点	: DES WEST PACIFIC : DES 西太平洋
5.	PRICING METHOD	: THE DES WEST PACIFIC PRICE SHALL BE THE AVERAGE OF THE MEAN OF PLATTS QUOTATION FOR "10PPM GASOIL" UNDER THE HEADING 'FOB SINGAPORE' AS PUBLISHED IN PLATTS ASIA PACIFIC/ARAB GULF MARKETSCAN FOR THE MONTH OF OCTOBER, 2019 WITH A PREMIUM OF USD 4.80 PER BBL. THE CONVERSION FACTOR FROM BBL TO MT OF 7.5 SHALL BE APPLIED.
	计价方式	: 船上交货价应为 PLATTS ASIA PACIFIC/ARAB GULF MARKETSCAN 于 2019 年 10 月发布的"新加坡离岸价"标题下"10ppm 柴油"的 PLATTS 每桶平均价+贴水 4.80 美元。以上价格应于 7.5 桶 : 1 吨的转换率为准。
6.	PAYMENT METHOD	: ONE WORKING DAY BEFORE DISCHARGING, THE BUYER SHALL WIRE THE ESTIMATED AMOUNT OF SHIPMENT TO THE BANK ACCOUNT DESIGNATED BY THE SELLER
	付款方式	:卸货前一个工作日,买方需将当船之预估货款电汇至卖方指定银

7. ACCOUNT NAME : [redacted]
(账号名称)
BANK NAME : [redacted]
(银行名称)
SWIFT CODE : [redacted]
BANK ADDRESS :
(银行地址)
USD BANK ACCOUNT NO. : [redacted]
(美金银行账号)

8. QUANTITY CONFIRMATION : BASED ON THE QUANTITY OF MOTHER SHIP OIL GAUGE
数量确认 : 以母船油表数量为依据

9. RISK & TITLE : TITLE TO AND RISKS WITH RESPECT THERETO SHALL PASS TO FROM SELLER TO BUYER WHEN THE PRODUCT PASSES THE FLANGE CONNECTION BETWEEN THE DELIVERY HOSE AND THE PERMANENT HOSE CONNECTION OF THE VESSEL AT THE DISCHARGE LOCATION, AT WHICH POINT OF DELIVERY SELLER'S RESPONSIBILITY SHALL CEASE.
权利及风险 : 当产品在卸货地点通过运输软管和容器永久软管连接之间的法兰连接时，相关的所有权和风险应从卖方转移到买方，此时，卖方的责任应终止。

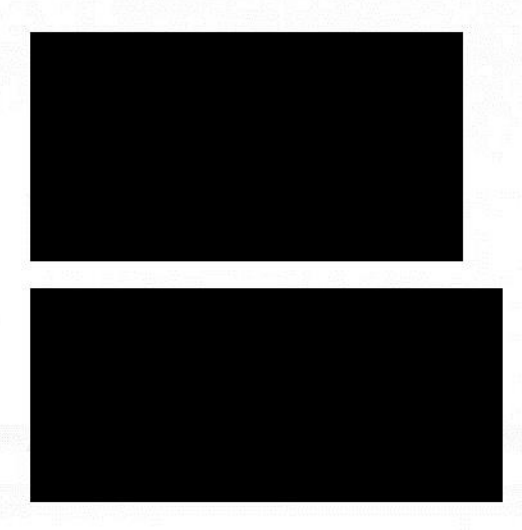
10. BUYER'S CONFIRMATION AND GUARANTEE TERMS
THE PREVIOUS AND NEXT PORT OF THE SHIP DESIGNATED BY THE BUYER FOR DISCHARGING IS NOT WITHIN THE JURISDICTION OR/AND TERRITOTY OF ANY ENTITY OR/AND GOVERNMENT SANCTION (COLLECTIVELY REFERRED TO AS "SANCTIONED JURISDICTION"), THE ENTITY THAT IMPOSED THE SANCTIONS OR/AND THE GOVERNMENT INCLUDES, BUT IS NOT LIMITED TO, THE UN SECURITY COUNCIL AND/OR THE US TRASURY'S OFFICIE OF OVERSEAS ASSET CONTROL; SANCTIONED JURISDICTIONS INCLUDE, BUT ARE NOT LIMITED TO, THE DEMOCRATIC PEOLE'S REPUBLIC OF KOREA, IRAN AND SYRIA.
买方指派用来卸货的船舶的上一个和下一个港口不在受任何实体或/和政府制裁的管辖区或/和领土范围内（统称为"受制裁管辖区"），实施制裁的实体或/和政府包括但不仅限于联合国安全理事会和/或美国财政部海外资产控制办公室；受制裁管辖区包括但不仅限于朝鲜民主主义人民共和国,伊朗和叙利亚。

SHIPS DESIGNATED BY THE BUYER FOR DISCHARGING AND THEIR OWN LESSESS, AGENTS AND RELATED INSURERES (COLLECTIVELY REFERRED TO AS "RELATED PARTIES") ARE NOT SUBJECT TO SANCTIONS AND/OR TRADE RESTRICTIONS ON SHIPS, INDIVIDUALS AND/OR ENTITIES.
买方指派用来卸货的船舶及其船东，承租人，代理，和与此相关的保险商 （统称为"有关方面"）不是受制裁和/或贸易限制的船舶，个人和/或实体。

GOODS SHALL NOT BE UNLOADED IN THE JURISDICTION UNDER SANCTION. GOODS SHALL NOT BE SOLD/TRANSFERRED/DELIVERED TO ANY SANCTIONED ENTITY, AS WELL AS TO SHAREHOLDERS, DIRECTORS, EMPLOYEES, AGENTS, OR ANY OTHER ENTITY ENJOYING COMMON INTERESTS IN OWNERSHIP AND CONTROL OF THE GOODS, WHICH IS NOT A SANCTIONED ENTITY.
货物不得在被制裁的司法辖区卸载，货物不出售/转让/或交付给任何被制裁的实体货物以及货物的股东，董事，雇员，代理，或者其他任何在股权和控制方面享有共同利益的主体不是被制裁的实体。

11. FORCE MAJEURE
EXCEPT IN THE EVENT OF FORCE MAJEURE, SUCH AS FIRE, FLOOD, STRIKE OR MARKET CONTRACTION, THE BUYER AND SELLER SHALL BE LIABLE FOR THE TERMS OF THE CONTRACT.
不可抗力
买卖双方除发生不可抗力事件，诸如火灾、水灾、罢工或市场萎缩，否则都应当承担合同条款的责任。

12. OTHERS
THIS AGREEMENT SHALL BE GOVERNED BY AND CONSTRUED IN ACCORDANCE WITH THE LAWS OF ENGLAND. ALL DISPUTES ARISING IN CONNECTION WITH THIS AGREEMENT SHALL BE FINALLY SETTLED IN LONDON UNDER THE RULES OF CONCILIATION AND ARBIRATION OF THE INTERNATIONAL CHAMBER OF COMMERCE BY ONE OR MORE ARBITRATORS APPOINTED IN ACCORDANCE WITH SUCH RULES. ANY AWARD RESULTING THEREFROM SHALL BE FINAL AND BINDING ON THE PARTIES THERTO.
其它
本协议受英国法律管辖并按照英国法律解释。与本协议有关的所有争议应根据国际商会的调解和仲裁规则，由一名或多名根据该规则指定的仲裁员在伦敦最终解决。由此产生的任何裁决均为最终裁决，对双方均具有约束力。


[redacted]

Source: The Panel

Annex 7b: Falsified Bunker Delivery Receipt for the transfer from supplier vessel-B to the *Yun Hong ‘18’* on 23 October 2019

[redacted] Voyage 02

Bunker Delivery Receipt

Recipient/Vessel :	YUN HONG 18	Flag :	CHINA
Date :	23/10/2019	BDR No :	VOY02-03
Ticket No :	2717	Location :	30°51 124°30
Supplying Tanker :	[redacted]		
Commenced Hrs :	1248	Completed Hrs :	1612

Bunker Product		Gas Oil	Remarks
Quantity	Supplied Qty KLs	2,052.000	
	Supplied Qty MTs	1,710.000	
Density @ 15 Celsius, kg/m3		0.8380	

We hereby declare that the fuel oil supplied is in conformity with regulation 14(1) and 18(1) of the Marpol Annex VI

Who require to stop ?	☐ Tanker ■ Vessel
Did you carry out watching tanker's flowmeter ?	■ Yes ☐ No
Did you observe water content at tanker side ?	■ Yes ☐ No
Did you receive sealed IMO Sample ?	■ Yes ☐ No

BUYER'S DECLARATION NOTICE (买方确认及保证条件)

1. None of my vessel's previous and Next port are in any jurisdictions and /or territories sanctioned by any entity and/or government (collectively, the "sanctioned jurisdictions"), including but not limited the United Nation Security Council but are not limited to, the Democratic People's Republic of Korea, Iran and Syria.

1 买方指派用来装货的船舶的上一个和下一个港口不在受任何实体或/政府制裁的管辖区或/和领土范围（统称为"受制裁管辖区"），实施制裁的实体或/和政府包括但不仅限于联合国安全理事会和/或美国财政部海外资产控制办公室；受制裁管辖区包括但不仅限于朝鲜民主主义人民共和国、伊朗和叙利亚。

2. Each and all of the interested parties are not vessel(s), individuals and/or entities which are the subject of sanctions and or trade restrictions imposed by any of the sanctioned jurisdictions (collectively, "sanctioned entities"), including but not limited to OFAC's specially designated nationals and blocked persons list and/or sectoral sanction identifications list, and/or the United Nations Security council Sanction list.
The cargo presently laden on board the vessel was not loaded out of, nor bound for, any the sanctioned jurisdictions.
The cargo presently laden on board the vessel was not shipped by, nor will any of it be discharged and/or delivered to any sanctioned entities.

2 买方指派用来装货的船舶及其船东、承租人、代理、和与此相关的保险商（统称为"有关方面"）不是受制裁和/或贸易限制的船舶、个人/或实体买方认同货物不得在制裁的司法辖区卸货，货物不得出售/转让/或交付给任何被制裁的实体。货物以及货物的股东、董事、雇员、代理或者其他任何在股权和控制方面享有共同利益的主体不是被制裁的实体。

We certify that the above products were delivered and the measurements are correct.

We confirm receipt of the above products in good condition and quantity are correct

[redacted]

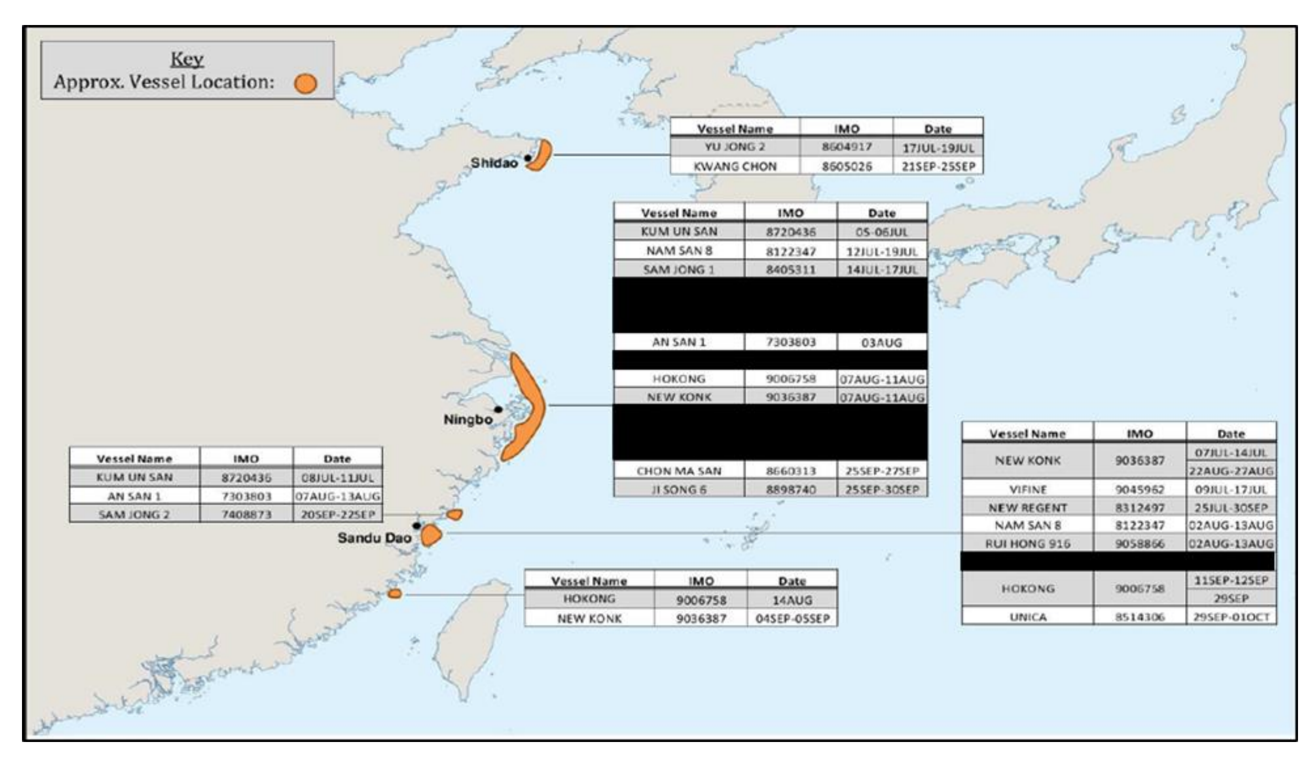
Master of [redacted]

[redacted]

Chief Engineer of

Source: The Panel

Annex 8: Examples of DPRK and suspect vessels' sanctions evasion activities moving into waters near Shidao, Ningbo and Sandu Dao, China, 1 July to 30 September 2019



Source: Member State, The Panel

DPRK Vessels designated by the UN Security Council

Vessel name	IMO number	Dates of entry	Date of designation
An San 1	7303803	3 August 2019 (near Ningbo); 07 August – 13 August 2019 (near Sandu Dao)	30 March 2018
Sam Jong 2	7408873	20 September – 22 September 2019 (near Sandu Dao)	30 March 2018
Yu Jong 2	8604917	17 July – 19 July 2019 (near Shidao)	30 March 2018
Nam San 8	8122347	12 July – 19 July (near Ningbo); 02 August – 13 August 2019 (near Sandu Dao)	30 March 2018
Sam Jong 1	8405311	14 July – 17 July 2019 (near Ningbo)	30 March 2018
Chon Ma San	8660313	25 September – 27 September 2019 (near Ningbo)	30 March 2018
Ji Song 6	8898740	25 September – 30 September 2019 (near Ningbo)	30 March 2018

Kwang Chon aka *Yu Phyong 5*	8605026	21 September – 25 September 2019 (near Shidao)	30 March 2018

Vessel designated by the UN Security Council

Vessel name	IMO number	Dates of entry	Date of designation
New Regent	8312497	25 July – 30 September 2019 (near Sandu Dao)	16 October 2018

Other DPRK Vessels

Vessel Name	IMO number	Dates of entry
Kum Un San	8720436	05 – 06 July 2019 (near Ningbo); 08 July – 11 July 2019 (near Sandu Dao)
Chong Ryong San	[7803389] **-** Recorded as 'unknown' by Member State	24 September – 25 September 2019 (near Ningbo)

Non-DPRK flagged vessels

Vessel Name	IMO Number	Dates of entry	Flag state
Hokong	**9006758**	**07 August – 11 August 2019 (near Ningbo); 14 August (near Sandu Dao); 11 September -12 Septem-ber 2019 (near Sandu Dao); 29 September 2019 (near Sandu Dao)**	**Sierra Leone**
New Konk	**9036387**	**07 July – 14 July 2019 (near Sandu Dao); 07 August – 11 August 2019 (near Ningbo); 22 August – 27 August 2019 (near Sandu Dao); 04 September – 05 Septem-ber 2019 (near Sandu Dao)**	**Sierra Leone**
Vifine	**9045962**	**09 July – 17 July 2019 (near Sandu Dao)**	**Sierra Leone**
Unica	**8514306**	**29 September – 01 October 2019 (near Sandu Dao)**	**Sierra Leone**

Suspicious vessel of unknown name and flag

Vessel	IMO number	Flag	Dates of entry	Flag State
Rui Hong 916	9058866	Unknown	02 August – 13 August 2019 (near Sandu Dao)	Unknown flagged

Source: Member State; *Table*: The Panel

Annex 9: Bill of Sale of then-Sierra Leone-flagged *Rui Hong 916* (IMO: 9058866) that conducted a ship-to-ship transfer with DPRK tanker *Kum Un San* (IMO: 8720436)

Prescribed by the Commissioners of Customs & Excise with the consent of the Secretary of state for Trade and Industry

Form No.10A

BILL OF SALE (Body Corporate)

IMO Number	Name of Ship	Official Number, year and port of Registry	Whether a sailing, steam or motor ship	Horse power of engine (if any)
9058866	TAIYO MARU NO.2	133683,1993, Waki-gun, Okayama-Pref., Japan	Motor Ship	735KW

	Meters	Centimeters	Number of Tons	
			Gross	Net
Length	60	04		
Breadth	10	00	498.00	286
Depth	4	50		

and as described in more detail in the Certificate of the Surveyor and the Register Book.

I , RUIS (HK) MARINE CO., LIMITED (hereinafter called "the Transferors") having our registered office at OFFICE 3A 12/F KAISER CENTRE NO.18 CENTRE STREET SAI YING PUN HK in consideration of the sum of USD 1.00 (United States Dollars One Only) paid to us by [redacted] WANG(hereinafter called "the Transferees") having their registered office at [redacted] FUJIAN PROVINCE P.R.CHINA the receipt whereof is hereby acknowledged transfer all (100%) the shares in the Ship above particularly described, and in her boats and appurtenances, to the said Transferees.

Further, we, the said Transferors for ourselves and our successors covenant with the said Transferees and their assigns, that we have power to transfer in manner aforesaid the premises hereinbefore expressed to be transferred, and that the same are free from all encumbrances, mortgages and maritime liens or any other debts or claims whatsoever.

In witness whereof we have hereunto executed this Bill of Sale on 20 MARCH 2019.

For [redacted]UIS (HK) MARINE CO., LIMITED

By: [redacted]

Na

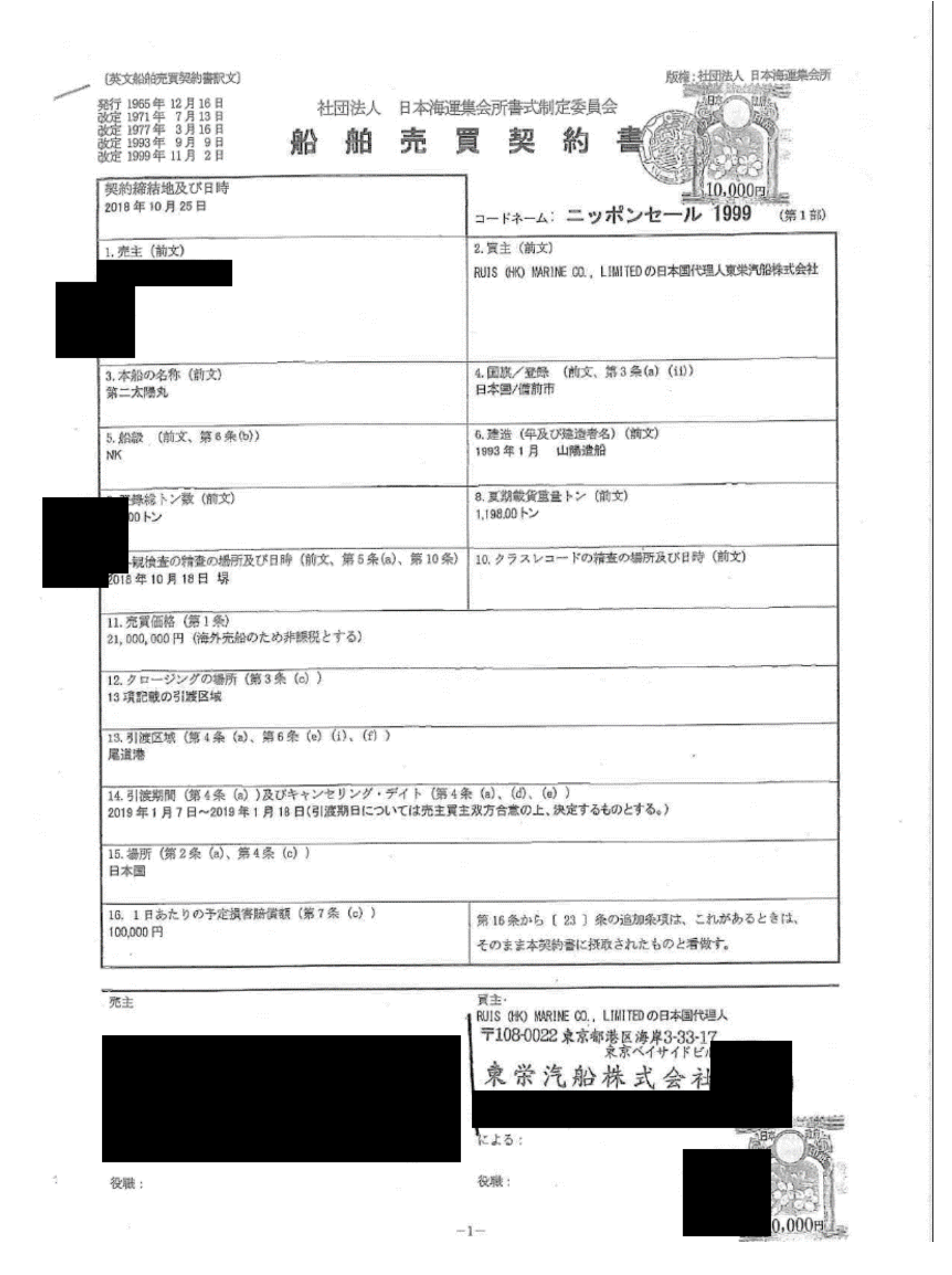
Note:- *A purchaser of a registered British Vessel does not obtain a complete title until the Bill of Sale has been recorded at the Port of Registry of the ship; and neglect of this precaution may entail serious consequences.*

Note:- *Registered Owners or Mortgagees are reminded of the importance of keeping the Registrar of British Ships informed of any change of residence on their part.*

Sec. F. 2058 (Oct. 1971)

Source: The Panel

Contract of sales for the then *Taiyo Maru No.2*



（英文船舶売買契約書訳文）

発行 1965年 12月 16日
改定 1971年 7月 13日
改定 1977年 3月 16日
改定 1993年 9月 9日
改定 1999年 11月 2日

社団法人 日本海運集会所書式制定委員会

版権：社団法人 日本海運集会所

船 舶 売 買 契 約 書

10,000円

コードネーム： ニッポンセール 1999 （第1部）

契約締結地及び日時 2018年10月25日	
1. 売主（前文） [redacted]	2. 買主（前文） RUIS (HK) MARINE CO., LIMITEDの日本国代理人東栄汽船株式会社
3. 本船の名称（前文） 第二太陽丸	4. 国旗／登録 （前文、第3条(a)（ii)） 日本国/備前市
5. 船級 （前文、第6条(b)） NK	6. 建造（年及び建造者名）（前文） 1993年1月 山陽造船
[redacted]登録総トン数（前文） [redacted]00トン	8. 夏期載貨重量トン（前文） 1,198.00トン
[redacted]級検査の精査の場所及び日時（前文、第5条(a)、第10条） [redacted]018年10月18日 堺	10. クラスレコードの精査の場所及び日時（前文）
11. 売買価格（第1条） 21,000,000円（海外売船のため非課税とする）	
12. クロージングの場所（第3条（c）） 13項記載の引渡区域	
13. 引渡区域（第4条（a)、第6条（e)（i)、（f)） 尾道港	
14. 引渡期間（第4条（a））及びキャンセリング・デイト（第4条（a)、(d)、(e)） 2019年1月7日～2019年1月18日（引渡期日については売主買主双方合意の上、決定するものとする。）	
15. 場所（第2条（a)、第4条（c）） 日本国	
16. 1日あたりの予定損害賠償額（第7条（c）） 100,000円	第16条から［ 23 ］条の追加条項は、これがあるときは、そのまま本契約書に採取されたものと看做す。

売主 [redacted] 役職：	買主・ RUIS (HK) MARINE CO., LIMITEDの日本国代理人 〒108-0022 東京都港区海岸3-33-17 東京ベイサイドビ[redacted] 東栄汽船株式会社[redacted] による： 役職：

[redacted]0,000円

−1−

Source: The Panel

Provisional Certificate of Registration for the 'Taiyo'



REPUBLIC OF SIERRA LEONE

PROVISIONAL CERTIFICATE OF REGISTRY

Sierra Leone Maritime Administration hereby grants this certificate of navigation to the vessel whose particulars are described below, in accordance with the Merchant Shipping Act, 2003.

Certificate No. VHQ-200-18-3394

GENERAL CHARACTERISTICS

Name of Vessel	Official No.
TAIYO	SLR10839

Call Sign	Port of Registry	IMO No.
9LU 2852	FREETOWN	9058866

Owner's Name and Address	Shares
RUIS (HK) MARINE CO.,LIMITED, OFFICE 3A 12/F KAISER CENTRE NO 18 CENTRE STREET SAI YING PUN., Hong Kong	64 / 64

MAIN PARTICULARS OF THE VESSEL

Length (m) [1]	Breadth (m) [1]	Depth (m) [1]	Gross Tonnage	Net Tonnage
60.04	10.0	4.5	498	286

Power (kW)	Year of Build	Vessel Type
735	1993	Oil Tanker

Builders and place of build: SANYO ZOSEN CO.,LTD., JAPAN

Place and Date of issuance	Valid until
Piraeus, Greece on 27 December, 2018	26 March, 2019

Remarks (if any)

THE VESSEL WILL UNDERTAKE A SINGLE DELIVERY VOYAGE FROM ONOMICHI, JAPAN TO NINGDE, FUJIAN, CHINA.

This is an electronically generated certificate. It has been digitally signed and stamped.

[redacted]

[1] In accordance with the International Tonnage Certificate.

To Whom it may Concern: Authenticity of this certificate can be verified through the Flag Administration's website at www.slmarad.com based on the Certificate Number or by contacting directly the Flag Administration through the contact details at the bottom of the certificate.

Sierra Leone Maritime Administration SLMARAD
info@slmarad.com www.slmarad.com

VHQ-200-18-3394 Page 1 of 1

Source: The Panel

Annex 10: Bill of Sale of formerly Saint Kitts and Nevis-flagged *Sea Prima* (IMO: 8617524) that conducted a ship-to-ship transfer with DPRK tanker *Saebyol* (IMO: 8916293)

Form No. 10A

BILL OF SALE (Body Corporate)

Official Number	Name of Ship	Number, year and port of registry	Whether a sailing, steam or motor ship	Horse power of e.
Call Sign: V4EP2 IMO: 8617524	SEA PRIMA	Year Built: 1987 PORT OF REGISTRY: BASSETERRE	MOTOR TANKER	1765 KW

	Meters	Number of Tons	
		Gross	Register
Registered Length ~~from fore part of stem, to the aft side of the head of the stern post/fore side of the rudder stock~~	85.00	2734	1349
Registered Main Breadth ~~to outside of plating~~	18.00		
Registered Depth ~~in hold from tonnage deck to ceiling amidships~~	6.00		

and as described in more detail in the Register Book

We, (a) [redacted] having our principal place of business at [redacted] BRITISH VIRGINS ISLANDS in consideration of the sum of USD$580,000.00 (UNITED STATES DOLLARS FIVE HUNDRED AND EIGHTY THOUSAND ONLY) paid to us by [redacted] having its registered address at [redacted] XIAMEN, CHINA (b) the receipt whereof is hereby acknowledged, transfer ALL 100% shares in the Ship above particularly described, and in her ship particularly described, and in her boats and appurtenances to the said transferee(s).

Further, we, the said transferors for ourselves and our successors covenant with the said transferee(s) and (c) their assigns that we have power to transfer in manner aforesaid the premises hereinbefore expressed to be transferred, and that the same are free from encumbrances (d) mortgages and maritime liens, taxes or any other debts or claims whatsoever.

In witness whereof we have ~~hereunto affixed our common seal~~ executed this Bill of Sale on 19th **day of July 2019**

Witnessed by: [redacted]

~~Was affixed hereunto in the presence of~~ [redacted]

THE SELLER: [redacted]

[redacted]

Authorized Signature(s)

(a) Insert title in FULL of the Body Corporate. (b) Insert name and address in full and description of transferee or transferees. (c) Insert "his", "her" or "their".
(d) If there be any subsisting Mortgage, or outstanding Certificate of Mortgage or Sale, add "save as appears by the Registry of the said Ship".
(b) Description of Witnesses: Directors, Secretary, etc. (as the case may be).

NOTE: - A purchaser of a registered British Vessel does not obtain a complete title until the Bill of Sale has been recorded at the Port of Registry of the ship; and neglect of this precaution may entail serious consequences.
NOTE: - Registered Owners or Mortgagees are reminded of the importance of keeping the Registrar of British Ships informed of any case of residence on their part.

Sec. F.2058 (April 1965)

Source: The Panel

Annex 11: Ship-to-ship transfers between DPRK tankers and unidentified vessels

The Panel continues to observe the trend of DPRK tankers conducting illicit transfers with unidentified vessels using subterfuge:

Mu Bong 1 and an unidentified vessel, 13 November 2019

The *Mu Bong 1* (IMO: 8610461) conducted a ship-to-ship transfer with an unidentified smaller vessel on 13 November 2019 in the East China Sea. The smaller vessel had an item draped over part of its stern, likely to prevent identification. The Panel previously recommended designating the *Mu Bong 1*[1] for having conducted another ship-to-ship transfer with an unidentified tanker.



Source: Member State

Saebyol and unidentified vessels

11 November 2019

On 11 November 2019, the *Saebyol* (IMO: 8916293) conducted a ship-to-ship transfer with an unidentified vessel in the East China Sea. The Panel featured the designated *Saebyol*, one of the most active DPRK tankers involved in illicit procurement of refined petroleum, disguised as the '*Venus*'[2]. Photographs below showed the letter 'E' on the '*Venus*' hull was painted over. An unidentified vessel that was supplying the *Saebyol* similarly had its name painted over.





Source: Member State

---

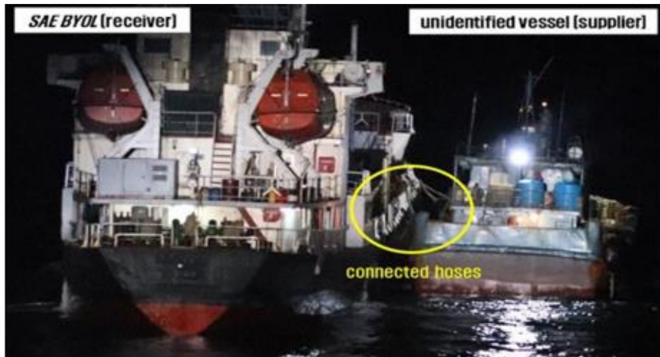
[1] Paragraph 8(b) of S/2019/691.

[2] Paragraphs 13 and 14 of S/2019/691.

3 December 2019

On 3 December 2019, the *Saebyol* conducted two ship-to-ship transfers with two separate small vessels in the East China Sea, indicating that DPRK tankers continue to meet with multiple vessels to ensure fuller loads before returning to deliver their illicit cargo. Again, on 11 December 2019, the Saebyol was photographed conducting a nighttime transfer with an unidentified vessel in the East China Sea. That vessel appears to resemble the unidentified vessel that conducted transfers with the Nam San 8 (see below).





Source: Member State

11 December 2019





Source: Member State

Nam San 8 and unidentified vessel

16 and 17 December 2019

The designated *Nam Sam 8* (IMO: 8122347) conducted ship-to-ship transfers with an unidentified vessel on 16 and 17 December 2019 in the East China Sea. The unidentified vessel involved in the ship-to-ship transfers on consecutive days appear to be identical.



Source: Member State

Source: The Panel

Annex 12: Updates on vessels involved in sanctions evasion activities

Viet Tin 01

1. The Panel previously listed the Vietnamese-flagged *Viet Tin 01* (IMO: 8508838) as one of three foreign-flagged vessels that off-loaded refined petroleum at Nampo in late February 2019[3]. The vessel, which was bareboat chartered to Happy Shipping Co. Ltd based in Fujian[4], was reported detained[5] by Malaysian authorities along with one crew member in December 2019 as a result of anchoring without authorization[6]. The Panel has written to Malaysia for assistance. The Panel had informed Viet Nam of the vessel's location when it was intermittently transmitting an AIS signal between July and August 2019 as it transited the South China Sea. Viet Nam responded that since the vessel had turned off its AIS and ceased communicating with its owner, Vietnamese authorities had no further information on the vessel, and that the owner has been a victim of fraudulent and unlawful appropriation of the vessel's use "undertaken by foreign entities". The Panel continues to await responses from Mr Kwek who facilitated the transaction on information relating to the individuals involved in the chartering of the vessel[7]. The Panel has repeated its request for information from T Energy International Co. Ltd, a company located in Taiwan Province of China, as purchaser of the refined petroleum at the *Viet Tin 01*'s last registered port of call and has yet to receive a response. Investigations continue.

Shang Yuan Bao

2. The Panel investigated the designated *Shang Yuan Bao* (IMO: 8126070) that was involved in identity fraud and ship-to-ship transfers with DPRK tankers *Paek Ma* (IMO: 9066978) and the *Myong Ryu 1* (IMO: 8532413) on 18 May and 2 June 2018, respectively[8]. Panel investigations prompted the vessel's removal from its Panamanian flag registry and its subsequent designation in October 2018, along with a Member State's designation of the vessel's owners, operators and managers[9]. Since then, a Member State reported the vessel as having run aground close to Guanling, China[10]. Coordinates and imagery recorded by the Panel from commercial data-bases show the *Shang Yuan Bao* transmitted its last AIS signal in July 2019, while satellite imagery showed the vessel remained at the same location in late September 2019. China replied that it is coordinating relevant au-thorities to investigate the cases.

***Shang Yuan Bao* run aground**



Source: Member State



Source: Windward

Source: The Panel

---

[3] Paragraphs 10 to 12, S/2019/691 of 30 August 2019.
[4] The company with no accessible information available, did not respond to the Panel's emails.
[5] According to the Malaysian Maritime Enforcement Agency, the vessel was detained in waters south of Tanjung Penyusop, Johor.
[6] "Malaysia seizes Vietnamese tanker that was tracked in North Korea, Reuters, 12 December 2019.
[7] Paragraph 11, S/2019/691 of 30 August 2019.
[8] Paragraphs 16 and 17, S/2019/691 of 30 August 2019.
[9] On 30 August 2019, the US Department of Treasury's Office of Foreign Assets Control designated two individuals, three entities and identified the *Shang Yuan Bao* as blocked property in implementing Security Council sanctions, on 30 August 2019, https://home.treasury.gov/news/press-releases/sm762.
[10] Information from a Member State and by the Panel from open source databases.

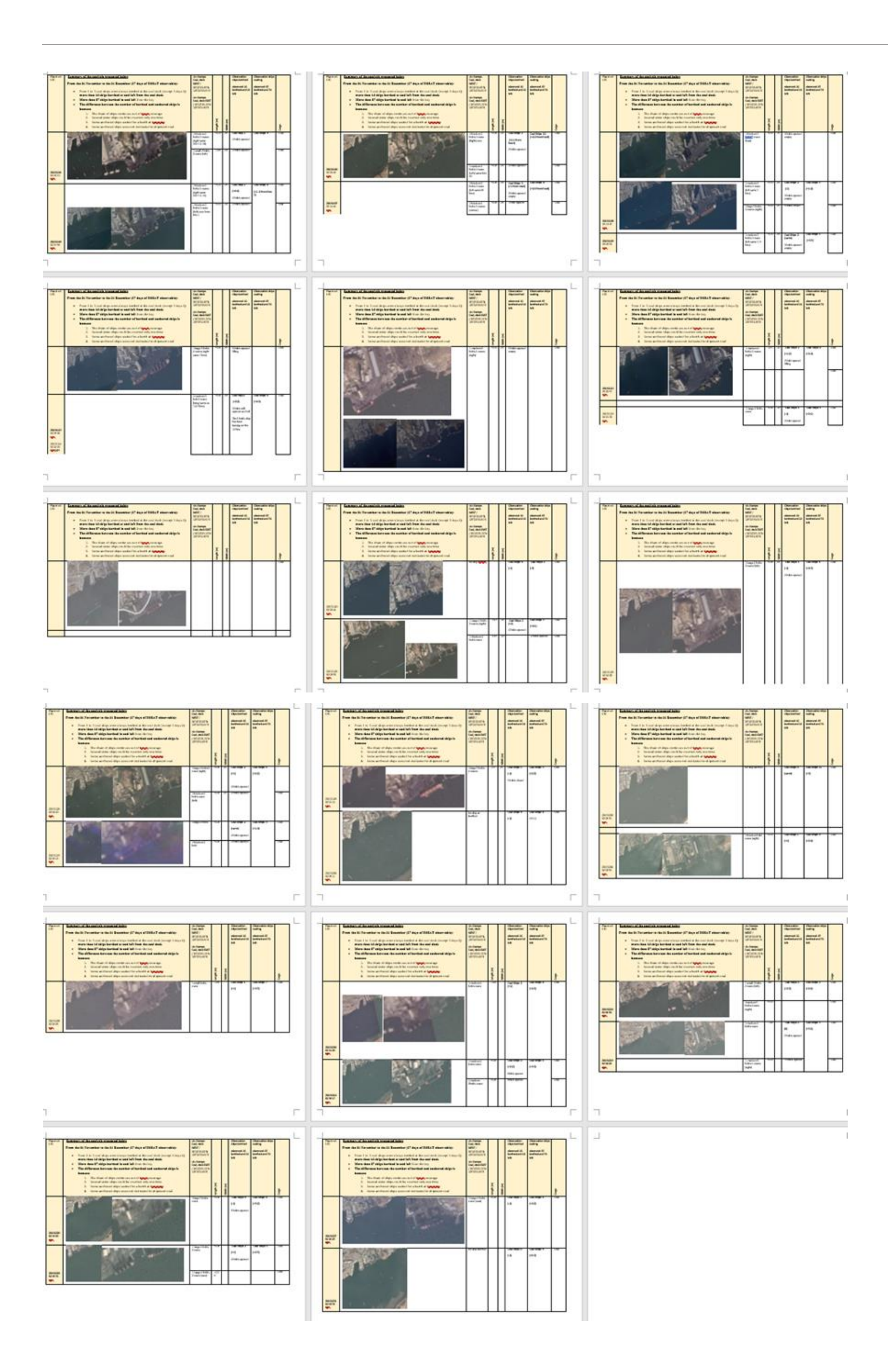
Annex 13: Sample of satellite images of cargo vessels docked at coal terminals at Nampo and at Songnim in November and December 2019

Twenty-seven days of usable satellite imagery out of 60 days in November and December of 2019 show that coal vessels, including those of larger dimensions, continue to call at Nampo coal terminal, indicating the on-going trade in coal exports. For these months, at least 16 cargo ships were observed to have docked during these 27 observable days at Nampo, with around 87 ships observed anchored near the port. During 29 days of usable satellite imagery, at least 17 ships were observed at Songnim,[11] with around 17 ships observed anchored near the port. These cargo ships are counted on a conservative basis, taking into account the days where satellite images were useless because of cloud cover, avoiding double counts, and counting only cargo ships that had coal visible in the cargo hold. The full count was more than 103 in the Nampo coal terminal area and 34 in Songnim area during the observed days.

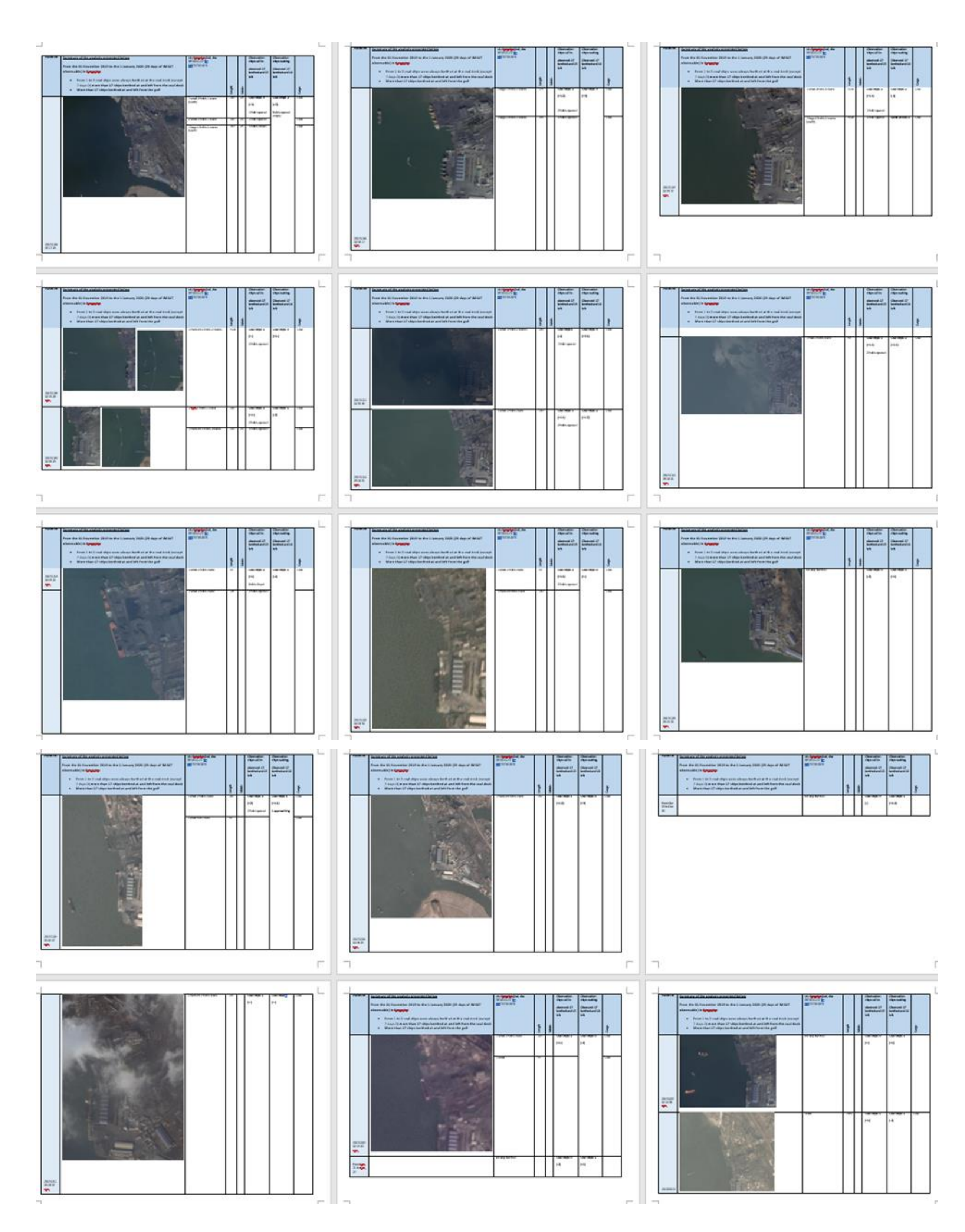
Source: The Panel

[11] The cargo vessels counted to have docked at Nampo's coal terminal and at Songnim's coal terminal were counted only on days when satellite images were available on Planet Labs. Taking into account the days where satellite photos were not taken due to cloud cover and avoiding double counts, the Panel assesses that the actual number of cargo vessels calling at these ports is higher.

Planet ref. UTC	**Summary of the analysis presented below**	site Nampo Coal, dock WEST / 38°43'33.83"N 125°24'53.81"E site Nampo Coal, dock EAST / 38°43'39.74"N 125°25'4.80"E	Length (m)	Width (m)	Observation ships berthed observed: 16 berthed and 16 left	Observation ships waiting observed: 87 berthed and 74 left	Cargo
	From the 01 November to the 31 December (27 days of IMSAT observable): • From 1 to 3 coal ships were always berthed at the coal dock (except 3 days 0) **more than 16 ships berthed at and left from the coal dock** • **More than 87 ships berthed in and left** from the bay • **The difference between the number of berthed and anchored ships is because** 1. The chain of ships continues out of Imsat coverage 2. Several sister ships could be counted only one time 3. Some anchored ships waited for a berth at Songnim 4. Some anchored ships were not dedicated to shipment coal						
20191101 02 23 19 utc		1 Medium 4 holds 3 cranes (right same 2019 11 03)	+100	25	**Coal ship: 2** 4 holds opened	**Coal Ships: 9**	Coal
		1 small 2 holds 0 crane (left)	-100	20	2 holds opened		Coal
20191103 02 27 58 utc		1 Medium 4 holds 3 cranes (right same 2019 11 01)	+100	25	**Coal ship: 2** **(+0-0)** 4 holds opened	**Coal Ships: 8** **(+1 -2 from Nov 1)**	Coal
		1 Medium 2 holds 0 crane (left) new from Nov 1	+100	20	2 holds opened		coal



Planet ref.	**Summary of the analysis presented below** **From the 01 November 2019 to the 1 January 2020 (29 days of IMSAT observable) in Songnim:** • From 1 to 3 coal ships were always berthed at the coal dock (except 7 days 0) **more than 17 ships berthed at and left from the coal dock** • **More than 17 ships berthed at and left from the golf**	site **Songnim Coal, doc** 38°43'41.71"N 125°37'39.30"E	Length	Width	**Observation ships call in.** **observed: 17 berthed and 15 left**	**Observation ships waiting.** **Observed: 17 berthed and 16 left**	Cargo
20191103 05 17 26		1 small 2 holds 1 crane (north)	100	20	**Coal ships: 3** **(+3)** 1 hold opened	**Coal Ships: 2** **(+2)** holds opened empty	Coal
		2 small 2 holds 1 crane	100	20	1 hold opened		Coal
		1 large 4 holds 4 cranes (south	160	25	5 holds closed		Coal



Source: The Panel (Image: Planet)

Annex 14: Ship-to-ship transfer with DPRK vessels in the Gulf of Tonkin, *Phuong Linh 269* (MMSI: 874005969)

The *Phuong Linh 269* delivered a shipment of DPRK coal to Qisha port in September 2018, exported by a Vietnamese company[12]. A Member State provided information that the vessel's owner or operator may have owned or operated the *Tan Phat 36* that was detained on 12 September 2018 by Viet Nam receiving coal from a DPRK vessel. While shipping documents claimed that the coal's origin was from Viet Nam, satellite imagery provided by a Member State showed the vessel engaging in ship-to-ship transfer with the DPRK-flagged *Pho Phyong* (IMO: 8417962) on 21 September in the Gulf of Tonkin, with the *Phuong Linh 269* docked near Qisha port on 24 September 2018. The vessel's docked coordinates closely align with the Panel's previous report of an anchorage area frequented by DPRK-associated vessels[13]. The *Phuong Linh 269* was also recorded as involved in another ship-to-ship transfers of DPRK coal with the *Pho Phyong* on 24 October 2018[14] in the Gulf of Tonkin and docked near Qi-sha port on 25 October 2018 (see satellite images). According to satellite imagery from a Member State, the *Phuong Linh 269* was again anchored near Qisha port on 3 March 2019 and on 20 March 2019. Data from a specialized maritime platform corroborated the vessel's location. Viet Nam replied that while a vessel named "*Phuong Linh*" appeared in the Gulf of Tonkin near Qisha port between August 2018 and September 2019, the vessel did not enter or leave ports, or conducted ship-to-ship transfers or unloaded coal in the Gulf of Tonkin. A search on the Vietnamese ship data management also failed to turn up any vessel registered under the provided name, IMO and call sign, and that "it is possible that the vessel used the fake name, IMO number, call sign and Viet Nam flag to operate". Vietnamese authorities have also not found any connection between the *Tan Phat 36*'s owner, Tan Phat Limited Company, and the *Phuong Linh*.

Phuong Linh 269 conducting coal transfers with DPRK vessels



Source: Member State

Source: The Panel

---

[12] "Công Ty Trách Nhiệm Hữu Hạn (TNHH) 1 TV Thương Mại Quốc Tế Thuận An"

[13] Paragraph 20, Figure XI, S/2019/691.

[14] The Panel in paragraph 22(c) of its report S/2019/691 recommended that the Committee designate the *Pho Phyong*.

Annex 15: Use of larger bulk carriers

1. A new development of concern is the use of larger foreign-flagged bulk carriers to deliver DPRK coal from DPRK-flagged vessels as opposed to transferring coal to smaller lighter vessels for delivery as observed in the Panel's previous report. The utilization of larger vessels that have a carrying capacity two or three times that of the DPRK vessels suggests that much larger quantities of illicit coal can be transshipped per voyage. According to information from a Member State, coal was transferred from DPRK vessels and offloaded at Caofeidian in September 2019.

(i) Bulk carrier Lao Chuan Zhang 717

2. Satellite images below shows the unknown-flagged vessel *Lao Chuan Zhang 717 / Yun Zhou 9* (IMO: 8661123/MMSI 413850000)[15] preparing to conduct a ship-to-ship transfer with the DPRK vessel *Jin Hung 9* (IMO: 9035967), in tandem with the DPRK vessel *Ever Glory* (IMO: 8909915) on 5 September 2019 near Lianyungang. According to the Member State, the vessel then proceeded to Caofeidian to offload its coal. *Lao Chuan Zhang 717*'s gross tonnage is roughly three times that of the two DPRK vessels.[16] China informed the Panel that it is claimed the unknown-flagged vessel *Lao Chuan Zhang 717* delivered DPRK coal to Caofeidian on 5 September 2019. According to investigation, this vessel had been operating from one Chinese domestic port to another throughout September 2019 without any record of foreign voyage and there was nothing abnormal in its voyage trace. In particular, this vessel did not enter the sea area near Caofeidian and its AIS stayed turned on. Panel investigations continue into differing information received from Member States[17].

Tandem transfers of coal from DPRK vessels to larger bulk carrier



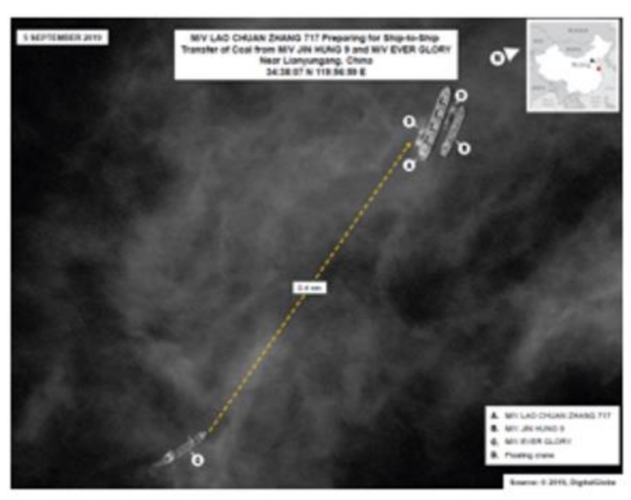


---

[15] Vessel name as recorded on IHS Markit. Windward database shows the *Lao Chuan Zhang 717 and Yun Zhou 9* as sharing the same IMO and MMSI. The Member State that provided the information lists the vessel using both names but references the vessel per its path as the *Lao Chuan Zhang 717* as per its AIS transmit.

[16] *Lao Chuan Zhang 717* has a recorded gross tonnage of 11,883 on IHS Markit database, while the *Jin Hung* is recorded at 4,290 gross tonnage and the *Ever Glory* at 3,546 gross tonnage.

[17] In its research, the Panel notes that the *Lao Chuan Zhang 717 / Yun Zhou 9* (IMO: 8661123/MMSI 413850000) was operating on a coastal route. The Panel notes that the mentioned ship-to-ship transfer that took place on 5 September 2019 took place near Lianyun-gang. Panel research on a specialized maritime database show that the vessel, reporting an AIS transmission, was at Caofeidian on 8 September 2019.

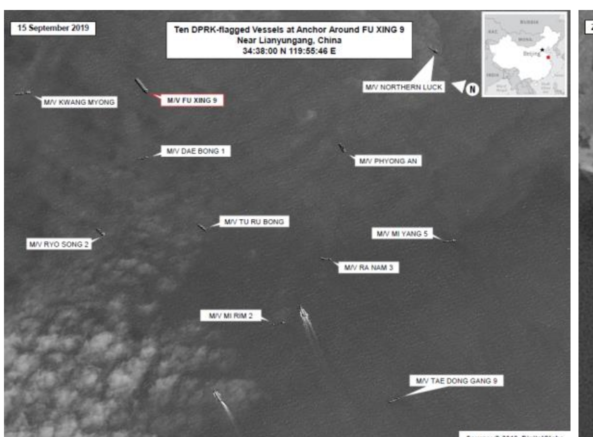




Source: Member State, *Map*: The Panel

(ii) Bulk carrier Fu Xing 9 (MMSI: 413208740)

3. According to a Member State, a vessel broadcasting an AIS as the *Fu Xing 9* (MMSI: 413208740)[18] was located on 15 September 2019 in the vicinity where several DPRK vessels near Lianyungang were anchored. The *Fu Xing 9* was subsequently observed discharging coal at Caofeidian port on 29 September 2019.





Source: Member State

Source: The Panel

---

[18] According to a specialized maritime database, a vessel broadcasting the same MMSI 413208740 and listed on the maritime database as Chinese-flagged, displayed an AIS transmission route consistent with the information provided by the Member State.

Annex 16: Indonesia's Note Verbale on a falsified certificate of origin for coal on board the *Dong Thanh*



PERMANENT MISSION OF THE REPUBLIC OF INDONESIA
TO THE UNITED NATIONS
NEW YORK

No. 352/POL-202/IX/19

The Permanent Mission of the Republic of Indonesia to the United Nations presents its compliments to the Panel of Experts established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009) and with reference to its letter No. S/AC.49/2019/PE/OC.87 of 15 July 2019 has the honor to convey the following:

- The registered Certificate of Origin No. 0001965/SMD/2019 is not issued for PT. Bara Makmur Sadayana;

- The barcode on the top left of the document is not in conformity with the standard format of original certificate of origin; and

- Invoice No. JLHK-ES-190302 IC, dated 12 April 2019, that was mentioned on the document is not registered.

Given the above information, the Certificate of Origin No. 0001965/SMD/2019 as attached to the Panel's letter is not authentic.

The Permanent Mission of the Republic of Indonesia to the United Nations avails itself of this opportunity to renew to the Panel of Experts established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009) the assurances of its highest consideration.

New York, 17 September 2019



Panel of Experts established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009)
<u>New York</u>



INDONESIA - CANDIDATE FOR UN HUMAN RIGHTS COUNCIL 2020-2022
A TRUE PARTNER FOR DEMOCRACY, DEVELOPMENT AND SOCIAL JUSTICE



325 East 38th Street, New York, NY 10016 • Tel.: (212) 972-8333 • Fax: (212) 972-9780
www.indonesiamission-ny.org • email:ptri@indonesiamission-ny.org

Source: Member State

Annex 17: Letter from the Harbour Master of Sea Port Vladivostok, 18 December 2019

Ministry of transport of the Russian Federation
Federal agency of maritime and river transport
FSBI «AMP of Primorsky region and Eastern Arctic»
HARBOUR MASTER
OF SEA PORT VLADIVOSTOK
Nizhneportovaya str., 3, Vladivostok,
690003, Russia
Tel: +7 (423) 279-15-21, fax: +7 (423) 249-65-52
E-mail: amp@pma.ru; www.pma.ru

Our ref.: 3-1/610P
Date: 16 December 2019

Attention:
Palau International Ship Registry

E-mail:
Ioannis.Kyriakopoulos@palaureg.com

Dear Sirs,

I would like to advise you that vessel "RUI JIN" IMO No. 8919104 has not been at the port of Vladivostok between November 25th to November 27th 2019.

Best regard's,
Aleksandr Vanukov

Source: Member State

Annex 18: Letter from the Permanent Mission of Palau to the United Nations on updates on the *Rui Jin* (IMO: 8919104), 24 January 2020



PERMANENT MISSION OF THE REPUBLIC OF PALAU TO THE UNITED NATIONS

24 January 2020
8-PMUN-20

[redacted]
Coordinator
Panel of Experts Established
Pursuant to UNSCR 1874 (2009)
United Nations Headquarters
New York, NY 10017

Re: *M/V Rui Jin* (IMO No. 8919104)

[redacted]

I write to provide an update to The Panel of Experts Established Pursuant to UNSCR 1874 (2009) regarding the Republic of Palau's actions with respect to the vessel *M/V Rui Jin*.

In accordance with the Republic of Palau's Administrative Procedure Act, on January 21, 2020, Palau International Ship Registry (PISR), in its capacity as Administrator of Palau's Open Ship Registry, held a hearing to address the *Rui Jin*'s purported violations of United Nations Security Council Resolution 2397 (2017). At this hearing, PISR considered the evidence it had collected, including the evidence that the Panel provided. Despite having received notice, no one from the *Rui Jin* participated in the hearing. Furthermore, despite repeated communications, there has been no response from the vessel's owners regarding arrangements for an inspection.

In light of the evidence considered, PISR found that it had reasonable grounds to believe that the *Rui Jin* was involved in activities prohibited by United Nations Security Council Resolution 2397 (2017). Therefore, in accordance with Paragraph 12 of that Resolution, PISR de-registered the vessel effective immediately. PISR also imposed a fine of $200,000 for the vessel's violation of the Resolution; certificates of deregistration will be withheld until payment of the fine is received.

Finally, please note that the *Rui Jin*'s AIS device has not transmitted a signal since January 14, 2020, while it was under a flag state detention. As such, the Republic of Palau does not know if the vessel is still located near the port at Ningbo, China, its last reported location. The Republic of Palau has also recently been informed by IHS Markit Maritime & Trade that the *Rui Jin* has obtained conditional

866 United Nations Plaza, Suite 575, New York, NY 10017 Phone: (212) 813-0310 Email: mission@palauun.org

certificates of registration from Sierra Leone under the name *MIR*. According to HIS Markit Maritime & Trade's records, the new owner of the vessel is Xiang Rui Shipping Co Ltd; this company is also listed as the manager and operator.

The Republic of Palau stands ready to provide any further assistance you may require with this matter.

Sincerely,

Ngedikes Olai Uludong
Ambassador,
Permanent Representative

Source: Member State

Annex 19: Recorded trade between the DPRK and some Member States

1. Methodology

To monitor prohibited exports and imports by the Democratic People's Republic of Korea under paragraph 30 of resolution 2270 (2106), paragraphs 26 and 28 of resolution 2321 (2016), paragraphs 8, 9 and 10 of resolution 2371 (2017), paragraphs 13, 14 and 15 of resolution 2375 (2017) and paragraphs 4, 5, 6 and 7 of resolution 2397 (2017), the Panel analysed Member States' customs data, as reported to the International Trade Centre (ITC) Trade Map or obtained through commercial global trade databases such as the Global Trade Atlas (GTA). The Panel used the list of HS Codes for all sectoral bans in resolutions 2270 (2016), 2321 (2016), 2371 (2017), 2375 (2017) and 2397 (2017) in Annex 4 of S/2018/171 (amended by S/2018/171/Corr.1). In this section, the Panel did not cover refined petroleum products and crude oil.

The Panel notes that the DPRK does not release statistics on its external trade and only mirror statistics are available on DPRK exports and imports. The figures listed below are the total of all exports and imports of ostensibly prohibited items by the DPRK between April 2018 and September 2019, as obtained by the Panel prior to its requests for information to the relevant Member States between November and December 2019. In cases where discrepancies were found in the trade records, the Panel asked Member States to explain the statistics.

2. Results of the Panel's Inquiries

Algeria: The Panel has yet to receive a reply.

[Import]

Iron, iron and steel products (HS 72, 73)

DATE	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
May 2018	Algeria	DPRK	72	160,000

Source: Global Trade Atlas

Textiles (HS 50-63)

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
April 2018	Algeria	DPRK	50-63	43,000

Source: Global Trade Atlas

Machinery (HS 84)

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
May 2018	Algeria	DPRK	84	16,000

Source: Global Trade Atlas

Bolivia: The Panel has yet to receive a reply.

[Import]

Electrical equipment (HS 85)

DATE	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
June 2018	Bolivia	DPRK	85	11,000
October 2018			85	10,000

Source: ITC Trade Map

Machinery (HS 84)

DATE	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
April 2018	Bolivia	DPRK	84	53,000
June 2018			84	64,000
March 2019			84	1,179,000
April 2019			84	228,000
July 2019			84	16,000

Source: ITC Trade Map, Global Trade Atlas

Botswana: The Panel has yet to receive a reply.

[Import]

Iron, iron and steel products (HS 72, 73)

DATE	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
April 2019	Botswana	DPRK	72-73	320,000

Source: Global Trade Atlas

Brazil

The Panel asked Brazil for data on imports of iron and iron ore (HS 72-73), electrical equipment (HS 85), and machinery (HS 84) worth of $298,000 from the DPRK in 2018 and 2019, and the export of $1,179,000 worth of metals (HS 72-83) in 2018 and 2019. Brazil replied that the information provided by the Panel “is incorrect, and that none of the trade operations in question originated from or were destined to the DPRK. Such inaccuracies are due to errors committed by customs brokering agents while inserting data in the declarations of import or export submitted through SISCOMEX (Integrated Foreign Trade System).”

China

The Panel asked China for data on import of iron, iron and steel products (HS 72-73), textiles (HS 50-63), electrical equipment (HS 85), and earth and stone including magnesite and magnesia (HS 25) worth $50,838,800 from the DPRK in 2018, and export of $2,050,000 worth of metals (HS 72-83), vehicles (HS 86-89) and industrial machinery (HS 84-85) between 2018 and 2019.

China replied that “The Chinese import and export data is worked out by the Chinese Customs according its Customs Law and other Chinese laws and regulations. The data is completely transparent, open and is the most authoritative data that accurately reflects Chinese imports and exports. On trade data involving China, the official data published by the Chinese government shall prevail. China has been strictly implementing the supervision measures on commodities imports from and exports to

the DPRK, and conducting inspections according to relevant laws and regulations," and provided following specific explanation to the Panel.

[Import]

1) Import of $50,298,000 worth of iron, iron ore and steel products (HS 72-73): China stated its view that UNSCR 2371 (2017) prohibited the import of "iron and iron ore", but not all items under HS Code Chapters 72 and 73, and it considers these imports to be in compliance with UNSCR 2371 (2017).[19]

Iron, iron and steel products (HS 72, 73)

DATE	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
April 2018	China	DPRK	72-73	2,035,000
May 2018			72-73	2,668,000
June 2018			72-73	2,333,000
July 2018			72-73	3,365,000
August 2018			72-73	2,941,000
September 2018			72-73	2,995,000
October 2018			72-73	3,260,000
November 2018			72-73	2,944,000
December 2018			72-73	3,282,000
January 2019			72-73	2,948,000
February 2019			72-73	2,257,000
March 2019			72-73	3,020,000
April 2019			72-73	2,184,000
May 2019			72-73	2,226,000
June 2019			72-73	2,572,000
July 2019			72-73	3,199,000
August 2019			72-73	3,179,000
September 2019			72-73	2,890,000

Source: ITC Trade Map

2) Import of $44,000 worth of textiles (HS 50-63): China confirmed four cases of imports, which were (i) a case of mis-reporting of the country of origin (ii) a case of import before UNSCR 2375 (2017) entered in force (iii) a case of previous export to the DPRK returned to China for quality reasons, and (iv) imports of textile related materials but not textile products.

3) Import of $15,000 worth of electrical equipment (HS 85): China stated this was a technical error in reporting.

4) Import of $481,000 worth of earth and stone (HS 25): China stated this was a technical error in reporting.

[Export]

[19] The Panel notes that some Member States' views on HS Code allocation are not same with the Panel's list of HS Codes for all sectoral bans in resolutions, which the World Customs Organization (WCO) has recommended to the Panel (see S/2017/150, paragraph 257, S/2018/171 Annex 4 and S/2018/171/Corr.1).

5) Export of $383,000 worth of metals (HS 72-83): China clarified that these are exempted items used by NGOs and international organizations conducting humanitarian work in the DPRK.

Metals (HS 72-83)

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
June 2018	China	DPRK	72-83	27,000
September 2018			72-83	21,000
October 2018			72-83	10,000
November 2018			72-83	93,000
February 2019			72-83	13,000
March 2019			72-83	24,000
April 2019			72-83	12,000
May 2019			72-83	28,000
June 2019			72-83	60,000
July 2019			72-83	52,000
August 2019			72-83	43,000

Source: ITC Trade Map

6) Export of $487,000 worth of vehicles (HS 86-89): China clarified that these are exempted items used by NGOs and international organizations conducting humanitarian work in the DPRK.

Vehicles (HS 86-89)

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
May 2018	China	DPRK	86-89	68,000
February 2019			86-89	59,000
April 2019			86-89	44,000
June 2019			86-89	107,000
August 2019			86-89	209,000

Source: ITC Trade Map

7) Export of $1,180,000 worth of industrial machinery (HS 84-85): China clarified that these are exempted items used by NGOs and international organizations conducting humanitarian work in the DPRK.

Industrial Machinery (HS 84 – 85)

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
May 2018	China	DPRK	84-85	71,000
June 2018			84-85	21,000
September 2018			84-85	14,000
October 2018			84-85	44,000
December 2018			84-85	142,000
February 2019			84-85	62,000
March 2019			84-85	64,000

April 2019			84-85	25,000
May 2019			84-85	20,000
June 2019			84-85	87,000
July 2019			84-85	214,000
August 2019			84-85	355,000
September 2019			84-85	61,000

Source: ITC Trade Map

Colombia: The Panel has yet to receive a reply.

[Import]
Iron, iron and steel products (HS 72, 73)

DATE	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
September 2018	Colombia	DPRK	73	28,000
February 2019			73	63,000

Source: ITC Trade Map

Textiles (HS 50-63)

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
July 2018	Colombia	DPRK	54	30,000

Source: ITC Trade Map

Electrical equipment (HS 85)

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
June 2018	Colombia	DPRK	85	10,000
September 2018			85	11,000
November 2018			85	61,000
December 2018			85	23,000
February 2019			85	86,000
March 2019			85	38,000
April 2019			85	32,000
July 2019			85	83,000

Source: ITC Trade Map, Global Trade Atlas

Machinery (HS 84)

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
June 2018	Colombia	DPRK	84	18,000
July 2018			84	39,000
July 2019			84	38,000
August 2019			84	67,000

Source: ITC Trade Map, GTA

Costa Rica: The Panel has yet to receive a reply.

[Import]
Electrical equipment (HS 85)

DATE	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
February 2019	Costa Rica	DPRK	85	10,000
June 2019			85	147,000

Source: Global Trade Atlas

Machinery (HS 84)

DATE	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
April 2019	Costa Rica	DPRK	84	25,000
July 2019			84	21,000

Source: Global Trade Atlas

Cote d'Ivoire: The Panel has yet to receive a reply.

[Import]

Iron, iron and steel products (HS 72, 73)

DATE	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
July 2018	Côte d'Ivoire	DPRK	73	18,000

Source: ITC Trade Map

Seafood (HS 03, 1603-1605)

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
September 2018	Côte d'Ivoire	DPRK	03, 1603-1605	51,000
January 2019			03, 1603-1605	59,000

Source: ITC Trade Map, Global Trade Atlas

Electrical equipment (HS 85)

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
June 2019	Côte d'Ivoire	DPRK	85	12,000

Source: Global Trade Atlas

El Salvador: The Panel has yet to receive a reply.

[Import]

Iron, iron and steel products (HS 72, 73)

DATE	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
April 2018	El Salvador	DPRK	72-73	32,000
February 2019			72-73	38,000

Source: Global Trade Atlas

Machinery (HS 84)

DATE	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
July 2018	El Salvador	DPRK	84	16,000
September 2018			84	54,000
November 2018			84	79,000
May 2019			84	45,000
July 2019			84	264,000

Source: ITC Trade Map, Global Trade Atlas

Germany

The Panel asked Germany for data on the import of iron and iron ore (HS 72-73), textiles (HS 50-63), electrical equipment (HS 85), and earth and stone including magnesite and magnesia (HS 25) worth of $2,668,000 from the DPRK in 2018 and 2019, and export of $811,000 worth of metals (HS 72-83), vehicles (HS 86-89) and industrial machinery (HS 84-85) between 2018 and 2019.[20] Germany provided following specific explanation to the Panel.

[Import]

1) Import of $1,071,000 worth of iron, iron and steel products (HS 72-73): Germany stated its view that "HS chapter 73 comprises a wide range of 'articles of iron and steel', HS chapter 72 refers to 'iron and steel' while UNSCR 2371 (2017) para. 8 refers to inter alia 'iron' without giving reference to HS cods, and that, consequently, not all items under HS chapters 72 and 73 fall under UNSCR 2371 (2017) para. 8."[21]

Iron, iron and steel products (HS 72, 73)

DATE	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
April 2018	Germany	DPRK	72, 73	147,000
May 2018			72, 73	53,000
June 2018			73	109,000
July 2018			72, 73	102,000
August 2018			73	102,000
September 2018			73	16,000
October 2018			73	29,000
November 2018			73	35,000
December 2018			73	13,000
April 2019			73	15,000
August 2019			72, 73	450,000

Source: ITC Trade Map

2) On other imports recorded in the ITC Trade Map, Germany replied that its customs authorities are currently reviewing four exports to Germany (by the DPRK) that may have constituted violations of sanctions regime: one audio CD (EUR 42.98, August 2018), one electric engine for a dishwasher (EUR 36.36, August 2018), and two exports under HS 84 (EUR 3,500, January 2019). Germany further stated that the review by its customs authorities "has not yielded any other cases that may constitute a violation of applicable sanctions."

Industrial Machinery (HS 84 – 85)

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
October2018	Germany	DPRK	84	684,000

[20] On the other hand, the Global Trade Atlas showed only exports of industrial machinery (HS 84-85) worth of $716,494 and metals (HS 72-83) worth of $95,537 during the same period, with no imports. Such discrepancies were not found in any other Member States' data the Panel investigated.

[21] The Panel further notes that some Member States' views on HS Code allocation are not same with the Panel's list of HS Codes for all sectoral bans in resolutions, which the World Customs Organization (WCO) has recommended to the Panel (see S/2017/150 paragraph 257, S/2018/171 Annex 4 and S/2018/171/Corr.1). The Panel notes that the EU maintains a different list of HS Codes in implementing relevant UN Security Council resolutions.

December 2018			84, 85	17,000
April 2019			85	15,000

Source: ITC Trade Map

[Export]

3) On Germany's exports to the DPRK, it replied that its customs authorities "identified one instance of a possible DPRK import of industrial machinery in 2018 (bottling and brewery equipment) that is subject to investigation […] For 2019, there is no indication of any DPRK import from Germany in violation of applicable sanctions". Germany, however, informed that it had found two items under HS chapter 85 with a declared value of EUR 13,334.50 where the DPRK was "erroneously reported declared to be the destination while the destination was, in fact, the Republic of Korea."

Industrial Machinery (HS 84 – 85)

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
October2018	Germany	DPRK	84	684,000
December 2018			84, 85	17,000
April 2019			85	15,000

Source: ITC Trade Map

<u>Ghana</u>: The Panel has yet to receive a reply.

[Import]

Iron, iron and steel products (HS 72, 73)

DATE	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
May 2018	Ghana	DPRK	72-73	227,000
June 2018			72-73	562,000
July 2018			72-73	110,000
August 2018			72-73	11,000
September 2018			72-73	173,000
October 2018			72-73	23,000
January 2019			72-73	349,000
April 2019			72-73	10,000

Source: Global Trade Atlas

Textiles (HS 50-63)

DATE	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
April 2018	Ghana	DPRK	50-63	16,000
May 2018			50-63	60,000
June 2018			50-63	26,000
July 2018			50-63	14,000
August 2018			50-63	92,000

Source: Global Trade Atlas

Seafood (HS 03, 1603-1605)

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)

April 2018	Ghana	DPRK	03, 1603-1605	777,000
November 2018			03, 1603-1605	61,000
December 2018			03, 1603-1605	82,000
January 2019			03, 1603-1605	167,000
February 2019			03, 1603-1605	43,000
March 2019			03, 1603-1605	20,000
April 2019			03, 1603-1605	36,000

Source: Global Trade Atlas

Electrical equipment (HS 85)

DATE	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
May 2018	Ghana	DPRK	85	247,000
July 2018			85	13,000
December 2018			85	34,000
April 2019			85	100,000
May 2019			85	679,000

Source: Global Trade Atlas

Machinery (HS 84)

DATE	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
May 2018	Ghana	DPRK	84	13,000
June 2018			84	38,000
July 2018			84	48,000
August 2018			84	37,000
September 2018			84	16,000
November 2018			84	15,000
January 2019			84	176,000
April 2019			84	22,000
May 2019			84	2,417,000
July 2019			84	20,000

Source: Global Trade Atlas

Guatemala: Guatemala informed the Panel that its government has ordered an investigation into the case queried by the Panel and is waiting for the results of the investigation.

[Import]

Iron, iron and steel products (HS 72, 73)

DATE	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
July 2019	Guatemala	DPRK	72-73	62,000

Source: Global Trade Atlas

Machinery (HS 84)

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
March 2019	Guatemala	DPRK	84	36,000

Source: Global Trade Atlas

[Export]

Metals (HS 72-83)

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
May 2018	Guatemala	DPRK	72-83	28,000
June 2018			72-83	29,000
February 2019			72-83	22,000
March 2019			72-83	23,000
May 2019			72-83	22,000

Source: Global Trade Atlas

Honduras: The Panel has yet to receive a reply.

[Import]

Iron, iron and steel products (HS 72, 73)

DATE	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
August 2018	Honduras	DPRK	72-73	11,000
May 2019			72-73	11,000

Source: Global Trade Atlas

Electrical equipment (HS 85)

DATE	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
April 2018	Honduras	DPRK	85	23,000
May 2018			85	37,000
June 2018			85	6,000
July 2018			85	3,000
August 2018			85	0
September 2018			85	8,000
October 2018			85	9,000
November 2018			85	6,000
December 2018			85	8,000
January 2019			85	2,000
February 2019			85	4,000
March 2019			85	7,000
April 2019			85	28,000
May 2019			85	14,000
June 2019			85	23,000
July 2019			85	2,000
August 2019			85	4,000
September 2019			85	5,000

Source: Global Trade Atlas

Machinery (HS 84)

DATE	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
April 2018	Honduras	DPRK	84	14,000
May 2018			84	21,000
June 2018			84	118,000
July 2018			84	4,000

August 2018			84	1,000
September 2018			84	145,000
October 2018			84	13,000
November 2018			84	22,000
December 2018			84	7,000
January 2019			84	42,000
February 2019			84	18,000
March 2019			84	65,000
April 2019			84	12,000
May 2019			84	59,000
June 2019			84	9,000
July 2019			84	50,000
August 2019			84	12,000
September 2019			84	14,000

Source: Global Trade Atlas

[Export]

Metals (HS 72 – 83)

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
December 2018	Honduras	DPRK	72-83	22,000
February 2019				98,000
March 2019				49,000

Source: Global Trade Atlas

Industrial Machinery (HS 84 – 85)

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
April 2018	Honduras	DPRK	84-85	21,000

Source: Global Trade Atlas

India: The Panel has yet to receive a reply.

[Import]

Iron, iron and steel products (HS 72, 73)

DATE	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
April 2018	India	DPRK	73	24,000
May 2018			73	10,000
September 2018			72	99,000
October 2018			72	115,000

Source: ITC Trade Map

Zinc (HS 79)

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
April 2018	India	DPRK	79	439,000
May 2018			79	1,833,000

Source: ITC Trade Map

Electrical equipment (HS 85)

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
April 2018	India	DPRK	85	449,000
June 2018			85	17,000
September 2018			85	114,000
October 2018			85	10,000
February 2019			85	10,000
August 2019			85	119,000

Source: ITC Trade Map, Global Trade Atlas

Machinery (HS 84)

DATE	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
May 2018	India	DPRK	84	37,000
June 2018			84	125,000
July 2018			84	61,000
August 2018			84	40,000
October 2018			84	15,000
January 2019			84	26,000
April 2019			84	12,000

Source: ITC Trade Map

[Export]

Metals (HS 72-83)

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
July 2018	India	DPRK	73	16,000
January 2019			72	38,000
February 2019			73	21,000

Source: ITC Trade Map

Industrial Machinery (HS 84 – 85)

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
April 2018	India	DPRK	84, 85	36,000
July 2018			84, 85	11,000
August 2018			84	50,000
March 2019			84	70,000

Source: ITC Trade Map

Indonesia: The Panel has yet to receive a reply.

[Import]

Iron, iron and steel products (HS 72, 73)

DATE	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
July 2018	Indonesia	DPRK	73	20,000
November 2018			73	20,000
January 2019			73	138,000
April 2019			73	147,000

Source: ITC Trade Map, Global Trade Atlas

Copper (HS 74, 2603)

DATE	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
May 2019	Indonesia	DPRK	74, 2603	2,388,000

Source: Global Trade Atlas

Textiles (HS 50-63)

DATE	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
September 2018	Indonesia	DPRK	54	37,000

Source: ITC Trade Map

Electrical equipment (HS 85)

DATE	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
November 2018	Indonesia	DPRK	85	12,000

Source: ITC Trade Map

Machinery (HS 84)

DATE	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
April 2018	Indonesia	DPRK	84	50,000
June 2018			84	64,000
July 2018			84	65,000
August 2018			84	287,000
October 2018			84	64,000
November 2018			84	68,000
December 2018			84	31,000
February 2019			84	50,000
April 2019			84	18,000

Source: ITC Trade Map, Global Trade Atlas

Kazakhstan: The Panel asked Kazakhstan for data on the import of iron, iron and steel products (HS 72, 73), textiles (HS 50-63), electrical equipment (HS 85) and machinery (HS 84) worth of $798,000 from the DPRK in 2018 and 2019. Kazakhstan replied that its State Revenue Committee of the Ministry of Finance "has conducted a thorough re-examination and identified gross errors in the filing of customs declaration of 28 goods" because of 28 declarants "mistakenly indicated KP (DPRK) as instead of the code KR (Republic of Korea) […] After detecting these technical errors in the system, the Kazakh authorities immediately undertook the necessary measures to rectify the codes. All accompanying documents, as well as certificates proving the origin of the goods, confirm that the actual import of the rechecked goods was from the Republic of Korea, not the DPRK."

Kenya: The Panel has yet to receive a reply.

[Import]

Textiles (HS 50-63)

DATE	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
August 2018	Kenya	DPRK	54, 59	15,000
September 2018			63	21,000

October 2018			50-63	30,000
May 2019			50-63	11,000

Source: ITC Trade Map, Global Trade Atlas

Electrical equipment (HS 85)

DATE	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
August 2018	Kenya	DPRK	85	11,000
February 2019			85	82,000

Source: ITC Trade Map, Global Trade Atlas

Machinery (HS 84)

DATE	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
April 2019	Kenya	DPRK	84	25,000
June 2019			84	31,000

Source: Global Trade Atlas

Luxembourg: The Panel has yet to receive a reply.

[Export]
Industrial Machinery (HS 84 – 85)

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
October 2018	Luxembourg	DPRK	85	11,000
June 2019			84	270,000

Source: ITC Trade Map

Russia: The Panel has yet to receive a reply.

[Import]
Iron, iron and steel products (HS 72, 73)

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
October 2018	Russian Federation	DPRK	73	12,000

Source: ITC Trade Map

Electrical equipment (HS 85)

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
May 2018	Russian Federation	DPRK	85	13,000
October 2018			85	24,000
January 2019			85	20,000
August 2019			85	13,000

Source: ITC Trade Map, Global Trade Atlas

Machinery (HS 84)

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
July 2018	Russian Federation	DPRK	84	95,000
February 2019			84	49,000

May 2019			84	22,000
July 2019			84	12,000
August 2019			84	21,000

Source: ITC Trade Map, Global Trade Atlas

[Export]

Metals (HS 72-83)

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
April 2018	Russian Federation	DPRK	73	56,000
June 2018			73	81,000
July 2018			72,73,83	23,000
August 2018			72,73,83	19,000
July 2019			72,73,76,83	161,000
August 2019			72-83	28,000

Source: ITC Trade Map, Global Trade Atlas

Vehicles (HS 86-89)

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
July 2018	Russian Federation	DPRK	86	16,000

Source: ITC Trade Map

Industrial Machinery (HS 84 – 85)

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
July 2018	Russian Federation	DPRK	84-85	167,000
August 2018			84-85	77,000
September 2018			84-85	22,000
November 2018			84	22,000
December 2018			84-85	55,000
January 2019			84-85	63,000
April 2019			84	11,000
June 2019			84	11,000
July 2019			84-85	977,000
August 2019			84-85	48,000

Source: ITC Trade Map, Global Trade Atlas

Senegal: The Panel has yet to receive a reply.

[Import]

Machinery (HS 84)

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
April 2019	Senegal	DPRK	84	104,000

Source: Global Trade Atlas

[Export]

Metals (HS 72-83)

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
January 2019	Senegal	DPRK	72-83	271,000

Source: Global Trade Atlas

<u>South Africa</u>: South Africa informed the Panel that the Panel's inquiry has been forwarded to its capital for action.

[Import]

Metals (HS 72-83)

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
January 2019	Senegal	DPRK	72-83	271,000

Source: Global Trade Atlas

[Export]

Metals (HS 72-83)

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
June 2018	South Africa	DPRK	73	27,000
August 2019			73	11,000

Source: ITC Trade Map

Industrial Machinery (HS 85)

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
June 2018	South Africa	DPRK	85	22,000

Source: ITC Trade Map

<u>Spain</u>: The Panel asked Spain for data on the import of electrical equipment (HS 85) worth of $34,000 from the DPRK in 2018. Spain replied that "the economic actor responsible for this transaction acknowledged that an error had been made […] and has provided documents confirming the correct origin of the merchandise […] listing the Republic of Korea, designated by the code KR, as the origin of the goods."

<u>Ukraine</u>: The Panel asked Ukraine for data on the import of machinery (HS 84) and export of industrial machinery (HS 84-85) worth of $83,000 from/to the DPRK in 2018 and 2019. Ukraine replied to the Panel that "According to the State Custom Service of Ukraine there is no data on export and import to/from the DPRK of the goods mentioned in [the Panel's] letter during the period between April 2018 and September 2019."

<u>United Kingdom</u>: The Panel asked the UK for data on the import of electrical equipment (HS 85) and machinery (HS 84) worth of $324,000 from the DPRK in 2018 and 2019. UK replied that "These were actually shipments from [the ROK], but […] it was mistakenly given the wrong code." It further confirmed that both shipments were inspected by its customs service and were confirmed to be legal imports.

Uruguay: The Panel asked Uruguay for data on the import of textiles (HS 50-63) and machinery (HS 84) worth of $66,000 in 2018. Uruguay explained that the products originated from the DPRK but were brought into Uruguay through third countries. The Panel requested further documentation from Uruguay as the explanation could not be substantiated by trade statistics or original documentation.

Textiles (HS 50-63)

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
October 2018	Uruguay	DPRK	50-63	18,000

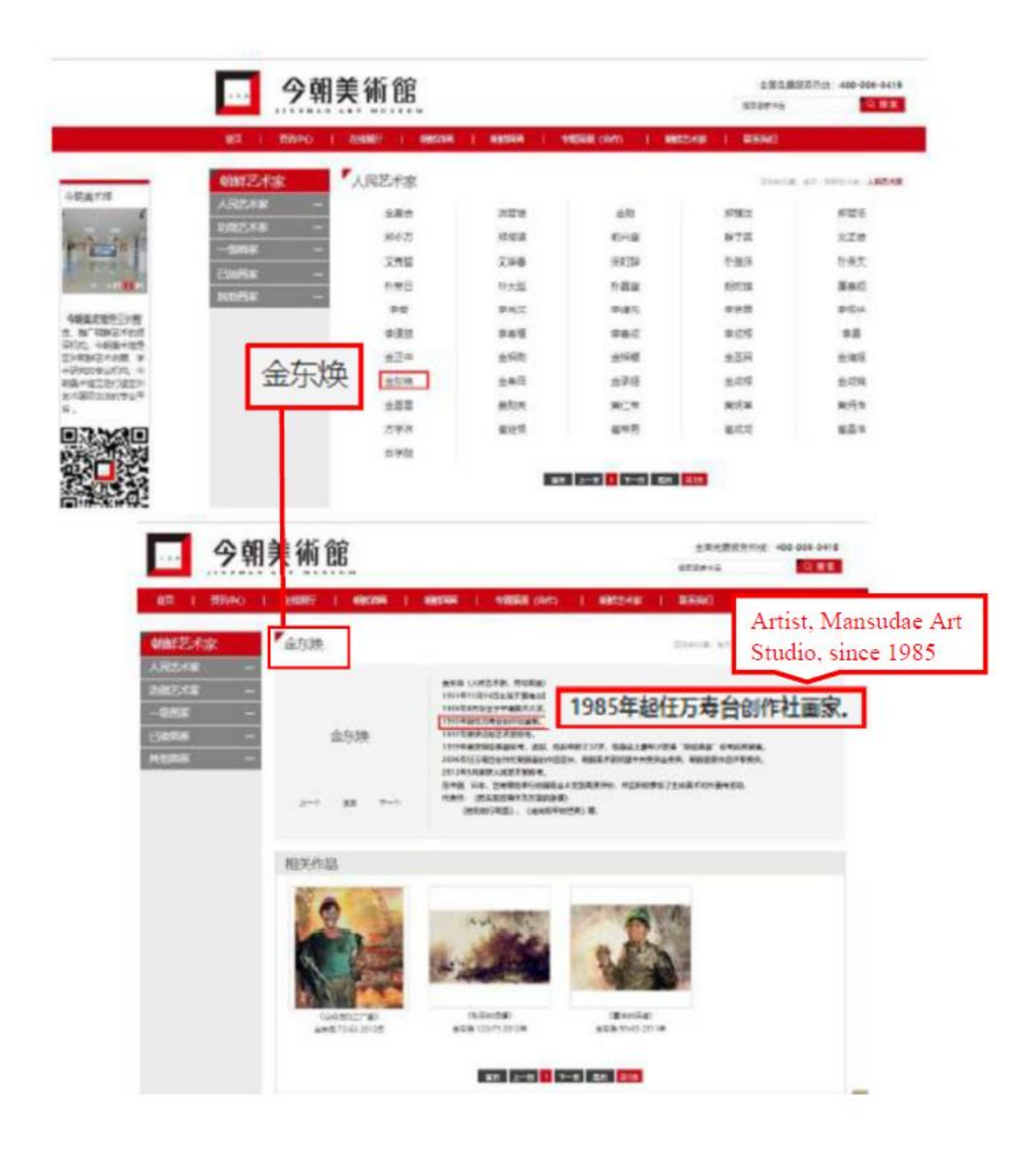
Source: Global Trade Atlas

Machinery (HS 84)

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
April 2018	Uruguay	DPRK	84	23,000
June 2018			84	15,000
November 2018			84	10,000

Source: Global Trade Atlas

Annex 20: Mansudae artists advertized at Jinzhao Art Museum website



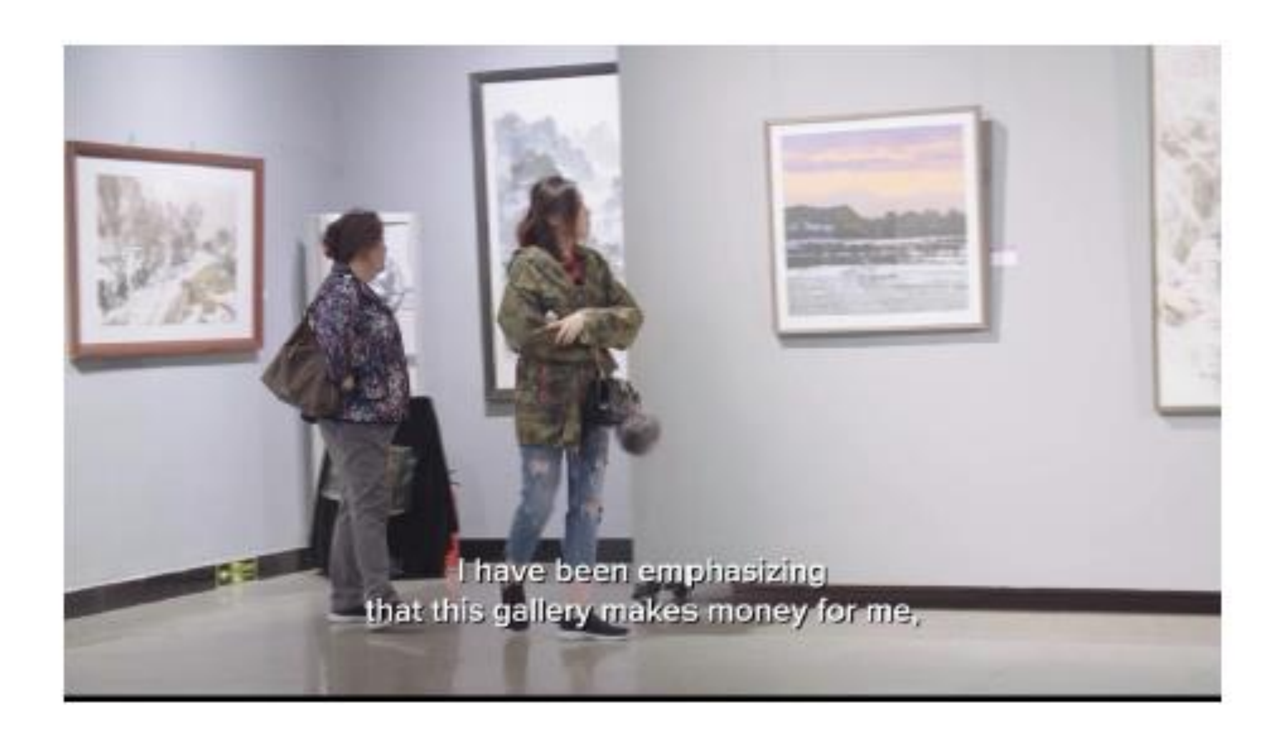
Source: Jinzhao Art Museum website http://www.jzmsg.com/ (last viewed on 31 January 2020)

Annex 21: Sign and building of Mansudae Art Museum and interview with its owner









Source: YouTube

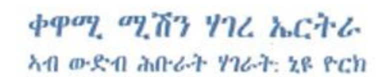
Annex 22: China's reply to the Panel

4. OC. 141 (MOP Gallery follow-up)

According to an in-depth investigation by China, Beijing Yuan Mansudae is the parent company of Mansudae Art Museum, and used to be a joint venture between China and the DPRK. It has been converted to a solely China-owned company in early 2018 in accordance with relevant Security Council resolution, and has ceased its business cooperation with the DPRK side. Currently it has no subordination or cooperation relationship with the DPRK. As Mansudae Art Museum had been running for over 10 years and enjoyed prestige in China, it has not changed its signage in order to keep its features and maintain business.

Source: Member State

Annex 23: Reply from Eritrea to the Panel's inquiry







**Permanent Mission of The State of Eritrea
To the United Nations, New York**

19 December 2019

[redacted]

I refer to your letter, Ref. N. S/Ac. 49/2019/PE/OC.234, of 2 December this month.

Allow me to avail of the occasion to remind you that the Permanent Mission of the State of Eritrea to the UN has duly responded to all your previous letters; I am specifically referring to the communications of S/AC.49/2017/PE/OC430, AC.49/2017/PE/OC.268, S/AC.49/2016/PE/OC.917, and SCA/R/18/ (2), with relevant reference numbers, of all the letters sent.

In our letter of 3 October 2017 in particular, we had expounded in greater detail the deplorable victimization of Eritrea through fallacious reports of "an expert panel" and the imposition of unwarranted sanctions by the UNSC in 2009 and 2011 respectively. Although lifted belatedly last year, these sanctions have nonetheless inflicted considerable damage to the country.

Against this backdrop of inexcusable wrongs meted to a small Member State, we are baffled why the Panel seems intent to hark back to the dark days of injustice against our country. What are the underlying reasons for resuscitating today matters that were addressed fully in previous communications? What are the reasons for this apparent pattern of considering Eritrea as a soft prey and political punch bag for intermittent harassment on the basis of spurious and presumptive allegations?

[redacted]
Coordinator of the Panel of Experts
established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009)
United Nations, New York, NY, 10017

800 Second Avenue 18th Floor New York, NY 10017 • Tel : (212) 687-3390 • Fax : (212) 687-3138
e-mail : general@eritrea-unmission.org

This cannot be acceptable by any standards. Indeed, Eritrea merits redress for past wrongs; not incessant harassment by invoking wild accusations.

Sincerely,

Amanuel Giorgio
Deputy Permanent Representative of Eritrea
to the United Nations
New York

Source: Member State

Annex 24: Member State’s information concerning activity of KOMID

According to a Member State, the following DPRK nationals are in Iran and working as KOMID representatives:

Ha Won Mo

Chief Representative to Iran

DOB: 15/01/1965

Passport: 836310022

Kim Hak Chol

Deputy Chief Representative to Iran

DOB: 13/04/1977

Passport: 836310107

Passport: 108210148

Source: Member States, The Panel

Annex 25: Iran's reply to the Panel



Permanent Mission of the Islamic Republic of Iran to the United Nations

622 Third Ave New York, NY 10017 ny.mfa.gov.ir Tel:+1(212)687-2020 Fax:+1(212)867-7086 E-mail: Iran@un.int

In the name of God, the most Compassionate, the most Merciful

No. 113361 15 January 2020

Dear Sir,

I am writing in response to your letter dated 6 December 2019 (S/AC.49/2019/PE/OC.277) with regard to the implementation of the measures imposed by Security Council resolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013), 2094 (2013), 2270 (2016), 2321 (2016) and 2356 (2017), 2371 (2017), 2375 (2017) and 2397 (2017) for the situation in the Democratic People's Republic of Korea (DPRK).

I would like to inform you that Iranian authorities have meticulously reviewed the information provided in your letter regarding the "alleged illicit activities of DPRK officials in Iran". Accordingly, the following comments are hereby presented:

1. With respect to the claim regarding the "smuggling of gold and cash by DRPK individuals in Iran":

   a. The letter does not elaborate on the links of the alleged actions (possible transfers of gold and cash from the UAE to Iran) with DRPK-related sanctions (transfer of cash and gold transiting to and from the DRPK). However, such activities in certain conditions could be against the Iranian national legislation, including the law on the fight against the smuggling of goods and foreign currency. Meanwhile, your letter does not provide enough information and evidence for Iranian authorities to initiate an investigation and establish the necessary facts. Therefore, it is kindly requested to advise the Member State that has submitted the information to directly provide us with verifiable information and credible evidence, especially regarding those activities that "are still ongoing".

   b. Having reviewed the information in the Panel's most recent reports regarding the DPRK diplomats, Iranian authorities have carefully looked into the matter but have not hitherto observed any illicit activity. The activities of the DPRK diplomats accredited to the Islamic Republic of Iran have been in conformity with Iran's national regulations as well as the international obligations of the DPRK.

   c. With regard to the claim that certain DPRK citizens "in Iran are or have also been involved", I would like to refer to our letters dated 19 December 2018 (No.106192) and 30 July 2019 (No.110731) that there are no nationals of the DPRK registered to be residing in Iran other than their diplomats.



Permanent Mission of the Islamic Republic of Iran to the United Nations

622 Third Ave New York, NY 10017 ny.mfa.gov.ir Tel:+1(212)687-2020 Fax:+1(212)867-7086 E-mail: Iran@un.int

d. The Panel's letter dated 29 November 2018 was duly responded to on 19 December 2018 (No.106192).

2. With respect to the claim regarding "KOMID representatives in Iran":

a. I would like to refer to our letters dated 19 December 2018 (No.106192) and 30 July 2019 (No.110731) that there are no nationals of the DPRK registered to be residing in Iran other than their diplomats.

b. KOMID and Saeng Pi'l do not have offices or representatives in Iran.

c. Since "a Member State" is constantly and continuously challenging this finding with no credible evidence or information that could be appropriately followed, the Islamic Republic of Iran cannot shed more light on this unless and until the concerned State engages in a bilateral cooperation with us.

d. Previous letters of the Panel are already replied to, and we consider them concluded.

I would like to reiterate that the inclusion of those baseless claims in your report would damage its credibility, requiring the panel to avoid reporting "on this case in its next report to the Security Council".

In conclusion, I wish to reiterate that the Islamic Republic of Iran is committed to constructive engagement and full cooperation with the Panel of Experts established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009) and would review any viable evidence and credible information with regard to any alleged actions in violation of the relevant Security Council sanctions.

Please accept, Sir, the assurances of my highest consideration.

M. T. R.

Majid Takht Ravanchi
Ambassador
Permanent Representative

[redacted]
Coordinator of the Panel of Experts established
pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009)

Source: Member State

Annex 26: Member State's information concerning gold and cash smuggling

A Member State assessed that the following DPRK nationals are or have been involved in gold and cash smuggling:

Pak Sin Hyok

Economic and Commercial Counselor, DPRK Embassy in Iran,

Dispatched from the Ministry of External Economic Relations (MEER)

DOB: April 06, 1970

Passport: 108110066

Ri Kuk Myong

Economic and Commercial Secretary, DPRK Embassy in Iran

DOB: March 07, 1977

Passport number: 927410035

Mun Chol Yong

Former DPRK Secretary-level diplomat to Tehran

Kim Yong Chol[22]

Former Korea Mining Development Trading Corporation (KOMID) chief representative to Tehran

Jang Yong Son

Former KOMID deputy representative to Tehran

DOB: February 20, 1957

Designated by UN Security Council in 2016 (KPi: 017)

Han Chol Ho

Former Saeng Pil Trading Corporation (SPTC) chief representative to Tehran

Yang Thae Ho

Former SPTC deputy representative in Tehran

Source: Member State, The Panel

[22] See para 72, Annex 23 of S/2019/171 and table 8 of S/2017/150.

Annex 27: The organizational and commanding structure of the RGB

According to the Member State, the RGB is organized under the General Staff Department, which exercises operational command and control over the Korea People's Army. As the General Staff Department is directly subordinate to the State Affairs Commission, the highest governmental body for military policy and political leadership, the line of control over the RGB stems directly from the top leadership. The RGB's hierarchical proximity to the top leadership of the DPRK demonstrates not only its high degree of strategic importance but also delineates the close bureaucratic oversight by the highest levels of leadership. Notwithstanding the presence of GSD between itself and the SAC, the RGB has historical and operational links directly to the SAC. RGB's overarching role in cyber operations of the DPRK and its proximity to the country's top leadership has been pointed out before.[23]

Source: Member State

[23] For example, see Jun, LaFoy and Sohn, *North Korea's Cyber Operations: Strategy and Responses*, A Report of the CSIS Korea Chair, 2015, p.45. https://csis-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/legacy_files/files/publication/151216_Cha_NorthKoreasCyberOperations_Web.pdf..

Annex 28: Kimsuky Group's cyberattacks to the UN Security Council Members

According to a Member State, DPRK cyber actors have launched "file sharing"-themed spearphishing campaigns against the UN including the Security Council. The spearphishing emails contained a link which would redirect the victim to a malicious domain that is probably used to steal usernames and passwords of victims. Spearphishing emails for UN-affiliated targets included fraudulent requests to download a software update with hidden malware or reset log-in credential. The Member State further stated that Kimsuky sent spearphishing emails spoofing[24] a systems administrator to trick victims into downloading malware in August 2017.[25]

Source: Member State

[24] Kimsuky Group often used spoofing, which is a technique in which the cyber actor generates a fake email or social media account to closely resemble or mimic the legitimate account of a real person or organization that the cyber actor is impersonating. This technique allows the cyber actors to take advantage of trusted relationships of the primary target.

[25] The ANSSI also pointed out that this hacking campaign can be traced back to 2017.

Annex 29: *Modus Operandi* of DPRK IT workers

According to a Member State, there is a functional difference between DPRK IT workers and malicious cyber actors, and each group has a separate and distinct bureaucratic organization, education, and skill sets. DPRK IT workers focus on generating revenues for designated entities and individuals, and are expressly forbidden from conducting malicious activities and face punishment if they do it. According to the Member State, this DPRK does not want to draw attention to its overseas IT workers through an employee being arrested for hacking, reflecting of their defined role as a revenue-generating operative. However, some workers, anxious to make as much money as they can are tempted to fill requests from clients to hack targets. Some do this in spite of warnings against it. The Member State further stated that nearly all malicious cyber activity for the DPRK now comes from inside the DPRK itself and is conducted by the malicious cyber actors themselves.

Source: Member State

Annex 30: List of DPRK Trading Corporations subordinate to the Munitions Industry Department (KPe.028) and its relations to the designated entities

Kuryonggang Trading Corporation (구룡강무역회사)	*alias of KPe.008
Ryungseng Trading Corporation (륭성무역회사)	*alias of KPe.008
Tangun Trading Corporation (단군무역회사)	*alias of KPe.008
Hangryon Trading Corporation (항련무역회사)	
Ryonbong General Corporation (련봉총회사)	*alias of KPe.002
5 Trading Corporation (5 무역회사)	
Pugang Trading Corporation (부강무역회사)	*alias of KPe.038
Mirae Trading Corporation (미래무역회사)	
Ryonhap Trading Corporation (련합무역회사)	
Advanced Technology Trading Corporation (첨단기술무역회사)	
Jinhung Joint Production Corporation (진흥합작회사)	
Sobaeksu United Corporation (소백수련합회사)	
Pihosan Trading Corporation (비호산무역회사)	
Sinhung IT Trading Corporation (신흥정보기술무역회사)	
Chonryong Trading General Corporation (천룡무역총회사)	
Taesong Trading Corporation (조선태성무역회사)	
Peace Motors Corporation (평화자동차회사)	
Taeryonggang Trading Corporation (대령강무역회사)	*alias of KPe.004

Source: Member States

*KPe.008: Korea Tangun Trading Corporation (조선단군무역회사)
*KPe.002: Korea Ryonbong General Corporation (조선련봉무역회사)
*KPe.038: Korea Pugang Trading Corporation (조선부강무역회사)
*KPe.004: Namchongang Trading Corporation (남천강무역회사)

Annex 31: Chinese Business Registry Information of Dandong Haotong Commercial-Trade Co. Ltd.



首页 | 企业信息填报 | 信息公告 | 使用帮助 | 导航 | 登录 注册

企业信用信息 | 经营异常名录 | 严重违法失信企业名单

请输入企业名称、统一社会信用代码或注册号

丹东浩通商贸有限公司 存续（在营、开业、在册）

统一社会信用代码： 912106000598283394
法定代表人： 李毅
登记机关： 丹东市振兴区市场监督管理局
成立日期： 2013年01月24日

发送报告 | 信息分享 | 信息打印

基础信息 | 行政许可信息 | 行政处罚信息 | 列入经营异常名录信息 | 列入严重违法失信企业名单（黑名单）信息

营业执照信息

- 统一社会信用代码： 912106000598283394
- 企业名称： 丹东浩通商贸有限公司
- 类型： 有限责任公司(自然人投资或控股)
- 法定代表人： 李毅
- 注册资本： 80.000000万人民币
- 成立日期： 2013年01月24日
- 营业期限自： 2013年01月24日
- 营业期限至： 2033年01月24日
- 登记机关： 丹东市振兴区市场监督管理局
- 核准日期： 2018年10月26日
- 登记状态： 存续（在营、开业、在册）
- 住所： 辽宁省丹东市振兴区青年大街133号2单元704室
- 经营范围： 批发、零售：金属材料(不含稀贵)、化工产品及原料（不含危险品）、建筑材料、装饰材料、矿产品、机械设备、五金工具、电子产品、仪器仪表（不含计量器具）、汽车及配件、针纺织品、服装鞋帽、办公用品；农畜产品收购；货物及技术进出口（法律、法规禁止的不得经营；法律、法规限制的取得许可证后方可经营）（依法须经批准的项目，经相关部门批准后方可开展经营活动。）

股东及出资信息

序号	股东名称	股东类型	证照/证件类型	证照/证件号码	详情

正在加载，请稍候

主要人员信息 共计 2 条信息

李俊 监事

李毅 执行董事兼经...

关注 | 订阅 | 异议 | 返回

分支机构信息

暂无分支机构信息

“多证合一”信息公示

提示：该企业下列证照事项通过“多证合一”已整合至该企业营业执照

序号	备案事项名称	备注
1	单位办理住房公积金缴存登记	

共 查询到 1 条记录 共 1 页

首页 | 上一页 | 1 | 下一页 | 末页



清算信息

暂无清算信息

变更信息

序号	变更事项	变更前内容	变更后内容	变更日期
1	地址变更（住所地址、经营场所、驻在地址等变更）	丹东市滨江中路97号301室	辽宁省丹东市振兴区青年大街133号2单元704室	2018年10月25日
2	高级管理人员备案（董事、监事、经理等）	1李毅监事;2李俊执行董事兼总经理;	1李毅执行董事兼经理;2李俊监事;	2018年6月3日
3	负责人变更（法定代表人、负责人、首席代表、合伙事务执行人等变更）	李俊	李毅	2018年6月3日
4	高级管理人员备案（董事、监事、经理等）	1李俊监事;2李毅执行董事兼总经理;	1李毅监事;2李俊执行董事兼总经理;	2015年3月16日
5	负责人变更（法定代表人、负责人、首席代表、合伙事务执行人等变更）	李毅	李俊	2015年3月16日

共 查询到 5 条记录 共 1 页　首页　上一页　1　下一页　末页

点击或下拉加载更多信息

主办单位：国家市场监督管理总局
地址：北京市西城区三里河东路八号　邮政编码：100820　备案号：京ICP备16053442号-1
业务咨询与技术支持联系方式

Source：Chinese National Enterprise Credit Information Publicity System(国家企业信用信息公示系统)

Annex 32: Chinese Business Registry Information of Yanbian Silverstar Network Technology Co.



首页 | 企业信息填报 | 信息公告 | 使用帮助 | 导航 | 登录 注册

企业信用信息 | 经营异常名录 | 严重违法失信企业名单

请输入企业名称、统一社会信用代码或注册号

延边银星网络科技有限公司 存续（在营、开业、在册）

统一社会信用代码： 91222401MA0Y31E659
法定代表人： 元吉秀
登记机关： 延吉市市场和质量监督管理局
成立日期： 2015年10月13日

发送报告 信息分享 信息打印

基础信息 | 行政许可信息 | 行政处罚信息 | 列入经营异常名录信息 | 列入严重违法失信企业名单（黑名单）信息

营业执照信息

- **统一社会信用代码：** 91222401MA0Y31E659
- **企业名称：** 延边银星网络科技有限公司
- **类型：** 有限责任公司(自然人投资或控股)
- **法定代表人：** 元吉秀
- **注册资本：** 500.000000万
- **成立日期：** 2015年10月13日
- **营业期限自：** 2015年10月13日
- **营业期限至：**
- **登记机关：** 延吉市市场和质量监督管理局
- **核准日期：** 2017年03月29日
- **登记状态：** 存续（在营、开业、在册）
- **住所：** 延吉市开发区科技工业园2号厂房213-214号
- **经营范围：** 软件、硬件开发与销售；信息技术咨询服务、数据处理服务、动漫设计制作（依法须经批准的项目，经相关部门批准后方可开展经营活动）

股东及出资信息

序号	股东名称	股东类型	证照/证件类型	证照/证件号码	详情
1	王旭东	自然人股东	非公示项	非公示项	查看
2	元吉秀	自然人股东	非公示项	非公示项	查看

共 查询到 2 条记录 共 1 页 首页 上一页 1 下一页 末页

主要人员信息 共计 2

王旭东 监事

元吉秀 执行董事兼经...

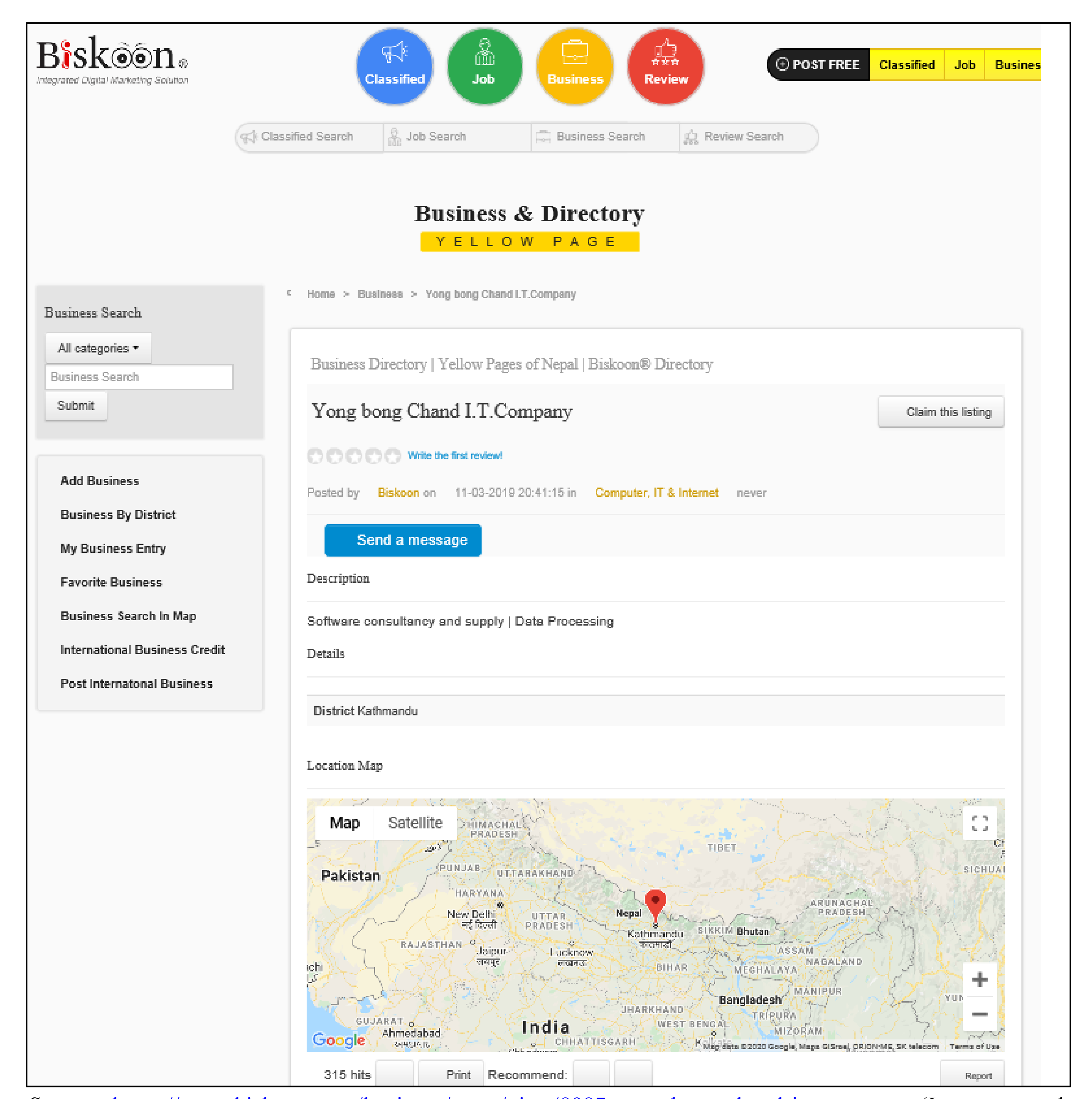
关注 订阅 异议 返回

点击或下拉加载更多信息

主办单位：国家市场监督管理总局
地址：北京市西城区三里河东路八号 邮政编码：100820 备案号：京ICP备16053442号-1
业务咨询与技术支持联系方式

Source：Chinese National Enterprise Credit Information Publicity System(国家企业信用信息公示系统)

Annex 33: Business Entry for the Yong Bong Chand IT Company



Source: https://www.biskoon.com/business/entry/view/8987-yong-bong-chand-i-t-company (Last accessed on 28 January 2020)

Annex 34: DPRK workers repatriated from Nepal

INVENTORY OF DPRK CITIZENS IN BUSINESS AND DEPENDENT VISA

S.N.	NAME	COMPANY NAME	STATUS	DEPARTURE	ARRIVAL ON	P.P. NO.
1.	KIM JONG GWAN	NE-KORYO HOSPITAL	DEPARTED	2016-11-10	2017-12-01	527331463
2.	AN HI HANG	NE-KORYO HOSPITAL	DEPARTED	2019-11-10	2017-12-01	527432502
3.	RI CHOL RYONG	NE-KORYO HOSPITAL	DEPARTED	2019-08-13	2016-12-11	836428059
4.	MRS. SONG HUIRI	NE-KORYO HOSPITAL	DEPARTED	2019-08-13	N/A	308231166
5.	MR. SONG CHOL CHOE	NE-KORYO HOSPITAL	DEPARTED	2019-08-13	2016-03-27	836132128
6.	RI YONG MAN	NE-KORYO HOSPITAL	Departed before 2014.			
7.	SONG KUK SON	NE-KORYO HOSPITAL	DEPARTED	2019-11-10	2017-10-10	[illegible]
8.	JONG NAM WON	YONG BONG CHAND IT	DEPARTED	2019-07-06	2019-01-18	527330573
9.	JONG SON CHOE	YONG BONG CHAND IT	DEPARTED	2019-07-06	2019-01-18	527330576
10.	JIN HYOK PAE	YONG BONG CHAND IT	DEPARTED	2019-07-06	2019-04-20	[illegible]
11.	YUN PHYONG	YONG BONG CHAND IT	DEPARTED	2019-07-06	2018-11-19	527330578
12.	PAEK SONG HYOK	YONG BONG CHAND IT	DEPARTED	2019-07-06	2018-11-19	527330581
13.	SUN YONG KIM	YONG BONG CHAND IT	DEPARTED	2019-07-06	2018-11-05	527330574
14.	MR. YU SONG JON	YONG BONG CHAND IT	DEPARTED	2019-07-06	2017-12-19	527330580
15.	UN HA HWANG	BOT ONGANG RESTAURANT	DEPARTED	2019-12-15	2018-06-05	308232867
16.	YONG IM SIN	BOT ONGANG RESTAURANT	DEPARTED	2019-12-15	2018-06-05	308232865
17.	CHANG HAM RI	BOT ONGANG RESTAURANT	DEPARTED	2019-12-15	2019-10-21	308232860
18.	KYONG IL JI	BOT ONGANG RESTAURANT	DEPARTED	2019-12-15	2018-06-05	308232813
19.	WON MYONG KIM	BOT ONGANG RESTAURANT	DEPARTED	2019-12-15	2018-06-05	308232811
20.	UN JONG KIM	BOT ONGANG RESTAURANT	DEPARTED	2019-11-24	2018-07-17	308232870
21.	HYO SON KIM	BOT ONGANG RESTAURANT	DEPARTED	2016-11-24	2018-07-17	308232872
22.	YON HUI JI	BOT ONGANG RESTAURANT	DEPARTED	2019-11-24	2018-07-17	308232873
23.	HYON HUI CHOE	BOT ONGANG RESTAURANT	DEPARTED	2016-11-24	2018-07-17	[illegible]
24.	MI SONG CHOE	BOT ONGANG RESTAURANT	DEPARTED	2016-11-24	2018-07-17	308232869
25.	HO KWANG	BOT ONGANG RESTAURANT	Departed	2019-12-15	2019-10-07	308331208
26.	HEY SONG KIM	BOT ONGANG RESTAURANT	DEPARTED	2019-10-18	2018-11-22	308130437
27.	YONG GYONG HO	BOT ONGANG RESTAURANT	DEPARTED	2019-10-18	2018-11-22	654432333
28.	UN GYONG KIM	BOT ONGANG RESTAURANT	DEPARTED	2016-11-24	2018-07-17	308232848
29.	SON HUI PAK	MINAS RESTAURANT	DEPARTED	2019-12-15	2018-07-17	308232866
30.	IL RAN HO	MINAS RESTAURANT	DEPARTED	2019-12-15	2018-07-17	308237871
31.	JONG KUM YONG	MINAS RESTAURANT	DEPARTED	2019-12-15	2018-07-17	308237850
32.	MS. RI OK MI	PYONGYANG ARIRANG	DEPARTED	2019-03-19	N/A	745130660
33.	MS. JONG SONG MI	PYONGYANG ARIRANG	DEPARTED	2019-05-02	2015-01-25	745130659
34.	HO KWANG	PYONGYANG ARIRANG	DEPARTED	2019-12-15	2019-10-07	308331208
35.	CHONE OKJU	PYONGYANG ARIRANG	Departed before 2014.			
36.	MS. JU OK HWANG	HIMALAYAN SOJE	DEPARTED	2019-08-13	2019-04-03	308230406
37.	MS. IL HYANG KANG	HIMALAYAN SOJE	DEPARTED	2019-08-13	2019-04-03	527337511
38	JUN MIN KWON	HIMAL CHILBO IT	DEPARTED	2019-08-13	2019-06-25	308441369
39.	KWANG GUK RI	HIMAL CHILBO IT	DEPARTED	2019-08-13	2019-06-25	308441370
40.	CHONG RYONG AN	HIMAL CHILBO IT	DEPARTED	2019-08-13	2019-06-25	308441371

41	RI SUN HYONG	PYONGYANG OKRUGWAN	Departed before 2014.
42	KIM THAE SONG	PYONGYANG OKRUGWAN	
43	KIM JONG SU	PYONGYANG OKRUGWAN	
44	CHOE SONG HUI	PYONGYANG OKRUGWAN	
45	KUM HUI RYU	PYONGYANG OKRUGWAN	
46	YONG JU KIM	PYONGYANG OKRUGWAN	
47	CHANG SUK RYU	PYONGYANG OKRUGWAN	
48	HAN SON NYO	PYONGYANG OKRUGWAN	

Source: Member State

Annex 35: Joint letter regarding DPRK overseas workers and Member States' obligations under relevant resolutions

Annex to the letter dated 2 January 2020 from the Chargé d'affaires a.i. of Germany to the United Nations addressed to the Secretary-General

We are writing in order to draw your attention to the issue of overseas workers from the Democratic People's Republic of Korea and Member States' obligations under relevant Security Council resolutions. In paragraph 8 of Security Council resolution 2397 (2017), the Security Council decided that Member States shall repatriate to the Democratic People's Republic of Korea all the Democratic People's Republic of Korea nationals earning income in that Member State's jurisdiction, subject to limited exceptions. The Council unanimously agreed this action should be completed by 22 December 2019.

This decision was not taken lightly but reflected the continuous violation by the Democratic People's Republic of Korea of Security Council resolutions with the development of its nuclear and ballistic missile weapons programme. This was a proportionate, targeted and appropriate response to address fundraising by the Democratic People's Republic of Korea for such programmes. It was and still is a vital step for international peace and security.

Two years later, the deadline for repatriation has arrived. Democratic People's Republic of Korea nationals' earning income within the jurisdiction of a Member State now needs to have been fully repatriated, in a manner consistent with Security Council resolution 2397 (2017), regardless of their occupation (e.g. student, trainee, medical personnel, athlete), employer (including foreign entities), type of visa (e.g. tourism) and date at which they obtained work authorizations, visas or contracts.

Responsible States around the globe have been working to repatriate qualifying Democratic People's Republic of Korea nationals, often in the face of attempts to conceal or obscure their presence or to conduct their business on the black market. We commend the diligence and efforts of so many States to meet their obligations.

We would like to take this opportunity to remind States that, as of this date, the presence of Democratic People's Republic of Korea workers' earning income in their jurisdiction, as explained in Security Council resolution 2397 (2017), is a violation of international law. We encourage States to submit any information pertaining to the continued presence of Democratic People's Republic of Korea workers outside the Democratic People's Republic of Korea to the Panel of Experts established pursuant to Security Council resolution 1874 (2009) for proper investigation and reporting, at dpa-poe1874@un.org.

All States need to provide final reports to the Security Council Committee established pursuant to resolution 1718 (2006), at sc-1718-committee@un.org, no later than 22 March 2020, to confirm they have completed their checks against these obligations. Those Member States that failed to meet the midterm report deadline in 2019 still have an opportunity to comply with the final reporting requirement of resolution 2397 (2017) by providing their final reports by the 22 March 2020 deadline.

(*Signed*) Mitchell **Fifield**
Permanent Representative of Australia to the United Nations

(*Signed*) Marc **Pecsteen de Buytswerve**
Permanent Representative of Belgium to the United Nations

(*Signed*) Marc-André **Blanchard**
Permanent Representative of Canada to the United Nations

(*Signed*) Marie **Chatardová**
Permanent Representative of the Czech Republic to the United Nations

(*Signed*) Martin Bille **Hermann**
Permanent Representative of Denmark to the United Nations

(*Signed*) Sven **Jürgenson**
Permanent Representative of Estonia to the United Nations

(*Signed*) Jukka **Salovaara**
Permanent Representative of Finland to the United Nations

(*Signed*) Anne **Gueguen**
Deputy Permanent Representative, Chargée d'affaires a.i.
Permanent Mission of France to the United Nations

(*Signed*) Christoph **Heusgen**
Permanent Representative of Germany to the United Nations

(*Signed*) Antonios **Papakostas**
Deputy Permanent Representative, Chargée d'affaires a.i.
Permanent Mission of Greece to the United Nations

(*Signed*) Katalin Annamária **Bogyay**
Permanent Representative of Hungary to the United Nations

(*Signed*) Geraldine **Byrne Nason**
Permanent Representative of Ireland to the United Nations

(*Signed*) **Ishikane** Kimihiro
Permanent Representative of Japan to the United Nations

(*Signed*) Ivars **Liepnieks**
Deputy Permanent Representative, Chargée d'affaires a.i.
Permanent Mission of Latvia to the United Nations

(*Signed*) Audra **Plepytė**
Permanent Representative of the Republic of Lithuania
to the United Nations

(*Signed*) Christian **Braun**
Permanent Representative of Luxembourg to the United Nations

(*Signed*) Giovanni Battista **Buttigieg**
Deputy Permanent Representative, Chargé d'affaires a.i.
Permanent Mission of the Republic of Malta to the United Nations

(*Signed*) Amatlain Elizabeth **Kabua**
Permanent Representative of the Republic of the Marshall Islands
to the United Nations

(*Signed*) Jane J. **Chigiyal**
Permanent Representative of the Federated States of Micronesia

(*Signed*) Karel Jan Gustaaf **van Oosterom**
Permanent Representative of the Kingdom of the Netherlands
to the United Nations

(*Signed*) Craig John **Hawke**
Permanent Representative of New Zealand to the United Nations

(*Signed*) Néstor **Popolizio**
Permanent Representative of Peru to the United Nations

(*Signed*) Joanna **Wronecka**
Permanent Representative of the Republic of Poland to the United Nations

(*Signed*) Ondina **Blokar Drobič**
Deputy Permanent Representative, Chargée d'affaires a.i.
Permanent Mission of the Republic of Slovenia to the United Nations

(*Signed*) Agustin **Santos Maraver**
Permanent Representative of Spain to the United Nations

(*Signed*) Yuriy **Vitrenko**
Deputy Permanent Representative, Chargé d'affaires a.i.
Permanent Mission of Ukraine to the United Nations

(*Signed*) Karen **Pierce**
Permanent Representative of the United Kingdom to the United Nations

(*Signed*) Kelly **Craft**
Permanent Representative of the United States of America
to the United Nations

Source: The Panel

Annex 36: Russian Ministry of Foreign Affairs Information and Press Department Commentary (English translation)

Translated from Russian

Comments by the Information and Press Department of the Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation regarding the letter sent by a group of States to the General Assembly on the issue of overseas workers from the Democratic People's Republic of Korea

146-30-01-2020

We have taken note of the letter, sent by the Permanent Mission of Germany on behalf of 28 States and circulated as an official document of the General Assembly, regarding the implementation of the provisions of Security Council resolutions on the repatriation of nationals of the Democratic People's Republic of Korea working abroad.

It is not entirely clear why a group of countries, most of which are not represented on the Security Council, has decided to impart lessons to others on how to implement the decisions of the principal international body responsible for maintaining international peace and security and taken it upon itself to assess the "diligence" of some and urge others that are "lagging behind" to catch up.

It is interesting to note that the prime mover behind the letter was the Permanent Mission of the State that currently chairs the Security Council Committee established pursuant to resolution 1718 (2006). Germany, like any other State, naturally has its own position concerning international political issues. Nonetheless, the role of Chair of a Security Council sanctions committee requires a modicum of restraint and presupposes detachment, impartiality and, in general, a particular sense of responsibility for creating an atmosphere of trust and conditions conducive to reaching consensual solutions.

Unfortunately, the situation regarding Security Council sanctions on North Korea as they apply to overseas workers from the Democratic People's Republic of Korea has been distorted in the "letter of the twenty-eight". In particular, students, trainees, athletes and tourists, as well as North Koreans working abroad for employers who are natural or legal persons of third countries,

are included in that category without the slightest justification. Following the logic of the letter's authors, therefore, the restrictions imposed by the Security Council apply to nationals of the Democratic People's Republic of Korea merely by virtue of their presence in the territory of other States, regardless of the nature of their occupation. That is a misreading of paragraph 8 of Security Council resolution 2397 (2017), which in fact refers to the repatriation within specified periods of North Koreans working and earning income in the jurisdiction of other States.

This broad interpretation by the "group of twenty-eight" of the resolution's provisions is clearly in keeping with the desire of the United States and its allies to exert "maximum pressure" on Pyongyang by whatever means. Whether such a hard line is conducive to making progress on reaching a settlement on the Korean Peninsula is doubtful in the extreme.

Source:

https://www.mid.ru/foreign_policy/news/-/asset_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/4014034

Annex 37: DPRK workers affiliated to Maibong Sukidar Medical Co. Ltd. whose work permit has been granted/renewed

(underlined applications are possibly intentionally duplicated using different spelling)

	Work Permit Number	Title	Name	Type	date permit granted
1	WPB. 9138/17	Dr	Sola Pak	Renewal	2019/11/1
2	WPB.9146/17	Dr	Kyong Il Ju	Renewal	2019/11/1
3	WPB. 9136/17	Dr	Myong Hui Choe	Renewal	2019/11/1
4	WPB. 9137/17	Dr	Kyong Song Kim	Renewal	2019/11/1
5	WPB/2614/19	Mrs	Yon Sim Ryang	New	2019/10/8
6	WPB 2614/19	Mrs	Yon Sin Ryang	New	2019/9/16
7	WPB.3280/19	Ms	Sun Yong Choe	New	2019/9/17
8	WPB 3281/19	Mr	Jong Hui Kim	New	2019/9/13
9	WPB 3279/19	Mr	Son Hui Song	New	2019/9/13
10	WPB3278/19	Mr	Kwang Jin Ho	New	2019/9/13
11	WPB 7427/17	Mr	Un Ju Pak	Renewal	2019/9/6
12	WPB 7432/17	Mr	Sung Chol Kim	Renewal	2019/9/6
13	WPB 7424/17	Mr	Hyon Chol Ri	Renewal	2019/9/3
14	WPB 7428/17	Ms	Song Hwa Pyon	Renewal	2019/9/3
15	WPB 5100/17	Dr	Hyang Ryu	Renewal	2019/8/27
16	WPB 5097/17	Dr	Insu Kim	Renewal	2019/8/15
17	WPB 5096/17	Dr	Ok Slin Kim	Renewal	2019/8/15
18	WPB 5095/17	Dr	Kwon Il Pak	Renewal	2019/8/16
19	WPC 1185/19	Dr	Sin Chol Ho	New	2019/7/10
20	WPB 1185/19	Mr	Chol Ho Sin	New	2019/7/19
21	WPB 4840/17	Mr	Chol Ho Tong	Renewal	2019/5/31
22	WPB 3445/17	Mr	Ok Ju Won	Renewal	2019/5/31
23	WPB3560/17	Mr	Thae Gil Ham	Renewal	2019/5/31
24	WPB 3444/17	Mr	In Hak Pak	Renewal	2019/5/31
25	WPB/1836/17	Ms	Myong suk Ro	Renewal	2019/3/12
26	WPB/5104/17	Mr	Tryong Ju Kwon	Renewal	2019/3/12
27	WPB/1835/17	Mr	Kwang Chol Ri	Renewal	2019/3/12
28	WPB/1834/17	Ms	Yong Hui Kang	Renewal	2019/3/12
29	WPB/1839/17	Mr	Myong Sim Ri	Renewal	2019/3/12

30	**WPB/1838/17**	**Mr**	**Myong Chol Ri**	**Renewal**	**2019/3/12**
31	**WPB/1840/17**	**Mr**	**Kwang Il Ri**	**Renewal**	**2019/3/12**
32	**WPB1837/17**	**Mr**	**Su chol Kim**	**Renewal**	**2019/3/15**
33	**WPB/1397/19**	**Dr**	**Ryon Hong Kang**	**New**	**2019/4/16**
34	**WPB/1398/19**	**Dr**	**Jong Ae Kim**	**New**	**2019/4/16**
35	**WPB/1426/19**	**Dr**	**Song Hui Ri**	**New**	**2019/4/16**
36	**WPB/1401/19**	**Mr**	**Hyon Su Ri**	**New**	**2019/5/03**
37	**WPB 3554/17**	**Mr**	**Yun sop Sim**	**Renewal**	**2019/5/17**
38	**WPB 3555/17**	**Mr**	**Sun Nyo Kim**	**Renewal**	**2019/5/17**
39	**WPB/1186/19**	**Mr**	**Ho ILl Mun**	**New**	**2019/5/24**

Source: Tanzanian Prime Minister's Office of Labour, Youth, Employment and Persons with Disability, The Panel

Annex 38: Cambodia's Declaration on the deregistrtation of company from Register of Commerce

KINGDOM OF CAMBODIA
Nation Religion King

Ministry of Commerce
No. 317

Declaration on the deregistration of company from Register of Commerce

Reference: -UNSC's resolutions No. 2321 (2016), 2371 (2017), 2375 (2017), 2397 (2017) on the sanctions against North Korea.
-Letter No. 7824 dated 06 September 2019 of the Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation.
-Decision made by the interministerial working group for national report writing concerning the implementation of UNSC's resolutions on the sanction against North Korea, at a meeting dated 24 December 2019.
-Joint Declaration No. 1326 dated 25 December 2019 on the formation of the interministerial working group for national report writing concerning the implementation of UNSC's resolutions on the sanctions against North Korea.

Hereby decide

Article 1: To deregister below enterprises/companies from Register of Commerce:

1. PYONGYANG UNHASU CO., LTD. with registration No. 00009590 dated 27 April 2016
2. SUNRISE HORIZON CO., LTD. with registration No. 00021223 dated 03 August 2015
3. U.J IMPORT EXPORT CO., LTD. with registration No. 00027520 dated 24 August 2017
4. THE BRANDS CLASSIC CO., LTD. with registration No. 00029623 dated 27 November 2017
5. MANSUDAE NEW TECH CORPORATION LTD. with registration No. 00030642 dated 29 December 2010
6. JUPIC (CAMBODIA) TRADING CO., LTD. with registration No. 00007363 dated 01 July 2014
7. HAEGEUM RIVER SOFT DRINK SHOP with registration No. 50005582 dated 16 January 2018
8. SACH ANG SING PYONG with registration No. 50007276 dated 04 October 2018
9. HO SERYONG PYONG YANG ARIRANG with registration No. 50005111 dated 18 December 2017
10. PYONG YANG TRADITIONAL NOODLE with registration No. 50004694 dated 12 December 2003
11. PYONG YANG RESTAURANT with registration No. 50005187 dated 04 December 2017

Article 2: The Cabinet Director, Director General of Trade Services, Director of Business Registration and the above-mentioned companies must implement this PRAKAS from the date of signature onward.

Done in Phnom Penh,
Monday, 30 December 2019
Minister of Commerce
(Signed & Sealed): PAN SORASAK

cc:
- Members of Interministerial Working Group for national report writing concerning the implementation of UNSC's resolutions on the sanctions against North Korea.
- Phnom Penh Capital Hall
- As in Article 2 "for implementation"
- Documentation-Archives

No. 00385/2020/GDLCBA
Certified correct translation with the Khmer text.
Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation.
General Department of Legal, Consular and Border Affairs,
Phnom Penh, 09 January 2020.

IN DARA
Deputy Director-General
General Department of Legal,
Consular and Border Affairs

Source: https://www.biskoon.com/business/entry/view/8987-yong-bong-chand-i-t-company (Last accessed on 28 January 2020)

Annex 39: Visa issued to DPRK nationals in 2019

According to the website of Russian Ministry of Internal Affairs, the Russian Federation issued 7,703 tourist visas to DPRK nationals in the third quarter of 2019, some 12 times more than for the same period in 2017. From first quarter to the third quarter of 2017, 1,326 DPRK nationals received Russian tourist visas. The figure for the same period in 2019 was 12,834, an increase of 868 percent. Also, the Russian Federation issued 3,611 more student visas to DPRK nationals in third quarter 2019 than in the same period in 2017. From first to third quarter 2017, 162 DPRK nationals received Russian student visas. The equivalent figure for the same period in 2019 was 7,162, an increase of 4321 percent.

Several media reports alleged that DPRK nationals entered the Russian Federation in 2019 on student visas or as industrial trainees for the purpose of earning income.[26]

[26] Radio Free Asia, « North Korean Workers Skirt Sanctions to Return to Russia” 29 March 2019, Daily NK, “North Korean laborers reach Russian construction sites despite sanctions” 24 July 2019

Annex 40: The delivery route of Mercedes-Benz S-600 Long Guard sedans

1. The two Mercedes-Benz class WDD222 S 600 Long Guard sedans with Vehicle Identification Numbers (VIN) WDD222 1761A355444 and WDD2221761A356398 were produced by Daimler AG in Sindelfingen in February 2018 upon a customer's request (discussions started in 2017), and were shipped to EUROPEAN CARS & MORE, S.R.L[27]. This company deals, inter alia, with car armoring at customer’s request. On 28 February 2018 the vehicles were registered - and still were as of September 2019 - at Pubblico Registro Automobilistico Italiano (Certificato cronologico Targa: FN036CH and FN 046CH) (See Figure 1)

Figure 1 A certificate of registration of one of the Mercedes



Automobile Club d'Italia

PRA PUBBLICO REGISTRO AUTOMOBILISTICO

CERTIFICATO CRONOLOGICO TARGA: FN046CH

In base alle risultanze dell'archivio si certifica:

(01) PRIMA ISCRIZIONE DI VEICOLO NUOVO

R.P.	A016114S
del	06/03/2018
Targa	FN046CH
Ufficio PRA di Competenza	CHIETI
Telaio	WDD2221761A355444
Fabbrica / Tipo	MERCEDES-BENZ 221 P P17BP0 NZSA0404
Data immatricolazione	15/02/2018
Data Rilascio Carta Circolazione	15/02/2018
KW	390,00
Classe / Uso	AUTOVEICOLO / PRIVATO LOCAZIONE SENZA CONDUCENTE PER USO SPECIALE
Carrozzeria	FURGONE
Specialita'	VEICOLO BLINDATO
Cilindrata	5980
Alimentazione	BENZINA
Tara	4160
Portata	640
Peso complessivo	4800
Posti n.ro	4
Assi n.ro	2
Tipo atto	SCRITTURA PRIVATA
Data atto	26/02/2018
Proprietario	EUROPEAN CARS & MORE
Sesso / Tipo società	SOCIETA' A RESPONSABILITA' LIMITATA
Comune di residenza	LANCIANO (CH)
Indirizzo	VIA DEL MARE 141 - 66034
Venditore	MERCEDES-BENZ ROMA
Sesso / Tipo società	SOCIETA' PER AZIONI
Comune di residenza	ROMA (RM)
Indirizzo	VIA ZOE FONTANA 220 - 00131
Prezzo del veicolo	***** 421.926,23 * Euro

ANNOTAZIONI
Rilasciato certificato di proprietà

Certificazione del 08/10/2019 20:45:33

DIRIGENTE RESPONSABILE GIORGIO BRANDI

Importo bollo 16,00 Euro Non Sogg. Art. 15 DPR 633/72
Importo emolumenti 9,00 Euro Fuori campo IVA - D.M. del 21 marzo 2013

foglio n.ro 1 segue foglio aggiuntivo

Mod. NP-5 - ST - Certificazioni

Source: The Panel

---

[27] Address - Via Del Mare,141 -66034, Lanciano (CH), Italy

2. The Panel, however, obtained information and documentation confirming that in early June 2018 two cars with these VIN numbers were loaded into containers numbered ALLU4337574 and ALLU6320077 with seal numbers BS175555 and BS175553, respectively. The forwarder was Slevenburg and Huyser B.V.[28] The shipper was LS Logistica & Spedizioni SRL.[29] This company and some of its top management are known to the Panel to have previous contacts with the DPRK.

3. On 20 June, the containers were loaded onto the vessel of a major international shipping company, addressed to the consignee Dalian Shangen International Trade Co. Ltd (fig.2)[30]

Fig.2. The B/L with Dalian Shangen International Trade Co. Ltd as the consignee



[redacted] ORIGINAL [redacted]

PORT TO PORT OR COMBINED TRANSPORT BILL OF LADING

COSU4513397630

LS LOGISTICA & SPEDIZIONI SRL
VIALE CHARLES LENORMANT 236
00119 ROMA

UE20183528.

DALIAN SHANGEN INTERNATIONAL TRADE
CO., LTD DALIAN CITY, LIAONING
PROVINCE, ZHONGSHAN DISTRICT,
GANGWAN STREET, UNIT 20A UNIT 8,
9TH FLOOR -DALIAN *

DALIAN SHANGEN INTERNATIONAL TRADE
CO., LTD DALIAN CITY, LIAONING
PROVINCE, ZHONGSHAN DISTRICT,
GANGWAN STREET, UNIT 20A UNIT 8,
9TH FLOOR -DALIAN *

*PH: 13322201617 / 0411-82718055 /
0411 82786077 / FAX 0411/82766799
CODE: 91210202MA0ULGYC7G

ROTTERDAM, ZUID-HOLLAND

COSCO SPAIN 021E

ROTTERDAM

DALIAN

FCL / FCL CY-CY

ALLU6320077 /BS175553 / 1 PIECE — 1 PIECE /FCL / FCL /40HQ/ 4800.000KGS

ALLU4337574 /BS175555 / 1 PIECE — 1 PIECE /FCL / FCL /40HQ/ 4800.000KGS
MERCEDES S600 SEDAN LONG GUARD
VR 9
CAR SERIENUMMER A001 817 80 22
CAR SERIENUMMER
A222 584 28 01
WDD2221761A355444 -
WDD2221761A356398

OCEAN FREIGHT PREPAID
ON CY-CY TERM
SHIPPER'S LOAD STOW COUNT AND SEAL
SHIPPER'S OWN CONTAINERS

SAY TWO CONTAINERS TOTAL

20 JUN 2018

Date of Issue 20 JUN 2018 Place of Issue ROTTERDAM

[redacted]

Source: The Panel

[28] Address - Vasteland,38J 3011BM, Rotterdam, the Netherlands.
[29] Address -Viale Charles Lenormant 236 00119, Roma 82718055, Italy.
[30] Address -People's Republic of China, Liaoning province, Dalian city, Zhongshan district, Gangwan St, 20A, unit 8. The representative of Dalian Shangen, managing this shipment, was Ms. Zhao Fuchao(趙福超), who was also Former CEO (nominal) of Dalian Oceanking Flying International Logistics Co., Ltd (大连海辰名扬国际物流有限公司 (Address: RM. 2902, Mingshi Fortune Center No. 20A, Gangwan Road, Zhongshan District, Dalian, China (in Chinese: 大连市中山区港湾街 20 号名仕财富 A2902), and the customer for this delivery was her business partner, Mr.Yufeng E (鄂玉峰). CEO, (辽宁益森堂生物科技有限公司 (a.k.a. ECO-GINSENG)

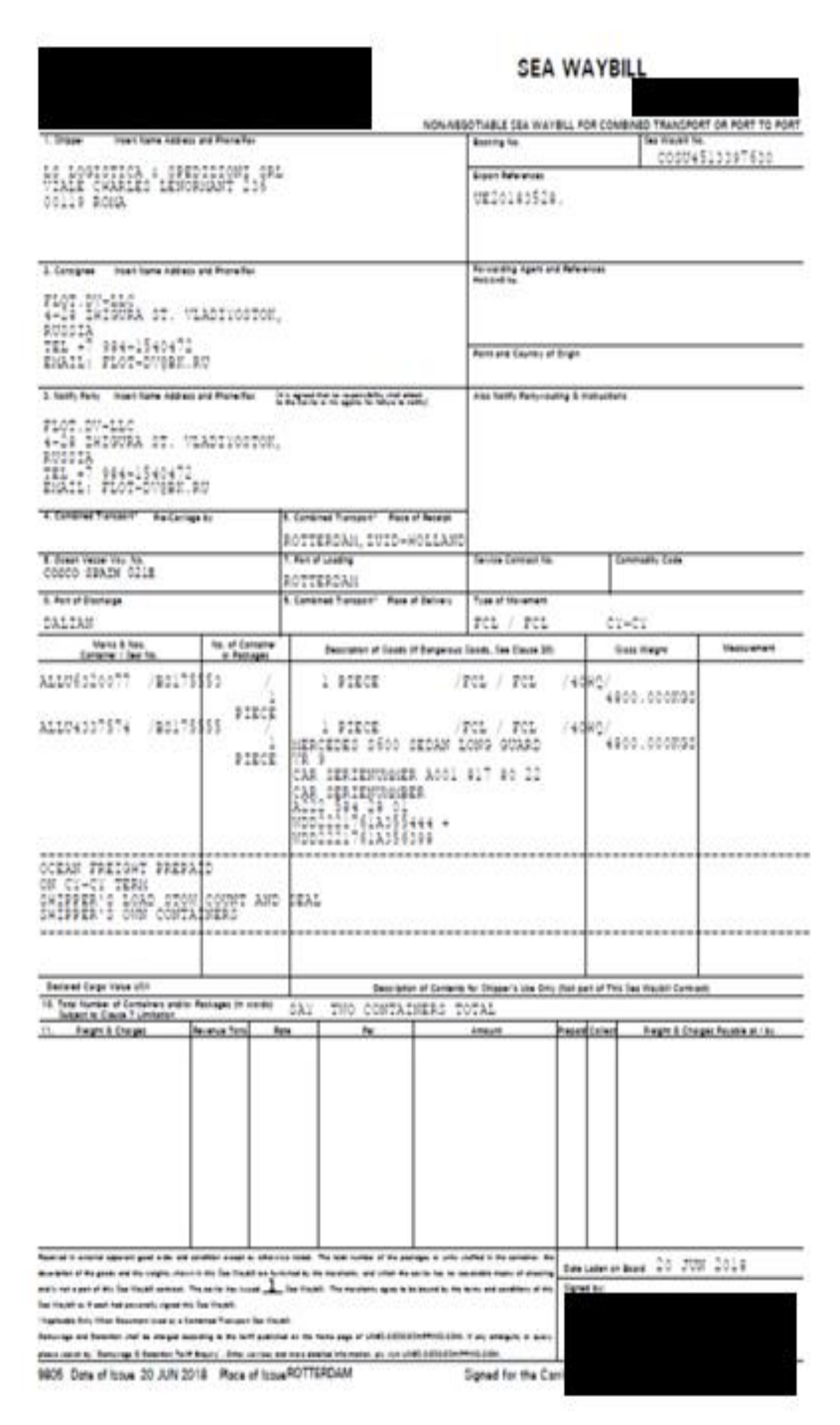
4. The cars arrived in Dalian on 31 July 2018 with onward transportation, planned by the "receiving party" (see footnote 32) to what the receiving party called a "Russian customer", aboard a bulk vessel. Accordingly the shipping company was requested to change the consignee on a new B/L to an entity stipulated as "Flot.DV-LLC, address 4-28 Zhigura St. Vladiyostok," (written with several mistakes: the right spelling would be Vladivostok and the name of the company (in Russian- "ООО Флот .ДВ) in English is not "Flot.DV-LLC", but "Fleet.DV-LLC) and a new B/L was drafted by the transporting company (Fig 4).

Figure 3 Request for a change of the consignee

From: [redacted]@slavenburg-en-huyser.nl> **Sent:** vrijdag 10 augustus 2018 10:48 **To:** [redacted]@coscon.nl> **Cc:** [redacted]@coscon.nl>; [redacted]@coscon.nl> **Subject:** RE: COSCO SHIPPING LINES B/L Proforma No.: COSU4513397630 Vessel: COSCO SPAIN SVVD: AEU3-CCS-021 E SHIPPER REF: UE20183528. [From: xiaye]
Goedemorgen
Originele bl's zijn in Dalian ingeleverd.
De losse originele wordt binnen enkele ogenblikken bij jullie ingeleverd. Dan zijn alle drie de b.l.s ingeleverd.
Mochten jullie willen weten van Cosco Dalian of ze daadwerkelijk ingeleverd zijn kunnen jullie: lilm@cosfrel.com contacten, die schijnt er over te gaan.
Kun je regelen dat zodra de bl's er zijn een release wordt opgemaakt met onderstaande consignee / notify?
FLOT.DV-LLC 4-28 ZHIGURA ST. VLADIYOSTOK, RUSSIA TEL +7 984-1540472 EMAIL: flot-dv@bk.ru
Alvast bedankt
Mvg [redacted]
Van: cosco shipping [redacted] @coscon.com> **Verzonden:** dinsdag 12 juni 2018 8:36
Aan: [redacted] @slavenburg-en-huyser.nl> **Onderwerp:** COSCO SHIPPING LINES B/L Proforma No.: COSU4513397630 Vessel: COSCO SPAIN SVVD: AEU3-CCS-021 E SHIPPER REF: UE20183528. [From: xiaye]
This is system auto email, please do not reply it directly. Please confirm the attached B/L or inform us about any amendment by mailto:[redacted] @coscon.com

Source: The Panel

Figure 4 A new B/L with "Flot.DV-LLC" as the consignee



[redacted]

SEA WAYBILL

[redacted]

NON-NEGOTIABLE SEA WAYBILL FOR COMBINED TRANSPORT OR PORT TO PORT

1. Shipper — Insert Name Address and Phone/Fax
SE LOGISTICA & SPEDIZIONI SRL
VIALE CHARLES LENORMANT 235
00119 ROMA

Sea Waybill No. COSU6513397630

Export References: UE20183528.

2. Consignee — Insert Name Address and Phone/Fax
FLOT.DV-LLC
4-28 ZHIGURA ST. VLADIVOSTOK,
RUSSIA
TEL +7 984-1540472
EMAIL: FLOT-DV@BK.RU

Forwarding Agent and References

Point and Country of Origin

3. Notify Party — Insert Name Address and Phone/Fax
FLOT.DV-LLC
4-28 ZHIGURA ST. VLADIVOSTOK,
RUSSIA
TEL +7 984-1540472
EMAIL: FLOT-DV@BK.RU

Also Notify Party-routing & Instructions

4. Combined Transport* Pre-Carriage by

5. Combined Transport* Place of Receipt: ROTTERDAM, ZUID-HOLLAND

6. Ocean Vessel Voy. No.: COSCO SPAIN 021E

7. Port of Loading: ROTTERDAM

Service Contract No.

Commodity Code

8. Port of Discharge: DALIAN

9. Combined Transport* Place of Delivery

Type of Movement: FCL / FCL CY-CY

Marks & Nos. Container / Seal No.	No. of Container or Packages	Description of Goods (If Dangerous Goods, See Clause 20)	Gross Weight	Measurement
ALLU6320077 /B0175550	/ 1 PIECE	1 PIECE /FCL / FCL /40HQ/	4800.000KGS	
ALLU4337574 /B0175555	/ 1 PIECE	1 PIECE /FCL / FCL /40HQ/ MERCEDES S600 SEDAN LONG GUARD VR 9 CAR SERIENNUMMER A001 817 80 22 CAR SERIENNUMMER A001 394 28 01 WDD2211761A355444 + WDD2211761A356399	4800.000KGS	

OCEAN FREIGHT PREPAID
ON CY-CY TERM
SHIPPER'S LOAD STOW COUNT AND SEAL
SHIPPER'S OWN CONTAINERS

Declared Cargo Value US$

Description of Contents for Shipper's Use Only (Not part of This Sea Waybill Contract)

10. Total Number of Containers and/or Packages (in words) Subject to Clause 7 Limitation: SAY TWO CONTAINERS TOTAL

11. Freight & Charges	Revenue Tons	Rate	Per	Amount	Prepaid	Collect	Freight & Charges Payable at / by

Date Laden on Board 20 JUN 2018

Signed by: [redacted]

9806 Date of Issue 20 JUN 2018 Place of Issue ROTTERDAM Signed for the Car[redacted]

Source: The Panel

5. The Dalian port authorities did not, however, approve the transshipment of the vehicles onboard the break bulk vessel.

6. On 16 August 2018, the shipper, Logistica & Spedizioni SRL, supposedly at the request of the "receiving party", sent to the shipping company an official request for a change to a new consignee, Zuisyo Co., Ltd[31] (Fig. 6) also using apparently falsified documents, probably without the authorization of Zuisyo. A new B/L was again issued by transporting company (fig.7)

Figure 6. The request for change of consignee to Zuisyo





To: [redacted]
Rotterdam
Netherlands BV

C.C. : [redacted]
Attn



Rome 16 August 2018

Object: change the final consignee – B/L COSU4513397630

Dear Sir
As already asked to our agent we have to change the final consignee on the Bill of Lading as from object:

The correct consignee and notify are:
ZUISYO CO., LTD
RM NO 140 1-8-1 , KAMISAKABE , AMAGASAKI CITY
JAPAN
PH 06-65679845 FAX 06-6567984684-1540472
USCI: 9140001102533

You can issue a telex release without issue the original set of Bill of Lading
Best regards
Roberto Azzari
CEO

LS LOGISTICA & SPEDIZIONI S.r.l.



[redacted]

LS Logistica & Spedizioni Srl - Via Charles Lenormant 236/ 240 (Roma) - Tel. +39.06.5652466 - Fax +39.06.5650933
Email: info@lslogistica.net - Web: www.lslogistica.net
Partita IVA /Codice Fiscale 05133581008 - C.C.I.A.A. 843715 - Trib. n. 593834/96
Capitale Sociale € 110.000,00 i. v. - Certificato n. 2132 ISO 9001:2008

Source: The Panel

[31] Address: 1-8-1 Kamisakabe, Amagasaki City, Japan.

Fig.7 B/L with Zuisyo as consignee

Shipper: Insert Name Address and Phone
LS LOGISTICA & SPEDIZIONI SRL
VIALE CHARLES LENORMANT 236 00119 ROMA
82718055

B/L NO. DBRDLOS18083009S

[redacted]

Consignee Insert Name Address and Phone
ZUISYO CO.,LTD
RM NO.140 1-8-1 KAMISAKABE,AMAGASAKI CITY ,JAPAN
TEL 06-6567-9845 FAX 06-6567-9846

Port-to-Port or Combined Transport

BILL OF LADING

RECEIVED in external apparent good order and condition except as otherwise noted the total number of packages or units stuffed in the container, the description of the goods and the weights shown in this Bill of Lading are furnished by the Merchants, and which the carrier has no reasonable means of checking and is not a part of this Bill of Lading contract. The carrier has issued the number of Bills of Lading stated below, all of this tenor and date,one of the original Bills of Lading must be surrendered and endorsed or signed against the delivery of the shipment and whereupon any other original Bills of Lading shall be void The Merchants agree to be bound by the terms and conditions of this Bill of Lading as if each had personally signed this Bill of Lading
SEE clause 4 on the back of this Bill of Lading (Terms continued on the back hereof,please read carefully)
*Applicable Only When Document Used as a Combined Transport Bill of Lading

Notify Party Insert Name Address and Phone
(It is agreed that no responsibility shall attach to the Carrier or his agents for failure to notify)
ZUISYO CO.,LTD
RM NO.140 1-8-1 KAMISAKABE,AMAGASAKI CITY ,JAPAN
TEL 06-6567-9845 FAX 06-6567-9846

Pre-carriage by	Place of Receipt: DALIAN
Ocean Vessel Voy. No.: LANTAU BAY 1835E	Port of Loading: DALIAN
Port of Discharge: OSAKA	Place of Delivery

Marks && Nos.	No of Containers or Pkgs	Description of Goods (If Dangerous Goods,See Clause 20)	Gross Weight kgs	Measurement
N/M ALLU6320077 BS175553 40 HC ALLU4337574 BS175555 40 HC	2PIECES	SHIPPER'S LOAD & COUNT & SEAL MERCEDES S600 SEDAN LONG GUARD VR 9 CAR SERIENUMMER A001 817 80 22 CAR SERIENUMMBER A222 584 28 01 WDD2221761A355444 + WDD2221761A356398 CY-CY FREIGHT PREPAID SHIPPED ON BOARD E-MAIL:dbr-docs@benline.co.jp TEL:+81367180730 CONTRACT:Ben Line Agencies(Japan)Ltd. Customer Service Team SERVICE:Japan Service Contract List	9600KGS	40CBM

SURRENDERED

Total Number of containers and/or packages(in words): TWO (2) Containers Only
Subject to Clause 7 Limitation

Freight && Charges	Revenue Tons	Rate	Per	Prepaid	Collect

Ex. Rate	Prepaid at	Payable at	Place and date of Issue: DALIAN 2018-08-26
	Total Prepaid	No. of Original B(s)/L	Signed for the Carrie [redacted]

Source: The Panel

7. The drafted documents included a sales contract between Logistica & Spedizioni SRL and Zuisyo but authorized with a seal that was not identical with Zuisyo's official seal. (Fig.8)

Fig 8 Sales Contract

SALES CONTRACT

BUYER: ZUISYO CO.,LTD
RMNO.140 1-8-1 KAMISAKABE,AMAGASAKI CITY ,JAPAN
TEL 06-6567-9845
FAX 06-6567-9846

NO.: 20180001
DATE: JUL. 01, 2018

SELLER: LS LOGISTICA & SPEDIZIONI SRL
VIALE CHARLES LENORMANT

This contract is made by and agreed between the BUYER and SELLER , in accordance with the terms and conditions stipulated below.

Commodity & Specification	Quantity	Unit Price & Trade Terms	Amount
		CIF OSAKA PORT JAPAN	
MERCEDES S600 SEDAN LONG GUARD VR 9			
CAR	2pieces	450000	900,000.00
Total:	2pieces		EUR900,000.00

With More or less of shipment allowed at the sellers' option

5. Total Value EUR900,000.00
6. Packing
7. Time of Shipment & means of Transportation BEFORE 2018.12.31
8. Port of Loading & Destination From : ROTTERDAM,ZUID-HOLLAND
To : OSAKA PORT,JAPAN
9. Insurance To be covered by the buyer.
10. Terms of Payment BY T/T
11. Quality/Quantity discrepancy :

In case of quality discrepancy, claim should be filed by the Buyer within 30 days after the arrival of the goods at port of destination, while for quantity discrepancy, claim should be filed by the Buyer within 15 days after the arrival of the goods at port of destination. It is understood that the Seller shall not be liable for any discrepancy of the goods shipped due to causes for which the Insurance Company, Shipping Company, other Transportation Organization /or Post Office are liable.

12. The Seller shall not be held responsible for failure or delay in delivery of the entire lot or a portion of the goods under this Sales Contract in consequence of any Force Majeure incidents, which might occur. Force Majeure as referred to in this contract means unforeseeable, unavoidable and insurmountable objective conditions.

13. All disputes in connection with the execution of this Contract shall be settled friendly through negotiation. In case no settlement can be reached, the case then may be submitted for arbitration to the Arbitration Commission of the Council for the Promotion of International Trade in accordance with the Provisional Rules of Procedure promulgated by the said Arbitration Commission. The Arbitration committee shall be final and binding upon both parties. And the Arbitration fee shall be borne by the losing parties.

14. This Contract is in two copies effective since being signed sealed by both parties.

The Buyer
ZUISYO CO.,LTD
(signature)

The Seller
LS LOGISTICA & SPEDIZIONI SRL
(signature)

Source: The Panel

8. On 29 August 2018, the containers were shipped by LS Logistica & Spedizioni SRL from Dalian on board the vessel "Lantau Bay 183E" to Osaka (Japan) in the name of Zuisyo Co., Ltd. The cargo arrived on 31 August.

9. After a delay, caused by typhoon in Osaka and constant change of routing plans (including, at one stage, Shanghai port) by the customers, on 27 September the cargo departed Osaka for Busan; shipping documentation listed Do Young Shipping [32] as consignee. Busan-based company, Hantrade Co., Ltd.[33] was listed as the notify party with a plan of transhipment to Vladivostok. (Fig.9).

Fig 9.B/L with Do Young as consignee and Hantrade as "Notify party"



MN

B/L No.
MNEX180893801

MINO LOGISTICS JAPAN CO.,LTD

RECEIVED by the Carrier from the shipper in apparent good order and condition (unless otherwise noted herein) the total numbers or quantity of Containers or other packages or units indicated above stated by the shipper to comprise the cargo specified above for transportation subject to all the terms hereof (including the terms on page one) from the place of receipt or the port of loading, whichever applicable, to the port of discharge or the place of delivery, whichever applicable.
Delivery of the Goods will only be made on payment of all Freight and charges. On presentation of this document (duly endorsed) to the Carrier, by or on behalf of the holder, the rights and liabilities arising in accordance with the terms hereof shall (without prejudice to any rule of common law or statute rendering them binding upon the shipper, holder and Carrier) become binding in all respects between the Carrier and Holder as though the contract contained herein or evidenced hereby had been made between them.
All claims and disputes arising under or in connection with this bill of lading shall be determined by the courts of MARSEILLE at the exclusion of the courts of any other country. In witness whereof three (3) original Bills of Lading unless otherwise stated above have been issued, one of which being accomplished, the others to be void.
(Terms continued on the back hereof)

Shipper
ZUISYO CO.,LTD
RM NO.140 1-8-1 KAMISAKABE,
AMAGASAKI CITY, JAPAN

Consignee
C/O Captain of M/V DN5505.
Do Young Shipping Company, LTD
Trust Company Complex, Ajeltake Road, Ajeltake Island,
Majuro, Marshall Island MH 96960

Notify Party
HAN TRADE CO.,LTD
HARBOUR TOWER,RM 1001,KUDEOK-RO 87-1,NAMPODONG,JUNG-GU,BUSAN,KOREA TEL:82-51-463-8686 FAX:82-51-463-8775

Party to contact for cargo release
MINO LOGISTICS CO.,LTD.
RM 322, DONGYANG TRESBELLE BLDG, 394-25, SEOKYO-DONG,MAPO-GU, SEOUL, KOREA
TEL: 82 2 333-6199 FAX: 82 2 333-0804

Pre-carriage by | Place of Receipt: OSAKA CY
Vessel: [redacted] | Voy. No.: 0030W | Port of Loading: OSAKA,JAPAN
Port of Discharge: BUSAN,KOREA | Place of Delivery: BUSAN,CY
Final Destination(Merchant's reference only)

Container No. Seal No. Marks and Numbers	No. Of Containers or Pkgs	Kind of Packages; Description of Goods	Gross Weight	Measurement
N/M ALLU6320077/40'GP ALLU4337574/40'GP	2 CONTAINERS 2 PIECES	"SHIPPER' S LOAD & COUNT" "SAID TO CONTAIN" MERCEDES S600 SEDAN LONG GUARD VR 9 CAR SERIENUMMER A0018178022 CAR SERIENUMMBER A2225842801 WDD2221761A355444+ WDD2221761A356398 TRANSIT VIA BUSAN TO VLADIVOSTOK BY BULK VESSEL .	9,600.000 KGS	40.000 M3

Total number of Containers or other Packages or Units (in words)

Merchant's Declared Value(See Clauses 18 & 23):

Note: The Merchant's attention is called to the fact that according to Clauses 18 & 23 of this Bill of Lading the liability of the Carrier is, in most cases, limited in respect of loss of or damage to the Goods.

Freight and Charges	Revenue Tons	Rate	Per	Prepaid	Collect
FREIGHT PREPAID AS ARRANGED					

SEA WAY BILL

Exchange Rate | Prepaid at: OSAKA,JAPAN | Payable at | Place and Date of Issue: OSAKA,JAPAN 20180927
Total Prepaid in Local Currency | No. of Original B(s)/L: ONE(1)

In witness whereof, the undersigned has signed the number of Bill(s) of Lading stated herein, all of this tenor and date, one of which being accomplished [redacted]
As Carrier
MINO LOGISTICS JAPAN CO.,LTD

Laden on Board the Vessel
Vessel: [redacted] | Date: 20180927
Port of Loading: OSAKA,JAPAN | By: [redacted]

An enlarged copy of back clauses is available from the Carrier upon request.

Source: The Panel

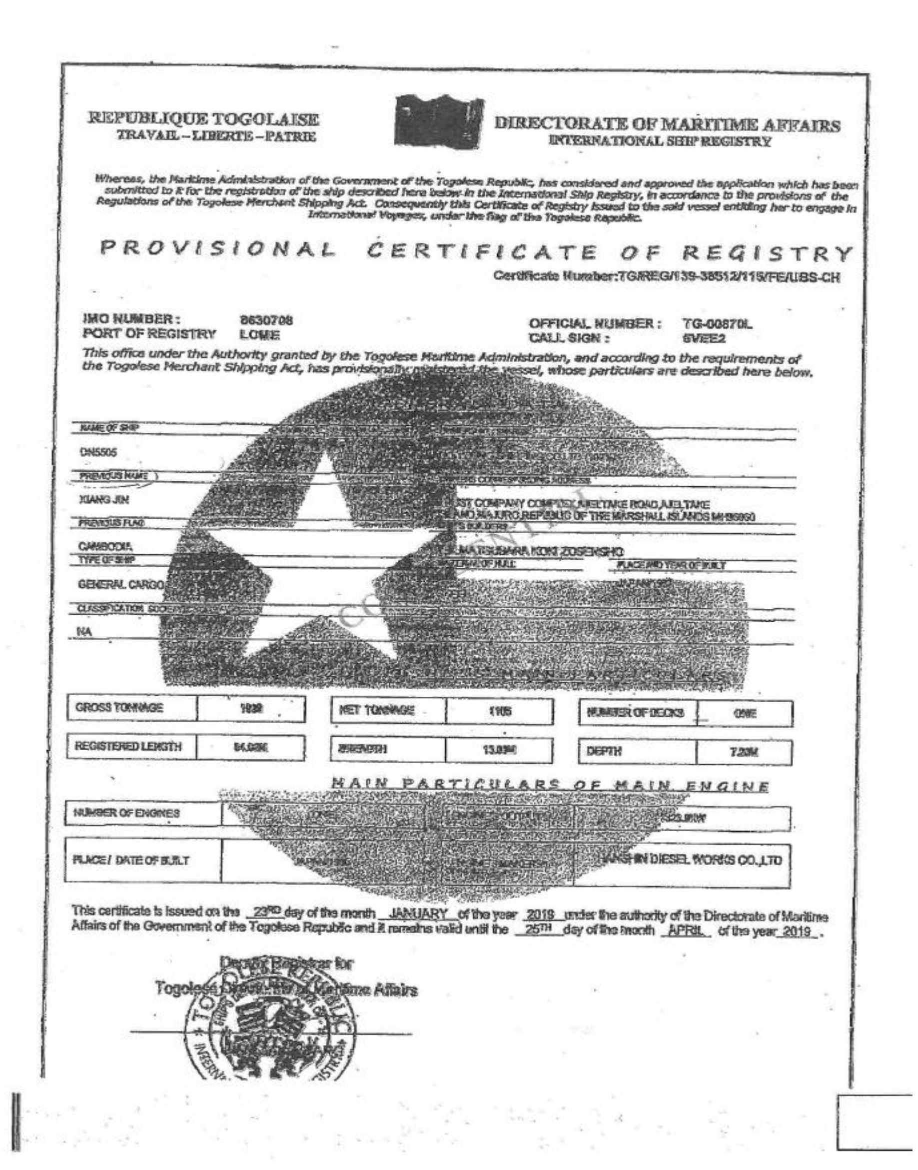
---

[32] Address: Trust Company Complex, Ajeltake Road, Ajeltake Island, Majuro, Marshall Island MH 96960

[33] Address: Room 1001, Harbour Tower, Nampo-dong 6-ga, Jung-gu, Busan, 600-046.

10. According to a specialized maritime platform, Do Young Shipping, a Marshall Island registered company, is listed as a subsidiary of Jiho Shipping Co Ltd,[34] and the registered owner of the vessel *DN5505* (IMO number: 8630708). (Fig 10)

Fig.10. *DN5505* Certificate of Registration



REPUBLIQUE TOGOLAISE
TRAVAIL – LIBERTE – PATRIE

DIRECTORATE OF MARITIME AFFAIRS
INTERNATIONAL SHIP REGISTRY

Whereas, the Maritime Administration of the Government of the Togolese Republic, has considered and approved the application which has been submitted to it for the registration of the ship described here below in the International Ship Registry, in accordance to the provisions of the Regulations of the Togolese Merchant Shipping Act. Consequently this Certificate of Registry issued to the said vessel entitling her to engage in International Voyages, under the flag of the Togolese Republic.

PROVISIONAL CERTIFICATE OF REGISTRY

Certificate Number:TG/REG/139-38512/115/FE/UBS-CH

IMO NUMBER: 8630708
PORT OF REGISTRY LOME

OFFICIAL NUMBER: TG-00870L
CALL SIGN: 5VEE2

This office under the Authority granted by the Togolese Maritime Administration, and according to the requirements of the Togolese Merchant Shipping Act, has provisionally registered the vessel, whose particulars are described here below.

NAME OF SHIP
DN5505

PREVIOUS NAME
XIANG JIN

REGISTERED CORRESPONDING ADDRESS
[illegible] ST COMPANY COMPLEX AJELTAKE ROAD,AJELTAKE ISLAND MAJURO REPUBLIC OF THE MARSHALL ISLANDS MH96960

PREVIOUS FLAG
CAMBODIA

SHIP'S BUILDERS
[illegible] MATSUBARA KOKI ZOSENSHO

TYPE OF SHIP
GENERAL CARGO

MATERIAL OF HULL

PLACE AND YEAR OF BUILT

CLASSIFICATION SOCIETY
NA

GROSS TONNAGE	[illegible]	NET TONNAGE	1105	NUMBER OF DECKS	ONE
REGISTERED LENGTH	[illegible]	BREADTH	[illegible]	DEPTH	7.20M

MAIN PARTICULARS OF MAIN ENGINE

NUMBER OF ENGINES	ONE	ENGINE OUTPUT	[illegible]
PLACE / DATE OF BUILT	[illegible]	ENGINE MAKERS	HANSHIN DIESEL WORKS CO.,LTD

This certificate is issued on the 23RD day of the month JANUARY of the year 2019 under the authority of the Directorate of Maritime Affairs of the Government of the Togolese Republic and it remains valid until the 25TH day of the month APRIL of the year 2019.

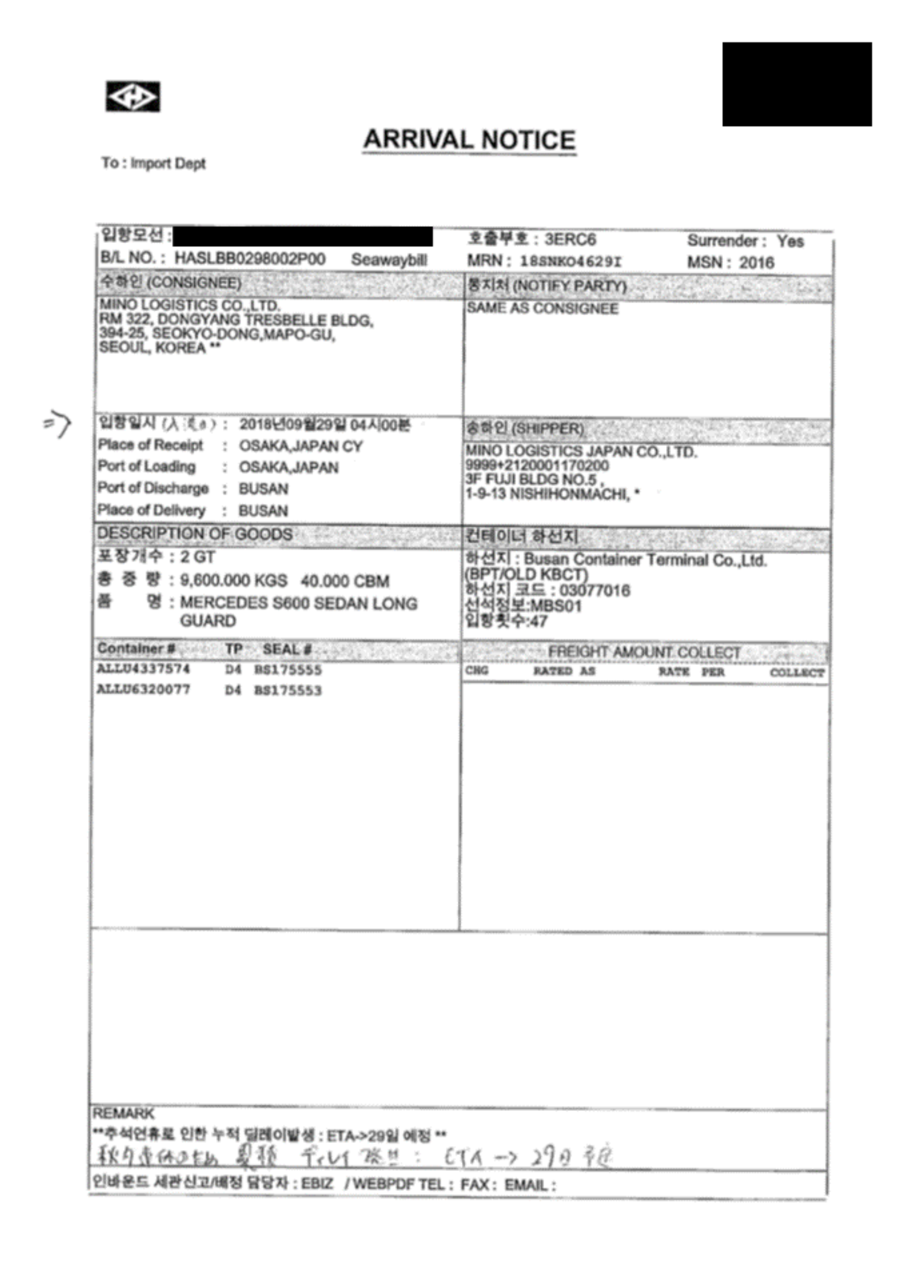
Deputy Registrar for
Togolese Directorate of Maritime Affairs

Source: The Panel

[34] Address: Daesung Building, 326, Dongdaesin-dong 1-ga, Seo-gu, Busan, ROK.

11. The containers arrived at Busan on September 30 and were listed as transiting via Busan to Vladivostok with Mino Logistics Co., Ltd based in Seoul,[35] ROK (business partner of Mino Logistics, Japan, as well as Zuisyo) as the party to contact for the cargo release, and the consignee given as under the care of Do Young Shipping Company. (fig11)

Fig 11. Arrival notice to Busan



[redacted]

ARRIVAL NOTICE

To : Import Dept

입항모선 : [redacted] B/L NO. : HASLBB0298002P00 Seawaybill	호출부호 : 3ERC6 Surrender : Yes MRN : 18SNKO4629I MSN : 2016
수하인 (CONSIGNEE)	통지처 (NOTIFY PARTY)
MINO LOGISTICS CO.,LTD. RM 322, DONGYANG TRESBELLE BLDG, 394-25, SEOKYO-DONG,MAPO-GU, SEOUL, KOREA **	SAME AS CONSIGNEE
입항일시 (入港日) : 2018년09월29일 04시00분 Place of Receipt : OSAKA,JAPAN CY Port of Loading : OSAKA,JAPAN Port of Discharge : BUSAN Place of Delivery : BUSAN	송하인 (SHIPPER) MINO LOGISTICS JAPAN CO.,LTD. 9999+2120001170200 3F FUJI BLDG NO.5 , 1-9-13 NISHIHONMACHI, *
DESCRIPTION OF GOODS	컨테이너 하선지
포장개수 : 2 GT 총 중 량 : 9,600.000 KGS 40.000 CBM 품 명 : MERCEDES S600 SEDAN LONG GUARD	하선지 : Busan Container Terminal Co.,Ltd. (BPT/OLD KBCT) 하선지 코드 : 03077016 선석정보:MBS01 입항횟수:47
Container # TP SEAL #	FREIGHT AMOUNT COLLECT
ALLU4337574 D4 BS175555 ALLU6320077 D4 BS175553	CHG RATED AS RATE PER COLLECT

REMARK
**추석연휴로 인한 누적 딜레이발생 : ETA->29일 예정 **
秋夕連休のため 累積 ディレイ 発生 : ETA -> 29日 予定
인바운드 세관신고/배정 담당자 : EBIZ / WEBPDF TEL : FAX : EMAIL :

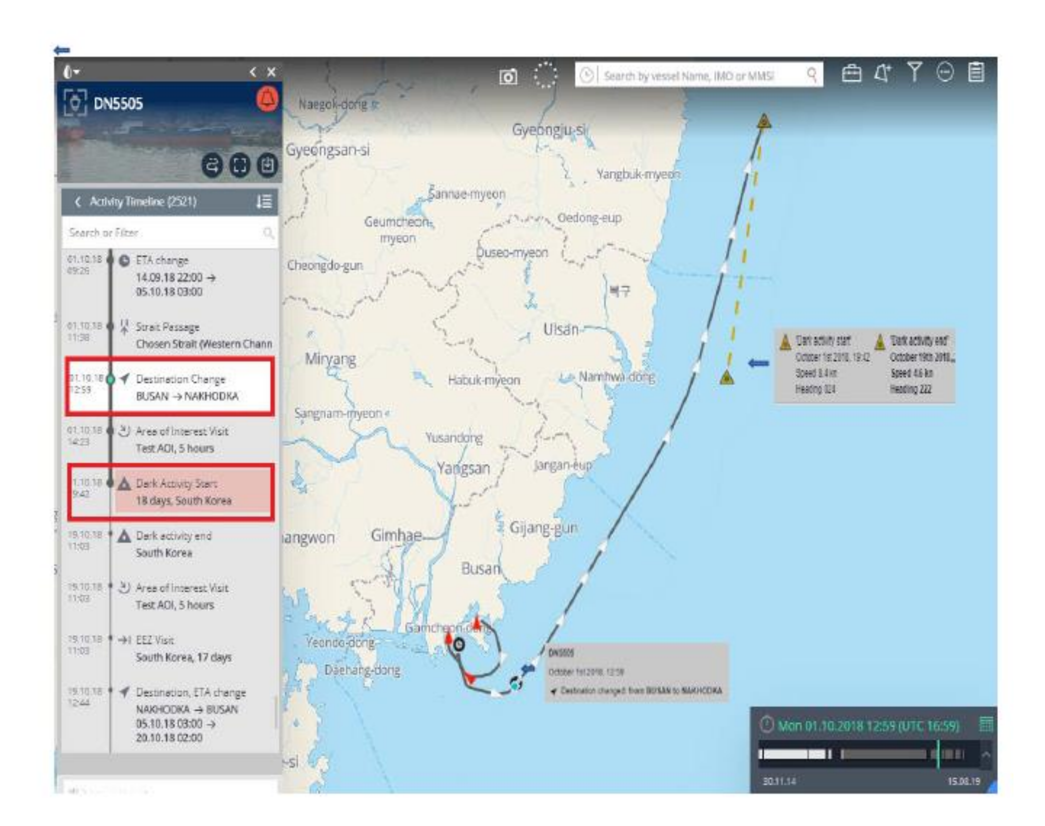
Source: The Panel

[35] Address: Room 701, Dongyang Han river Travel Officetel, 56 Yanghwa-ro, Mapo-gu. Seoul. 04045. ROK

12. The last documented mention, available to the Panel, of the cargo is dated 2 October 2018, when shipping documents were drawn up reflecting the plan to ship the two containers from Busan to Nakhodka by the *DN5505*. These documents, dated 00:00 2 Oct. 2019 list *DN5505* as the vessel and Nakhodka as destination.

13. AIS data indicate that as the *DN5505* sailed north on 1 October, with vessel's AIS signal stopped transmitting while in ROK waters. Prior to that, the vessel had reported by AIS an intended destination of Nakhodka, Russia with an estimated date of arrival on 5 October (fig.12)

Fig 12 Information of the intended route of *DN5505*



Source: Windward

14. Russia replied to the Panel that no Russian port in the Far East recorded an arrival or departure of the *DN5505* at any time between 1 and 19 October.

15. The *DN5505* resumed transmitting AIS only on 19 October from a location approximately 24 miles south of the location of its last transmission, heading back to Busan Port. (Fig.13).

Figure 13. Activity timeline of *DN5055*

Source: Windward

16. On arrival at Busan, the *DN5505* no longer carried containers but was laden with suspected DPRK-origin coal. The vessel was later detained by the ROK authorities.

Annex 41: Reply from the Permanent Mission of Belarus (excerpt)
(Translated from Russian)

Response to the Coordinator of the Panel of Experts on the DPRK

Belarus has considered your letter No. S/AC.49/2019/PE/OC.112 of 21 October 2019. On the substance of the issues raised, we wish to communicate the following.

1. Correspondence between CJSC Minsk Grape Wines Factory and Hongkong Jieming Industrial Co. on conditions for the shipment and payment of consignments under contract No. 29/03/18 of 29 March 2018 was conducted by e-mail (a copy of the correspondence is attached).

In a letter dated 14 September 2018, the representative of Hongkong Jieming Industrial Co. stated that payment for the goods would be made from the current account of another company, as the procedure for payment in United States dollars was very difficult for Hongkong Jieming Industrial Co.

The representative of CJSC Minsk Grape Wines Factory said that if the other company was acting as the payer then the purchaser would need to provide the payer's details and sign a supplementary agreement to the contract.

Following negotiations, the parties signed supplementary agreement No. 1 of 28 September 2018 to contract No. 29/03/18 of 29 March 2018, whereby the company Aspen Resources Pte Ltd (Singapore) acted as the payer. That company made the payment for the goods to the current account of CJSC Minsk Grape Wines Factory.

According to section 1.3 of contract No. 29/03/18, the purpose of the purchaser acquiring the goods was for wholesale and/or retail trade outside of Belarus and not for subsequent export to other countries.

2. Under contract No. 29/03/18 of 29 March 2018 between CJSC Minsk Grape Wines Factory (the seller) and Hongkong Jieming Industrial Co. (the buyer), the seller undertakes to transfer its own produced alcoholic beverages to the buyer, while the buyer undertakes to take ownership thereof and provide payment. The variety, quantity and price of the goods

are agreed in the specification documents signed by the parties for each consignment and are an integral part of the contract.

Under the terms of the contract concluded, the parties signed specification document No. 1 of 29 March 2018 on the supply of goods totalling USD $12,438.40 under FCA terms to the supplier's warehouse in Brest, ul. Katin Bor, 93B (Brest branch of CJSC Minsk Grape Wines Factory) and specification document No. 2 of 29 March 2018 on the supply of goods totalling USD $12,840.00 under FCA terms to the supplier's warehouse in Minsk, ul. Kazintsa, 52A.

The goods in specification document No. 1 were transferred to the carrier of CJSC Minsk Grape Wines Factory for delivery to the buyer, as shown in CMR consignment note No. 163 of 25 May 2018, and the goods in specification document No. 2 were handed over to the carrier on 24 May 2018, as shown in CMR consignment note No. 3 of 24 May 2018. Subsequently, the goods were loaded into shipping containers No. MRKU9286516 and No. MSKU7286890 and, according to CJSC Minsk Grape Wines Factory, they were received by the buyer (a copy of an e-mail dated 5 September 2018 from the carrier, dina.kolibaba@quehenberger.by, and a copy of the e-mail from the purchaser, dated 5 September 2018, are attached).

In conclusion, we would like to reiterate the readiness of Belarus to continue its cooperation with the Panel of Experts on the Democratic People's Republic of Korea in the implementation of the relevant resolutions of the United Nations Security Council.

Annexes:

1. Correspondence with the buyer (three pages);

2. Copy of specification document No. 1 of 14 September 2018 (two pages);

3. Copy of specification document No. 2 of 14 September 2018 (two pages);

4. Copy of CMR consignment notes No. 163 and No. 3 (two pages);

5. Copy of letters from the carrier and the buyer (two pages).

Source: Member State

Annex 42: Niva invoice

NIVA Distillery Company Limited
ООО "Опытный завод "НИВА"
192102, Russia, Saint-Petersburg, Progonnaya str., 6, lit. A.
tel. 766-12-88, fax 766-15-10, e-mail: office@nivaspb.ru
ИНН 7825672172 КПП 781601001 р/с 40702810327360003745
в ФИЛИАЛЕ N 7806 ВТБ (ПАО) Г. САНКТ-ПЕТЕРБУРГ к/с 30101810240300000707
БИК 044030707

27.12.2018 Saint-Petersburg, Russia

INVOICE # 2 (amended 21.01.19)/ Инвойс № 2 (в редакции 21.01.19)
Contract № 15/2018 dated 15/10/2018 / Контракт № 15/2018 от 15.10.2018

Payer / Плательщик: MANZHOULI KESHENG TRADE CO., LTD
Address: ROOM1704. NO.17 BUILDING,THE NORTH PORT GEMINI WEST TOWER ,MANZHOULI CITY, CHINA

Consignor of goods / Грузоотправитель: NIVA Distillery Company Ltd , 192102, Russia, Saint-Petersburg, Progonnaya str., 6, lit. A.
Consignee / Грузополучатель: MANZHOULI KESHENG TRADE CO., LTD
Address: ROOM1704. NO.17 BUILDING,THE NORTH PORT GEMINI WEST TOWER ,MANZHOULI CITY, CHINA

	Description of product, alc., vol., code / Наименование товара, крепость%, объем, код	Q-ty liters/ Кол-во литров	Q-ty liters 100%/ Кол-во литров 100%	Net weight, kg/ Вес нетто,кг	Gross weight, kg	Quantity bottles	Q-ty boxes/ Кол-во упаковок	Price for bottle, pcs / Цена за бутылку, штуку РУБ/RUB	Total Amount/ Всего RUB/РУБ	Country of origin/ Страна происхождения
1	VODKA «STOLBOVAYA EXPORT» 40%, 0,1 l.	9000,00	3600,00	21960,00	23175,00	90 000	3 000	19,00	1 710 000,0	Россия/Russia
	ИТОГО	9 000,00	3 600,00	21 960,00	23 175,00	90 000	3 000		1 710 000,00	

ПРИМЕЧАНИЕ/NOTE:

Kinds of packages/ Вид упаковки: cartons/ картонные коробки
Basis of delivery / Базис поставки: CIF Port Dalian (Incoterms 2010).
Payment / Оплата: prepayment 100%/ Предоплата 100%



Генеральный директор/ CEO Т.Э. Урбан/Timofey Urban

Главный бухгалтер С.Б.Зубкова/Svetlana Zubkova

Source: The Panel

Annex 43: Reply from the Russian Federation

Постоянное представительство
Российской Федерации
при Организации
Объединенных Наций

Phone: (212) 861 4900
Fax: (212) 628 0252



Permanent Mission
of the Russian Federation
to the United Nations

136 East 67th Street
New York, NY 10065

No. 2927/n

The Permanent Mission of the Russian Federation to the United Nations presents its compliments to the Panel of Experts established pursuant to Security Council resolution 1874 (2009) and referring to the inquiry by the Panel dated 28 June 2019 (S/AC.49/2019/PE/OC.73) has the honour to transmit the following.

LLC "Niva Pilot Plant" (NIVA Distillery Company Limited) and Manzhouli Kesheng Trade Co., Ltd (China) have concluded an international sales contract #15/2018 on 15 October 2018 for the delivery of alcohol products. In accordance with the contract, the shipment was made under FCA (Free Carrier) conditions to the port of Saint-Petersburg. Therefore the ownership of the goods was transferred to the buyer upon their receipt in the port of Saint-Petersburg by the designated carrier. LLC "Niva Pilot Plant", being the producer of the goods, did not conclude any contracts on their shipment or delivery.

Panel of Experts established pursuant
to Security Council resolution 1874 (2009)
United Nations
New York

2

On 30 January 2019 LLC "Niva Pilot Plant" shipped and transferred the goods to the designated carrier at the port of Saint-Petersburg for further delivery to "Room 1704, No. 17 Building, the North Port Gemini West Tower, Manzhouli City, China". Thus, the alcohol products were intended for delivery to a Chinese company. LLC "Niva Pilot Plant" has no information on their delivery to the DPRK and does not maintain any contacts with representatives of this country.

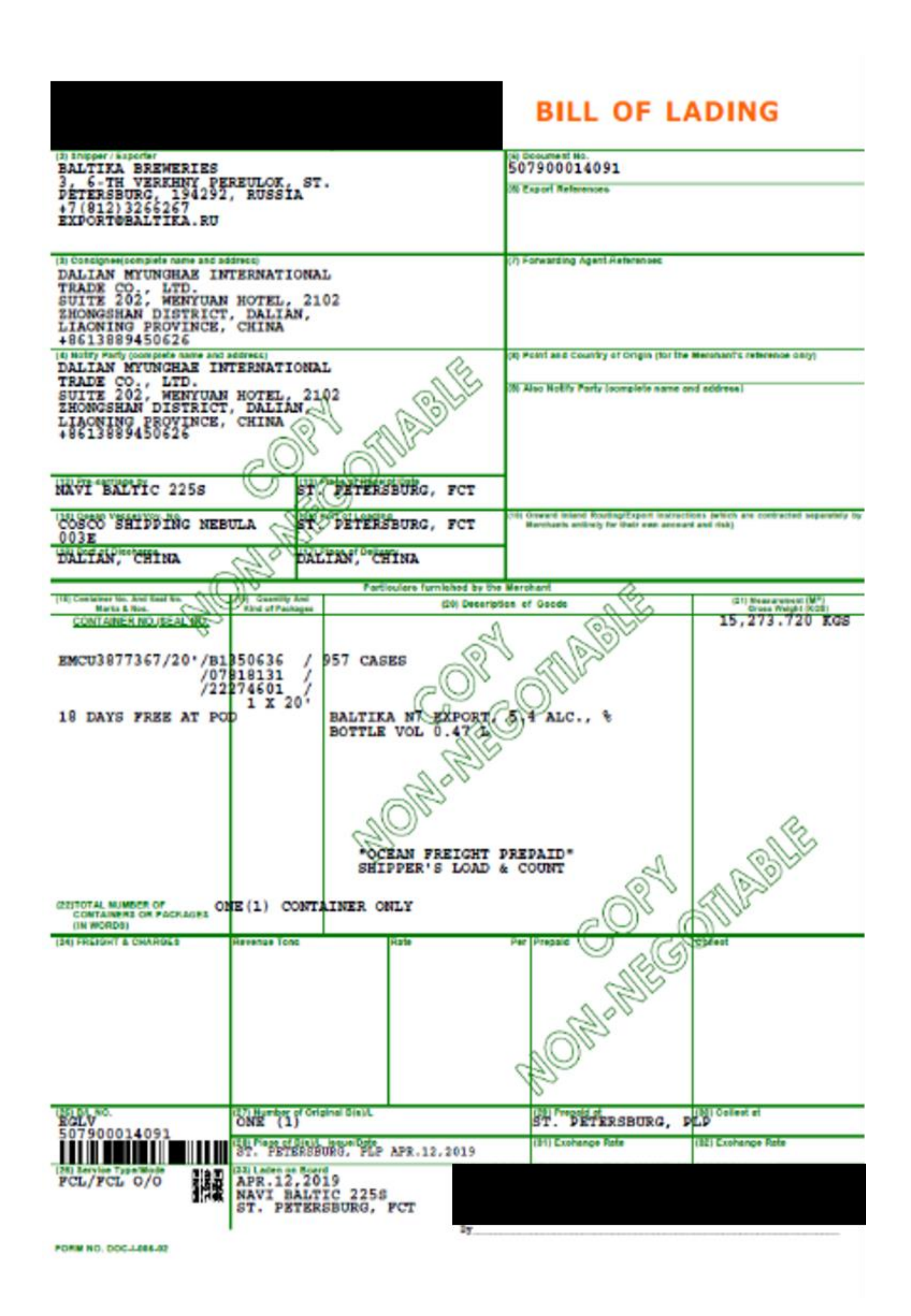
The Permanent Mission of the Russian Federation takes this opportunity to convey to the Panel of Experts established pursuant to Security Council resolution 1874 (2009) the renewed assurances of its highest consideration.

New York, "29" July 2019



Source: Member State

Annex 44: Beer shipping documents



[redacted]

BILL OF LADING

(2) Shipper / Exporter
BALTIKA BREWERIES
3, 6-TH VERKHNY PEREULOK, ST. PETERSBURG, 194292, RUSSIA
+7(812)3266267
EXPORT@BALTIKA.RU

(4) Document No.
507900014091

(5) Export References

(3) Consignee(complete name and address)
DALIAN MYUNGHAE INTERNATIONAL TRADE CO., LTD.
SUITE 202, WENYUAN HOTEL, 2102
ZHONGSHAN DISTRICT, DALIAN,
LIAONING PROVINCE, CHINA
+8613889450626

(7) Forwarding Agent References

(4) Notify Party (complete name and address)
DALIAN MYUNGHAE INTERNATIONAL TRADE CO., LTD.
SUITE 202, WENYUAN HOTEL, 2102
ZHONGSHAN DISTRICT, DALIAN,
LIAONING PROVINCE, CHINA
+8613889450626

(8) Point and Country of Origin (for the Merchant's reference only)

(9) Also Notify Party (complete name and address)

(12) Pre-carriage by: NAVI BALTIC 225S

(13) Place of Receipt/Date: ST. PETERSBURG, FCT

(14) Ocean Vessel/Voy. No.: COSCO SHIPPING NEBULA 003E

(15) Port of Loading: ST. PETERSBURG, FCT

(10) Onward Inland Routing/Export Instructions (which are contracted separately by Merchants entirely for their own account and risk)

(16) Port of Discharge: DALIAN, CHINA

(17) Place of Delivery: DALIAN, CHINA

Particulars furnished by the Merchant

(18) Container No. And Seal No. Marks & Nos.	(19) Quantity And Kind of Packages	(20) Description of Goods	(21) Measurement (M³) Gross Weight (KGS)
CONTAINER NO./SEAL NO. EMCU3877367/20'/B1350636 / /07818131 / /22274601 / 18 DAYS FREE AT POD	1 X 20'	957 CASES BALTIKA N7 EXPORT, 5,4 ALC., % BOTTLE VOL 0.47 L "OCEAN FREIGHT PREPAID" SHIPPER'S LOAD & COUNT	15,273.720 KGS

(22) TOTAL NUMBER OF CONTAINERS OR PACKAGES (IN WORDS): ONE (1) CONTAINER ONLY

(24) FREIGHT & CHARGES	Revenue Tons	Rate	Per	Prepaid	Collect

(25) B/L NO.: EGLV 507900014091

(27) Number of Original B(s)/L: ONE (1)

(29) Prepaid at: ST. PETERSBURG, PLP

(30) Collect at

(28) Place of B(s)/L Issue/Date: ST. PETERSBURG, PLP APR.12.2019

(31) Exchange Rate

(32) Exchange Rate

(26) Service Type/Mode: FCL/FCL O/O

(33) Laden on Board: APR.12,2019 NAVI BALTIC 225S ST. PETERSBURG, FCT

[redacted]

By

FORM NO. DOC-L-086-02

Source: The Panel

Annex 45: Bill of Landing for beer to Liaoning

[redacted]

ORIGINAL

BILL OF LADING
(Non Negotiable Unless Consigned to Order)

SHIPPER/EXPORTER (COMPLETE NAME AND ADDRESS)
BALTIKA BREWERY
6-TH VERHNIY PER. 3
SANKT PETERBURG, SANKT
PETERBURG - 194292
RUSSIA

BOOKING NO.
2620594640

BILL OF LADING NO.
OOLU2620594640

EXPORT REFERENCES

CONSIGNEE (COMPLETE NAME AND ADDRESS)
LIAONING PILOT FREE TRADE ZONE
YURONG WAREHOUSING CO.,LTD
H UNIT W2,NO.13-2 PORT
THREE,BONDED PORT AREA, DALIAN
FREE TRADE ZONE *

FORWARDING AGENT-REFERENCES
FMC NO.
MAK SHIPPING LLC
INN 7814430213
9, BAYKONURSKAYA STR.
197227 SANKT PETERBURG RUSSIA

POINT AND COUNTRY OF ORIGIN OF GOODS

NOTIFY PARTY (COMPLETE NAME AND ADDRESS) [illegible]
LIAONING PILOT FREE TRADE ZONE
YURONG WAREHOUSING CO.,LTD
H UNIT W2,NO.13-2 PORT
THREE,BONDED PORT AREA, DALIAN
FREE TRADE ZONE *

ALSO NOTIFY PARTY-ROUTING & INSTRUCTIONS
*TEL:[redacted]
FAX:8[redacted]
PERSON IN CHARGE: MR. PAK
[redacted]

PRE-CARRIAGE BY

PLACE OF RECEIPT
ST. PETERSBURG

(INTENDED) • VESSEL/VOYAGE/FLAG HONG KONG
DELPHIS FINLAND 006 S

PORT OF LOADING
ST. PETERSBURG

LOADING PIER/TERMINAL

ORIGINALS TO BE RELEASED AT
ST PETERSBURG

PORT OF DISCHARGE
DALIAN

PLACE OF DELIVERY
DALIAN

TYPE OF MOVEMENT (IF MIXED, USE DESCRIPTION OF PACKAGES AND GOODS FIELD)
FCL / FCL CY/CY

(CHECK "HM" COLUMN IF HAZARDOUS MATERIAL)

PARTICULARS DECLARED BY SHIPPER BUT NOT ACKNOWLEDGED BY THE CARRIER

CNTR. NOS. W/SEAL NOS. MARK & NUMBERS	QUANTITY (FOR CUSTOMS DECLARATION ONLY)	HM	DESCRIPTION OF GOODS	GROSS WEIGHT	MEASUREMENT
	3100 CASES		2X40'GP CONTAINERS S.T.C.: BEER	49476.002KGS	

OCEAN FREIGHT PREPAID
TOTAL NO. OF CONTAINERS/PACKAGES RECEIVED & ACKNOWLEDGED BY CARRIER FOR THE PURPOSE OF CALCULATION OF PACKAGE LIMITATION (IF APPLICABLE): 2 CONTAINER(S)/PACKAGE(S)
DESTINATION CHARGES COLLECT PER LINE TARIFF, AND TO BE COLLECTED FROM THE PARTY WHO LAWFULLY DEMANDS DELIVERY OF THE CARGO.
SHIPPER LOAD AND COUNT, CONTAINER(S) SEALED BY SHIPPER
THE SECOND SEAL NO.:
OOLU7758659 2ND SEAL: 22274352
OOCU4960762 2ND SEAL: 22274451

OOLU7758659 /0781932 / 1550 CASES /FCL/FCL /40GP/24738.001KGS
OOCU4960762 /0781941 / 1550 CASES /FCL/FCL /40GP/24738.001KGS

NOTICE 1: [illegible] Carriage of Goods by Sea Act ("COGSA") unless the Merchant [illegible]
NOTICE 2: [illegible]
NOTICE 3: [illegible]

Declared Cargo Value US$ ________ If Merchant enters a value, Carrier's limitation of liability shall not apply and the ad valorem rate will be charged.

FREIGHT & CHARGES PAYABLE AT/BY: | SERVICE CONTRACT NO. | DOC FORM NO. | COMMODITY CODE

CODE	TARIFF ITEM	FREIGHTED AS	RATE	PREPAID	COLLECT

Received the Container/Package or other units indicated in the box identified as "Total No. of Containers/Packages received and acknowledged by Carrier" in apparent good order and condition, unless otherwise indicated, to be transported and delivered as herein provided.

The receipt, custody, carriage and delivery of the goods are subject to the terms appearing on the face and back hereof and to the Carrier's applicable tariff.

In witness whereof 3 original bills of lading have been signed, one of which being accomplished, the other(s) to be void.

DATE CARGO RECEIVED
28 APR 2019

[redacted]

The printed terms and conditions appearing on the face and reverse side of this Bill of Lading are available at www.oocl.com, in OOCL's published US tariffs, and in pamphlet form.

• STRIKE OUT FOR ON BOARD VESSEL BILL OF LADING
• SEE CLAUSE 1 ON REVERSE SIDE
• SEE CLAUSE 2 ON REVERSE SIDE
QF001
HQD 01/01

Source: The Panel

Annex 46: Letter from Singapore on T Specialist



PERMANENT REPRESENTATIVE OF THE REPUBLIC OF SINGAPORE
UNITED NATIONS | NEW YORK

11 December 2019

[redacted]
Coordinator
Panel of Experts established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009)

[redacted]

I refer to your letter (S/AC.49/2019/PE/OC.79) dated 1 July 2019, requesting information on OCN, T Specialist, SCN and related entities and individuals, and to Singapore's letter to the Panel dated 17 July 2019 wherein we stated that the proceedings against T Specialist Director Ng Kheng Wah ("Ng") and T Specialist were *sub judice*.

We wish to inform the Panel that Ng, T Specialist, and Wang Zhiguo pleaded guilty to the charges below on 22 November 2019. They were sentenced as follows:

a) Ng: 34 months' imprisonment (for 10 x UN (Sanctions – DPRK) Regulations charges and 10 x cheating charges);

b) T Specialist: Fine of S$880,000 (for 10 x UN (Sanctions – DPRK) Regulations charges and 2 x money laundering charges); and

c) Wang Zhiguo: 12 months' imprisonment (for 10 x cheating charges).

During court proceedings, the presiding Senior District Judge noted that the UNSC sanctions regime to combat the DPRK's nuclear weapons programme would only be effective if every UN member state, including Singapore, used their best efforts to ensure full compliance. His oral remarks as well as the Grounds of Decision on sentencing are enclosed for the Panel's reference. Comments in paragraphs 55, 75, and 77 of the Grounds of Decision that reference the work of the Panel may be of particular interest.

A second series of related prosecutions will now be pursued concerning Chong Hock Yen, SCN Singapore Pte Ltd, Laurich International Pte Ltd, Sindok Trading Pte Ltd, and Li Hyon. These five accused individuals/entities were charged on 18 October 2018, as conveyed to the Panel earlier in our letter of 17 July 2019. We will keep the Panel updated on the outcome of the remaining prosecutions in due course.

This outcome is testament to our shared commitment in ensuring the full implementation of the relevant UNSC resolutions. We look forward to continuing our cooperation and partnership with the Panel.

Yours sincerely,

BURHAN GAFOOR
Ambassador and Permanent Representative

Enc.

Source: Member State

Annex 47: Letter from Singapore on SINSMS



PERMANENT REPRESENTATIVE OF THE REPUBLIC OF SINGAPORE
UNITED NATIONS | NEW YORK

20 September 2019

[redacted]
Coordinator
Panel of Experts established pursuant to
Security Council Resolution 1874 (2009)

[redacted]

I refer to your letter (S/AC.49/2019/PE/OC.102) dated 30 August 2019, requesting information on SINSMS Pte Ltd ("SINSMS") and related entities and individuals.

In its letter, the Panel referred to a media report that SINSMS, an affiliate of Dalian Sun Moon Star International Logistics Trading Co., had been charged in August 2019 for facilitating shipments of wines and spirits to the DPRK between October 2016 and January 2017. The Panel requested for any information that the Singapore Government could provide, to the extent that we were able to do so without prejudicing court proceedings.

This letter informs the Panel that our authorities uncovered evidence that between 2016 and 2017, Lim Cheng Hwee ("Lim"), a director of SINSMS, engaged in a conspiracy with Liang Ye (another director of SINSMS) to export wines and spirits worth approximately SGD 665,000 to Nampo, the DPRK via transhipment through Dalian, China at the alleged behest of DPRK national Mun Chol Myong ("Mun"). Mun remains at large. Our authorities have charged SINSMS and Lim on four charges of supplying designated luxury items to the DPRK. Our authorities also filed four charges against Lim's wife, Hong Leng Ooi ("Hong"), for her failure to inform the Police about SINSMS' supply of these designated items. Our authorities expect to bring additional charges against Lim and SINSMS.

Given that judicial proceedings against SINSMS, Lim, and Hong are ongoing, we seek the Panel's understanding that we are unable to share the full extent of information requested. In the interim, we enclose the charge sheets against SINSMS (4 charges), Lim (4 charges), and Hong (4 charges) at Annex for your reference.

We hope that the information provided will be helpful to the work of the Panel.

BURHAN GAFOOR
Ambassador and Permanent Representative

Enc.

THE CRIMINAL PROCEDURE CODE
(CHAPTER 68, REVISED EDITION 2012)
SECTIONS 123-125

2nd CHARGE

You,

HONG LENG OOI (FEMALE [redacted])
NRIC No: [redacted]
DATE OF BIRTH: [redacted]
NATIONALITY: SINGAPORE CITIZEN

are charged that you, on or around 30 October 2016, having information about a transaction prohibited by Regulation 5(a) of the United Nations (Sanctions – Democratic People's Republic of Korea ("**DPRK**")) Regulations 2010, to wit, information regarding the supply of wines and spirits with a total value of SGD 133,632.39 by Sinsms Pte Ltd to a person in the DPRK via Dalian, did fail to immediately inform the Commissioner of Police or any authorised person of this information and you have thereby committed an offence under Regulation 14(1)(c)(i) read with Regulation 16(1) of the United Nations (Sanctions – DPRK) Regulations 2010, punishable under Section 5(1)(a) of the United Nations Act (Cap. 339, 2002 Rev. Ed.).

COMMERCIAL AFFAIRS DEPARTMENT
SINGAPORE POLICE FORCE

Date: 14 August 2019

Regulation 5(a) of the United Nations (Sanctions – DPRK) Regulations 2010 states:

5. No person in Singapore or any citizen of Singapore outside Singapore shall –
(a) supply, sell or transfer, directly or indirectly, any designated export item or designated luxury item to any person in the DPRK, whether or not the item originated in Singapore.

Regulation 14(1)(c) of the United Nations (Sanctions – DPRK) Regulations 2010 states:

14. – (1) Every person in Singapore and any citizen of Singapore outside Singapore who –
(c) has information about any transaction prohibited by Regulation 5, 6, 7 or 8,
shall –
(i) immediately inform the Commissioner of Police or any authorised person of that fact or information; and
(ii) provide such further information relating to the property, transaction or proposed transaction as the Commissioner of Police or authorised person may require.

Section 5(1)(a) of the United Nations Act (Chapter 339, 2002 Rev. Ed.) states:

5. – Every person who commits, or attempts to commit, or does any act with intent to commit, or counsels, procures, aids, abets, or incites any other person to commit, or conspires with any other person (whether in Singapore or elsewhere) to commit any offence against any regulations made under this Act shall be liable on conviction —
(a) in the case of an individual, to a fine not exceeding $500,000 or to imprisonment for a term not exceeding 10 years or to both; or
(b) in any other case, to a fine not exceeding $1 million.

Source: Member State

Annex 48: Corporate registry information for Fullberg Trading Develop Limited and HK Xiang Long Trading Group Limited

CR No.:	2395119
Company Name:	FULLBERG TRADING DEVELOP LIMITED 丰百貿易拓展有限公司
Company Type:	Private company limited by shares
Date of Incorporation:	24-JUN-2016
Active Status:	Live
Remarks:	-
Winding Up Mode:	-
Date of Dissolution / Ceasing to Exist:	-
Register of Charges:	Unavailable
Important Note:	-

Name History

Effective Date	Name Used
24-JUN-2016	FULLBERG TRADING DEVELOP LIMITED 丰百貿易拓展有限公司

CR No.:	2619552
Company Name:	HK Xiang Long Trading Group Limited 香港祥龍貿易集團有限公司
Company Type:	Private company limited by shares
Date of Incorporation:	06-DEC-2017
Active Status:	Live
Remarks:	-
Winding Up Mode:	-
Date of Dissolution / Ceasing to Exist:	-
Register of Charges:	Unavailable
Important Note:	-

Name History

Effective Date	Name Used
06-DEC-2017	HK Xiang Long Trading Group Limited 香港祥龍貿易集團有限公司

Source: Hong Kong Corporate Registry, https://www.icris.cr.gov.hk/csci/. Accessed 9 January 2020.

Annex 49: Payments for the *New Regent*

付款資料

付款日期	2018/04/11
付款用戶ID/戶名	HK000411 香港祥龍貿易集團有限公司 "HK Xiang Long Trading Group Limited"
付款帳號	1100001642
付款金額	USD 600,000.00 (僅供參考，以實際成交金額為準)

受款資料

受款帳號	帳號：[redacted]
受款金額	USD 600,000.00 (僅供參考，以實際成交金額為準)
受款人姓名/地址	[redacted]
受款人電話	

受款行資料

SWIFT CODE	[redacted]
銀行名稱/地址	
其他銀行代號	
匯款目的	

付款資料

付款日期	2018/03/29
付款用戶ID/戶名	HK000411 香港祥龍貿易集團有限公司 "HK Xiang Long Trading Group Limited"
付款帳號	1100001642
付款金額	USD 156,740.00 (僅供參考，以實際成交金額為準)

受款資料

受款帳號	帳號：[redacted]
受款金額	USD 156,740.00 (僅供參考，以實際成交金額為準)
受款人姓名/地址	Oswald Maritime Services Limited
受款人電話	

受款行資料

SWIFT CODE	[redacted]
銀行名稱/地址	
其他銀行代號	

Source: The Panel

Annex 50: Corporate registry information for “TH CO OOD”

Main circumstances				
1. UIC/PIC	202762396	20131004122334	History	Documents
2. Фирма/ Наименование	ТИ ЕЙЧ КО	20131004122334	History	Documents
3. Legal form	Дружество с ограничена отговорност	20131004122334	History	Documents
4. Transcription in a foreign language	TH CO	20131004122334	History	Documents
5. Head office and registered office	БЪЛГАРИЯ област София (столица), община Столична гр. София 1444 район р-н Витоша ж.к. Симеоново, 83-та No 19, бл. 1, вх. 1, ет. 1, ап. 1 тел.: 0888647226 Електронна поща: [redacted]	20131209120928	History	Documents
5a. In-country address that will be used for correspondence with the National revenue agency	БЪЛГАРИЯ област София (столица), община Столична гр. София 1444 район р-н Витоша ж.к. СИМЕОНОВО, 83 No 19, бл. 1, вх. 1, ет. 1, ап. 1	20131209120928	History	Documents
6. Scope of business activity	РАЗРАБОТКА НА РАЗЛИЧНИ ВИДОВЕ СОФТУЕР; ПОДДРЪЖКА И АДМИНИСТРИРАНЕ НА РАЗРАБОТЕНИЯ СОФТУЕР.	20131004122334	History	Documents
7. Ma[redacted]		20170427112054	History	Documents
11. Manner of represe[redacted]	Друг начин: [redacted]	20190422145027	History	Documents
16. Term of the company	04.10.2018, начинът, по който се определя срокът: 5 /пет/ години, считано от датата на вписването в Търговския регистър.	20131004122334	History	Documents
19. Venturers	ДАНДОНГ ХАОТОНГ КЪМЪРШЪЛ - ТРЕЙД КО ООД, Чуждестранно юридическо лице, държава: КИТАЙ, 16000 лв. ТАНЯ ИМПОРТ ЕКСПОРТ, ЕИК/ПИК 201331021, държава: БЪЛГАРИЯ, 4000 лв.	20170323154042	History	Documents
24. Transfer of a share		20170323154042	History	Documents
26. Termination of commercial activity	Прекратена търговска дейност	20190422145027	History	Documents
Capital				
31. Amount	20000 лв.	20131004122334	History	Documents
32. Paid-in capital	20000 лв.	20131004122334	History	Documents

“Box 19. Venturers DANDONG HAOTONG COMMERCIAL - TRADE CO. OOD, Foreign Legal Entity, Country: CHINA, 16000 BGN.”

Source: Bulgarian Company Registry, available at http://www.brra.bg/Default.ra, accessed 27 November 2019.

Annex 51: DPRK bank representatives subject to expulsion under paragraph 33 of resolution 2321 (2016)

Names	Title and activities **	Location **	Passport number / expiry UN Security Council designations where applicable
Jang Bom Su (aka Jang Pom Su, Jang Hyon U) 장범수	Tanchon Commercial Bank (hereafter TCB) Representative. Also operates in and travels to Lebanon under various aliases	Syria	22 Feb 1958; Dip PP no. 836110034, exp 1 Jan 2020 UN res 2270 (2016) designated him as "Tanchon Commercial Bank Representative in Syria" on 2 March 2016 (amended 5 Aug. 2017) KPi.016
Jon Myung Guk (a.k.a. Cho'n Myo'ng-kuk, Jon Yong Sang) 전명국 (전영상)	Tanchon Commercial Bank (hereafter TCB) Representative in Syria. Also travels to and operates in Lebanon under various aliases.	Syria	25 Aug. 1976 with dip PP number 836110035, expires 1 January 2020
Ryom Huibong (aka Ryo'M Hu'I-Pong) 렴희봉	Representative of Korea Kumgang Group Bank (aka KKG bank, 금강은행 Kumgang Export and Import Bank, 金刚银行)		18 September 1961 PP No.: 745120026 (expires 20 January 2020); Outside UAE since 28 May 2018.
Ri Sun Chol (Aka Ri Song Chol) 리선철 (리성철)	Representative of Korea Kumgang Group Bank Transported money of DPRK laborers in the Middle East to the DPRK		28 March 1964 PP No.:836132137 Outside UAE since 15 March 2017.
Kwak Chongchol (Aka Kwak Jong-Chol) 곽정철	Deputy Representative of Korea Kumgang Group Bank		1 January 1975 PP No.: 563220533; Outside UAE since 28 December 2016
Ro Il Gwang 노일광	Korea Kumgang Group Bank		26 May 1983 PP No.: 836434467; Outside UAE since 15 March 2017
Kim Kyong Il (Aka Kim Kyo'ng-il 김경일	Foreign Trade Bank Representative. The office opened at least 5 accounts at Banque International Arabe Tunisie (BIAT) in Tunisia. Two of them are in the name of a front company, Kartos. Kim Kyong Il has also been involved in transactions undertaken by Daedong Credit Bank in China.	Libya	1 August 1979; PP No. 836210029 Res 2397 (2017) designated him as "FTB deputy chief representative in Libya" on 22 December (KPi.067)
Choe, Un Hyok 최은혁	Unification Development Bank (or Korea Unification Development Bank, UDB or KUDB) representative. Replaced Ri Un'So'ng. Choe Un Hyok's KUDB business card with his title of "Representative of KUDB, Moscow		19 October 1985 PP No.: 83612287 (expires March 2021)

	Russia" with the same address as the Embassy in Moscow is available in the Panel's 2017 Final Report, S/2017/150 p. 251. *Russia replied to the Panel that the "Bank of Russia has not received any requests regarding the accreditation in Moscow of a representative of the Korea United Development Bank or the appointment of Choe Un Hyok as its representative. We do not have any information about the bank accounts in the name of Choe Un Hyok"*		
Chu Hyo'k (Aka Ju Hyok) 주혁	Foreign Trade Bank Representative *Russia replied Chu Hyo'k is not currently residing in Russia. (see below)*		23 Nov. 1986; PP No. 836420186, issued 28 Oct. 2016 (expires 28 Oct 2021) Res 2397 (2017) designated him as an "overseas FTB Representative" on 22 December (KPi.065)
Ri U'n-so'ng (aka Ri Eun Song; Ri Un Song) 리은성	Korea Unification Development Bank representative *Russia replied that Ri U'n-so'ng is not currently residing in Russia.*		23 July 1969 Res 2397 (2017) designated him as "overseas Korean Unification Development Bank representative" on 22 December (KPi.078)
Han Jang Su (aka Chang-Su Han) 한장수	Chief Representative of the Foreign Trade Bank *Russia replied that Han Jang Su left Russia in 2019*		8 Nov. 1969; PP No.: 745420176 (expires 19 Oct 2020 Designated by Resolution 2371 (2017) as "Chief Representative of the Foreign Trade Bank"
Ku Ja Hyong (aka Ku Cha-hyo'ng) 구자형	Foreign Trade Bank Representative	Libya (also travelled to Tunisia, UAE, and Saudi Arabia 2015-2017)	8 September 1957; PP No.: 563220533; Another PP No.: 654210218 (expires 27 June 2019 - used in July 2016) Res 2397 (2017) designated him as "FTB chief representative in Libya" on 22 December 2017 (Kpi.070)
Ch'oe So'k-min 최석민	Foreign Trade Bank Representative. In 2016, Ch'oe So'k-min was the deputy representative at the FTB branch office in Shenyang. He has been associated with cash transfers from that FTB office to banks affiliated with DPRK special organizations and RGB located overseas. *China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."*	Shenyang China	25 July 1978 Res 2397(2017) designated him as "overseas FTB Representative" on 22 December (KPi.064)

Kim Tong Chol (aka: Kim Tong-ch'o'l) 김동철	Foreign Trade Bank Representative *China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."*	Shenyang, China	28 Jan 1966; PP No.: 381337404 (expires 26 Sept 2016) Res 2397 (2017) designated him as "overseas FTB representative" on 22 - (KPi.068)
Ko Chol Man (aka Ko Ch'o'l-man) 고철만	Foreign Trade Bank Representative *China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."*	Shenyang, China	30 September 1967; PP No. 472420180 Res 2397 (2017) designated him as "overseas FTB representative" on 22 December (KPi.069)
Mun Kyong Hwan (aka Mun Kyo'ng-hwan) 문경환	Bank of East Land Representative *China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."*	Dandong, China	22 August 1967; PP No. 381120660 exp. 25 March 2016 Res 2397 (2017) designated him as "overseas Bank of East Land representative" on 22 December (KPi.071)
Pae Won Uk (aka Pae Wo'n-uk) 배원욱	Korea Daesong Bank Representative *China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."*	Beijing, China	22 August 1969; PP No.: 472120208 exp 22 Feb 2017 Res 2397 (2017) designated him as "overseas Daesong Bank representative" on 22 December (KPi.072)
Pak Bong Nam (aka Lui Wai Ming; Pak Pong Nam; Pak Pong-nam) 박봉남	Ilsim International Bank representative *China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."* According to a Member State, active as of late 2018	Shenyang, China	06 May 1969 Res 2397 (2017) designated him as "overseas Ilsim International Bank representative" on 22 December 2017 (KPi.073)
Pak Mun Il 박문일	Korea Daesong Bank Representative *China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."*	Yanji, China	DPRK / 1 January 1965; PP No.: 563335509 (expires 27/8/2018) Res 2397 (2017) designated him as "overseas official of Korea Daesong Bank" on 22 December 2017 (KPi.079)
Ri Chun Hwan (Aka Ri Ch'un-hwan) 리춘환	Foreign Trade Bank Representative *China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."*	Zhuhai, China	21 August 1957' PP No: 563233049 (expires 9 May 2018); PP No.: 563233049 (expires 9 May 2018) Res 2397 (2017) designated him as "overseas FTB representative" on 22 December (KPi.074)

Ri Chun Song (Aka Ri Ch'un-so'ng) 리춘성	Foreign Trade Bank Representative. Opened a Euro account at International Arab Bank of Tunisia (BAIT) on 18 July 2012 in the name of "Secretary's Delegate of the DPRK's Mission to Tripoli" (closed on 22 August 2013. *China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."*	Beijing, China	30 October 1965; PP No. 654133553 (expires 11 March 2019) Res 2397 (2017) designated him as "overseas FTB representative" on 22 December (KPi.075)
Ri Song-hyok (Aka Li Cheng He) 리성혁	Representative for Koryo Bank and Koryo Credit Development Bank. Reportedly established front companies to procure items and conduct financial transactions on behalf of DPRK *China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."*	Beijing, China	19 March 1965 PP No. 654234735 (expires 19 May 2019) Res 2397 (2017) designated him as "overseas representative for Koryo Bank and Koryo Credit Development Bank" on 22 December (KPi.077)
Pang Su Nam (Aka Pang So-Nam, Pang Sunam) 방수남	Ilsim (ILSIM) International Bank Representative *China replied, "The other DPRK individuals mentioned in the Panel's report are neither included in the sanction list of the Security Council resolutions nor registered in China as the representatives of the DPRK financial institutions. China cannot verify and confirm whether they have relationship with the DPRK financial institutions."*	Zhuhai, China	1 October 1964; PP No.: 472110138
Cha Sung Jun (Aka Ch'a Su'ng-chun) 차승준	Korea Kumgang Group Bank Representative. Has held several accounts in his name at Chinese banks and is suspected of operating a cover company. *China replied, "The other DPRK individuals mentioned in the Panel's report are neither included in the sanction list of the Security Council resolutions nor registered in China as the representatives of the DPRK financial institutions. China cannot verify and confirm whether they have relationship with the DPRK financial institutions."*	Beijing, China	4 June 1966; PP No.: 472434355
Kim Kyong Hyok (Aka Kim Kyo'ng-hyo'k) 김경혁	Representative, Cheil Credit Bank / First Credit Bank *China replied, "The other DPRK individuals mentioned in the Panel's report are neither included in the sanction list of the Security Council resolutions nor registered in China as the representatives of the DPRK financial institutions. China cannot verify and confirm whether they have relationship with the DPRK financial institutions."*	Shanghai, China	5 November 1985; PP No.: 381335989 (expires 14 September 2016)
Pak Ch'O'l-Nam 박철남	Representative, Cheil Credit Bank / First Credit Ban. Opened 6 bank accounts in the name "Great Prince Limited (崇王有限公司)"in banks in Hong Kong and Shenzhen, China"	Beijing, China	16 June 1971 PP No.: 745420413 (expires 19 November 2020)

	China replied, "The other DPRK individuals mentioned in the Panel's report are neither included in the sanction list of the Security Council resolutions nor registered in China as the representatives of the DPRK financial institutions. China cannot verify and confirm whether they have relationship with the DPRK financial institutions."		
Jo Chol Song (Aka Cho Ch'o'l-So'ng) 조철성	Deputy Representative for the Korea Kwangson Banking Corporation (KKBC) Uses false entity names for the KKBC, such as "Good Field Trading Limited (城豐貿易有限公司)" and "Golden Tiger Investment Group (金虎(香港)國際投資集團有限公司)", both registered in Hong Kong. *China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."*	Dandong, China	25 September 1984 PP: 654320502 (expires 16 September 2019) Res 2371(2017) designated him as "Representative for Korea United Development Bank" on 5 Aug (KPi.058)
Ho Young Il (Aka Ho' Yo'ng-il) 허영일	Hana Bank Representative In 2016, Ho Young Il was associated with a high volume of USD transactions for the FTB. *China replied, "The other DPRK individuals mentioned in the Panel's report are neither included in the sanction list of the Security Council resolutions nor registered in China as the representatives of the DPRK financial institutions. China cannot verify and confirm whether they have relationship with the DPRK financial institutions."*	Dandong China	DPRK/ DOB: 9 September 1968
Kim Mun Chol (Aka Kim Mun-ch'o'l) 김문철	Representative for Korea United Development Bank. Uses false entity names including "Chongryu Technical Company" or "Kyong Un Trading Company" According to a Member State, active as of late 2018. *China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."*	Dandong, China	DOB 25 March 1957 Res 2371(2017) designated him as "Representative for Korea United Development Bank" on 5 Aug (KPi.060)
Choe Chun Yong (Aka Ch'oe Ch'un-yo'ng) 최천영	Ilsim International Bank Representative		PP no: 654410078 Res 2371(2017) designated him as "Representative for Ilsim International Bank" on 5 Aug (KPi.054)
Ko Tae Hun (Aka Kim Myong Gi)	Tanchon Commercial Bank Representative	Transited China, Ethiopia,	25 May 1972; PP 563120630 (expires 20 March 2018)

고태훈 (or 고대훈) (aka 김명기)		UAE, visited Sudan[36]	UN Res 2270 (2016) designated him as "Tanchon Commercial Bank (TCB) official" on 2 March (KPi.025)
Kang Min 강민	Daesong Bank representative who, in late 2016, held Chinese bank accounts. *China replied, "The other DPRK individuals mentioned in the Panel's report are neither included in the sanction list of the Security Council resolutions nor registered in China as the representatives of the DPRK financial institutions. China cannot verify and confirm whether they have relationship with the DPRK financial institutions."*	Beijing, China	07 May 1980; PP 563132918 (expires 04 February 2018)
Kim Sang Ho 김상호	Representative, Korea Daesong Bank As of 2015, Kim Sangho was an Office 39 official posted as a Korea Daesong Trading Company representative in Yanji, China. *China replied, "The other DPRK individuals mentioned in the Panel's report are neither included in the sanction list of the Security Council resolutions nor registered in China as the representatives of the DPRK financial institutions. China cannot verify and confirm whether they have relationship with the DPRK financial institutions."*	Yanji, China	16 May 1957 PP No.: 563337601 (expires: 26 September 2018)
Kim Jong Man (Aka Kim Cho'ng Man) 김정만	Representative, Korea Unification Development Bank. In 2015, he was an Office 39 official posted to Hong Kong. *China replied, "The other DPRK individuals mentioned in the Panel's report are neither included in the sanction list of the Security Council resolutions nor registered in China as the representatives of the DPRK financial institutions. China cannot verify and confirm whether they have relationship with the DPRK financial institutions."*	Zhuhai, China	16 July 1956; PP No.: 918320780
Kim Hyok Chol (Aka Kim Hyo'k-Cho'l, Hyok Chol Kim) 김혁철	Deputy Representative, Korea Unification Development Bank *China replied, "The other DPRK individuals mentioned in the Panel's report are neither included in the sanction list of the Security Council resolutions nor registered in China as the representatives of the DPRK financial institutions. China cannot verify and confirm whether they have relationship with the DPRK financial institutions."*	Zhuhai, China	9 July 1978; PP No.: 472235761 (expires 6 June 2017)
Ri Ho Nam (aka Ri Ho-nam) 리호남	Ryugyong Commercial Bank branch representative (2014 to present)	Beijing, China	DOB: 3 January 1967; PP No.: 654120210 (expires 21 February 2019

[36] See S/2017/150, p. 64

	China replied, "The other DPRK individuals mentioned in the Panel's report are neither included in the sanction list of the Security Council resolutions nor registered in China as the representatives of the DPRK financial institutions. China cannot verify and confirm whether they have relationship with the DPRK financial institutions."		
Ms. Kim Su Gyong 김수경	Korea United Development Bank (KUDB) Representative. Since 2011 made multiple trips around Europe, especially in France and Italy, with the assistance of her father, Kim Yong Nam, and brother, Kim Su-Gwang, RGB agents who used their status as staff members of international organizations to help her obtain visas. Kim Su-Gwang (Kim Sou Kwang) recently departed Belarus. See: S/2017/742 para 50 and S/2016/15, para 187.	Europe, also transited UAE and the Russian Federation[37]	DOB: 16 Jan 1973; PP 745120374
Jang Myong Chol	Koryo Commercial Bank According to a Member State, active as of late 2018 *China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."*	Shenyang, China	
Choe Chil Song	Korea Great China People's Bank According to a Member State, active as of late 2018 *China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."*	Dalian, China	
Han Yong Chol	Foreign Trade Bank According to a Member State, active as of late 2018 *China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."*	Beijing, China	
Kim Myong Jin	Korea Daesong Bank According to a Member State, active as of late 2018	Dandong, China	

[37] The Russian Federation informed the Panel that unilateral sanctions were "not an argument for suspicion of unlawful activities on Russian territory".

	China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."		
Ri Jin Hyok	Foreign Trade Bank According to a Member State, active as of late 2018 *China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."*	Zhuhai, China	
Mun Cho'ng-Ch'o'l 문정철	Tanchon Commercial Bank Representative. Has facilitated transactions for TCB.		Res 2094 (2013) designated him as "Tanchon Commercial Bank (TCB) official" on 7 March (KPi.012)
Choe Song Nam CHOE, Song Nam (aka CH'OE, So'ng-nam) 최성남	Representative of Daesong Bank According to a Member State, active as of late 2018 *China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."*	Shenyang, China	DOB: 07 Jan 1979; Passport 563320192 expires 09 Aug 2018;
Kim Chol KIM, Chol (a.k.a. KIM, Ch'o'l) 김철	Representative of Korea United Development Bank		DOB 27 Sep 1964
Paek Jong Sam PAEK, Jong Sam (a.k.a. PAEK, Chong-sam) 백종삼	Representative of Kumgang Bank According to a Member State, active as of late 2018 *China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."*	Shenyang, China	DOB 17 Jan 1964; nationality Korea, North
Ko Il Hwan KO, Il Hwan (a.k.a. KO, Il-hwan) 고일환	Representative of Korea Daesong Bank. According to a Member State, he engaged in transactions for ship-to-ship transfers in 2018 while acting as representative of Daesong Bank in Shenyang. According to a Member State, active as of late 2018	Shenyang, China	DOB 28 August 1967 Passport 927220424 expires 12 Jun 2022

	China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."		
Ri Myong Hun RI, Myong Hun (a.k.a. RI, Myo'ng-hun) 리명훈	Representative of Foreign Trade Bank		DOB 14 Mar 1969; Gender Male; Passport 381420089 expires 11 Oct 2016
Kim Nam Ung 김남웅	Representative for Ilsim International Bank, which is affiliated with the DPRK military and has a close relationship with the Korea Kwangson Banking Corporation. Ilsim International Bank has attempted to evade United Nations sanctions.		Passport no.: 654110043 Res 2371(2017) desigmated him as Representative for Ilsim International Bank
RI, Jong Won (a.k.a. RI, Cho'ng-Wo'n; a.k.a. RI, Jung Won)	The Russian Federation replied, *Mr. Ri Jong Won arrived in Russia on 5 February 2018 as an officially accredited member of the Embassy of the Democratic People's Republic of Korea to the Russian Federation. It is not known what information was used to determine that he is the Moscow-based deputy representative of the Foreign Trade Bank. Moreover, according to the available information, he returned to the DPRK on 8 October 2018.*		DOB: 22 Apr 1971; Passport no 654320421 expires 11 Mar 2019

Annex 52: Pyongyang Cryptocurrency Conference 2019, website screenshot

Pyongyang Blockchain and Cryptocurrency Conference - 18th to 25th April 2019

International experts in the Blockchain and Crypto industry will gather for the first time in Pyongyang to share their knowledge and vision, establish connections and discuss business opportunities.



Price:

3,300 euro per person

Price Includes:

-Flight Beijing-Pyongyang-Beijing,
-7 nights 3*** hotel in individual room
-3 meals a day (Vegetarian/Vegan meals available),
-Attendance to the conference
-Translators Korean-English
-Transportation with driver
-All entrances included in the program

Does not include: Payment of DPRK visa (Around 80 euro, depending on nationality and to be made directly in the DPRK Embassy in Beijing), flight from your country of origin to Beijing, laundry, extra drinks, rental of sports' equipment.



******* FAQ: *******

* Are USA passports allowed to apply?
- Yes, you are welcome to apply.

* Can I bring my laptop, smartphone or tablet?
- Yes, but please note that any mass printed propaganda or digital/printed material against the dignity of the Republic is not allowed.

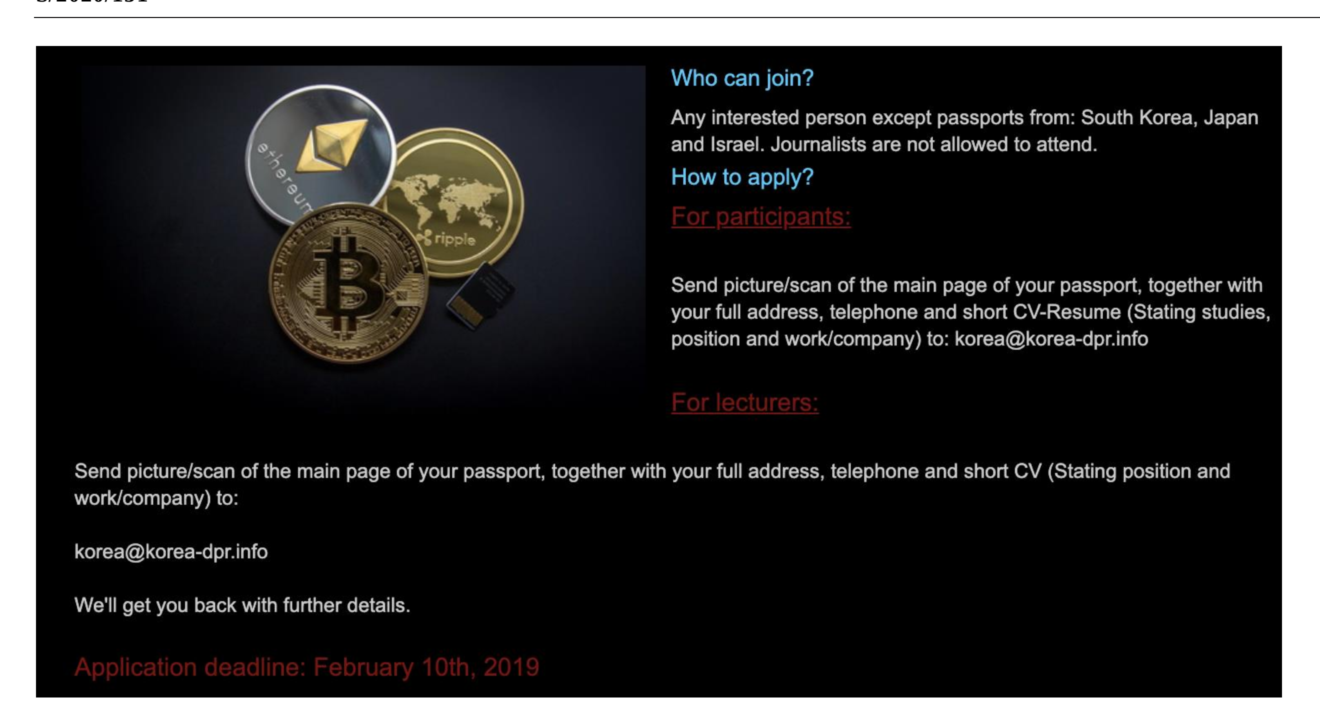
* Is it safe?
- The DPRK can be considered the safest country in the world. As long as you have a basic common-sense and respect for the culture and belief of other nations, you'll be always welcome and enjoy like thousands of friends we've been hosting for the past 28 years and engaged in cultural, sports, science or business relations.

* Who is organizing this?
- The organizers of the conference are, in the DPRK side, Mr. Alejandro Cao de Benos, Special Delegate for the Committee for Cultural Relations and President of the Korean Friendship Association (KFA), and in the technical side Mr. Chris Emms, Blockchain and Crypto expert.

* Do you have Internet?
- Internet is available in the hotel at the price of 5 USD per hour.

* What about phone calls?
- There is no roaming service. It's possible to buy a SIM card to be used to receive/make international phone calls, but we do not recommend it for such short time stay. You can make use of the communications' room in the hotel to make international calls.

* Other questions?
- Please contact: korea@korea-dpr.info



Source: https://korea-dpr.info/dprk-blockchain-conference-2019.html, accessed 30 January 2020

Annex 53: DPRK-linked cryptocurrency trading platforms

According to the cyber security research team, it identified another cryptocurrency trading application infected with malware linked to the Lazarus group in October 2019. Attackers used a fake company and professionally designed website to distribute a free cryptocurrency trading platform, named JMT Trader. Like Celas Trade Pro (below), JMT Trader is a modified version of legitimate trading software, QT Bitcoin Trader. Of particular note is the use of multi-platform infected software (i.e., Windows and Mac), as well as a social media account to promote the software.



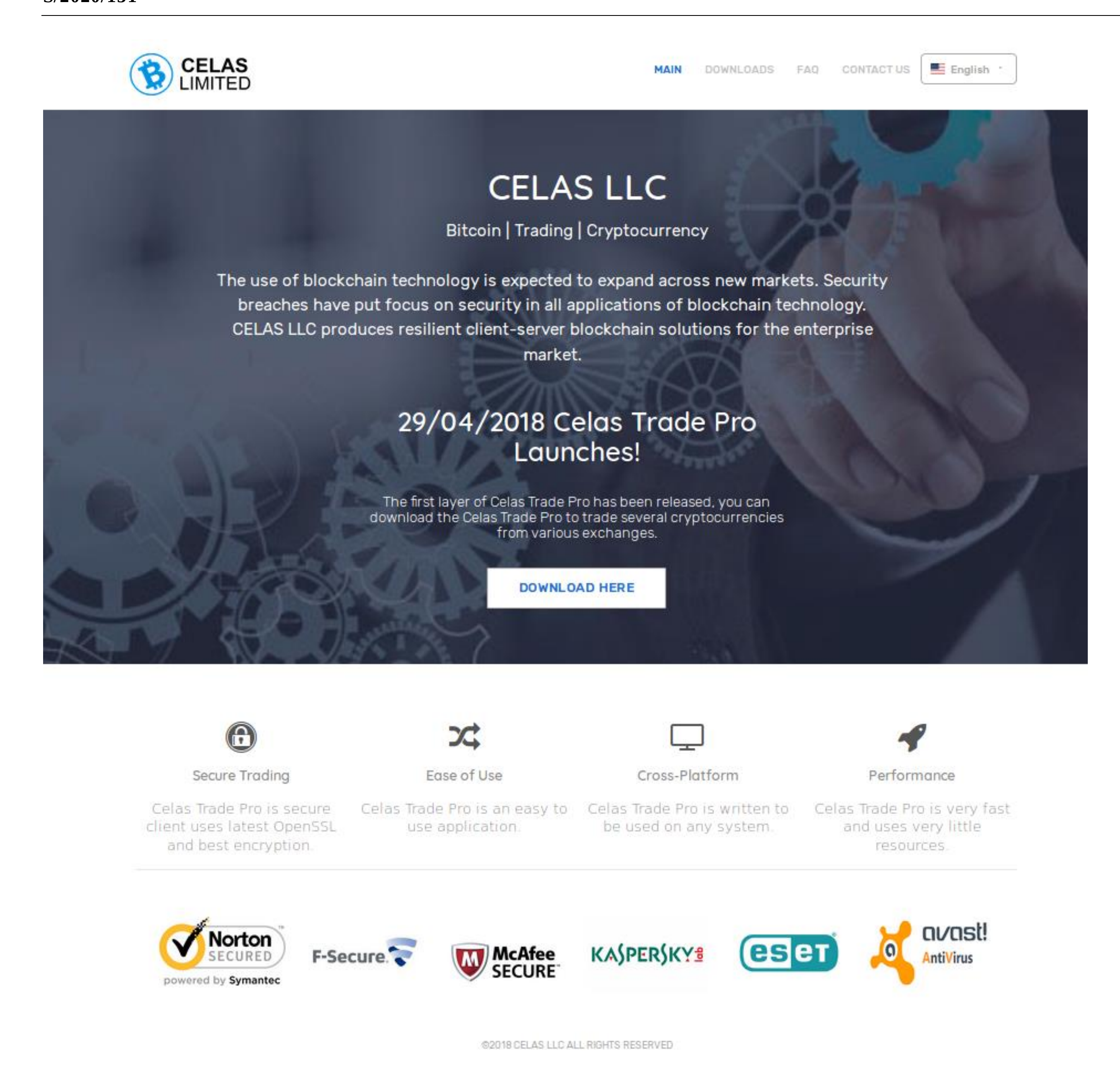
WHY CHOOSE JMT? DOWNLOAD JMT AI HELP & SUPPORT FAQS



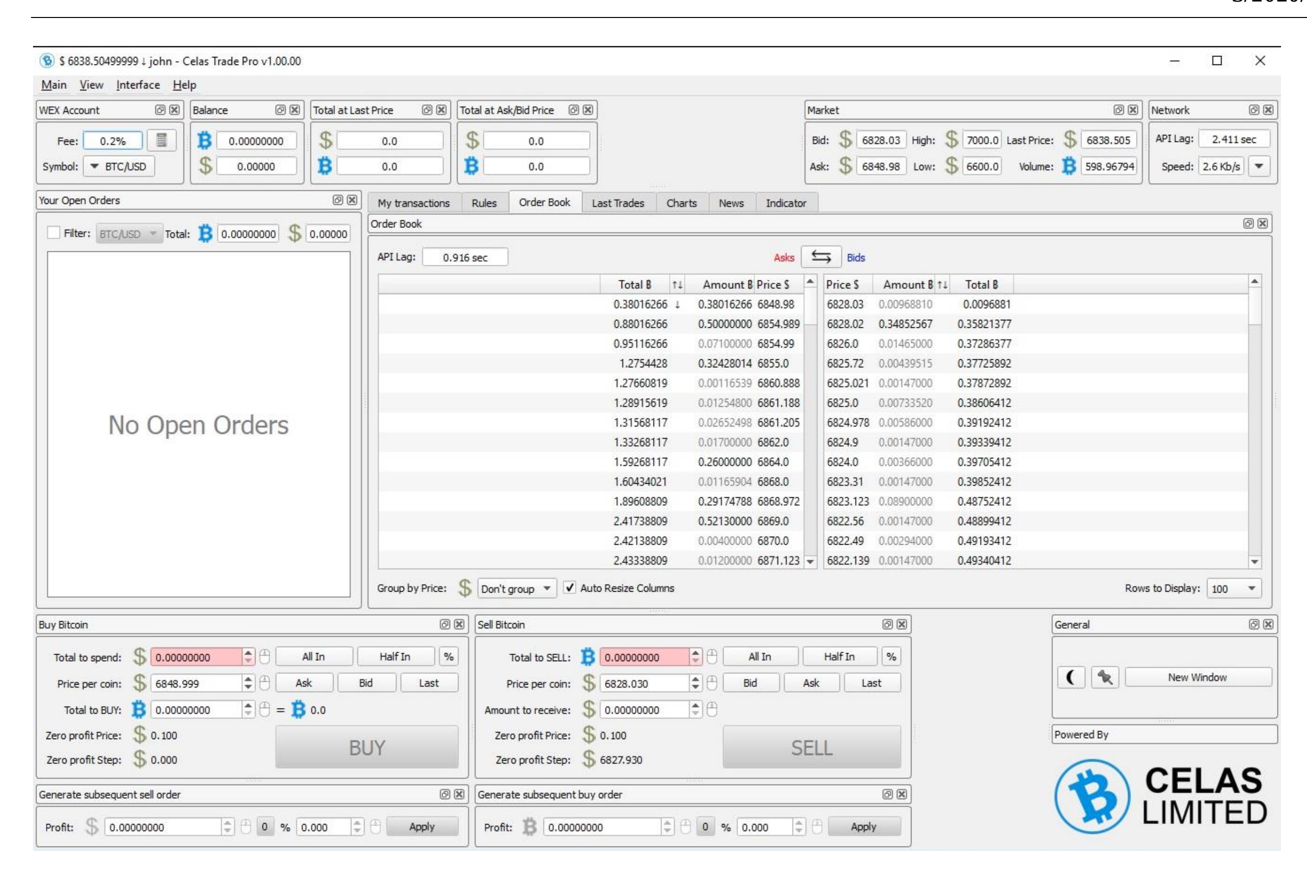


WHY CHOOSE JMT? DOWNLOAD JMT AI HELP & SUPPORT FAQS





The above screenshots show the landing page for JMT Trading and Ceras, respectively. The highly stylized website featured robust content, which helped facilitate the facade of legitimacy.



The above image is a screenshot of Celas Limited’s trading platform, which is infected with malware designed to exfiltrate the user’s wallet keys.

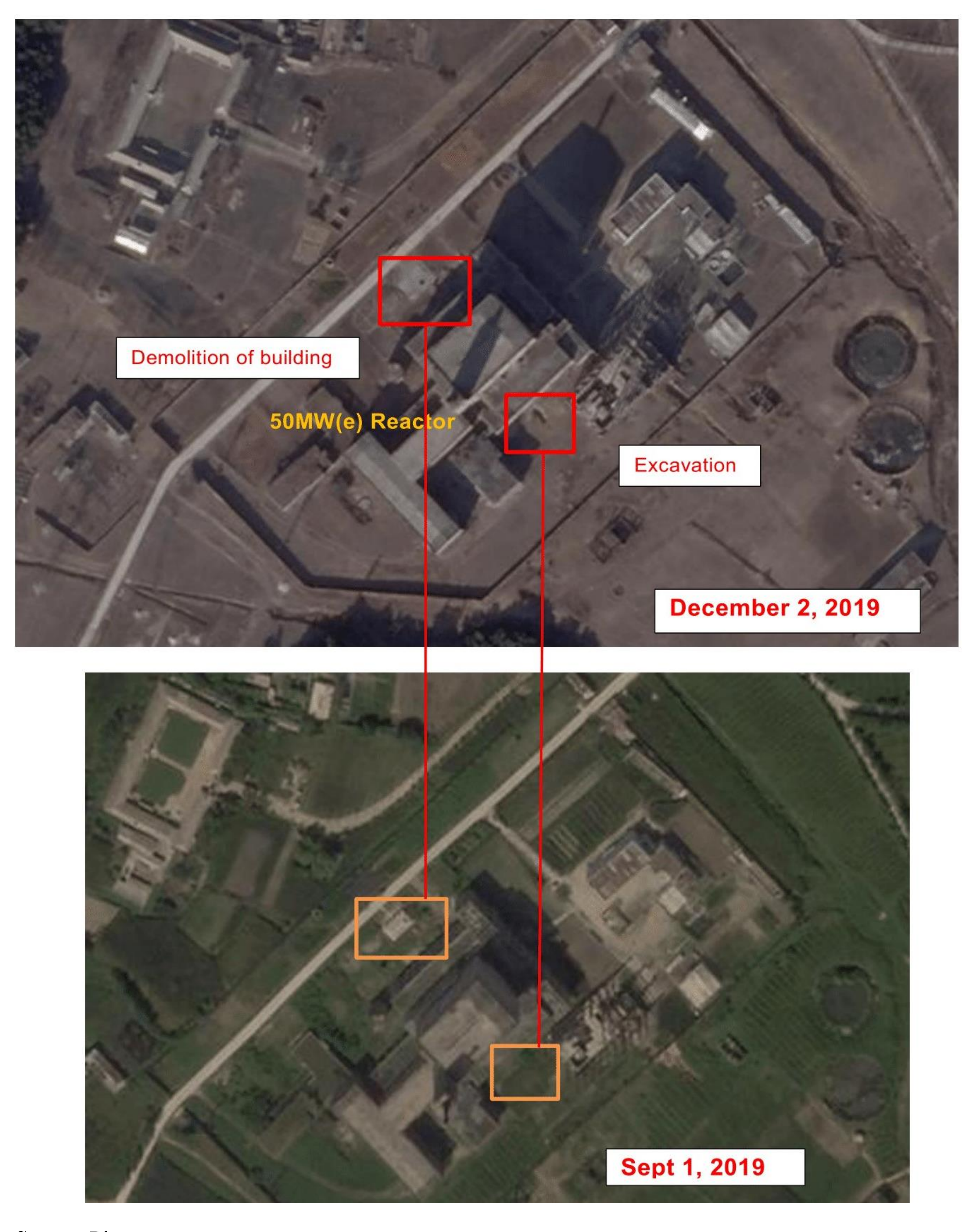
Source: The Panel

Annex 54: Yongbyon 5 MW (e) Reactor and Light Water Reactor (39°47'44.53"N 125°45'19.05"E / LWR)



Source: Planet

Annex 55: Abandoned 50 MW (e) Reactor (39°47′20.04″N 125°45′43.87″E)



Source: Planet

Annex 56: Punggye-ri Nuclear Test Site in November 2019

(41°16'46.14"N 129° 5'9.74"E / west Portal)



Source: Planet

Annex 57: Nuclear program of the DPRK

1. Lithium-6 production capability

The Panel previously reported[38] a 2016 advertisement for sale of Lithium-6 by a DPRK entity.[39] A Member State recently shared its assessment, made on the basis of relevant academic publications in a science journal of Kim Il Song University since the late 1990s, that the DPRK had developed capability to produce the Lithium-6, enriched to the degree of 10.8±3%, which was advertised in 2016. Based on an open source report published in 2017, the Member State informed the Panel of the possible location of the facility in a chemical complex.

This suggest the scientific research conducted by the DPRK, which started before the UN sanctions, could have provided the DPRK with knowledge and materials for production of Lithium 6, a vital material for development of a thermonuclear device. Furthermore, a chemical complex which is not specifically identified as a military or nuclear facility, may nevertheless be used directly for the DPRK's nuclear weapons program.

2. Choke point items concerning DPRK's nuclear program

The Panel continues to assess the items for its nuclear program which DPRK could seek to procure overseas, either for economic reasons (lower cost) or technological reasons (inability of domestic production, or to obtain technology and know-how for domestic production): "choke point" items.

Possible items include: autoclaves, basalt fiber, bellows sealed valves, beryllium, boron powder, boron-10, capacitors, carbon fiber, controlled atmosphere furnaces, CNC machine-tools, deutrium, filament winding machines, flash X-ray equipment, flow forming machines, glass fiber, graphite, heavy water, high-speed cameras, high strength materials, inverters, isostatic presses, manipulators, maraging steel, mass spectrometers, neutron detectors, para-aramid fiber, pressure gauges, pressure transducers, pressure vessels, radiation shielding windows, trigger spark gaps, vaccum pumps, zirconium.

[38] S/2017/150, paras 24-25.
[39] General Precious Metal.

Annex 58.1: Test No.1, 4 May SRBM launched from Hodo peninsula 39°24'32.25"N 127°31'53.63"E (see S/2019/691)

Figure 58.1.1: Two new SRBM (KN-23) were launched on 4 May 08h30 & 10h50 from Hodo peninsula (39°24'32.25"N 127°31'53.63"E) with a 4-axle wheeled-TEL chassis WS200 inspired by Iskander TEL and similar systems. One of the launches was not fully successful according to a Member State.



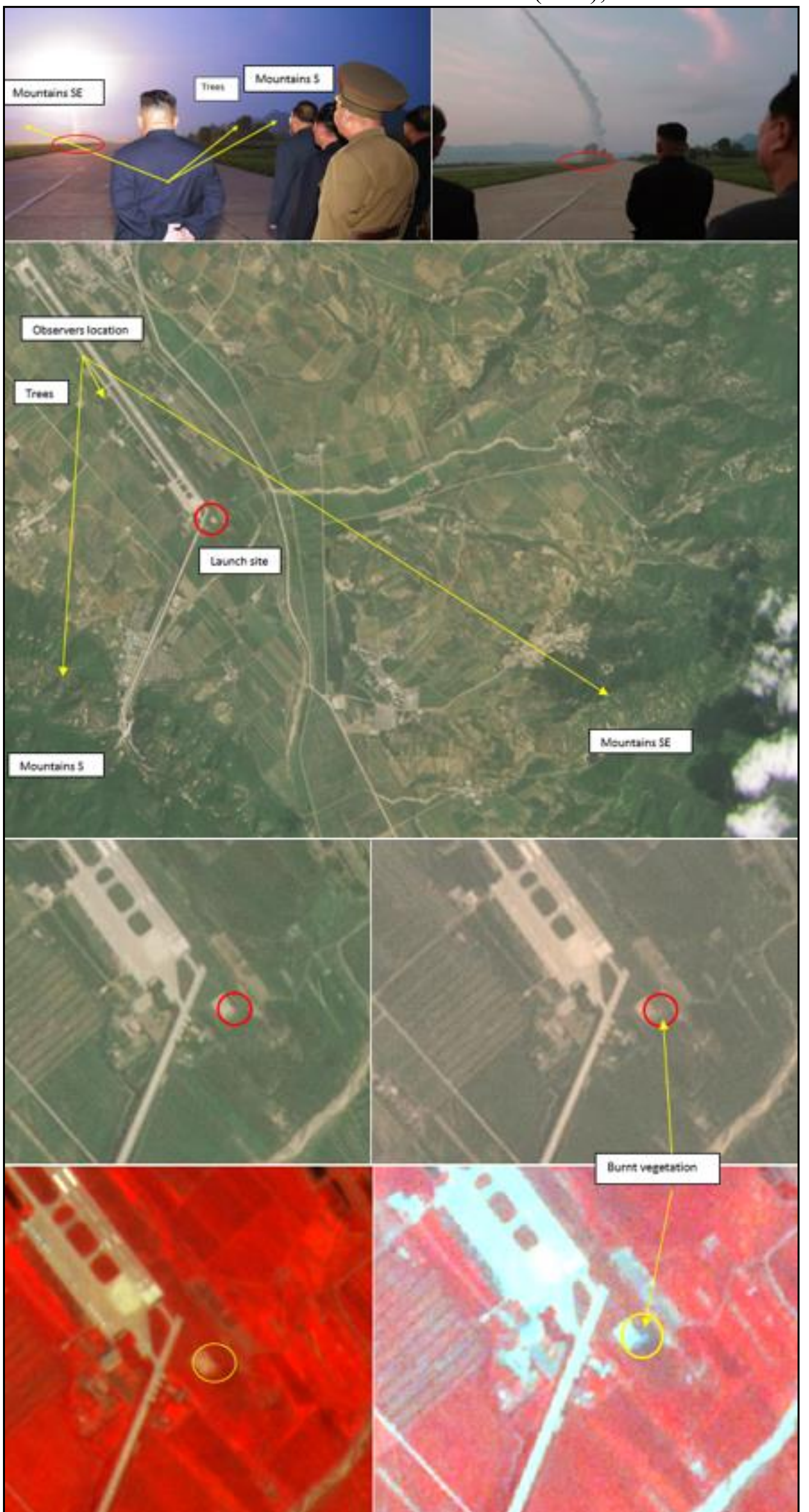
Source: Panel S/2019/691 from KCNA picture and Planet (May 4, 2019 01:54:39 UTC) - Member State from KCNA picture (Right)

According to another Member State, the positioning of the cable duct reaching far into the warhead compartment suggested a light warhead, in order to reach the maximum distance of around 600 km. The same SRBM which was launched on the 9 May from the Kusong area has a potential range greater than 400 km.

A third Member State added that the cable ducts positioning in the airframe could point to a different organization of the missile’s interior in comparison with the Iskander. (see Annex 59.)

Annex 58.2: Test No.6, 5 Aug, SRBM launched from Kwail airfield 38°24'54.98"N 125°1'43.00"E

Figure 58.2.1: Picture analysis of the launch site in Kwail Airfield, after the 5 August launch burnt vegetation is visible which does not reflect Near Infrared (NIR), therefore does not appear red on the processed image.



Source: Picture KCNA & Rodong Sinmun; Planet Aug 5, 2019 02:25:53 UTC (left), Planet Aug 6, 2019 02:04:19 UTC (right) with NIR analyses with QGIS application.

Annex 58.3: Test No.7, 10 Aug, New Tactical Missile launched from Hamhung South East 39°48'44.32"N 127°39'49.68"E:

Figure 58.3.1: the test from an inhabited environment indicates DPRK confidence in the weapon System



Source: Planet **Aug 5**, 2019 04:56:17 UTC – Picture KCNA

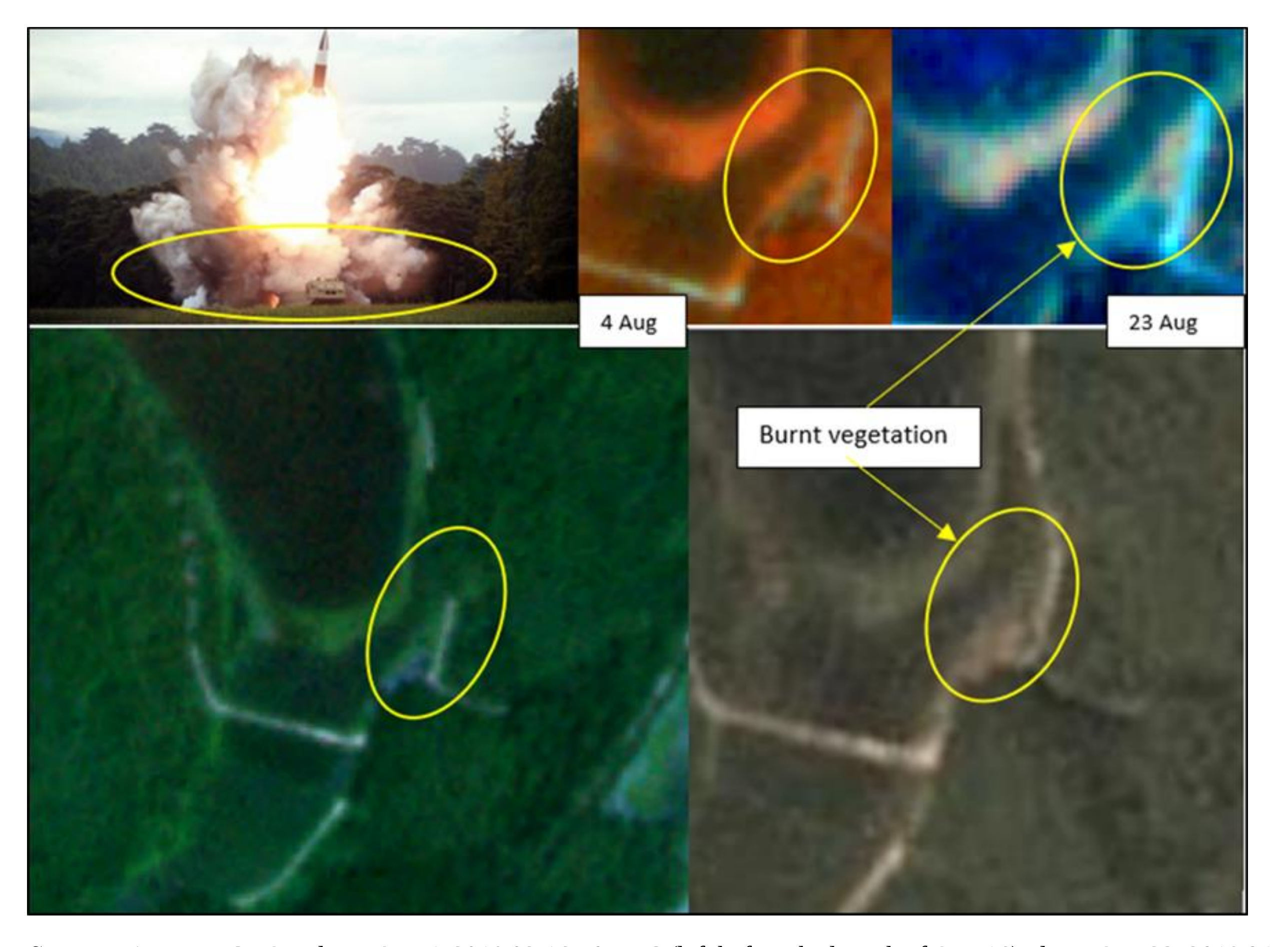
Figure 58.3.2: The SRBM launched on 10 and 16 August 2019 resembles the US MGM-140 ATACMS. The TEL chassis is based on the DPRK Pokpung-ho battle tank chassis (derived from T62 and T72), possibly painted in unusual sand color (DPRK traditionally uses forest green camouflage paint schemes for its own missile systems and TELs). (see Figure 58.4.2)



Source: KCNA

Annex 58.4: Test No.8, 16 Aug, ATCM launched from Tongchan area 39°03'33"N 127°46'44"E

Figure 58.4.1: Picture analysis of the launch site in Tongchan area



Source: Picture: KCNA - Planet Aug 4, 2019 02:16:50 UTC (left before the launch of Aug 16) Planet Aug 23, 2019 04:41:34 UTC (right after the launch of Aug 16) (top right with NIR)

Figure 58.4.2: The two SRBMs launched on 16 August 2019 resemble the US MGM-140 ATACMS and the TEL chassis built on the DPRK Pokpung-ho battle tank chassis derived from T62 and T72 (see Figure 53.3.2)

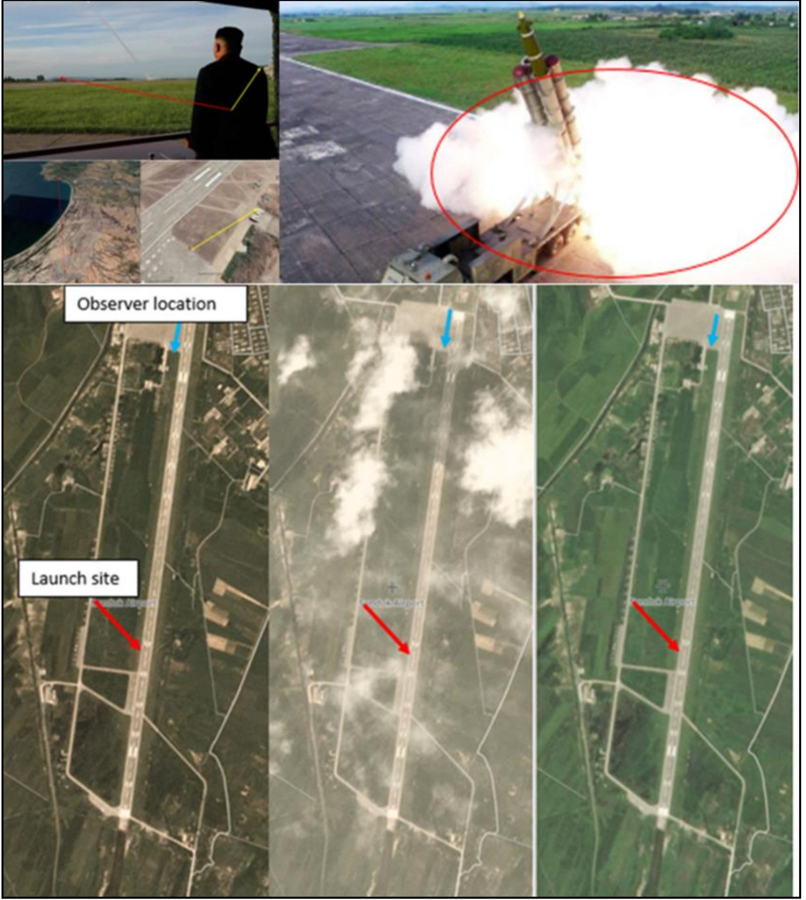


Source: KCNA

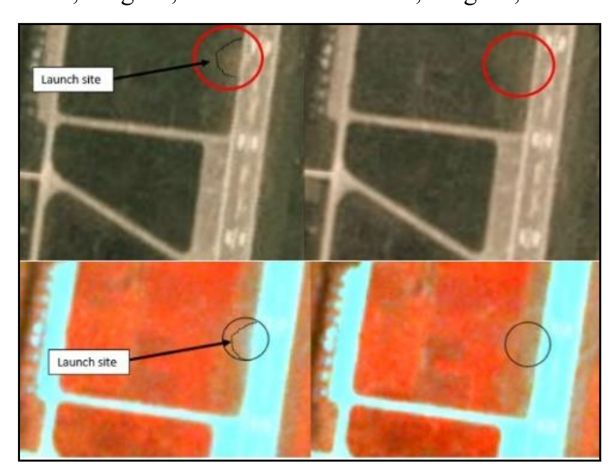
Annex 58.5: Test No.9, 24 Aug, New Heavy Rocket "super large" (600mm) launched from Sondok Airfield 39°44'37.05"N 127°28'23.79"E

The test from an airfield reveals the need for a precise launch location with stable and firm soil and security in case of sudden missile explosion. Near infrared analysis shows the exact location of the launch if the KCNA picture and the official statement are true.

Figure 58.5.1: Picture analyse of the launch site



Source: KCNA (above) - Google Earth 25 March 2019 above (right) - Planet Aug 23, 2019 01:51:37 UTC; Aug 24, 2019 01:58:37 UTC; Aug 25, 2019 02:16:10 UTC



Source: Planet **Aug 26**, 2019 (left) **Aug 23**, 2019 (right)

Annex 58.6: Test No.10, 10 Sept, New MLRS "super large" (600mm) launched from Kaechon Airfield 39°45'8.46"N 125°53'59.06"E

Figure VB-1.6.1: Imagery analysis of the launch site in Kaechon Airfield, after the 10 September launch the burnt vegetation is visible (burnt vegetation does not reflect NIR and so does not appear red on the processed image)



Source: Planet Sept 16, 2019 02:22:48 UTC



Source: Planet Sept 11, 2019 00:43:07 UTC (top left) Planet Sept 02, 2019 02:04:15 UTC (bottom left) For NIR analysis with QGIS Planet Sep 16, 2019 02:22:48 UTC (top right) and Sept 9, 2019 02:22:48 UTC (bottom right) and NIR analysis with QGIS

Annex 58.7: Test No.11, 02 Oct, New SLBM-MRBM launched from a Submersible test barge in the Wonsan area

According to several Member States, the SLBM launched from a submersible test platform on 2 October was the Pukkuksong-3 a naval adaptation of the Pukkuksong-2 (KN-15): same diameter, stage 1 and 2 similar in length but different re-entry vehicle (RV) (see figures below). The Pukkuksong-3 has a hydrodynamic shroud to protect the RV during undersea travel. Before launch, the SLBM is fitted into a transport launch tube with a diameter of around 1.8m. The maximum range was estimated by one Member State at 1,700km and by another Member State as less than 2,500 km.

Figure 58.7.1: Evaluated Pukkuksong-3 dimensions

8,05 m
1,1 m
0,7 m
0,3 m
1,25 m
1,02 m
2,76 m
0,9 m

Source: Member State from KCNA & Rodong Sinmun pictures

Figure 58.7.2: launch of the Pukkuksong-3 on 2 October 2019 (left, middle) and Sinpo ship-yard(right)



Source: Member State (raw material: KCNA & Rodong Sinmun pictures)

According to a Member State, two of the submersible test platforms have similar design (one in Sinpo and the second in Nampo - (see Figure below:.4.5), and a third one in Sinpo has a new design (see below -.7). This last was used for the test launch of the Pukkuksong-3. This new launch test platform contains a hollow cylinder with an external diameter of about 5m, an interior diameter of about 2m and 6~6.5m height. (see bel ow:.3.7)

Figure 58.7.3: Activity in the Sinpo Naval South shipyard at the secure boat basin from November 2018 to December 2019 related to the SLBM test of 2 October 2019 and in parallel with the activity at the Nampo Naval Shipyard. Up to 3 submersible test barges were observed.



Source: Planet **Dec 5, 2019** 04:51:13 UTC

Source: Planet **Nov 28, 2018** 04:47:36 UTC



3. Sinpo secure boat basin: two submersible test barges

Source: Planet **Jun 23, 2019** 02:06:35 UTC



4. Nampo Naval Shipyard at the secure boat basin: one other submersible test stand barge (38°43'6.44"N 125°23'39.45"E)

Source: Planet **Jun 22, 2019** 02:50:20 UTC

	**5. Nampo** Naval Shipyard at the secure boat basin: the submersible test stand barge always at the berth on 1st October (38°43'6.44"N 125°23'39.45"E)

Source: Planet **Oct 1, 2019** 05:20:54 UTC

	**6. Sinpo** secure boat basin: Beside the canopy (around 100m length) over the berth a container (trailer) around 15m length (40° 1'34.29"N 128° 9'57.65"E) and crate/canister less than 15m length

Source: Planet **Sept 23, 2019** 04:50:25 UTC



Source: Planet **Sept 29,** 2019 01:56:15 UTC (L) **Oct 1,** 2019 02:12:35 UTC (cent) **Oct 8,** 2019 02:11:46 UTC (R)

Source: Planet **Dec 5, 2019** 04:51:13 UTC

Annex 59: Technical specifications and trajectography of missile tests conducted in 2019

All missiles and heavy rockets launched from 4 May to 28 November 2019 used ballistic missile technology augmented by guidance technology and demonstrated a ballistic trajectory during the course of flight. Some experts have referred to this as quasi-ballistic trajectory.

According to several Member States, however, all of these launches conducted by the DPRK are considered to be ballistic missiles regardless of their specific flight profiles as each of the launches used a propulsion system in boost phase only, with a majority of their flight being unpowered. The analysis below is based on assessments and data provided by four Member States (see Tables 59.1, 59.2, 59.3, Figures 59.1, 59.2, 59.3, 59.4 below) and supplemented by others.

After observing foreign missile systems utilizing solid propellant, which offered advantages in the field, the DPRK had the expertise to design, develop, test and deploy its own systems. Although the new missile systems launched on 4 May, 9 May, 25 July and 6 August (US-dubbed KN-23) resembled the Iskander and similar systems in appearance, this does not suggest that the DPRK was supplied with or stole the design.

According to a Member State, the KN-23 is designed to counter air defense systems. It was first demonstrated in February 2018 military parade (see S/2019/171) using a mock-up mounted on a truck**.**

Table 59.1: Main characteristics of the SRBMs (approximate measurements) (see figure 59.1)

	KN-23	*KN-24*	*KN-25*
Length	7.4 m	5.7 m	8.1m
Diameter	0.92 m	0.97 m	0.60 m
Take-off mass	3 800 kg	2 900 kg	3 500 kg
War-head mass	400 kg	400 kg	300 kg
	2	600	
Solid fuel mass	kg	2 000 kg	2 400 kg
Stage number	1	1	1
Separated RV	No	No	No
Trajectory type	Depressed with pull-up	Depressed with pull-up	Ballistic trajectory
Max range without pull-up	450 km	300 km	380 km

Source: Member State

Figure 59.1: Ballistic missiles identified by a Member State



Source: Member State; *Images*: KCNA

Figure 59.2: Trajectography of Ballistic Missile Launches from May to September 2019

Source: Member State

Figure 59.3: Launches by the DPRK in 2019 (May to October 2019)

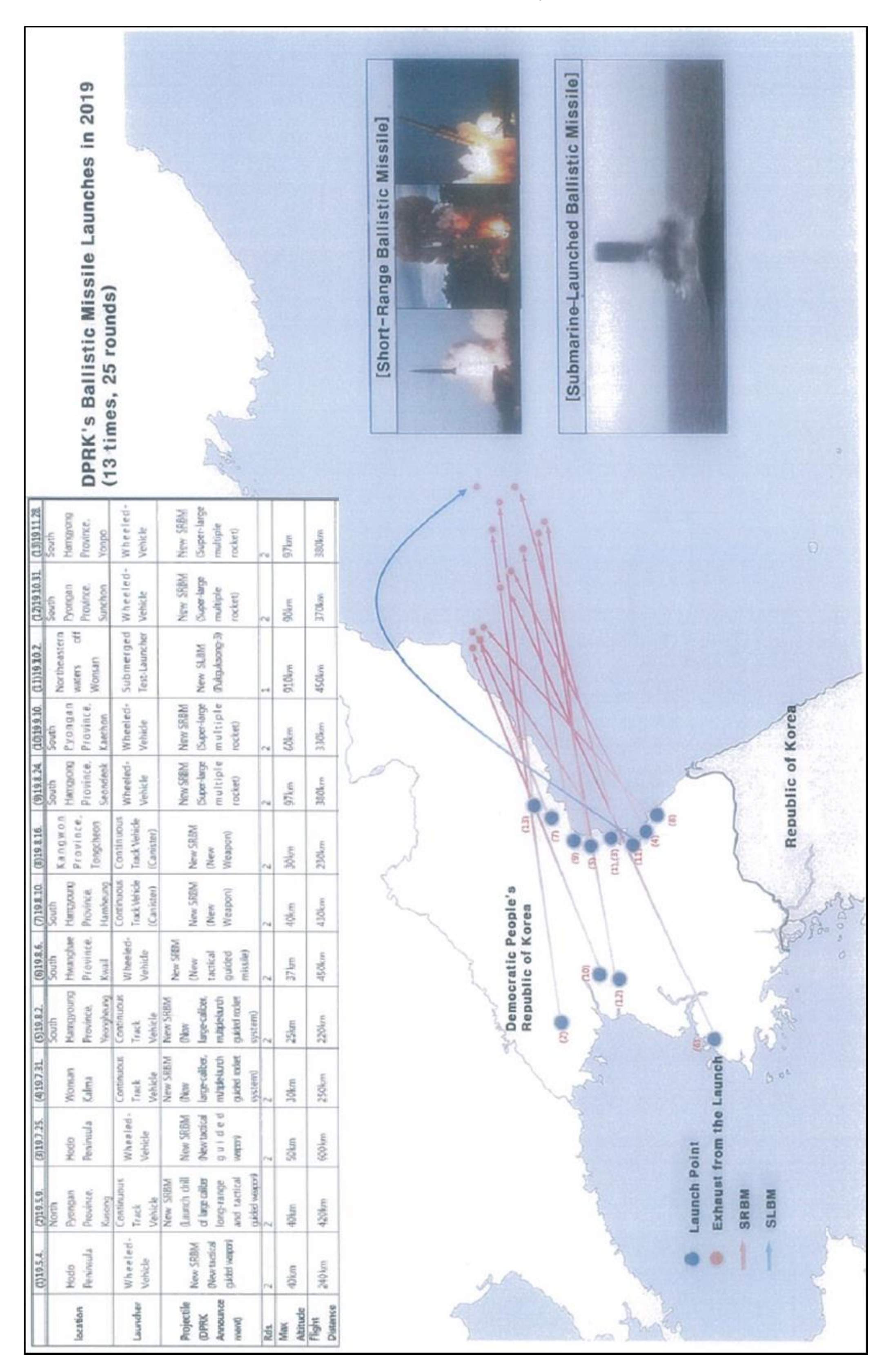


月日	①5月4日	②5月9日	③7月25日	④7月31日	⑤8月2日	⑥8月6日	⑦8月10日	⑧8月16日	⑨8月24日	⑩9月10日	⑪10月2日
時刻	0830、1050頃	1630、1650頃	0530、0600頃	0510、0530頃	0300、0320頃	0520、0540頃	0530、0550頃	0800、0820頃	0640、0700頃	0650、0710頃	0710頃
場所	ホド 虎島半島	クソン 亀城付近	ホド 虎島半島	ウォンサン 元山付近	ヨンフン 永興付近	クァイル付近	ハムフン 咸興付近	トンチョン 通川付近	ソンドク 宣徳付近	ケチョン 价川付近	ウォンサン 元山付近
距離	最大250km程度	400km程度 250km程度	600km程度	250km程度	250km程度	450km程度	400km程度	250km程度	350km～400km程度	最大300～350km程度	450km程度
弾種	短距離弾道ミサイル	短距離弾道ミサイル	短距離弾道ミサイル	分析中	分析中	短距離弾道ミサイル	短距離弾道ミサイルの可能性	短距離弾道ミサイルの可能性	短距離弾道ミサイル	短距離弾道ミサイル	潜水艦発射弾道ミサイル
発数	2発	2発	2発	2発	2発	2発	2発	2発	2発	少なくとも2発	1発
写真						比較のため左右反転					

※ 分析中のものを含む。
※ 飛翔高度については、8月24日に発射されたものは100km程度、9月10日に発射されたものは分析中、10月2日に発射されたものは最大900km程度、それ以外は、従来から北朝鮮が保有しているスカッドの軌道よりも低い高度（100km未満）と推定。

Source: Member State

Figure 59.4: DPRK's Ballistic Missile Launches in 2019 (04 May to 28 November 2019)



	(1)19.5.4.	(2)19.5.9.	(3)19.7.25.	(4)19.7.31.	(5)19.8.2.	(6)19.8.6.	(7)19.8.10.	(8)19.8.16.	(9)19.8.24.	(10)19.9.10.	(11)19.10.2.	(12)19.10.31.	(13)19.11.28.
location	Hodo Peninsula	North Pyongan Province, Kusong	Hodo Peninsula	Wonsan Kalma	South Hamgyoung Province, Yeongheung	South Hwanghae Province, Kwail	South Hamgyoung Province, Hamheung	Kangwon Province, Tongcheon	South Hamgyong Province, Seondeok	South Pyongan Province, Kaechon	Northeastern waters off Wonsan	South Pyongan Province, Sunchon	South Hamgyong Province, Yonpo
Launcher	Wheeled-Vehicle	Continuous Track Vehicle	Wheeled-Vehicle	Continuous Track Vehicle	Continuous Track Vehicle	Wheeled-Vehicle	Continuous Track Vehicle (Canister)	Continuous Track Vehicle (Canister)	Wheeled-Vehicle	Wheeled-Vehicle	Submerged Test-Launcher	Wheeled-Vehicle	Wheeled-Vehicle
Projectile (DPRK Announcement)	New SRBM (New tactical guided weapon)	New SRBM (Launch drill of large caliber long-range and tactical guided weapon)	New SRBM (New tactical guided weapon)	New SRBM (New large-caliber, multiple-launch guided rocket system)	New SRBM (New large-caliber, multiple-launch guided rocket system)	New SRBM (New tactical guided missile)	New SRBM (New Weapon)	New SRBM (New Weapon)	New SRBM (Super-large multiple rocket)	New SRBM (Super-large multiple rocket)	New SLBM (Pukguksong-3)	New SRBM (Super-large multiple rocket)	New SRBM (Super-large multiple rocket)
Rds.	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	1	2	2
Max Altitude	40km	40km	50km	30km	25km	37km	40km	30km	97km	60km	910km	90km	97km
Flight Distance	240km	420km	600km	250km	220km	450km	430km	230km	380km	330km	450km	370km	380km

Source: Member State

Table 59.2: Analysis of Missile launches from 05 May to 28 November 2019 (excerpt from Figure VB-2.4)

	(1)19.5.4.	(2)19.5.9.	(3)19.7.25.	(4)19.7.31.	(5)19.8.2.	(6)19.8.6.	(7)19.8.10.	(8)19.8.16.	(9)19.8.24.	(10)19.9.10.	(11)19.10.2.	(12)19.10.31.	(13)19.11.28.
location	Hodo Peninsula	North Pyongan Province, Kusong	Hodo Peninsula	Wonsan Kalma	South Hamgyoung Province, Yeongheung	South Hwanghae Province, Kwail	South Hamgyoung Province, Hamheung	Kangwon Province, Tongcheon	South Hamgyong Province, Seondeok	South Pyongan Province, Kaechon	Northeastern waters off Wonsan	South Pyongan Province, Sunchon	South Hamgyong Province, Yonpo
Launcher	Wheeled-Vehicle	Continuous Track Vehicle	Wheeled-Vehicle	Continuous Track Vehicle	Continuous Track Vehicle	Wheeled-Vehicle	Continuous Track Vehicle (Canister)	Continuous Track Vehicle (Canister)	Wheeled-Vehicle	Wheeled-Vehicle	Submerged Test-Launcher	Wheeled-Vehicle	Wheeled-Vehicle
Projectile (DPRK Announcement)	New SRBM (New tactical guided weapon)	New SRBM (Launch drill of large caliber long-range and tactical guided weapon)	New SRBM (New tactical guided weapon)	New SRBM (New large-caliber, multiple-launch guided rocket system)	New SRBM (New large-caliber, multiple-launch guided rocket system)	New SRBM (New tactical guided missile)	New SRBM (New Weapon)	New SRBM (New Weapon)	New SRBM (Super-large multiple rocket)	New SRBM (Super-large multiple rocket)	New SLBM (Pukguksong-3)	New SRBM (Super-large multiple rocket)	New SRBM (Super-large multiple rocket)
Rds.	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	1	2	2
Max Altitude	40km	40km	50km	30km	25km	37km	40km	30km	97km	60km	910km	90km	97km
Flight Distance	240km	420km	600km	250km	220km	450km	430km	230km	380km	330km	450km	370km	380km

Source: Member State

Table 59.3: Analysis of recent missile launches (May to October 2019)

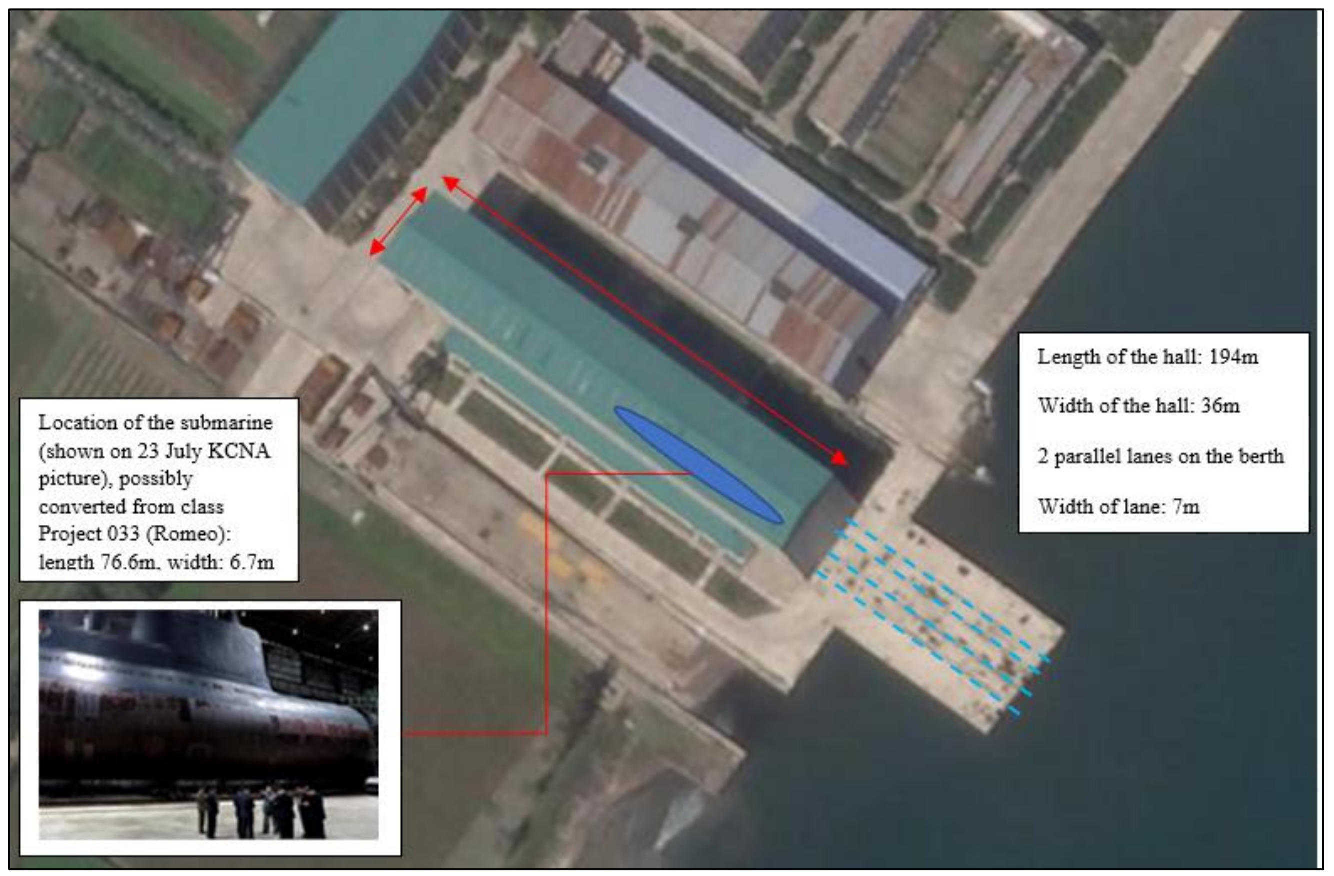
Date	Missile Name	Missile Type	Facility Name	Facility Latitude	Facility Longitude	Apogee	Distance Travelled	TEL type / launch type
04/05/19	KN-23	SRBM	Hodo Peninsula	39°24'31"N	127°31'56"E		200 km	Wheeled TEL type 1
04/05/19	KN-23	SRBM	Hodo Peninsula	39°24'31"N	127°31'56"E			Wheeled TEL type 1
09/05/19	KN-23	SRBM	Baegun	40°01'47"N	125°13'38"E	50 km	420 km	Caterpilar TEL
09/05/19	KN-23	SRBM	Baegun	40°01'47"N	125°13'38"E	?	270 km	Caterpilar TEL
24/07/19	KN-23	SRBM	Hodo Peninsula	39°24'31"N	127°32'03"E	50 km	430 km	Wheeled TEL type 2
24/07/19	KN-23	SRBM	Hodo Peninsula	39°24'31"N	127°32'03"E	50 km	690 km	Wheeled TEL type 2
06/08/19	KN-23	SRBM	Kwail Airbase	38°24'55"N	125°01'43"E	37 km	450 km	Wheeled TEL type 2
06/08/19	KN-23	SRBM	Kwail Airbase	38°24'55"N	125°01'43"E	37 km	450 km	Wheeled TEL type 2
09/08/19	KN-24	ATACMs like	Hungnam	39°48'43"N	127°39'49"E	48 km	400 km	Caterpilar TEL
09/08/19	KN-24	ATACMs like	Hungnam	39°48'43"N	127°39'49"E	48 km	400 km	Caterpilar TEL
15/08/19	KN-24	ATACMs like	Tongchan	39°03'33"N	127°46'44"E	30 km	230 km	Caterpilar TEL
15/08/19	KN-24	ATACMs like	Tongchan	39°03'33"N	127°46'44"E	30 km	230 km	Caterpilar TEL
23/08/19	KN-25	Heavy Rocket	Sondok Airbase	39°44'37"N	127°28'24"E	97 km	380 km	Wheeled TEL
23/08/19	KN-25	Heavy Rocket	Sondok Airbase	39°44'37"N	127°28'24"E	97 km	380 km	Wheeled TEL
09/09/19	KN-25	Heavy Rocket	Kaechon Air Base	39°45'01"N	125°53'54"E	50 km	330 km	Wheeled TEL
09/09/19	KN-25	Heavy Rocket	Kaechon Air Base	39°45'01"N	125°53'54"E	50 km	330 km	Wheeled TEL
01/10/19	Pukguksong-3	SLBM	Yonghung Bay			910 km	450 km	Imerged Barge
31/10/19	KN-25	Heavy Rocket	Sunchon Airbase	39°24'48"N	125°53'18"E	90 km	370 km	Wheeled TEL ?
31/10/19	KN-25	Heavy Rocket	Sunchon Airbase	39°24'48"N	125°53'18"E	90 km	370 km	Wheeled TEL ?

Source: Member State, The Panel

Annex 60: Construction of the new submarine at Sinpo south shipyard

According to several Member States, two submarines could be built concurrently at the new hall (40° 1'22.88"N 128° 9'42.43"E). The Panel assess that given the size of the submarine presented on the 23 July in DPRK images and the estimated space utilisation (see figure below) three submarines could be built concurrently. This assumption is shared by other Member States.

Figure 60.1: Sinpo South shipyards – new hall new berth (40° 1'20.76"N 128° 9'46.55"E) and location of the possible ballistic missile submarine (SSB) presented on the 23 July 2019 by KCNA



Source: Planet Sep 23, 2019 04:50:25 UTC; *Picture*: KCNA

Annex 61: General development of the Sinpo south shipyard

In the Sinpo south shipyard, DPRK continued infrastructure development from May to Dec 2019, in the Sinpo peninsula (see Figure, red circle 40° 0'38.02"N 128° 9'21.50"E) and a possible new submarine training center (see Figure, orange rectangle - 40° 1'37.35"N 128° 9'14.79"E), whereas the construction of the future underground submarine shelter (see Figure, blue ellipse - 40° 0'42.23"N 128° 8'51.60"E) slowed. Ground activities were observed in Mayang-do base (see Figure, green circle - 39°59'36.47"N 128°12'45.51"E)

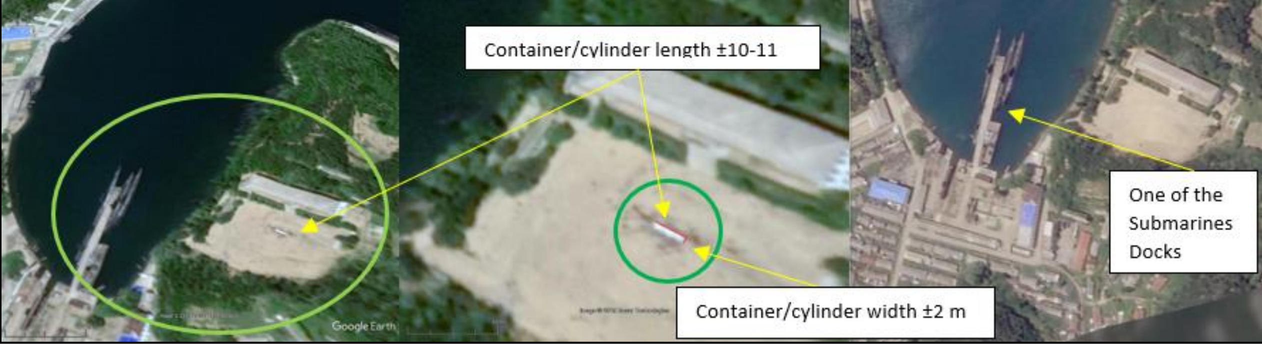
Figure 61.1: General view of Sinpo shipyard and Mayang-do base. This area could be used as a naval support base for the future SSB according to several Member States.



Source: Planet Dec 3, 2019 01:54:10 UTC

At the Mayang-do Submarine Base, in parallel with submarine activity, an object resembling a container or cylinder (whose length around 10 m and width 2 m) was observed on 31 May 2018 near the submarine dock in the middle of an open area (see Figure circle green- 39°59'36.47"N 128°12'45.51"E). This may have been an SLBM or SLBM-canister.

Figure 61.2: **Activity at the Mayang-do submarine base. The object looked like an SLBM cylinder or container on the 31 May – 1 June 2018**



Source: Google Earth May 31, 2018 (left, center); Planet Jun 2, 2018 04 :45 :01 UTC (right)

Figure 61.3: **New infrastructure developments from May to Dec 2019 on the Sinpo peninsula (**Figure red circle **40° 0'38.02"N 128° 9'21.50"E). Construction of the future underground submarine shelter (40° 0'42.23"N 128° 8'51.60"E) has slowed.**



Figure 61.4: The construction of the future underground submarine shelter (Figure blue ellipse 40° 0'42.23"N 128° 8'51.60"E) has slowed. According to a Member State this building could become a maintenance shelter for the new SSB.



Source: Planet **Jan 18, 2018** 02:45:06 UTC

Source: Planet **Mar 18, 2018** 04:55:15 UTC


Source: Planet Jun 22, 2018 06:06:40 UTC
Source: Planet Oct 8, 2018 02:07 :39 UTC
Source: Planet Dec 04, 2019 02:28 :05 UTC

Figure 61.5: A possible new submarine training centre (according to the assessment of several Member States) started in 2017 and almost finished in December 2019 (red rectangle - 40° 1'37.35"N 128° 9'14.79"E)



Annex 62: Developments at the Sohae (Tongchang-ri) satellite launching ground

Figure VB-5.1: Activity on Sohae (Tongchang-ri) Vertical engine test stand (39°39'11.32"N 124°42'51.30"E) from 2 to 8 December 2019 with the arrival of a distinctive container (length > 10m) before the 7 December engine test



Source: Planet Dec 4, 2019, 05:10:51 UTC



Source: Planet Dec 8, 2019, 02:25:58 UTC

Dec 8, 2019 SOHAE (Tongchang-ri) Vertical engine test stand activity (39°39'11.32"N 124°42'51.30"E): container (length > 10m) after the engine test on Saturday 7 (PM)



Source: Planet **Dec 5, 2019,** 05:27:04 UTC

Dec 5, 2019 SOHAE (Tongchang-ri) Vertical engine test stand activity: new container (length > 10m) before the engine test on Saturday 7 (PM)

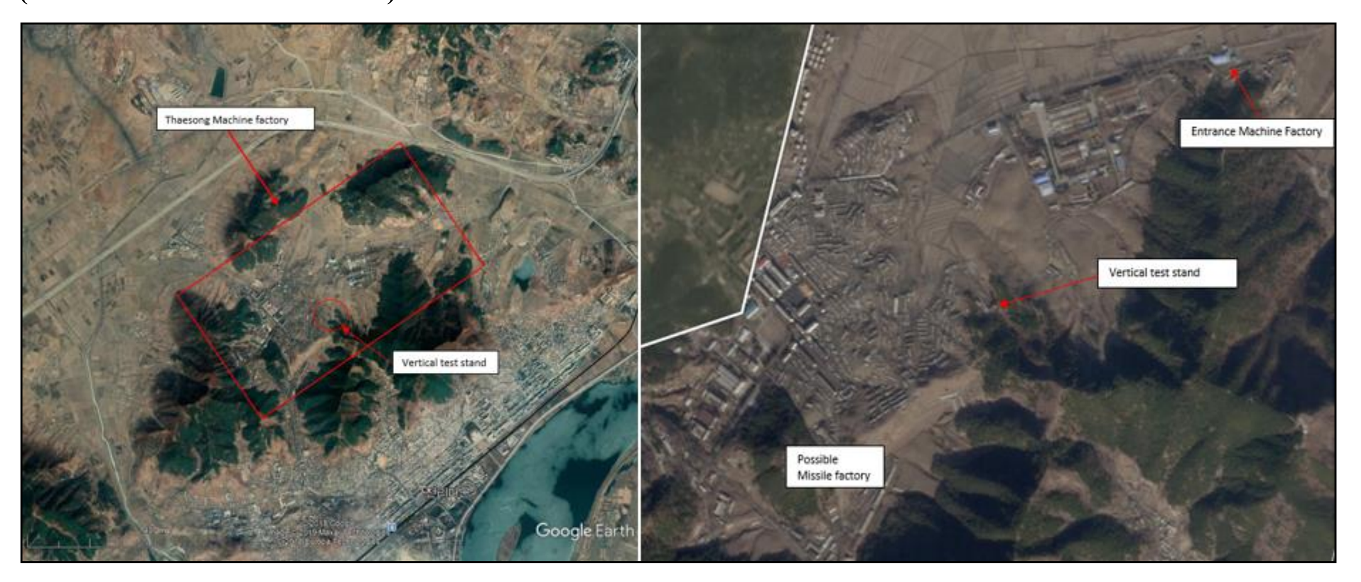


Source: Planet **Dec 2, 2019,** 05:29:10 UTC

Dec 2, 2019 SOHAE (Tongchang-ri) Vertical engine test stand activity: cars moving

Annex 63: Developments at the vertical engine test stand in Chamjin Taesong machine factory since February 2019 (38°57'4.75"N 125°34'12.05"E)

Figure 63.1: The engine vertical test stand of the Taesong Machine factory on 20 February 2019 (38°57'4.75"N 125°34'12.05"E)

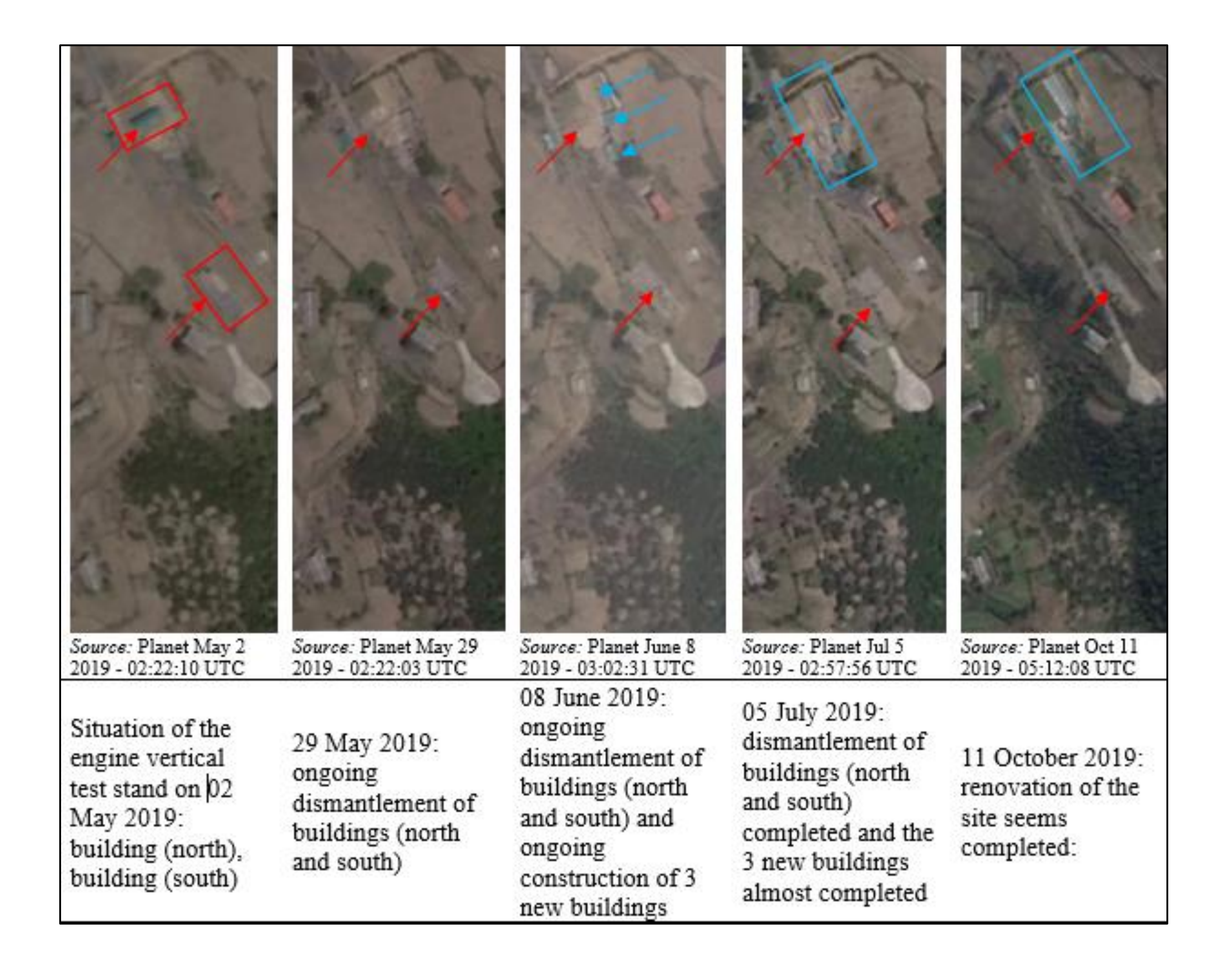


Source: Google Earth 20 February 2019 (Left) & Planet Dec 2, 2019 02:07:10 UTC (right)

Figure 63.2: Developments at the vertical engine test stand infrastructures between 15 April (left) and 2 December 2019 (right): destruction of two buildings, construction of three buildings (see series of pictures below). The test stand is in the centre of the red circle.



Source: Planet Apr 15, 2019 02:49:57 UTC - Dec 2, 2019 05 :06:32 UTC


Source: Planet May 2 2019 - 02:22:10 UTC
Source: Planet May 29 2019 - 02:22:03 UTC
Source: Planet June 8 2019 - 03:02:31 UTC
Source: Planet Jul 5 2019 - 02:57:56 UTC
Source: Planet Oct 11 2019 - 05:12:08 UTC
Situation of the engine vertical test stand on 02 May 2019: building (north), building (south)
29 May 2019: ongoing dismantlement of buildings (north and south)
08 June 2019: ongoing dismantlement of buildings (north and south) and ongoing construction of 3 new buildings
05 July 2019: dismantlement of buildings (north and south) completed and the 3 new buildings almost completed
11 October 2019: renovation of the site seems completed:

Annex 64: Signs of regular activity inside the Hungnam 17 Explosives Factory

Regular logistic activity was observed 100 m south-eastern of the solid fuel propellant production facility in the Hungnam 17 Explosives Factory (39°49'27.00"N 127°35'13.55"E). Railcars with a 12-13m container regularly moved from the same location (39°49'22.13"N 127°35'17.45"E) (see Figure 64.2).

Figure 64.1: Overview of the Hungnam 17 Explosives Factory



Source: Planet Oct 15, 2019 04:56:06 UTC

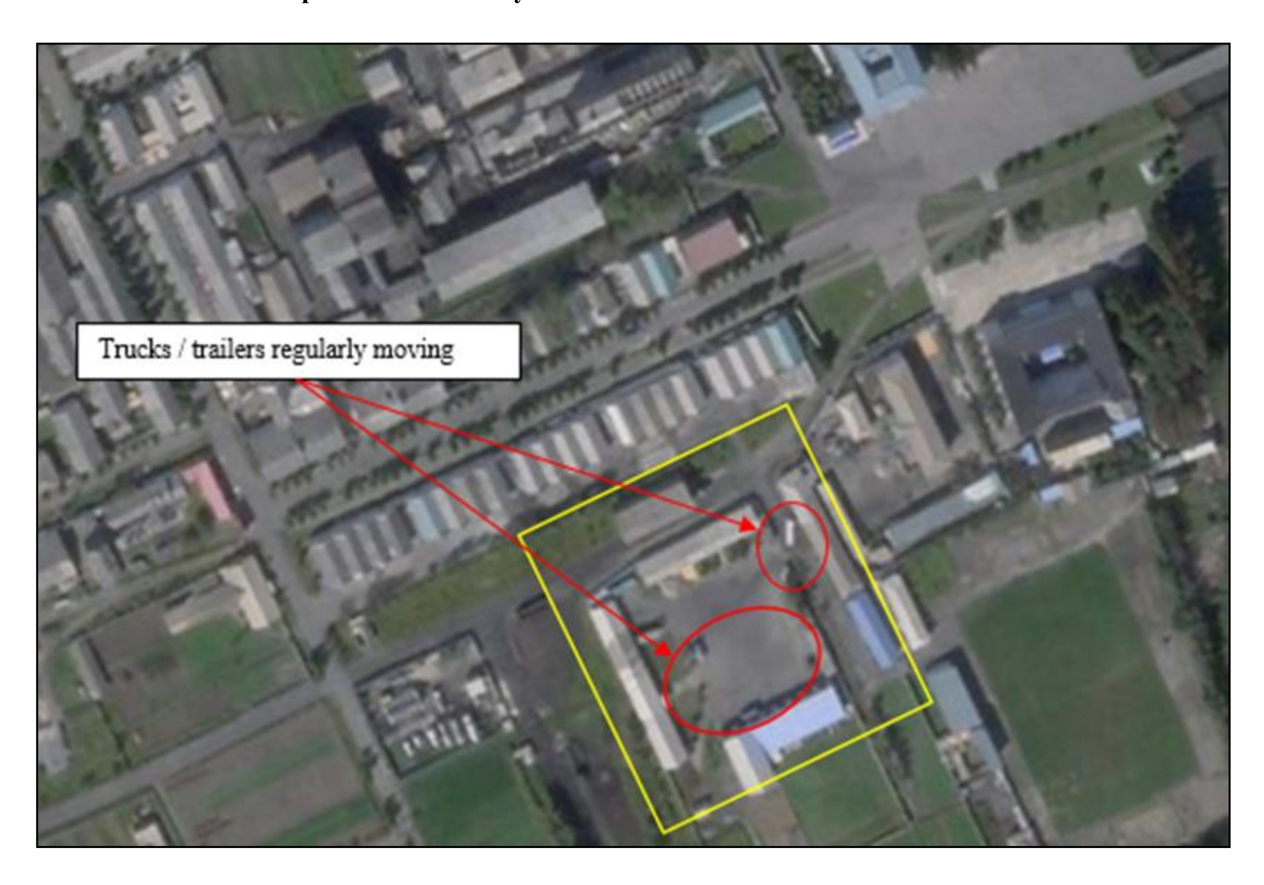


Figure 64.2: Railcar with a 12-13m container (often white in colour) moved monthly from the same location (39°49'22.13"N 127°35'17.45"E)

Source: Planet Apr 17, 2019 02:27:51 UTC *Source:* Planet May 18, 2019 02:23:38 UTC *Source:* Planet Jun 22, 2019 02:27:14 UTC *Source:* Planet Jul 9, 2019 04:50:13 UTC *Source:* Planet Aug 24, 2019 05:15:00 UTC *Source:* Planet Oct 26, 2019 04:59:41 UTC

In its report S/2019/691 the Panel reported on the regular movement of trucks and trailers from 400 m southeast of production facility (39°49'12.60"N 127°35'19.36"E) (see Figure 64.3). This regular flow of trucks and trailers continues.

Figure 64.3: Trucks and trailers regularly moved from a storage area (39°49'12.60"N 127°35'19.36"E) located 400 m southeast of production facility



Source: Planet Sept 25, 2019 05:12:54 UTC

Annex 65: Developments at the Pyongsong March 16 Factory Automotive Plant

Figure 65.1: In September 2019, new construction started along the main building of Pyongsong March 16th Factory Automotive Plant (39°16'52.37"N 125°52'15.01"E) where the ICBM Hwasong-15 was assembled before the 29 November 2017 test. Construction appeared almost finished on 19 December 2019.



Source: (From above right to bottom right) Planet Aug 30, 2019 00:44:06 UTC; Sept 16, 2019, 02:22:39 UTC; Nov 11, 2019 02:19:31 UTC; Dec 8, 2019 02:05:15 UTC; (Left) Planet Dec 19, 2019 02:09:00 UTC

Annex 66: DPRK procurement related to specific technologies

According to a Member State, obtaining extra-large TELs remained a constraint for the DPRK. The DPRK had not established a production facility for such vehicles for reasons of cost and technology. The 8-axle TELs (obtained as 'forestry vehicles' from China in 2011, S/2016/157 para. 100 and S/2013/337, paras. 52-58) had undergone some modification. A ninth axle had been added for the Hwasong15 launch in November 2017 to produce a vehicle over 20 meters long and two meters wide. It was not known how many of the extra-large TELs which the DPRK possessed had eight and how many had nine axles.

The Panel's analysis of satellite imagery (Planet) from September to December 2019 (see Annex 65, March 16 Factory of Pyongsang) showed, however, that a new building has been constructed alongside the one where the Hwasong-15 was assembled in November 2017 (see S/2019/171).

According to the Member State, the DPRK also had difficulty producing the quantity and quality of speciality steels and aluminium required for the BM programme – including speciality materials containing titanium. Moreover, around 10 years after the construction a solid fuel engine, materials would begin to deteriorate with the appearance of cracks.

The DPRK probably needed to import the components for guidance systems, but components that could be used in ballistic missile guidance systems were now widely available.

The need for filament winders and winding equipment was a constraint as well as the requirement for carbon-carbon to manufacture the nozzles for solid propellant rocket motors. From state media images (see S/2019/171 Annex 84 Figure VI) it was apparent that the DPRK were working on carbon fibre for composite motor cases – for which Kevlar and aramid fibre were alternatives.

Other procurement of choke-points items included solid propellant. **A typical composite formula involved aluminium powder and ammonium perchlorate**. Although the DPRK had manufacturing capacity, DPRK plant might not be operating well according to a Member State. It was assessed that the DPRK had difficulty in producing such materials at the right degree of purity and particulate size. To support its flight test programme and production for deployment, the Member State estimated that the DPRK needed 100 tonnes of the aforementioned materials over ten years.

A Member State identified specific DPRK procurement related to high tech devices, from which machinery and certain components could be used in the WMD programme. In particular the DPRK is seeking Specific electronic equipement (like batteries, receiver and recorder), industrial equipement (like bearing crusher, generators, milling and other machinery) and certain elements of vehicles (cars and spare parts).

Annex 67: Specific scientific collaboration identified as possible means of Intangible Transfer of Technology (ITT)

The Panel requested information from a Member State on international joint studies, in particular, concerning the role of the DPRK partners in the studies and networks established through the joint studies.[40] The Member State informed the Panel in respect of one professor who conducted a joint study, that the DPRK researcher in the professor's team had merely participated in "a basic calculation." The Panel views that even a supporting role in research could be used to acquire relevant advanced knowledge and establish networks.

From the studies presented in the CNS Occasional paper #43 December 2018 report [41] and in the Korea Institute of Science and Technology Information report [42] and from its own investigation, the Panel identified nine particular scientific partnerships (among many others) with DPRK institutions which involve DPRK scientists and which could be a means for the DPRK to supplement its technical knowledge gaps in specific fields mentioned below[43].

One Member State queried by the Panel replied that seven of the studies were published in public journals before 2017 and the drafting, submission, revision and finalization of the papers were completed before the adoption of Security Council resolutions 2270 (2016) and 2321 (2016). All contents in the studies are basic scientific research work and have been publicly published with unclassified bibliographies.

Regarding two papers published in 2018, according to the Member State, they were submitted before the adoption of resolution 2321 (2016). They are basic scientific research work without sensitive contents, and large number of similar research works can be found.

Below are the areas that DPRK students and researchers participated in joint studies which can possibly be applied to the DPRK's prohibited WMD programmes in the future. The following technological expertise has been identified:

Damping technology applicable to space and missile development
Study: A Novel Shear Mode MR Damper and Its Mechanical Performance.
Study: Design and experiments of a novel magneto-rheological damper featuring bifold flow mode

Manufacturing technology for aircraft engines and airframes
Study: Enhanced Ductility of a Bimodal Grain Structure Ti-22Al-25Nb Alloy Fabricated by Spark Plasma Sintering
Study: Microstructure and mechanical properties of a Ti22A125Nb alloy fabricated from elemental powders by mechanical alloying and spark plasma sintering
Study: Influence of mechanical alloying on the microstructure and mechanical properties of powder metallurgy Ti2AlNb-based alloy
Study: Experimental comparison of ground surface characteristics for P/M Ti2AlNb-based alloy using CBN and diamond grinding wheels

____

[40] specialized teaching and training which could contribute to the DPRK's proliferation sensitive nuclear activities or the development of nuclear weapons delivery systems includes, but is not limited to advanced materials science, advanced chemical engineering, advanced mechanical engineering, advanced electrical engineering and advanced industrial engineering.
[41] By the James Martin Center for Nonprolifeartion Studies, Middlebury Institute of International Studies at Monterey.
[42] www.kisti.re.kr (covering the publications between 2007-2016)
[43] Paragraph 17 of resolution 2270 (2016), which reinforces paragraph 28 of resolution 1874 (2009) and which called for Member State vigilance, states that "all Member States shall prevent specialized teaching or training of DPRK nationals within their territories or by their nationals of disciplines which could contribute to the DPRK's proliferation sensitive nuclear activities or the development of nuclear weapon delivery systems, including teaching or training in advanced physics, advanced computer simulation and related computer sciences, geospatial navigation, nuclear engineering, aerospace engineering, aeronautical engineering and related disciplines".

Technology used in specialized heavy vehicles
Study: Active steering control strategy for articulated vehicles

The design and implementation of Flexible Manufacturing Systems (FMS) (such as applied in the new DPRK January 18 General Machinery Factory (possibly located 39°33'19.88"N 125°51'20.23"E) which manufactures engines for heavy ground vehicle including tanks and tracked Transporter-Erector-Launcher (TEL) and could be involved in the development of missile weapon systems)
Study: Design and Implementation of Automatic Flexible Manufacture System in Multistage Machining Process Oriented to Information Integrated Control

Technology related to vibration test equipment
Study: Vibration analysis of coupled doubly-curved revolution shell structures using Jacobi-Ritz method

Annex 68: DPRK Sectoral Statistics, Bank of Korea (ROK)

Based on the data provided by Bank of Korea, and subsequent analysis by Panel Members, the estimated effect of UN sectoral sanctions on affected sectors could range between 4.6 and 8.2 billion USD. This estimate assumes DPRK GDP is between 18 and 32 billion USD. This would translate into a rough estimate of a loss of hundreds of millions in revenues which can affect workers and their families' livelihoods.[44] It is important to note, however, that declines in affected sectors are an intended consequence of UN sanctions and that the panel has no specific information about how income loss may affect humanitarian aid and the civilian population in the DPRK.

North Korea's Population, Nominal GNI, GNI per Capita, Economic Growth Rate

	unit	'18	'17	'16	'15
population	clarification	25,132	25,014	24,897	24,779
Nominal GNI	1 billion won	35,895	36,631	36,373	34,512
	($ Billion)	326	324	313	305
GNI per capita	Ten thousand won	142.8	146.4	146	139
	(dollar)	1,298	1,295	1,259	1,231
Economic growth	%	-4.1	-3.5	3.9	-1.1

[44] This analysis does not include lost wages for overseas laborers. According to diplomats accredited to Pyongyang, overseas workers usually support between 3 and 10 family members (Source:https://1prime.ru/News/20191214/830688796.html?fbclid=IwAR2PUx1EcG9RZekkMXtYPEbmPrrjm0rUG903kmbmCl45U05LZhL3qGgN7_A). It is important to note, however, that some have estimated between 60 and 75 percent of overseas labourer's wages are deducted by the state.

North Korea's Growth Rate by Industry (Unit:%)

International	'18	'17	'16	
Agriculture, forestry and fishery	-1.8	-1.3	2.5	.
Mining industry	-12.3	-8.5	6.2	.
Mining	-17.8	-11.0	8.4	.
- manufacturing	-9.1	-6.9	4.8	.
-(Light industry)	-2.6	0.1	1.1	.
-(Heavy chemical industry)	-12.4	-10.4	6.7	.
Electric Gas Water Business	5.7	-2.9	22.3	-
Construction	-4.4	-4.4	1.2	
Service	0.9	0.5	0.6	
- (government)	0.8	0.8	0.6	
- (Other)	1.2	-0.3	0.5	
Gross domestic product	-4.1	-3.5	3.9	.

North Korea's Industrial Structure (Unit: nominal,%)

	'18	'17	'16	'15
Agriculture, forestry and fishery	23.3	22.8	21.7	21.6
Mining industry	29.4	31.8	33.2	32.7
Mining	10.6	11.7	12.6	12.2
- manufacturing	18.8	20.1	20.6	20.4
-(Light industry)	6.8	6.8	6.9	7.0
-(Heavy chemical industry)	12.0	13.3	13.7	13.4
Electric Gas Water Business	5.4	5.0	5.2	4.5
Construction	8.9	8.6	8.8	9.0
Service	33.0	31.7	31.1	32.2
- (government)	24.6	23.2	22.4	23.3
- (Other)	8.5	8.4	8.7	8.9
Gross domestic product	100.0	100.0	100.0	100.0

Source: Bank of Korea website. Avilable at: https://www.bok.or.kr/portal/main/contents.do?menuNo=200091, accessed 31 January 2020.

Annex 69: DPRK Fuel Supply (2017, 2018 and 5 year average), FAO

The sectoral sanctions limit the amount of fuel, production of fertilizers, and the availability of machinery for agriculture and food production. Spare parts are increasingly in short supply as existing machinery ages. Moreover, according to FAO, "shortages of fuel, electricity and pumping equipment limit the ability to irrigate, reducing yields and making crops susceptible to extreme weather shocks, such as drought and heatwaves."

Fuel Type	2018	2017	5 yr average	2017-2018 change	2018 change from 5 yr average
	Metric Tones			%	
Diesel	40,502	54,350	57,727	-25	-30
Petrol	4,000	6,000	6,500	-33	-38
TOTAL	44,502	60,350	64,227	-26	-31

Source: FAO website. Available at: http://www.fao.org/3/ca4447en/ca4447en.pdf, accessed 31 January 2020

Annex 70: An analysis of exemption request times

The Panel compared exemption request approval times in 2018 and 2019. The table below highlights the average approval time, defined as the number of working days (i.e., Monday to Friday) from the date of the request to the date of the approval.[45] The data show that the average number of working days for an exemption request approval fell from 59 in 2018 to 17 in 2019— a decrease of approximately 71%.

Table 1: Average time for exemption request approvals

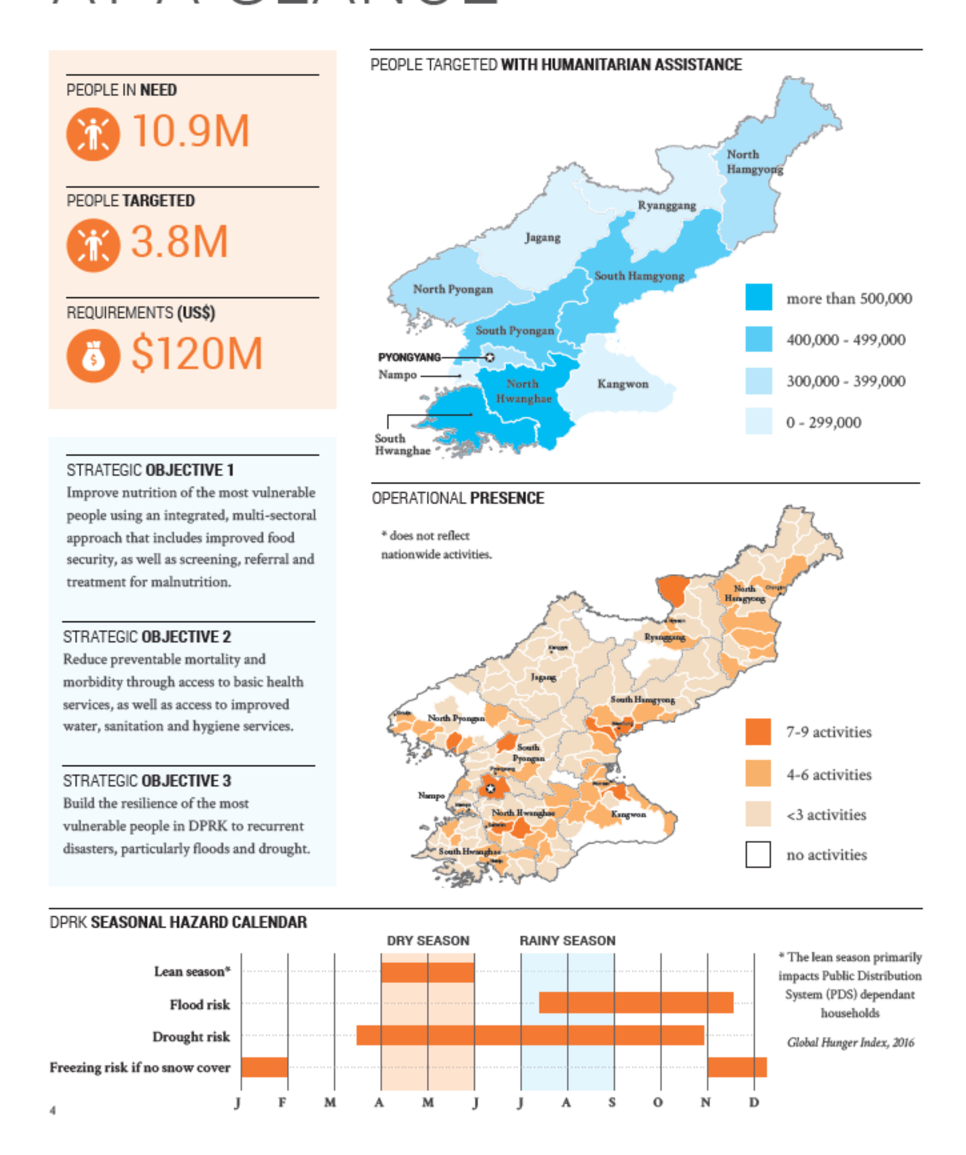
Year	No. of Request Approvals	Average approval time (in workdays)	Std. Dev. (in workdays)
2018	16	59	48
2019	32	17	31

The Panel found no statistically significant difference between the type of organization making the request (i.e., a UN organization or a non-UN organization).[46]

[45] This analysis excludes requests that were denied, placed on hold, or withdrawn from the committee. In total, these included 4 cases (2018 and 2019 combined). The cases were excluded to ensure consistency in the analysis and because contextual circumstances varied significantly between cases. An alternative analysis of "time-to-decision", which includes the 4 cases, shows no significant difference from the decrease in exemption request approval times.

[46] The Panel conducted an independent-sample t-test to compare UN and non-UN exemption request time approvals (2-tailed, $p = 0.118$). This result is for 2018 and 2019 combined, as there were not enough samples to test each year individually.

Annex 71: DPRK Needs and Priorities Report by UN OCHA, 2019 (excerpt)



Source: OCHA

Annex 72: Potential Social Impacts

Theoretical and empirical analyses of sanctions' effects on civilian populations in various countries show that sanctions tend to take a disproportionate toll on the most vulnerable segments of society— e.g., women, children, the elderly, and the disabled. This is especially true in less developed states that lack legal protections for marginalized or underrepresented populations, as well as those states that do not afford women access to education, exclude certain groups from participation in political processes, and limit women's economic rights. Economic shocks— caused by sanctions— can lead to increased violations of women's economic rights, which in turn leads to more violations of women's basic rights.[47] Although there are no systematic studies that examine the direct consequences of UN sanctions on women's rights or status in the DPRK, it is worth noting that the textile, clothing, seafood and other food processing industries within the DPRK's economy, which are all affected by UN sectoral sanctions, have large proportions of female laborers.

It would be reasonable to assume that UN sanctions' effects on the country's economy may have disproportionate effects on the most vulnerable segments of society. In the DPRK, as in other countries, children of a particular age are often the first to be affected by the absence of adequate nuctrition and healthcare. Sanctions may also complicate the ability to provide support for the disabled. [48] Of course, these effects are compounded by domestic policies that favor elites, who sometimes, paradoxically, benefit from their increased ability to manage shrinking resources, resulting from limiting of external supplies due to sanctions, and capitalize on the "new economy."

Source: The Panel

[47] See, for example, Drury, A. Cooper, and Dursun Peksen. 2014. "Women and Economic Statecraft: The Negative Impact International Economic Sanctions Visit on Women." European Journal of International Relations 20 (2): 463–90.

[48] See https://www.voanews.com/east-asia-pacific/north-koreans-disabilities-threatened-international-sanctions-aid-groups-say

Annex 73: Consolidated List of Recommendations

(**Maritime and Sectoral**)

1. **The Panel reiterates its recommendation that the Committee agree upon a single conversion rate between tons and barrels for refined petroleum products and specify the ton measurement referred to in the resolution.**

2. **The Panel recommends that the Committee publish the amounts of refined petroleum deliveries converted into barrels on receipt of any notification.**

3. **The Panel reiterates its recommendation that Member States should report in a timely manner any known transfers of refined petroleum products to the Committee, as required by the resolution.**

4. **The Panel recommends to the Committee to designate the following vessels for violation of paragraph 5 of resolution 2397 (2017):**

- ***Bonvoy 3* (IMO: 8978784), unknown-flagged**
- ***Diamond 8* (IMO: 9132612), Sierra Leone-flagged**
- ***Hokong* (IMO: 9006758), formerly Sierra Leone-flagged**
- ***Sen Lin 01* (IMO:8910378), formerly Sierra Leone-flagged**
- ***Subblic* (IMO: 8126082), formerly Togo-flagged**
- ***Tianyou* (IMO:8817007), formerly Sierra Leone-flagged**
- ***Unica* (IMO: 8514306), formerly Sierra Leone-flagged**
- ***Viet Tin 01* (IMO: 8508838), Viet Nam-flagged**
- ***Vifine* also known as *Tealway FV* (IMO: 9045962), formerly Sierra Leone-flagged**
- ***Yun Hong 8* (MMSI: 413459380), Chinese-flagged**

5. **The Panel recommends to the Committee to designate the following vessels for conducting ship-to-ship transfers with DPRK vessels for violation of paragraph 11 of resolution 2375 (2017):**

- ***Rui Hong 916* (IMO: 9058866), formerly Sierra Leone-flagged**
- ***Sea Prima* (IMO: 8617524), formerly Saint Kitts and Nevis-flagged**

6. **The Panel reiterates its recommendations to designate the following DPRK vessels for violation of paragraph 11 of resolution 2375 (2017):**

- ***Bok Un 1* / *Myong Ryu 1* (IMO: 8532413), DPRK-flagged**
- ***Mu Bong 1* (IMO: 8610461), DPRK-flagged**

To Member States on best practices with regards to the DPRK activities:

On information sharing:

7. **Member States with evidence should share a list of vessels suspected of delivering petroleum products to the DPRK with the relevant Member State authorities in order to conduct their own due diligence and deter vessels that facilitate imports of refined petroleum into the DPRK.**

8. **Member States should encourage ship owners, operators and charterers to incorporate into due diligence practices available data from organizations that provide data such as ship location, ship registry information, and ship flagging information, along with available information from the 1718 Committee.**

On promoting transparency:

9. **Member States should require their relevant competent authorities to disclose beneficial ownership information of all legal entities seeking to register vessels under their ship registry. Member States with open registries should endeavor to collect identifying and contact information for each individual that owns or exerts control over the foreign entity to which each vessel belongs, whether as a controlling shareholder, a financier of the enterprise, or as a senior manager or decisionmaker.**

10. **Member States with open registries should endeavor to collect identifying and contact information on vessel owners represented by a resident agent national, should there be no legal entity within the Member State's jurisdiction.**

On leveraging technology in support of effective implementation of maritime sanctions measures:

11. **Flag states and the maritime industry should consider technical solutions to avoid abuse of Automatic Identification Systems (AIS) such as a "soft-lock" system to ensure transmission of valid vessel identification data, using a strictly controlled access code.**

12. **Flag States and the maritime industry to consider developing and adopting electronic document management systems to enable rapid, on-site checks for authenticity, validity or cancelation (for sanctions reasons), using a mobile phone application or by accessing the Flag State website online.**

On promoting best practices on end-user certification

13. **Member States should consider adopting guidance measures for commodity traders, suppliers and brokering companies that require certificates of ultimate origin and destination for commodities being sold to apply a 'Know your Customer's Customer (KYCC)' due diligence measures.**

To the Committee:

14. **The Panel recommends to the Committee to designate the *Rui Jin* (IMO: 8919104) for violation of paragraph 6 of resolution 2397 (2017).**

15. **To assist the efforts of Member State, the Panel reiterates its previous recommendation to establish a regional cooperative mechanism to share information on whether vessels actually docked and loaded coal from the ports claimed in their documents of cargo origin. Member States should establish a point of contact for that purpose.**

16. **The Panel recommends that Member States take all necessary measures including enacting legislation mandating appropriate action against all vessels found to have violated sanctions.**

17. The Panel recommends that Member States share with other Member States, Committee and the Panel the list of vessels confirmed as involved in activities, or the transport of items, prohibited by relevant resolutions.

(Embargoes, designated entities/individuals and workers)

18. **Member States should exercise vigilance in screening all categories of visa application by DPRK nationals to prevent the entry of DPRK nationals intending to earn income overseas.**

19. **Member States, pursuant to paragraph 8 of resolution 2397 (2017), should submit in a timely manner reports containing complete information on repatriation to the DPRK of all DPRK nationals earning income.**

20. **To enhance the efficiency of Member States implementation of reporting requirements, the Committee should consider issuing Implementation Assistance Notices (IANs).**

(Luxury Goods)

21. **Member States should encourage their nationals exporting luxury goods to include a contractual provision to prevent re-sale to sanctioned jurisdictions.**

22. **The Committee should prepare a more detailed list of prohibited luxury goods (where possible, with specific HS commodity codes) for consideration by the Council.**

23. **Member States should harmonize their export control lists to reflect the list of prohibited luxury goods.**

24. **Member States and relevant international organizations should encourage shipping and transportation companies to provide a thorough systems for checking consignees, bearing in mind the risk of transhipment.**

(Finance)

25. **The Panel reiterates its recommendation that the Committee clarify the definition of joint ventures and cooperative entities, contained in paragraph 18 of resolution 2375 (2017).**

26. **The Panel reiterates its recommendation that the Security Council consider explicitly addressing the DPRK's evasion of sanctions through cyber means if drafting additional sanctions measures in the future.**

27. **The Panel recommends that all Member States exercise vigilance over their nationals who may be traveling to the DPRK to provide training and/or advice on using virtual currencies and related technologies to evade UN sanctions.**

28. **The Panel reiterates its previous recommendation that Member States ensure their legal and regulatory frameworks cover virtual assets (e.g., cryptocurrency) and virtual asset service providers (e.g. cryptocurrency exchanges).**

29. The Panel specifically highlights a recurring trend whereby DPRK diplomats and their family members establish bank accounts for the purpose of UN sanctions evasion, and recommends Member States exercise enhanced vigilance.

30. **The Panel encourages Member States to implement the Financial Action Task Force (FATF) standards, with special attention given to measures associated**

with *targeted financial sanctions related to proliferation* and *transparency and beneficial ownership of legal persons and arrangements* (FATF Recommendations 7, 24, and 25).

(Nuclear and ballistic missiles)

31. **The Panel recommends that Member States exercise vigilance over the risk of sanctions violation through exchanges, including joint research with DPRK researchers and institutions in sensitive areas.**

32. **The Panel recommends that Member States be vigilant in monitoring intangible technology transfer, including the transfer of "know-how".**

33. **The Panel recommends that Member States exercise higher vigilance to the supply of items prohibited under relevant resolutions, and further emphasizes the importance of stringent export control by all relevant parties such as the producers, brokers, and the end-users.**

(Unintended consequences)

34. **The Committee should continue efforts for the prompt resumption of a stable banking channel for humanitarian activities, including the identification of financial channels and institutions as possible alternatives for fund transfers.**

35. **The Committee should continue the practice of bi-annual briefings by the relevant United Nations agencies on the unintended impact of sanctions on the civilian population and on their operations within the Democratic People's Republic of Korea.**

36. **The Panel recommends that the Security Council continue to address issues and processes that are consequential to mitigating the unintended adverse impacts of sanctions on DPRK's civilian population and on humanitarian aid operations.**

37. **The Committee should continue discuss simplifying the exemption application and no objection procedures for UN humanitarian organizations in the DPRK.**

38. **The Committee should work toward streamlining the procedure for applying for exemptions under the terms of the Implementation Assistance Notice No. 7 and work to simplify the application process to the extent possible, including by providing greater flexibility regarding the technical specifications of planned shipments, the parties involved and the frequency of requests and submissions.**

39. **In order to help humanitarian organizations' planning and budgeting processes, the Committee should publish detailed quarterly statistics on the exemption approvals and the approval process.**